



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO



Appui à la Planification Urbaine et
des Infrastructures dans le Contexte Migratoire

DOUALA

Cameroun - Douala 3 - Profil Urbain - Volume 1

Remerciements:

Le projet a été financé par:
Secrétariat d'État à l'Économie Suisse (SECO)

L'analyse spatiale et narrative ont été développés par la Branche des Pratiques Urbaines, Division de Solutions Globales, Section de la Planification, Finance et Économie (PFES) d'ONU-Habitat en collaboration avec le Bureau Pays Cameroun.

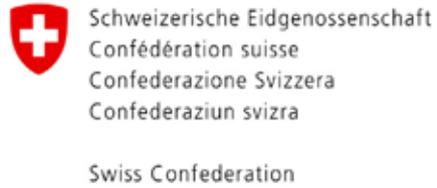
Manager du Projet: Herman Pienaar
Supervision du Projet: Niina Rinne, Jia Cong Ang
Coordination du Projet: Princesse Samba Makondele

Contributeurs Bureau Cameroun: Christian Bedga Ngue
Contributeurs Équipe UPIMC Cameroun: Raïssa Makougoum Mba, Mohammed Lamine Traoré, Léa Pelleteret
Aloysius Bongwa, Hermès Saré Play d'Ameuno, Agnès Owona Memong, Razan Elmrayed, Wasela Altaher
QG des contributeurs: Ludovica Brambilla, Sandy Kumar, Mario Palomino
Contribution Ville de Douala: Communauté Urbaine de Douala (CUD), Commune d'Arrondissement de Douala 3 (CAD3)
Photo de couverture: Logements le long de la route de Logababa à Douala 3, Cameroun@UN-Habitat

Responsabilités:

Les appellations employées dans ce rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur degré de développement. L'analyse, les conclusions et les recommandations de cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, de son Conseil d'administration ou de ses États membres

La référence dans cette publication à des produits commerciaux, des marques, des processus ou des services spécifiques, ou l'utilisation d'un nom commercial, d'une entreprise ou d'une société ne constitue pas une approbation, une recommandation ou une faveur de la part d'ONU-Habitat ou de ses responsables, et une telle référence ne constitue pas une approbation d'ONU Habitat.



Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO



Appui à la planification urbaine et
des infrastructures dans le contexte migratoire

DOUALA

Cameroun - Douala 3 - Profil Urbain - Volume 1

ABRÉVIATIONS

AFD - Agence française de développement	OIT - Organisation In-ternationale du Travail
ARS - Autorités locales et régionales	ONG - Organisation Non Gouvernementale
BIP - Budget d'Investissement Public	PAD - Port Autonome de Douala
BM - Banque Mondiale	PBB - Budget basé sur la performance
BRT - Bus Rapid Transport	PCD - Plan Communal de Développement
BUCREP - Bureau Central de Recensement et d'Etude de la Population au Cameroun	PDI - Personnes Déplacées Internes
CAC - Centimes Additionnels Communaux	PDU - Plan Directeur d'Urbanisme
CAD3 - Commune d'Arrondissement de Douala 3	PDUE - Projet de Développement des secteurs Urbain et de l'approvisionnement en Eau
CAMWATER - Société Camerounaise des d'eau	PDVIR - Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes
CBMT - Cadre Budgétaire à Moyen Terme	PIB - Produit Intérieur Brut
CDMT - Cadre de Dépenses à Moyen Terme	PIP - Projet d'Investissements Public
CDS - Stratégie de développement urbain	PLANUT - Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance Economique
CEMAC - Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale	PMUS - Plan de Mobilité Urbaine Soutenable
CRE - Commission de Régulation de l'Electricité	PNDP - Plan National de Development
CTD - Collectivités Territoriales Décentralisées	PNH -Plan National de l'Habitat
CUD - Communauté Urbaine de Douala	PNPGC - Programme national pour la prévention et la gestion des catastrophes
DGSN - Délégation Générale à la Sûreté Nationale	POS - Plan d'Occupation du Sol
ENEO - Energie du Cameroun	PPBS - Planification - Programmation - Budgétisation - Système
FCFA - Franc de la Communauté Financière Africaine	PS - Plan de Secteur
FEICOM - Fonds spécial d'Equipement et d'Intervention interCommunale	PSU - Plan de Synthèse Urbain
FTP - Partenaires financiers et techniques	PTF - Partenaires Techniques et Financiers
HYSACAM - Hygiène et salubrité du Came-roun	PUN - Politique Urbaine Nationale
LC - Lettre de Commande	RGPH - Recensement Général de la Population et de l'Habitat
MAETUR - Mission d'Aménagement et d'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux	SAD - Société de Développement de Douala
MAGZI - Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles	SDA - Schéma Directeur d'Assainissement de Douala
MINADER - Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural	SECO - Secrétariat d'Etat suisse à l'économie
MINAT - Ministère de l'Administration Territoriale	SED - Secrétariat d'Etat à la Défense
MINDCAF - Ministère des Domaines, du Cadatsre et des Affaires Foncières	SIC - Société Immobilière du Cameroun
MINDDEVEL - Ministère de la Décentralisation et du Développement Local	SNADDT - Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
MINEE - Ministère de l'Eau et de l'Energie	SND 30 - Stratégie Nationale de Développement
MINEPAT - Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire	SNRRC - Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes
MINEPIA - Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales	SOCATUR - Société Camerounaise des Transports Urbains
MINFI - Ministère des Finances	SRADTT - Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires
MINHDU - Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain	TDL - Taxe de développement local
MINSANTE - Ministère de la Santé Publique	UNDAF - Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
MINTP - Ministère des Travaux Publics	UNDRR - Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe
MRA - Mission d'Évaluation rapide multisectorielle	UNHCR - Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés
NOSO - Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest	UNICEF - Fonds des Nations unies pour l'enfance
ONG - Organisation Non-Gouvernementale	RGPH - General Population and Housing Census
OCHA - Bureau de la coordination des affaires humanitaires	UPIMC - Planification Urbaine et des Infrastructures dans le Contexte Migratoire

LISTE DES FIGURES

COUVERTURE - Photo 1. Habitations le long de la route de Logbaba à Douala 3, Cameroun	01
INTRODUCTION - Fig 1. Quatre composantes du programme UPIMC	13
Graph 1. Limites administratives du Cameroun	15
Fig 2. UPIMC Cameroun Douala 3 - Calendrier des activités participatives	17
01 CONTEXTE : URBANISATION AUX ECHELLES NATIONALE, RÉGIONALE ET DE LA VILLE	20
Photo 2. Rond-point Ndogpassi , Douala	20
Carte 1. Urbanisation – Échelle nationale	23
Photo 3. Rivière à Ndogpassi Plage	24
Fig 3. Réseau des grandes zones urbaines	26
Carte 2. Ressources naturelles et commerce régional – Échelle nationale	27
Fig 4. Nombre moyen de personnes touchées par les inondations par région / an	28
Fig 5. Nombre moyen de personnes touchées par les sécheresses par région / an	28
Carte 3. Changement climatique – Échelle nationale	29
Carte 4. Risques Naturels – Échelle de la ville	30
Fig 6. Température moyenne annuelle dans la région du Littoral de 1901 à 2020	32
Fig 7. Catastrophes naturelles au Cameroun (1971 - 2022, fréquence, en milliers de personnes)	32
Fig 8. Déplacements internes induits par les conflits et les catastrophes naturelles (2010-2022)	33
Photo 4. Inondations fréquentes dans le quartier de Ndogpassi Plage à Douala 3	33
Photo 5. Marché de Ndogpassi	35
Carte 5. Démographie et population - Echelle nationale	37
Carte 6. Démographie et population – Échelle régionale	39
Fig 9. Population de Douala de 1990 à 2021	41
Carte 7. Croissance Urbaine – Échelle de la ville	41
Fig 10. Densité de la population de Douala entre 1990 et 2021	41
Fig 11. Empreinte urbaine de Douala 1990 - 2021	41
Carte 8. Répartition de la population – Échelle de la ville	43
Fig 12. Croissance démographique dans les arrondissements de Douala de 1990 à 2030	43
Photo 6. Industrie à Douala	44
Tableau 1. Principaux projets financés dans le cadre du Plan d'Urgence Economique (PLANUT)	46
Carte 9. Principales initiatives de financement des infrastructures – Échelle nationale	47
Carte 10. Infrastructure stratégique – Échelle régionale	49
Carte 11. Infrastructures urbaines stratégiques – Échelle de la ville	51
Tableau 2. Avancement des principaux projets d'infrastructures à Douala	51
Fig 13. Distances entre les centres économiques à Douala	53
Carte 12. Pôles Economiques/Activités – Échelle de la ville	
02 CADRES CLÉS - Photo 7. Route tertiaire à Ndogpassi Plage	54
Fig 14. Gouvernance, aménagement du territoire et politiques urbaines au Cameroun	57
Fig 15. Documents de politique et de planification urbaines	59
Fig 16. Système national d'administration foncière	61
Tableau 3. Compétences en aménagement du territoire, d'urbanisme et de logement de la CUD et de la CAD3	62
Carte 13. Gouvernance locale	63
Carte 14. Plan d'aménagement du territoire	65
Fig 17. Répartition des affectations des terres à Douala stipulée dans le Plan d'Occupation du Sol de la CUD (2025)	65
Fig 18. Organisation avec les parties prenantes	67
Fig 19. Etat d'avancement des projets à Douala	68

LISTE DES FIGURES

03 ANALYSE DU CONTEXTE URBAIN DE DOUALA 3 - Photo 8. Rond point Marché Ndogpassi	70
Carte 15. Vue aérienne de Douala 3	73
Carte 16. Croissance urbaine de Douala 3	75
Carte 17. Densité de population de Douala 3	77
Fig 19. Répartition de la population à Douala (2020)	78
Fig. 20. Evolution de la population à Douala 3 (2005 - 2018)	78
Fig. 21. Evolution de la population à Douala 3 (2005 - 2035)	78
Photo 9. Rond-point de Ndokoti	79
Photo 10. Marché de Ndogpassi 3	79
Carte 18. Plan d'Occupation du Sol de la Ville de Douala	81
Carte 19. Répartition des PDI à Douala 3	83
Fig 22. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Origine et sexe des PDI	84
Fig 23. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Période d'arrivée des PDI à Douala 3	84
Fig 24. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3, Raison de l'installation à Douala 3	84
Photo 11. Entretiens avec les déplacés internes à Ndogpassi Plage	85
Photo 12. Logement des personnes déplacées à Ndogpassi	85
Photo 13. Logement des personnes déplacées à Ndogpassi Plage	85
Carte 20. Environnement de Douala 3	89
Carte 21. Risques naturels à Douala 3	91
Fig 25. Utilisation des terres à Douala 3	93
Fig 26. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Fréquence des inondations	94
Fig 27. Entretiens d'ONU-Habitat avec les les PDI à Douala 3- PDI vivant dans des zones à risque	94
Fig 28. Terrain exposé aux inondations à Douala 3	94
Photo 14. Entretiens avec les PDI à Yassa	95
Photo 15. Installations des PDI à Ndogpassi Plage	95
Photos 16. PDI logeant dans des zones exposées aux risques environnementaux	97
Carte 22. Réseau routier à Douala 3	97
Photo 17. Logement proche des drains à Ndogpassi Plage	98
Carte 23. Réseau routier à Douala 3	101
Carte 24. Infrastructures de transport à Douala 3	103
Fig 29. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Type de transport utilisé	104
Fig 30. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - État du réseau routier	104
Photo 18. Entretiens avec les déplacés internes d'Espoir	105
Photo 19. Station Bassa en Nylon	105
Photo 20. Routes tertiaires à Ndogpassi Espoir	106
Carte 25. Répartition des équipements scolaires à Douala 3	109
Fig 31. Frais de scolarité primaire	110
Fig 32. Frais de scolarité dans l'enseignement supérieur	110
Fig 33. Frais d'examen pour l'école secondaire publique	110
Photo 21. Ecole primaire privée bilingue à Boko	111
Photo 22. Clinique traditionnelle à Ndogpassi	111
Carte 26. Accessibilité aux formations sanitaires à Douala 3	113
Fig 34. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Formation académique	114
Fig 35. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Accès aux établissements d'enseignement	114
Fig 36. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Accès aux services de santé	114
Photo 23. Entretiens avec les PDI à Ndogpassi Espoir	115
Photo 24. Centre médical à Ndogpassi Plage	115
Photo 25. Ecole primaire publique de Ndogpassi Plage	116
Carte 27. Répartition des Services de Base à Douala 3	121
Fig 37. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Accès aux services urbains de base	122
Photo 26. Entretien avec des déplacés internes à Ndogpassi	123
Photo 27. Route tertiaire et réseau électrique informelle à Ndogpassi Plage	123

LISTE DES FIGURES

Photo 28. Route tertiaire et électricité informelle à Ndogpassi Plage	124
Carte 28. Pôles écono-miques à Douala 3	127
Table 4. Flux de revenus de la municipalité de Douala 3 en FCFA, 2018 - 2022	133
Fig.42. Flux de revenus de la commune de Douala 3, 2019 - 2022, 2019 - 2022	133
Table 5. Évolution des dépenses dans la commune de Douala 3, 2018 - 2022	134
Table 6. Transferts et subventions reçus par la municipalité de Douala 3 en FCFA 2018 - 2022	135
Table 7. Autres revenus et bénéfices divers de la commune de Douala 3 en FCFA 2018-2022	135
Table 8. Acquisition de terres et actifs de la municipalité de Douala 3, 2019 - 2022 en FCFA	136
Table 9. Remboursement des emprunts et dettes par la municipalité de Douala 3 en FCFA 2018 - 2022	136
Table 10. Ensembles d'assistance financière reçus par la municipalité de Douala 3 en FCFA 2006 - 2021	137
Table 11. Dépenses de fonctionnement et d'investissement de Douala 3 en FCFA 2018 - 2022	138
Fig. 43. Dépenses de fonctionnement et d'investissement de Douala 3 en FCFA 2019 -2022	138
Table 12. Capacité d'investissement de la municipalité de Douala 3 en FCFA 2017 - 2021	139
Table 13. Structure du budget-programme de la municipalité de Douala 3, années 2023 - 2025, en FCFA	140
Fig. 44. Dépenses de fonctionnement et d'investissement de Douala 3, années 2023 - 2025, en FCFA	140
Fig 45. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Revenus mensuels et loyers	142
Fig 46. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Type d'emploi	142
Photo 29. Entretien avec des PDI à Ndogpassi Espoir	143
Photo 30. Marché au rond-point	144
Photo 31. Jetée de Japoma et extraction de sable	
04 PERFORMANCES DE DOUALA 3	149
Carte 29. Analyse hexagone de Douala 3	151
Carte 30. Analyse My Neighbourhood _ Compacité de Douala 3	153
Carte 31. Analyse My Neighbourhood _ Connectivité de Douala 3	155
Carte 32. Analyse My Neighbourhood _ Resilience de Douala 3	157
Carte 33. Analyse My Neighbourhood _ Dyna-misme de Douala 3	159
Carte 34. Analyse My Neighbourhood _ Quartier pilote de Douala 3	161
Carte 35. Enjeux spatiaux Douala	
05 ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES	164
Photo 32. Validation du plan de travail Comité technique, Conseil de Douala 3, 05.07. 2023	164
Photo 33. Réunion technique, Infrastructures de transport, 21.07. 2023	164
Photo 34. Réunion tech-nique, Infrastructures routières, 26.07. 2023	165
Photo 35. Échange avec les représentants des déplacés, 07.07. 2023	165
Photo 36. Entretiens avec les déplacés internes, quartier Espoir, 26.07.2023	165
Photo 37. Entretiens avec les déplacés internes, quartier Espoir, 26.07.2023	166
Photo 38. Visite de terrain à Ndogpassi Plage avec les autorités locales, 13.09.2023	166
Photo 39. Visite de terrain à Ndogpassi Plage avec les autorités locales, 25.10.2023	166
Photo 40. Visite de terrain à Ndogpassi Plage avec les autorités locales,13.09.2023	167
Photo 41, 42, 43. Comité Technique (CoTech), Conseil de Douala 3, 20.09.2023	168
Photos 44, 45, 46. Atelier de Profilage urbain et de la Vision straté-gique, 13.10.2023	169
Photos 47, 48, 49. Atelier de Profilage urbain et de la Vision stratégique, 13.10.2023	170
06 CONCLUSION	171
Fig. 47. Tableau d'analyse SWOT issu d'un exercice participatif - Atelier du profilage urbain, 13.10.2023	173
Fig. 48. Défis et recommandations pour Douala 3	175
Photo. 50. Identification du quartier Pilote, Commune de Douala 3, 07.09.2023	177
Carte 36. Image satellitaire du quartier pilote de Ndogpassi Plage	179
Photo 51. Route Tertiaire à Ndogpassi Plage	180

TABLE DES MATIERES

RESUME	10
Introduction au programme UPIMC	12
Programme UPIMC Cameroun - Douala 3	14
01 CONTEXTE	20
Urbanisation aux échelles Nationale, Régionale et de la ville	20
Ressources Naturelles et Risques Naturels	24
Démographie et Migration	34
Développement Economique	44
02 CADRES CLES	54
Gouvernance et politique nationale	56
Gouvernance Locale	62
Plan d'Occupation du Sol de Douala (2025)	64
Contexte Financier de la ville	66
3 ANALYSE DU CONTEXTE URBAIN DE DOUALA 3	70
Introduction	72
Impact Socio-spatial	74
Implications des PDI : Profil	84
Environnement et Risques Naturels	88
Implications des PDI : Exposition aux milieux vulnérables	94
Connectivité et Accessibilité	100
Implications des PDI : Les défis de la mobilité	104
Accessibilité aux installations	108
Implications pour les PDI : Contraintes liées à l'accès aux équipements sociaux	114
Accès aux services urbains de base	118
Implications des PDI : les contraintes d'accessibilité	122
Perspectives Economiques	126
Contexte des finances municipales CAD 3	130
Implications des PDI : Perspectives financières	142
04 PERFORMANCE DE DOUALA 3	146
Analyse My Neighbourhood	148
Les défis spatiaux à Douala 3	160

05 ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES	162
Réunions techniques avec Douala 3 - validation des données spatiale sectorielle	164
Questionnaire aux PDI - identification des défis avec le groupe cible	165
Visites de terrain - collecte de données avec la CAD 3 et les autorités locales	166
Comité Technique (CoTech) avec Douala 3	167
Atelier - Du profilage spatial à la Vision stratégique	168
06 CONCLUSION	170
Analyse SWOT - Forces, faiblesses, opportunités et menaces pour Douala 3	172
Défis et recommandations pour Douala 3	174
Identification du quartier pilote : Ndogpassi Plage	176
Du profilage urbain à la vision	178
PROFIL URBAIN POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE	182
PROCHAINES ETAPES DE UPIMC	183
ONU-HABITAT POUR UN AVENIR URBAIN DURABLE, INCLUSIF ET RESILIENT	185
07 BIBLIOGRAPHIE	186

RESUME

Avec plus de 55 % de la population mondiale actuelle vivant en milieu urbain – un chiffre qui devrait atteindre 68 % d'ici 2050 – les villes font face à des défis croissants en vue de répondre aux divers besoins de ceux-ci. Les espaces urbains sont devenus la principale destination des migrants et des populations déplacées, ainsi plus de 60 % des réfugiés et 80 % des personnes déplacées internes (PDI) cherchent refuge dans les villes. Cette tendance s'accompagne de problématiques majeures liées au changement climatique, posant des difficultés sans précédent aux villes et aux gouvernements locaux pour assurer le bien-être, l'intégration et la cohésion sociale des citoyens, et en particulier dans les quartiers les plus vulnérables. L'urgence de trouver des solutions durables à long terme adaptées aux environnements urbains souligne la nécessité d'un lien plus fort entre les efforts humanitaires et de développement, en particulier face aux déplacements et aux crises prolongées.

ONU-Habitat s'engage à combler ce fossé, en s'alignant sur l'Agenda 2030 des Nations Unies, le Pacte mondial sur les migrations (PMM) et le Pacte mondial sur les réfugiés, pour garantir à long terme un développement urbain durable et une réponse plus sûre aux migrations et déplacements prolongés. Reconnaisant la mobilité humaine comme un moteur clé de la croissance urbaine, ONU-Habitat s'est récemment engagé à lancer des approches alternatives qui abordent et exploitent la migration en milieu urbain. Grâce au programme d'urbanisme et d'infrastructures dans les contextes migratoires (UPIMC), ONU-Habitat s'engage dans une planification urbaine intégrée fondée sur des données factuelles exploitant un profilage spatial multi-échelle détaillé pour identifier les interventions réalisables dans les quartiers vulnérables confrontés à un afflux migratoire. L'UPIMC vise à combler le fossé entre les pratiques humanitaires et de développement en milieu urbain grâce à des solutions urbaines intégrées qui responsabilisent les communautés vers un avenir urbain durable et inclusif.

À PROPOS DU PROGRAMME UPIMC

Le programme d'aménagement urbain et d'infrastructures dans les contextes migratoires (UPIMC) d'ONU-Habitat s'est associé au Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO) pour améliorer l'accès à des services fiables et à des opportunités socioéconomiques pour les migrants et communautés d'accueil dans les villes. UPIMC accompagne différentes municipalités accueillant des PDI dans l'élaboration de stratégies à long terme exploitant leur potentiel pour renforcer la résilience face aux défis actuels et futurs. UPIMC promeut la collaboration multisectorielle entre ONU-Habitat, les autorités nationales et locales, les acteurs humanitaires, les partenaires de développement et les institutions financières internationales pour développer des interventions durables qui créent des environnements inclusifs, sûrs, résilients et durables. Le programme est présent dans plusieurs villes pilotes de trois pays : le Cameroun, l'Égypte et la Jordanie.

OBJECTIFS

UPIMC contribue aux efforts nationaux et internationaux visant à améliorer la qualité de vie des migrants et des communautés d'accueil en soutenant des investissements efficaces fondés sur des preuves pour des solutions durables au niveau local. UPIMC cherche à atténuer les vulnérabilités associées à la migration, en donnant aux administrations locales et aux parties prenantes les moyens de favoriser une intégration complète et un développement durable pour les migrants et les communautés d'accueil. Ce faisant, UPIMC contribue de manière significative à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) au niveau local. Le programme évalue les défis, besoins et opportunités de développement au sein des villes et zones urbaines, établissant un lien vital entre la dynamique locale et les tendances plus larges. Au-delà de l'analyse, le processus de profilage spatial de UPIMC sert de catalyseur d'action. En identifiant les défis critiques et leurs emplacements précis, il ouvre la voie au développement d'une vision urbaine précise et de plans d'action pour des zones pilotes, mettant en œuvre des interventions locales efficaces ciblant les migrants, les PDI et les communautés d'accueil. Il ne s'agit pas de comprendre le contexte ; il s'agit de

planifier, de transformer et de réaliser des changements durables au niveau local.

APPROCHE ET METHODOLOGIE

UPIMC utilise la méthodologie progressive du laboratoire urbain d'ONU-Habitat, un centre de planification et de conception urbaine intégrative. La méthodologie, caractérisée par sa flexibilité et son adaptabilité, s'articule autour de trois axes principaux. Premièrement, il s'efforce de « Comprendre la ville », en identifiant les principales tendances, les défis et opportunités. Deuxièmement, il valide les besoins et explore les changements nécessaires à travers des activités participatives visant à « planifier la ville ». Enfin, il détermine comment, où et quand ces changements doivent être mis en œuvre pour obtenir des résultats optimaux dans la limite des ressources disponibles, avec l'objectif primordial de « Transformer la ville »

UPIMC adapte cette méthodologie aux contextes complexes et dynamiques dans lesquels elle opère, et elle comprend quatre composantes interconnectées :

- (1) Profilage Urbain - pour comprendre la ville
- (2) Vision stratégique et construction de scénarios - pour planifier la ville
- (3) Investissements prioritaires dans les infrastructures et liens avec le financement – pour transformer la ville
- (4) échange de connaissances

À PROPOS DE CE DOCUMENT - COMPOSANTE DE PROFILAGE URBAIN UPIMC

Dans la première phase, UPIMC élabore des profils urbains grâce à une analyse globale intersectorielle et multi-niveaux des zones urbaines accueillant des migrants et des PDI. Cela fournit une compréhension spatiale de la dynamique, des défis et des opportunités de la migration et du développement urbain dans les villes pilotes, qui éclairera de manière cruciale la prise de décision à long terme en matière de développement urbain et de planification des infrastructures. L'exercice de profilage cartographie les zones d'intervention critiques, leurs emplacements précis et est utilisé pour identifier le quartier pilote à travers des ateliers de validation participatifs. Bien que le profil urbain soit un document autonome, il fonctionne comme une

feuille de route guidant les étapes ultérieures prises par UPIMC dans le quartier sélectionné. Il est donc essentiel d'en tenir compte à la lecture de la vision, des scénarios et des plans d'action qui seront produits au cours des deuxième et troisième phases, et qui sont illustrés plus en détail dans les dernières pages du document.

Cette publication comprend le profilage urbain de la ville de Douala, plus précisément l'Arrondissement de Douala 3, au Cameroun et représente la première composante du projet dans la ville. L'exercice de profilage doit être utilisé pour éclairer la transformation de la ville et en particulier de ses quartiers les plus vulnérables grâce à des interventions ciblées alignées sur les objectifs et tendances mondiales. Cette approche résume l'essence de la « localisation », reliant les objectifs mondiaux au niveau même de la base. D'un autre côté, l'analyse détaillée des dynamiques et des priorités identifiées au niveau de la ville et des quartiers peut éclairer de manière cruciale les trajectoires de développement plus larges du pays et de la région.

PUBLIC CIBLE

Le profil urbain fournit des points d'entrée aux praticiens et parties prenantes nationaux et internationaux qui cherchent à développer des stratégies de développement à long terme dans leurs villes, ainsi qu'aux organisations donatrices et aux financiers potentiels. Dans le même temps, ce profil cible les individus de base, qui sont les principaux acteurs du changement dans leurs communautés, en fournissant un aperçu spatialisé des principaux potentiels et opportunités des villes et quartiers profilés.

INTRODUCTION AU PROGRAMME UPIMC

UPIMC AU CAMEROUN

Le profilage urbain consiste à présenter une analyse multi-scalaire et multidimensionnelle à travers l'élaboration de cartes et le récit des grandes trajectoires observées à travers la collecte de données, les entretiens et les visites de terrain. L'analyse viendra enrichir d'autres études et accompagnera l'élaboration d'une stratégie urbaine par les acteurs de la ville. Ce document technique doit être considéré comme un outil évolutif et itératif pour soutenir au mieux les initiatives et les collaborations potentielles. UPIMC développe une approche basée sur quatre composantes principales. Au Cameroun, ceux-ci ont été développés comme suit :

1. PROFILAGE

Le profilage urbain commence par une analyse sectorielle à grande échelle, telle que : le contexte national, régional et urbain du Cameroun. Ensuite, le cœur de l'analyse se concentre sur la CAD3. Le profil fournit un cadre pour l'analyse spatiale et stratégique de la localité dans une perspective de développement alignée sur les priorités nationales et municipales. L'analyse spatiale comprend la collecte de données multisectorielles, des données primaires et secondaires, des visites sur le terrain, des entretiens avec des PDI, des ateliers participatifs avec les autorités locales et les principales parties prenantes. Cela a ensuite été accompagné d'une analyse SIG détaillée au niveau du pays, de la ville et du quartier.

2. VISION STRATEGIQUE ET CONSTRUCTION DE SCENARIO

À la lumière du travail d'analyse et des échanges menés lors de la première partie de l'étude, cette composante développera une vision stratégique basée sur une stratégie urbaine construite avec les acteurs.

Suite à cette stratégie, les scénarios optimaux pour Douala 3 seront discutés et identifiés. En effet, l'élaboration des scénarios s'appuiera sur une charrette participative et inclusive, qui implique les principales parties prenantes ainsi qu'un groupe cohérent de PDI, communautés d'accueil. Les participants apporteront des contributions directes au processus de visualisation, ce qui facilitera la discussion sur les visions stratégiques, les interventions possibles, les intérêts individuels associés, les opportunités et/

ou contraintes techniques, ainsi que les objectifs politiques

L'élaboration du scénario sera soutenue par un plan d'action décrivant les projets possibles et leurs échéanciers. Cela ouvrira également la prochaine étape pour l'identification claire des interventions stratégiques en matière d'infrastructures et permettra une évaluation technique de la priorisation des interventions.

3. DEFINIR LES INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES DANS LES INFRASTRUCTURES ET LES LIENS AVEC LE FINANCEMENT

Les composantes précédentes conduisent à l'identification d'actions prioritaires structurelles et conjoncturelles pour accompagner les décideurs et experts dans la définition de leurs interventions. Ce travail permettra de prioriser les investissements en évaluant le potentiel économique, social et environnemental ainsi que l'impact durable des interventions proposées sur la ville et ses communautés. Les investissements prioritaires seront discutés entre décideurs, investisseurs potentiels et acteurs de la coopération internationale, notamment sur la base de l'analyse des budgets de la ville et des lotissements pour nouer des partenariats. Ces actions prioritaires seront présentées lors d'un atelier de validation avec les parties prenantes.

4. ECHANGES DE CONNAISSANCES

Le dernier volet est mis en œuvre tout au long du programme. Il favorisera l'échange de connaissances et la sensibilisation des acteurs des villes à l'application d'une bonne gestion des données et de plateformes d'observation urbaine.

Un protocole d'accord avec l'Université de Douala, Département de Géographie a été signé en décembre 2023, pour formaliser une collaboration gagnant-gagnant entre les étudiants de l'université et l'équipe UPIMC Cameroun.

Ce partenariat repose sur un programme qui comprend :

- Formation technique sur l'utilisation des outils de collecte de données territoriales,
- Appui à des activités participatives telles que : organisation d'ateliers et de visites de terrain.

QUATRE COMPOSANTES DU PROGRAMME UPIMC

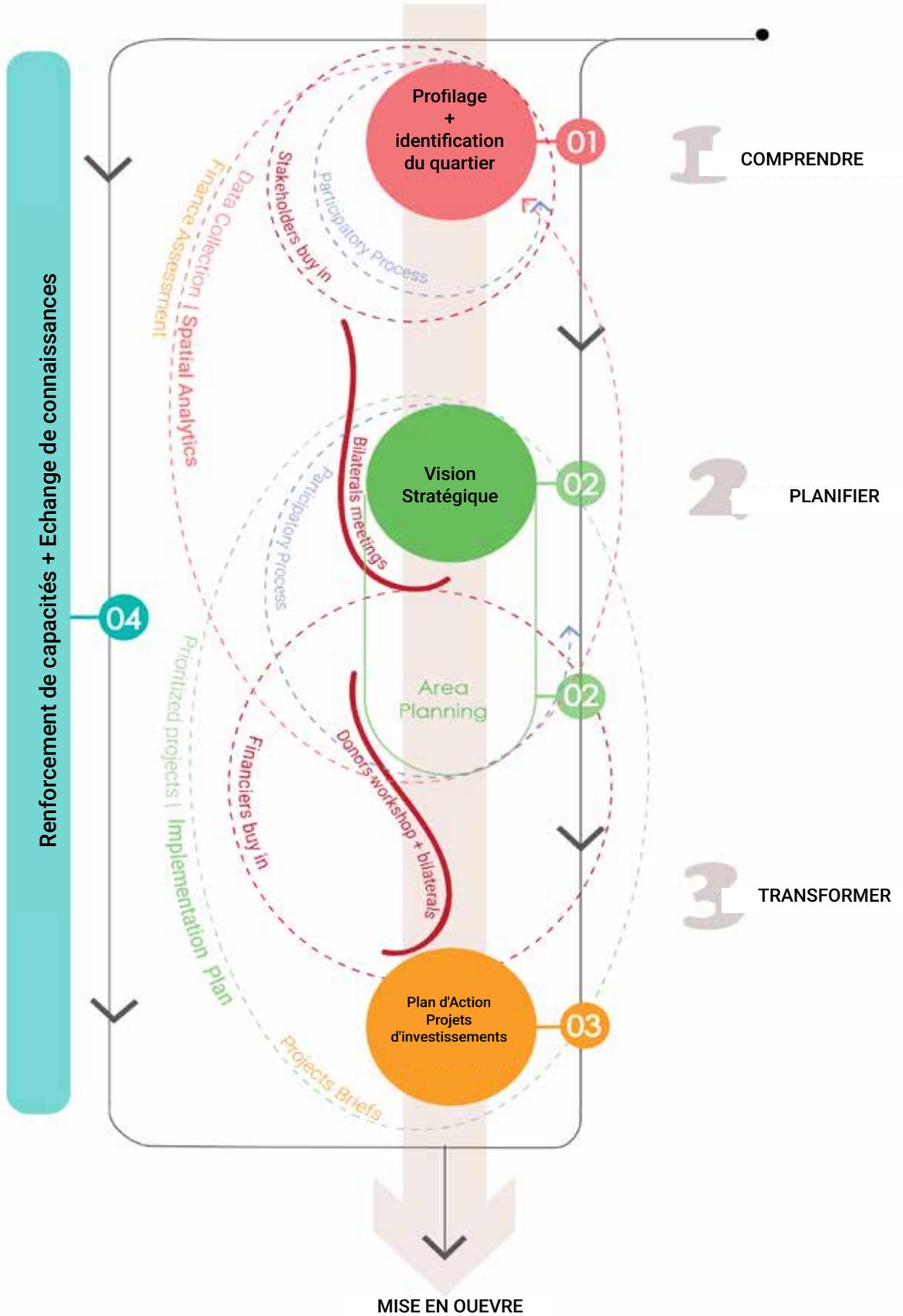


Fig 1. Quatre composantes du programme UPIMC
Source: @ONU-Habitat

INTRODUCTION AU PROGRAMME UPIMC - DOUALA 3

Pour mieux comprendre la complexité des frontières administratives qui affectent le Cameroun, et qui guideront la lecture de l'Analyse, il est nécessaire de définir chaque niveau et son impact sur le territoire

NATIONAL - CAMEROUN

Le Cameroun est l'un des principaux carrefours entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale. Depuis plus d'une décennie, le Cameroun accueille des déplacés internes et des réfugiés, dont le nombre a augmenté au cours des cinq dernières années en raison de conflits internes et externes alimentés par des griefs religieux et politiques. Le pays subit également les effets du changement climatique avec une augmentation des risques d'inondation, en particulier dans la région du Littoral mais aussi des risques de sécheresse dans la partie nord du pays. Dans ce contexte, le Cameroun travaille actuellement sur une politique urbaine nationale qui propose de mener à un développement urbain durable à long terme. Le document a été validé lors d'un atelier des parties prenantes en 2023 qui s'est tenu à Yaoundé.

REGION DU LITTORAL - DEPARTEMENT DU WOURI

La région du Littoral est l'une des régions les plus densément peuplées du pays avec 179,4 hab/km². Elle bénéficie d'une infrastructure de transport stratégique qui la relie au reste du pays. Le Littoral accueille un nombre important de migrants, selon l'OIM, OCHA 2023, elle estime à plus de 75 000 le nombre de déplacés internes fuyant leurs foyers dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cette population est surtout concentrée dans le département du Wouri: **la ville de Douala compte environ 50 000 personnes déplacées, qui cherchent à trouver un endroit sûr où s'installer, des opportunités économiques, de meilleures conditions de vie. (OIM, OCHA, août 2023).**

VILLE - DOUALA

Au cours des 30 dernières années, l'empreinte urbaine de Douala a plus que doublé. Le développement de la ville montre les tendances suivantes :

- a) Une expansion rapide et incontrôlée de l'urbain,
- b) Une grande surface de logements informels (près de 25 % de la zone résidentielle), souvent sur des terrains non constructibles,
- c) Vulnérabilité aux aléas environnementaux et

urbanisation du milieu naturel

d) Manque de routes en bon état et de services de bonne qualité.

En effet, la ville constitue un pôle économique et culturel pour l'Afrique centrale et le continent.

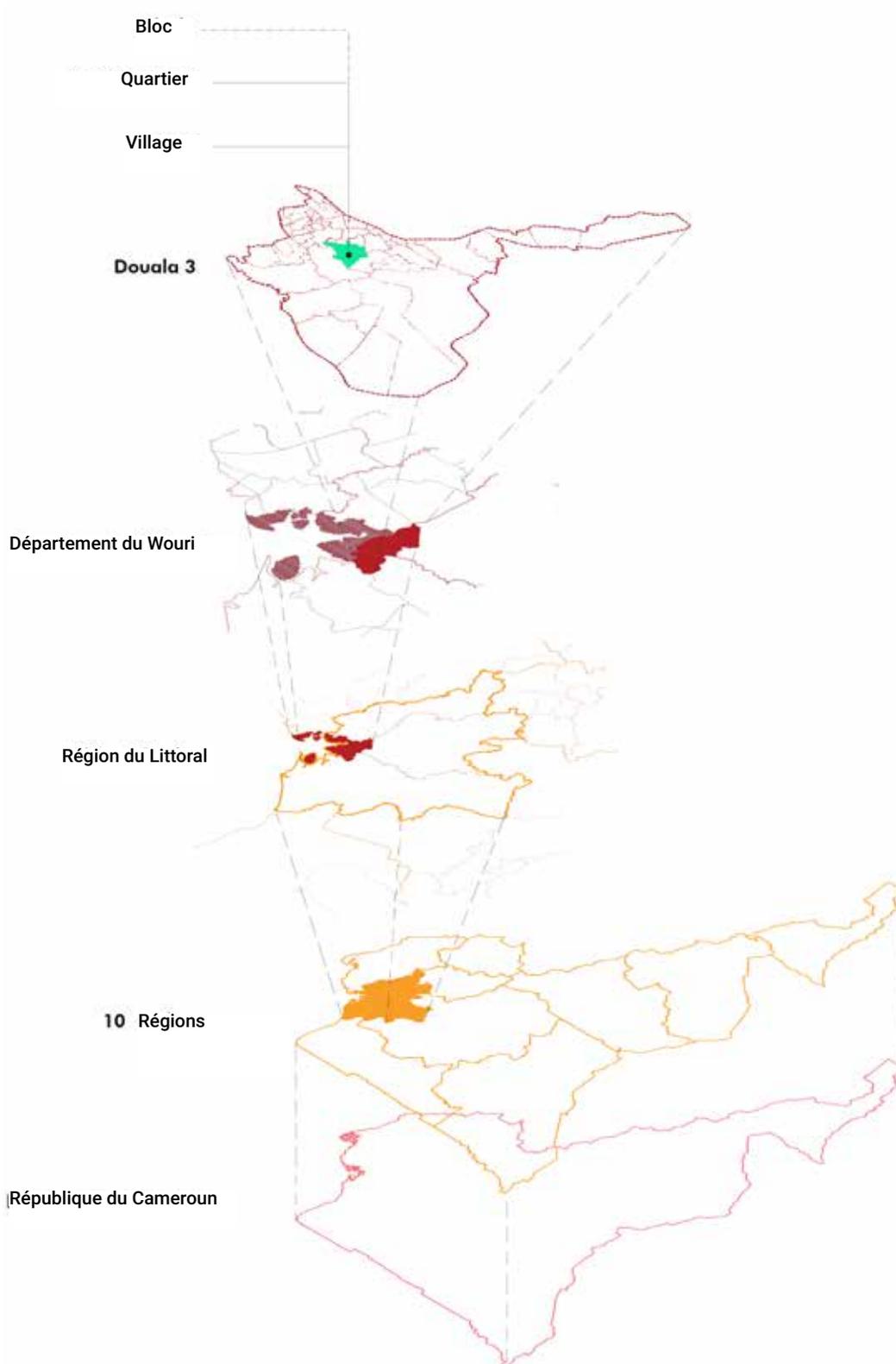
Cette trajectoire est aussi marquée par de nouvelles dynamiques telles l'arrivée de populations en situation de crise humanitaire et sanitaire dans les pays voisins et les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et du Sud-Ouest du pays. Ces déplacements transfrontaliers et internes ont été amplifiés par la retour des conflits depuis 2016.

ARRONDISSEMENT (ou MUNICIPALITE) – DOUALA 3

Douala 3 constitue un pôle économique notamment pour la Zone Industrielle de Douala - Bassa et Douala - Yassa. Cependant, une grande partie de la population vivant à Douala 3 ne bénéficie pas de ces activités économiques et donne naissance à un réseau d'activités économiques locales informelles. **Le plus grand défi de Douala 3 est certainement sa dimension et population : avec ses plus de 166 km² et environ 1 500 000 habitants Douala 3 est l'arrondissement le plus peuplée et le plus grand de la Ville.** 105 quartiers couvrent sa superficie et sont regroupés en divisions administratives locales intérieures telles que : les cantons, villages et îlots. Même si les extensions vers le Nord continuent de progresser. Des discussions sont en cours pour son extension jusqu'au PK27, à la frontière d'une zone rurale faisant partie d'autres départements. ONU-Habitat a cartographié les villages urbains et le groupement des principaux quartiers de Douala 3. Cependant, ONU-Habitat a basé son étude sur l'unité administrative officielle, qui est l'unité de quartier.

Le 3ème Arrondissement est confronté à une forte croissance démographique en raison de l'arrivée des PDI et devrait continuer à s'étendre dans le futur si aucun plan d'urbanisme n'est établi Depuis 2017, la crise anglophone opposant le gouvernement aux séparatistes anglophones, et l'arrivée de PDI est vecteur de nouvelles dynamiques socio-économiques, qui ont engendré plusieurs nouveaux défis pour cet arrondissement en plein développement. **À leur arrivée, ces populations s'installent dans des quartiers informels et des zones sous-développées, exerçant une forte pression sur les services de base déjà saturés. Ces enjeux perturbent le développement urbain de l'arrondissement.**

LIMITES ADMINISTRATIVES AU CAMEROUN



Graph 1. Limites administratives du Cameroun
Source: @ONU-Habitat

La méthodologie adoptée dans le cadre du Programme UPIMC Cameroun est le résultat de l'association des Approche fondée sur des données probantes avec une approche participative. Par conséquent, pour assurer l'intégration de les principales parties prenantes de la phase initiale du projet, **UPIMC Cameroun a défié une série de activités participatives, avec des objectifs et des contenus diffé-rents, tout au long de la phase de la Composante 1 : Profilage spatiale.**

Accords signés avec les autorités locales pour assurer le respect de la décentralisation dans la mise en œuvre du programme UPIMC sur le territoire camerounais à Douala et Douala 3. En exemple, la signature de l'accord avec la municipalité de Douala (CUD) et celle de Douala 3 (CAD3), accords avec les chefs de village de Douala 3.

Sessions de validation des travaux techniques avec les services techniques sectoriels de la municipalité de Douala, pour s'assurer de la validité et des sources des informations socio-économiques et spatiales utilisées dans le profil spatial de Douala 3. i.e. Réunion technique sectorielle et de validation à la Municipalité de Douala 3 de juin à octobre 2023 sur : la gou-vernance, la migration, les services de base, l'environnement et les services similaires : Gouvernance, Migration, Services de base, Environnement et similaires.

Le travail participatif a été associé à la recherche continue et à l'intégration de données secondaires, pour assurer l'alignement avec les politiques territoriales et urbaines du Cameroun, émergeant des plans et politiques de planification urbaine existants, des lois sectorielles de protection de l'environnement, des plans sectoriels, des données statistiques et des données géoréférencées du SIG, c'est-à-dire le Plan directeur de Douala 2015, la Loi 14 sur la protection de l'environnement, le Plan di-recteur de gestion des déchets de Douala, parmi d'autres.

TYPOLOGIE DES DONNÉES

Les données collectées se présentent sous diverses formes : rapports, ordonnances, décrets, statistiques et informations géographiques. Ces données sont classées en deux catégories en fonction de la méthode de collecte : les données primaires et les données secondaires.

Données secondaires

Il s'agit d'informations qui ne sont pas directement collectées dans le cadre de l'enquête, mais qui sont obtenues auprès de sources externes, telles que d'autres institutions ou organisations, des sites web, des communications par courrier électronique ou en personne. Ces données peuvent exister sous forme élec-tronique ou sur papier.

Regulatory documents

Les arrêtés, décrets et autres documents juridiques sont essentiels pour s'assurer que l'analyse est conforme aux réglementations nationales en vigueur, ce qui peut également simplifier son application. Ces documents peuvent être obtenus auprès des municipalités, des ministères ou des antennes locales des différents ministères, soit par courrier électronique, soit en personne.

Rapports ou études

De nombreux rapports et études ont déjà été réalisés dans la ville de Douala. Ils contiennent des informations précieuses telles que des statistiques, des cartes et d'autres données pertinentes pour le projet. Pour obtenir ces documents, il est possible d'envoyer des lettres aux organismes responsables de ces études ou d'effectuer des recherches sur Internet.

Statistiques

Pour cette étude, des statistiques telles que la répartition des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), les migrants, la répartition ou la densité de la population à une date récente, sont essentielles pour le développement de la vision.

Données SIG

Pour l'analyse spatiale, des données cartographiques de base, telles que les limites administratives, et des données spécifiques, telles que les types de sol et la pluviométrie, sont nécessaires. La plupart de ces données ont déjà été produites par d'autres organisations ou institutions qui ont mené des études à Doua-la. Pour accéder à ces données, des courriers peuvent être envoyés à ces entités. De plus, de nombreux portails géographiques, tels que openstreetmap, naturalearthdata et earthexplorer, offrent des téléchargements gratuits de ces jeux de données.

UPIMC CAMEROUN DOUALA 3 - CALENDRIER DES ACTIVITES PARTICIPATIVES

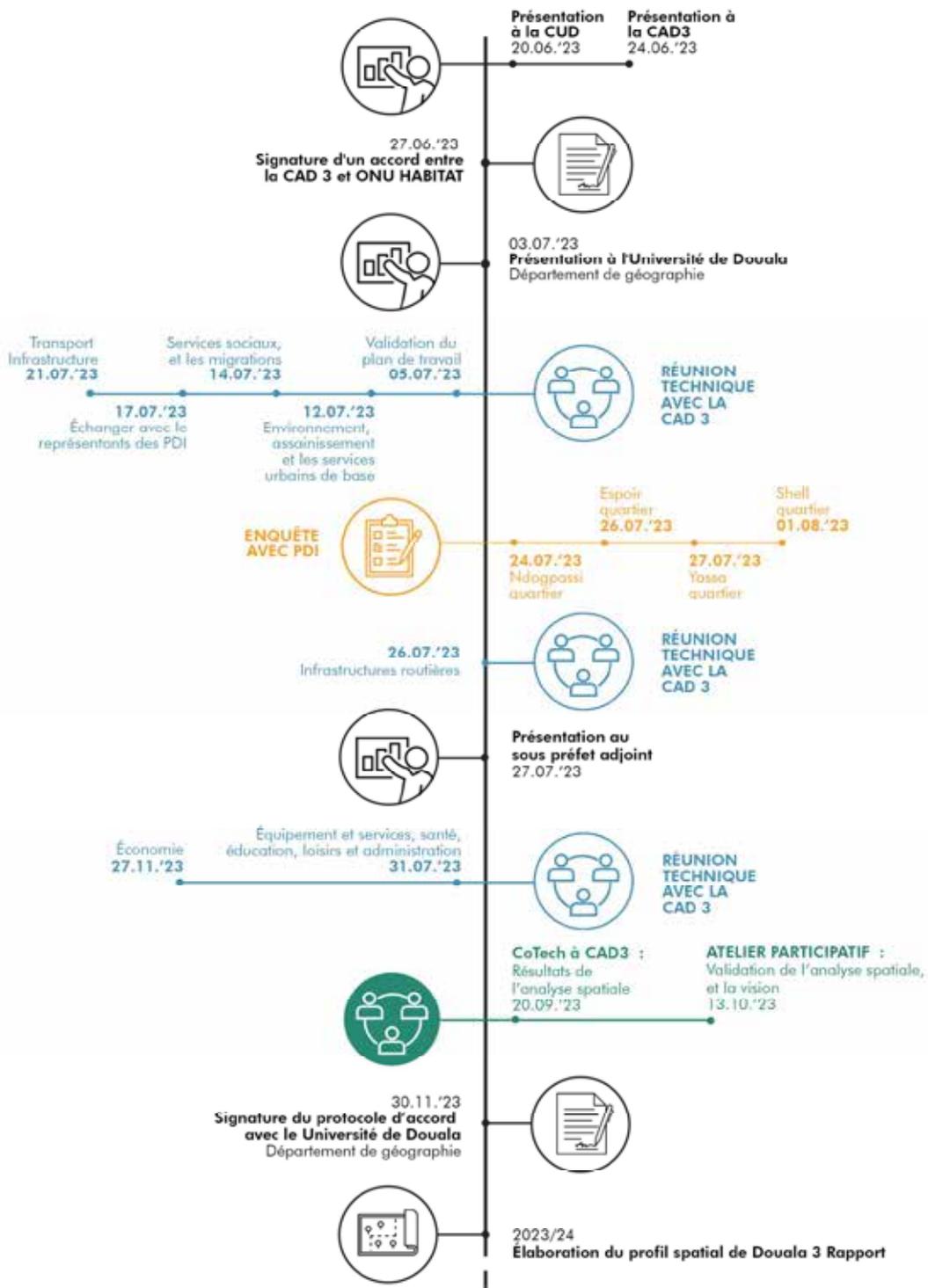


Fig 2. UPIMC Cameroun Douala 3 - Calendrier des activités participatives
Source: @ONU-Habitat

Données primaires

Les données primaires, quant à elles, désignent toutes les données collectées directement sur le terrain, y compris les photos, les vidéos et les questionnaires.

QUESTIONNAIRE AUX PDIs

Un questionnaire a été élaboré pour recueillir les problèmes mais aussi les besoins des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) en termes par rapport à leur développement. Le questionnaire, composé de 48 questions, a été soumis à un échantillon de 110 personnes. Le questionnaire est structuré en quatre parties, à savoir :

1. Identification 2. L'état civil 3. Situation professionnelle 4. Conditions de vie.

1. La partie Identification, vise à identifier l'enquêteur, mais aussi son lieu de résidence, sa région d'origine et la raison du choix de Douala 3.

2. L'état civil vise à situer l'état civil de l'enquêteur, et à recueillir quelques informations sur son conjoint et ses enfants, dans la mesure du possible.

3. La troisième partie, la Situation Professionnelle, vise à recueillir des informations sur la situation professionnelle et les contraintes liées à la recherche d'un emploi ou à l'exercice d'un emploi.

4. La dernière partie concerne les conditions de vie. Dans cette section, les informations relatives aux différentes formes de contraintes liées à l'accessibilité et à l'état des services urbains de base, au réseau routier, ou à la proximité de zones à risque telles que les inondations ou les glissements de terrain.

Ces questions ont ensuite été transférées sur l'application KoboToolbox. KoboToolbox est un outil en ligne gratuit et un logiciel fiable utilisé pour collecter, analyser et gérer des données dans le cadre d'enquêtes, de suivi, d'évaluation et de recherche.

Il a la particularité de réduire ou d'annuler les biais dans le questionnaire.

Un test du questionnaire a été effectué auprès des

représentants des personnes déplacées afin de vérifier l'efficacité et la pertinence des questions. Ce test a d'abord été effectué pour valider la modalité de réponse la plus appropriée aux questions : ouverte ou fermée. Ensuite, certaines questions ont été transformées d'une question fermée unique en une question fermée multiple.

Le type de questionnaire a été élaboré selon la méthode d'échantillonnage non probabiliste, plus spécifiquement selon la méthode d'échantillonnage de commodité ou d'échantillonnage en aveugle.

Premièrement, parce que l'étude est réalisée dans un laps de temps relativement court. Deuxièmement, parce que le nombre exact de personnes déplacées vivant à Douala 3 est difficile à identifier : elles vivent généralement cachées dans des maisons déclarées comme étant habitées par un plus petit nombre de personnes. La méthode d'échantillonnage de commodité ou à l'aveugle était donc la meilleure à appliquer parce qu'elle permet de recueillir des commentaires descriptifs des sujets eux-mêmes, et parce qu'elle est basée sur la facilité d'accès aux personnes ciblées.

Avec l'appui de la municipalité de Douala 3, des contacts ont été pris avec les représentants des personnes déplacées, trois au total. Il s'agissait de représentants des hommes, des femmes et des jeunes, à qui une vue d'ensemble du projet a été donnée et les objectifs de l'enquête clairement expliqués. Ils étaient chargés de mobiliser les personnes déplacées, en considérant quatre lieux spécifiques dans le village de Ndogpassi et les quartiers de Yassa (lieux où vivent le plus grand nombre de personnes déplacées selon l'OIM et l'OCHA 2023).

Au cours des entretiens, trois endroits différents ont été aménagés pour permettre aux trois enquêteurs de l'équipe de l'UPIMC Cameroun de mener le questionnaire avec les personnes interrogées séparément. Chaque réponse a été examinée et validée pour garantir la qualité des données. Ces données ont ensuite été extraites de la plateforme KoboToolBox au format Excel. Les analyses ont été effectuées dans le logiciel PowerBI, et les données renvoyées dans le logiciel Excel pour être intégrées dans des shapefiles et traitées avec l'outil SIG pour l'élaboration de cartes et de graphiques.

VISITE DE TERRAIN

Plusieurs visites de terrain ont été effectuées avec l'appui des services techniques de la municipalité de Douala 3 pour collecter des données spatiales détaillées telles que la typologie des habitations, les dépôts d'ordures, l'état du réseau routier, les zones humides, les services sociaux de base. Ces visites ont été effectuées dans les quartiers de Logbaba, Yassa, Bwang - Bakoko, Ndogpassi Plage et Ndogpassi Centre.

Les visites ont d'abord été effectuées sur place pour mieux comprendre les réalités de la zone, les priorités en termes d'intervention urbaine et les principales menaces qui pèsent sur le développement urbain.

Les photos prises, les cartes validées sur le terrain et les vidéos enregistrées sur des aspects tels que les activités économiques informelles, l'état du réseau routier, la disposition des habitations, les cours d'eau, les décharges, entre autres, ont permis de mieux comprendre le contexte de la zone d'étude, et de valider les informations déjà possédées.

Ces informations ont ensuite été comparées à celles contenues dans le document de planification officiel.

La validation de tout ce travail technique a eu lieu périodiquement au cours d'ateliers, nommés CoTech avec les représentants de la Municipalité de Douala 3, et dans des ateliers publics avec des représentants des personnes déplacées (femmes, hommes et jeunes), des ministères sectoriels, des organisations des Nations Unies, de la société civile, et des responsables d'universités et d'institutions de recherche.



COMPLEX COMMERCIAL DE
MARCHÉ BOUCALISTE 1

ALIDAVE



01

**CONTEXTE: URBANISATION AUX ECHELLES
NATIONALE, REGIONALE ET DE LA VILLE**

Photo 2. Rond-point Ndougpassi , Douala
Source: ONU-Habitat

Echelles Nationale, Regionale et de la Ville

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale situé au point névralgique du le Golfe de Guinée. Le pays est limitrophe avec le Tchad au Nord-Est, à l'Ouest avec le Nigeria, à l'Est avec la République Centrafricaine, et au Sud avec la République du Congo, le Gabon et la Guinée équatoriale. **Il a une superficie de 475 442 km² et une population estimée à 20 millions d'habitants (2010). Sa position géographique, avec 600 km de côtes, au carrefour de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale.**

Sa position géographique est considérée comme un atout par de nombreuses industries qui ont capitalisé en se concentrant le long de la côte, notamment dans la ville de Douala. Si Douala est la capitale économique du pays, Yaoundé en est la capitale politique. Ensemble, les deux villes représentent près de 28% de la population nationale. Sur le plan linguistique, le pays est divisé en deux zones. La «zone anglophone», qui fait

frontière avec le Nigeria et englobe deux des dix régions du Cameroun (Nord-Ouest et Sud-Ouest), représente 14 % de la population totale et la «zone francophone», comprend le reste du pays. Ces dernières années, l'urbanisation a joué un rôle important dans les tendances démographiques et de développement, avec un total de 14 conseils urbains désignés. La population actuelle du Cameroun est de 29 278 243 habitants selon les projections des dernières données des Nations Unies (worldpopulationreview 2024). Selon les projections actuelles, la population du Cameroun devrait atteindre 50 millions d'habitants en 2050 et 89,62 millions en 2099 (worldpopulationreview 2024).

Le Cameroun a une population jeune, avec un âge médian de 18,7 ans et 41,25 % de la population âgée de 0 à 14 ans. Le taux de croissance démographique du Cameroun est de 2,59 %, ce qui représente une augmentation de plus de 600 000 personnes par an. Cela est probablement dû au taux de fécondité élevé du Cameroun, qui est de 4,60 naissances par femme. Les taux de natalité élevés devant se maintenir, la population devrait également rester relativement jeune à l'avenir.

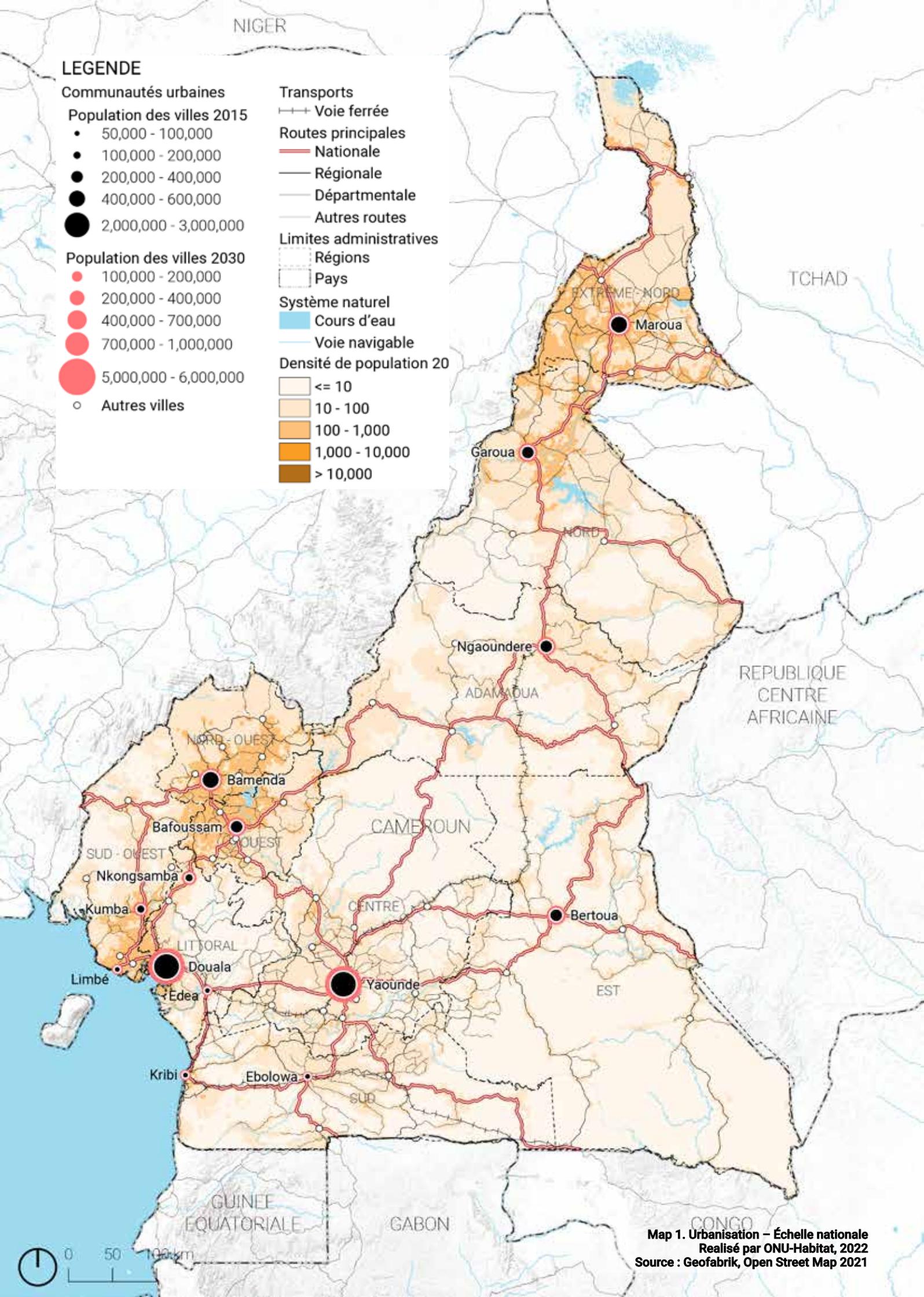
Ce déséquilibre est en partie le résultat d'un exode rural massif et soutenu, et de la migration des villes moyennes et secondaires vers ces deux agglomérations urbaines à la recherche de meilleures opportunités socio-économiques

Ressources naturelles nationales et potentiel économique

En raison de sa position centrale au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), le Cameroun bénéficie d'une place stratégique pour les rapports commerciaux de la région, servant de lien crucial entre le golfe de Guinée et les états enclavés tels que la République Centrafricaine et le Tchad, grâce au Port Autonome de Douala et aux axes routiers Douala-N'Djamena et Douala-Bangui.

Le Cameroun représente à lui seul 40% du PIB de la CEMAC et possède l'économie la plus diversifiée de la sous-région. Cependant, il est fortement dépendant des ressources non transformées : hydrocarbures, produits agricoles (cacao, café, coton, huile de palme, etc.), bois, etc.

Malgré ce dynamisme économique, près de 38% de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2014, dont le 87% résident en milieu rural et 63% sont membres de ménages du secteur agricole informel. Ces chiffres reflètent la répartition inégale de la richesse et de la croissance dans le pays, avec la majorité des ménages pauvres vivant dans les zones rurales. Néanmoins, la population jeune du Cameroun (l'âge médian est de 18,3 ans) pourrait être un atout économique si l'éducation et l'employabilité étaient plus équitablement réparties et accessibles.



LEGENDE

Communautés urbaines

Population des villes 2015

- 50,000 - 100,000
- 100,000 - 200,000
- 200,000 - 400,000
- 400,000 - 600,000
- 2,000,000 - 3,000,000

Population des villes 2030

- 100,000 - 200,000
- 200,000 - 400,000
- 400,000 - 700,000
- 700,000 - 1,000,000
- 5,000,000 - 6,000,000
- Autres villes

Transports

—+— Voie ferrée

Routes principales

— Nationale

— Régionale

— Départementale

— Autres routes

Limites administratives

--- Régions

--- Pays

Système naturel

■ Cours d'eau

— Voie navigable

Densité de population 20

■ ≤ 10

■ 10 - 100

■ 100 - 1,000

■ 1,000 - 10,000

■ > 10,000

Map 1. Urbanisation – Échelle nationale
 Réalisé par ONU-Habitat, 2022
 Source : Geofabrik, Open Street Map 2021





01

**CONTEXTE : RESSOURCES NATURELLES ET
RISQUES NATURELS**

Photo 3. Rivière à Ndogpassi Plage
Source: ONU-Habitat

Ressources Nationales

Situé au centre de l'Afrique Centrale, le Cameroun possède un potentiel économique important en raison de sa diversité, de ses vastes ressources naturelles et de sa position de porte de l'Afrique occidentale et centrale. Le pays produit du pétrole, du gaz naturel, de la bauxite de fer et d'abondants produits agricoles, avec le café, le cacao et le coton. C'est l'un des pays d'Afrique les plus diversifiés en ressources naturelles. Son territoire s'étend du lac Tchad au Nord, à la forêt tropicale du bassin du Congo et aux zones fertiles d'élevage et de culture au Sud.

En outre, Douala commerce avec plusieurs pays en termes d'exportation et d'importation. Selon le Harvard Growth Lab, le Cameroun a exporté des produits d'une valeur de 6,67 milliards de dollars en 2019. Les exportations ont diminué en moyenne de 2,5% par année au cours des cinq dernières années, ce qui a freiné la croissance économique globale, car les exportations représentent un segment de l'économie en diminution. Les exportations non pétrolières ont diminué de 1,8 % par an au cours des cinq dernières années, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale. Les importations ont totalisé 8,86 milliards USD en 2019, laissant le Cameroun avec un déficit commercial en biens et services. Cela le classe à la 107ème place sur 133. Le Cameroun représente 44% du produit intérieur brut total de la CEMAC. Plus de la moitié des marchandises destinées à l'Afrique Centrale passent par le port de Douala, tandis que les exportations et les importations vers la République Centrafricaine, le Tchad et le Congo passent toutes par le réseau national de routes et de chemins de fer du Cameroun.

Au sujet du secteur touristique, le Cameroun regorge de sites naturels et monumentaux. La position géographique du Cameroun et la diversité du pays permettent de développer tout au long de l'année plusieurs types de tourisme : balnéaire, de montagne, de safari et de chasse, écotourisme, culturel, de congrès et d'affaires. **Les sites sont répartis dans les quatre zones géographiques du pays :** sahélienne, forestière, montagneuse et côtière. Elle compte une vingtaine de parcs nationaux PN, avec quatre sanctuaires. Culturellement, le Cameroun regorge de près de 200 ethnies aux modes de vie variés

Le potentiel du Cameroun en termes de ressources minérales est riche et diversifié. **Les produits agricoles font partie des produits exportés par le Cameroun vers la sous-région. Le Cameroun a un fort potentiel agricole en Afrique Centrale.** Avec 61% de la population active et 22% du PIB, l'agriculture camerounaise est l'un des pivots, pris en compte dans toutes les stratégies. En effet, la diversité climatique (du climat équatorial pluvieux au climat tropical sahélien) et la variété des sols et des réseaux hydrographiques permettent une production tout au long de l'année.

Le pays a développé des alternatives de transport de marchandises, donnant la possibilité de transport multimodal

- **Les ports (Douala, Kribi) vers les pays voisins.**
- **Le réseau de transport routier (camions) :**
- **corridor Douala Bangui ; Corridor Douala N'Djamena).**
- **Le transport ferroviaire (trains de marchandises**
- **Douala-Yaoundé-Belabo-Ngaoundéré).**
- **Le transport aérien**



Fig. 3 Réseau des grandes zones urbaines
Source: ONU-Habitat

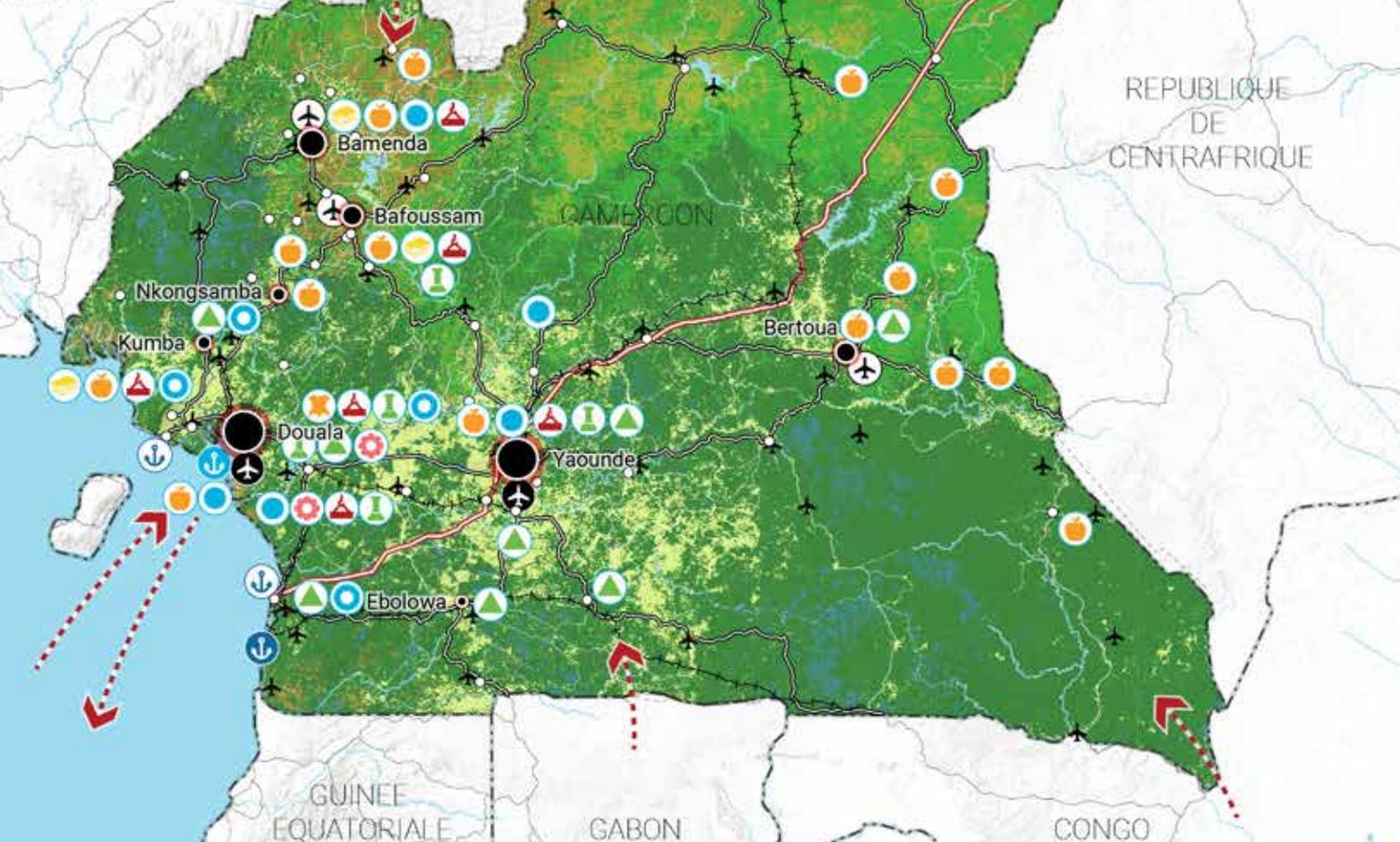
LEGENDE

- Industries**
- Coton
 - Boisson
 - Metallurgie
 - Chimie
 - Textile et vêtement
 - Industrie alimentaire
 - Papier et imprimerie
 - Caoutchouc
 - Cuirs et peaux
 - Matériels de Construction
- Aéroports**
- International
 - National
 - Aerodrome
- Ports**
- Port maritime en eau profonde
 - Grand port d'estuaire
 - Port maritime secondaire
 - Port fluvial secondaire
- Support aux Infrastructures**
- Oléoduc

- Couverture du sol**
- Terres cultivées irriguées
 - Terres cultivées pluviales
 - Forêt / Terres cultivées
 - Forêt de corniche à feuilles persistantes ou caduques
 - Forêt à feuilles persistantes et/ou semi-décidues
 - Forêt de feuillus
 - Forêt mixte de feuillus et de conifères
 - Mosaïque de forêts, d'arbustes et de prairies
 - Arbuste
 - Prairie
 - Végétation clairsemée
 - Forêt de feuilles inondées
 - Végétation inondée
 - Zone artificielle
 - Zone en friches
 - Plan d'eau

Carte: plan d'industrialisation du Cameroun

Source:



Carte 2. Ressources naturelles et commerce régional – Échelle national
 Réalisé par ONU-Habitat, 2022
 Source: Geofabrik, Open Street Map 2021, Natural Earth Data

Risques Naturels : Echelle Nationale

Avec l'accélération des effets du changement climatique, les températures au sein du Cameroun ont augmenté de 1°C entre 1970 et 2015 et la pluviométrie moyenne a diminué de 2,2% par décennie depuis 1960, les zones les plus vulnérables économiquement, notamment les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, seront confrontées à des difficultés exacerbées. Les impacts des inondations jointe à la rareté de l'eau, toucheront les zones économiques du pays, telles que les régions du Centre (Yaoundé) et du Littoral (Douala). Les projections montrent que ces phénomènes vont s'accroître avec une élévation du niveau de la mer entre 9 et 38 cm d'ici 2050 et près de 86 cm d'ici 2100. **Selon le Plan National d'Adaptation au changement climatique (2015)**, l'agriculture, la pêche, le développement urbain et les travaux publics, sont les principaux secteurs touchés par le phénomène. Il est probable que les pertes économiques issues de la réduction des terres agricoles productives et des moyens de subsistance s'ajoutent aux catastrophes naturelles, y compris une éventuelle famine (Madagascar en 2021) conduiront

à des déplacements généralisés. En l'absence d'une planification urbaine adéquate et de l'intégration d'opportunités économiques et de politiques foncières tenant compte des communautés migrantes et vulnérables, les pressions additives sur les ressources dans les villes pourraient entraîner une augmentation des tensions, de violence et de criminalité. **En novembre 2020, le Cameroun a adopté une Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophe et un Plan d'Action** alignés sur le Cadre de Sendai. Avec le soutien d'ACP-UE, la stratégie a été dirigée par le MINAT pour promouvoir l'intégration des approches d'adaptation au climat dans la formation des politiques menées par tous les ministères **Le Programme National de Prévention et de Gestion des Catastrophes (PNPGC)** est chargé de sensibiliser à l'adaptation au climat. La Stratégie nationale de développement (SND 30) recommande de **"Renforcer l'adaptation au changement climatique, d'atténuer les effets de celui-ci et d'assurer une gestion environnementale"** qui garantisse une croissance économique et un développement social durables et inclusifs. L'objectif est d'atteindre les ODD13, 14 et 15 avec leurs cibles contextualisées.

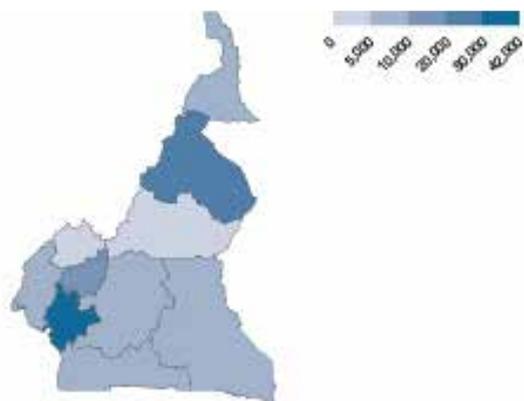


Fig 4. Nombre moyen de personnes touchées par les inondations par région / an
Source: Profil des risques de catastrophe au Cameroun, UNDRR 2019

Risque d'inondation

Les régions du Littoral et de l'Adamaoua sont les plus touchées par les inondations, avec une moyenne d'environ 120 000 personnes affectées/an, soit environ 0,5% de la population totale du pays. Les inondations affectent également l'économie du pays, notamment les secteurs de l'habitat, de la production et des services. En effet, 0,29% du PIB national est impacté par les dommages provoqués par les averses et d'un drainage inadéquat. Les pertes économiques directes au Cameroun sont le résultat d'une combinaison complexe des aléas climatiques et la répartition géographique des risques.

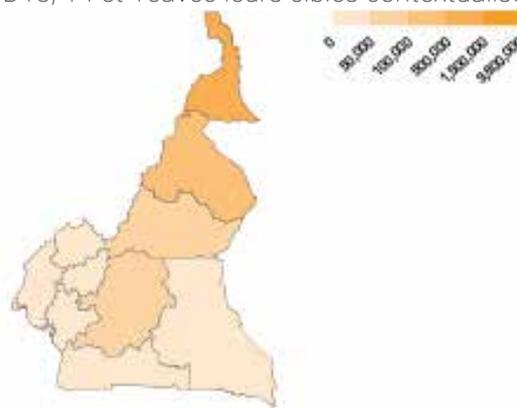


Fig. 5 Nombre moyen de personnes touchées par les sécheresses par région / an
Source: Profil des risques de catastrophe au Cameroun, UNDRR 2019

Risque de sécheresse

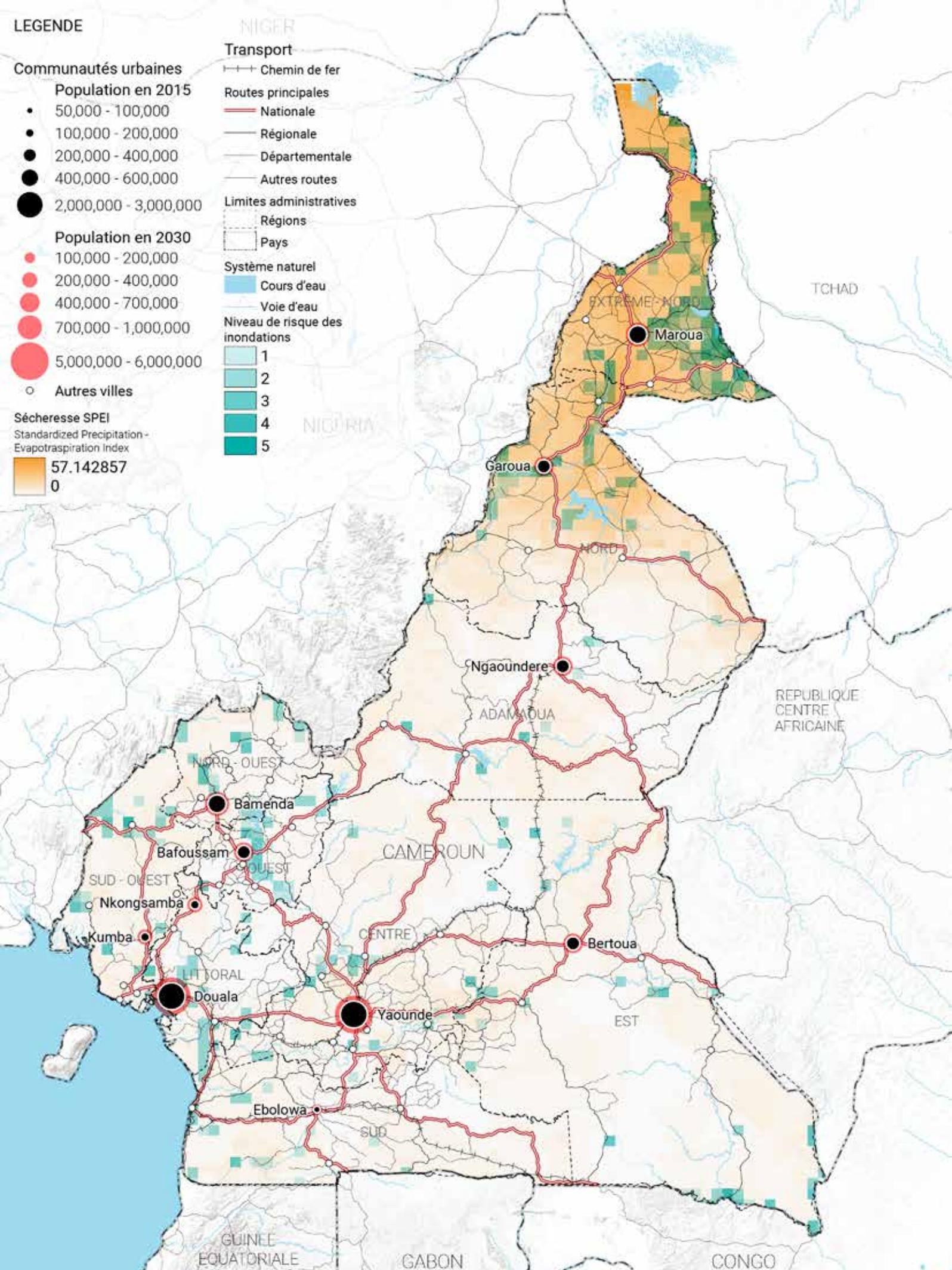
Les régions du Nord du Cameroun sont les plus exposées à la sécheresse; cependant, presque toutes les régions connaîtront la pénurie d'eau dans les années à venir. En 2016, près de 2 millions de personnes (9% de la population en 2016) vivaient dans des zones affectées annuellement par la sécheresse. La réduction de la production agricole due à la sécheresse influence particulièrement les zones fertiles du centre et du sud du pays et entraînera probablement de nouveaux déplacements et des changements démographiques

LEGENDE

- Communautés urbaines**
- Population en 2015**
- 50,000 - 100,000
 - 100,000 - 200,000
 - 200,000 - 400,000
 - 400,000 - 600,000
 - 2,000,000 - 3,000,000
- Population en 2030**
- 100,000 - 200,000
 - 200,000 - 400,000
 - 400,000 - 700,000
 - 700,000 - 1,000,000
 - 5,000,000 - 6,000,000
- Autres villes

- Sécheresse SPEI**
Standardized Precipitation - Evapotranspiration Index
- 57.142857
0

- Transport**
- +— Chemin de fer
 - Routes principales**
 - Nationale
 - Régionale
 - Départementale
 - Autres routes
- Limites administratives**
- Régions
 - Pays
- Système naturel**
- Cours d'eau
 - Voie d'eau
- Niveau de risque des inondations**
- 1
 - 2
 - 3
 - 4
 - 5



Carte 3. Changement climatique – Échelle nationale
 Réalisé par ONU-Habitat, 2022
 Source: Geofabrik, Open Street Map 2021, Natural Earth Data Standardized Precipitation-Evapotranspiration Index- Gouvernement de l'Espagne

Risques Naturels: Echelles Regionale & de la Ville

La région du Littoral a un climat équatorial côtier, avec deux saisons annuelles, l'une chaude (deux à trois mois par an) et l'autre humide, marquée par de fortes précipitations qui peuvent varier entre 2400 et 4000 mm par an et sont généralement concentrées entre juillet et septembre.⁵⁴ Les températures varient peu au cours de l'année; les températures maximales moyennes sont en février (27,6°C) et minimales en juillet (24,8°C). Douala est traversée par un réseau hydrographique dense et entrelacé. Les activités humaines, surtout la construction, l'exploitation des ressources naturelles, la dégradation des sols et le changement climatique, rendent Douala très vulnérable à de nombreux risques naturels (l'élévation du niveau de la mer, les glissements de terrain et les inondations).

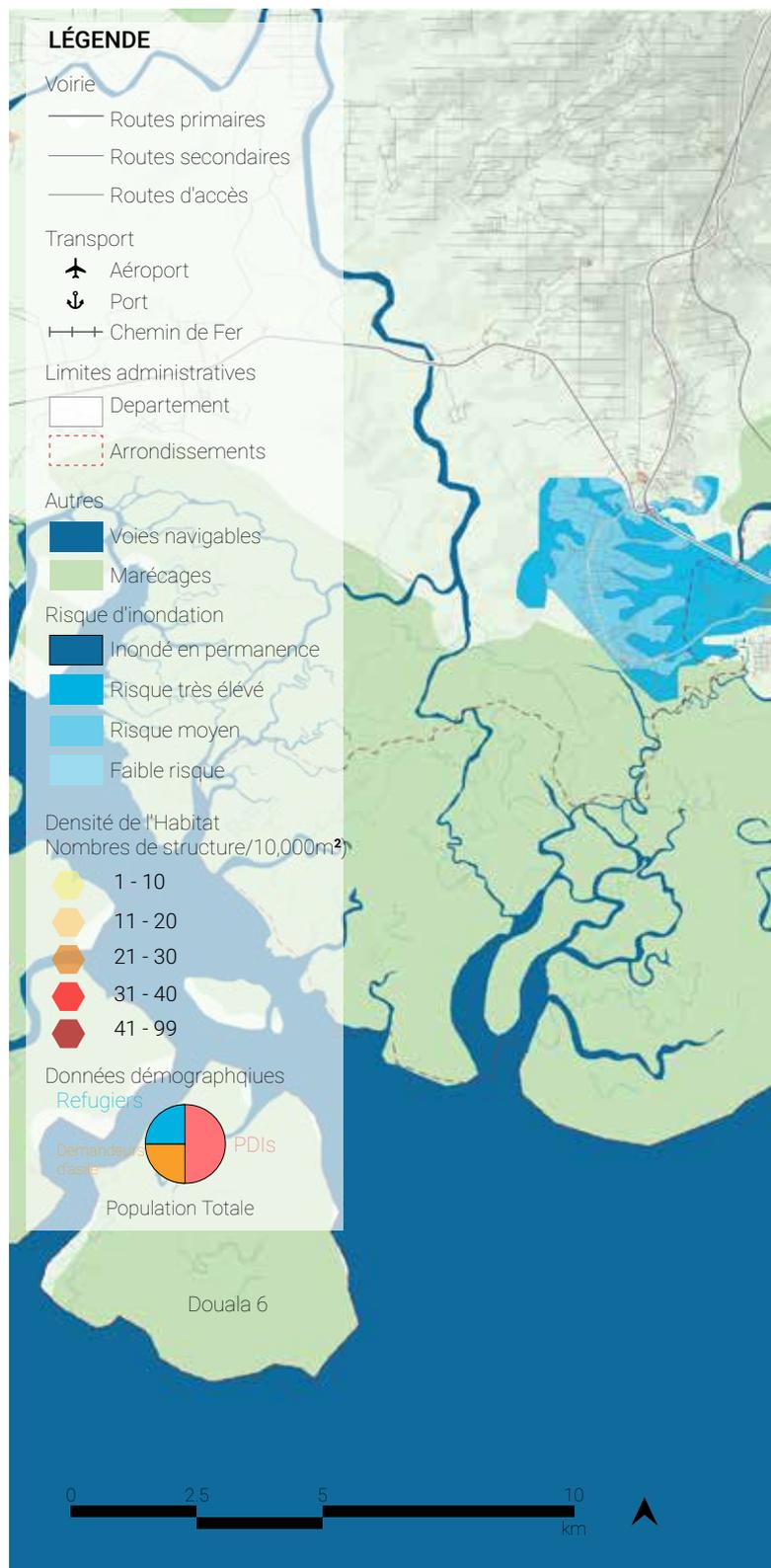
Glissements de terrains

Bien que la topographie de Douala soit relativement plate, des glissements de terrain se produisent sous l'effet combiné de fortes pluies et de l'action humaine. Lorsque des volumes d'eau plus importants s'écoulent en amont dans des zones où des constructions informelles et des activités de terrassement ont eu lieu, le sol à la base des pentes peut être déstabilisé, entraînant des glissements de terrain. Les carrières de sable en aval peuvent déstabiliser davantage le sol et déclencher des glissements de terrain, en particulier lorsque le sable est extrait de manière non durable et qu'il y a un manque de vérifications nécessaires en ce qui concerne la sécurité et les risques environnementaux.

Inondations

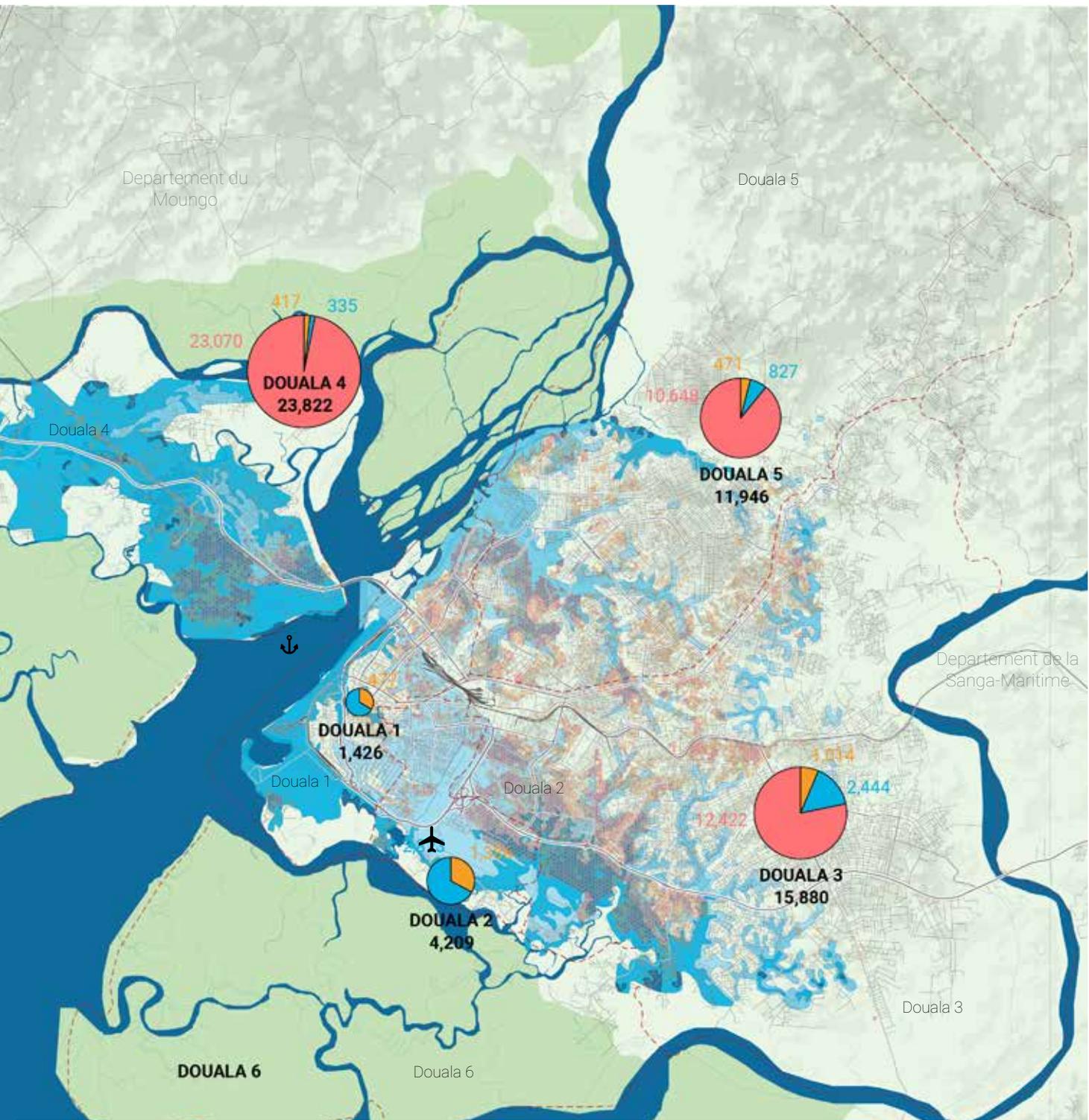
Les inondations constituent l'une des principales menaces pour le développement urbain et socio-économique de Douala. La majorité des terrains dans les arrondissements de Douala 4 (100%), Douala 5 (65%), Douala 6 (100%) et Douala 1 (72%) sont à un risque élevé d'inondation. Douala 3 (40%) et Douala 2 (30%) ont un risque plus faible. Compte tenu d'une planification urbaine formelle minimale (en l'absence de plan de développement validé entre 1959 et 2012), des populations se sont installées dans les zones inondables. En dépit de leur situation précaire, les constructions informelles prolifèrent à mesure que la population et la demande de logements croît. Dans de nombreux cas, ces dernières abritent des personnes qui ont déjà été déplacées en raison de catastrophes naturelles dans le passé, «réfugiés climatiques». Le nombre d'inondations à Douala a augmenté au cours des dernières décennies, avec 1 en 1984, contre 5 en 2018.

En plus La présence importante d'eaux stagnantes dans des zones dépourvues d'assainissement municipal constitue un risque majeur avec la prolifération des maladies bactériennes d'origine hydrique (diarrhées, fièvre



typhoïde, etc.), à transmission vectorielle telle le paludisme. Les conséquences sur la santé ont un fort impact sur la performance et la productivité des travailleurs.

Des projets financés par des bailleurs de fonds tels que la Banque mondiale et l'AFD ont été réalisés pour atténuer les inondations et les eaux stagnantes. Le projet de drainage pluvial initié en 2011 selon les objectifs de l'Agenda 21 vise à améliorer les conditions de vie des populations en assurant le drainage des eaux pluviales et en aménageant formellement les quartiers riverains. En 2013, dans le partenariat avec l'AFD, «Douala Ville Durable» visait à



Carte 4. Risques Naturels- Échelle de la ville
 Réalisé par ONU-Habitat, 2022

Source: Geofabrik, Open Street Map 2021, ArcGIS analyse des risques d'inondation 2022, ArcGIS analyse de la densité des hexagones ONU-Habitat

améliorer les stratégies de prévention des inondations en facilitant l'écoulement des eaux pluviales

Élévation du niveau de la mer

L'élévation du niveau de la mer est une autre menace potentielle pour la ville, avec une augmentation de 0,4 à 0,7 m possible d'ici la fin du siècle en fonction des niveaux d'émission de gaz à effet de serre au niveau mondial. De telles augmentations pourraient exposer Douala à des inondations côtières, les zones les plus vulnérables de la ville étant situées sur les rives du Wouri

Gestion municipale dans la CUD

Le Service d'Appui Technique Municipal a été créé au début de 1980 pour réduire la vulnérabilité aux inondations en nettoyant les lits intérieurs des principaux cours d'eau et en rénovant les caniveaux de la ville. La CUD a adopté des documents sectoriels tels le Schéma Directeur d'Assainissement Liquide (2006), le Plan de Transport des Déplacements Urbains (2009) et l'Agenda 21 (2012). Un « plan vert » est en cours d'élaboration. En 2021, la CUD a alloué 2 677 913 867 FCFA à la protection de l'environnement, y compris la stabilisation des terres et le curage des canalisations. Une augmentation de 1 milliard de FCFA est prévue pour le budget 2022..

Risques naturels

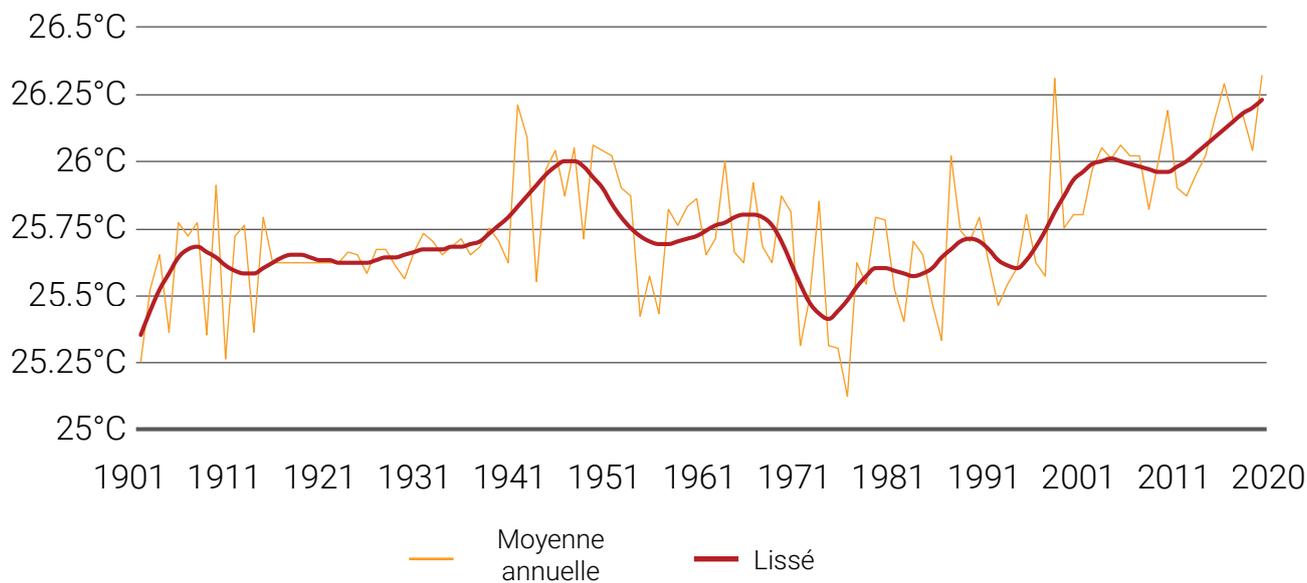


Fig. 6 Température moyenne annuelle dans la région du Littoral de 1901 à 2020
Source: Plan Directeur de Douala (PDU 2025)

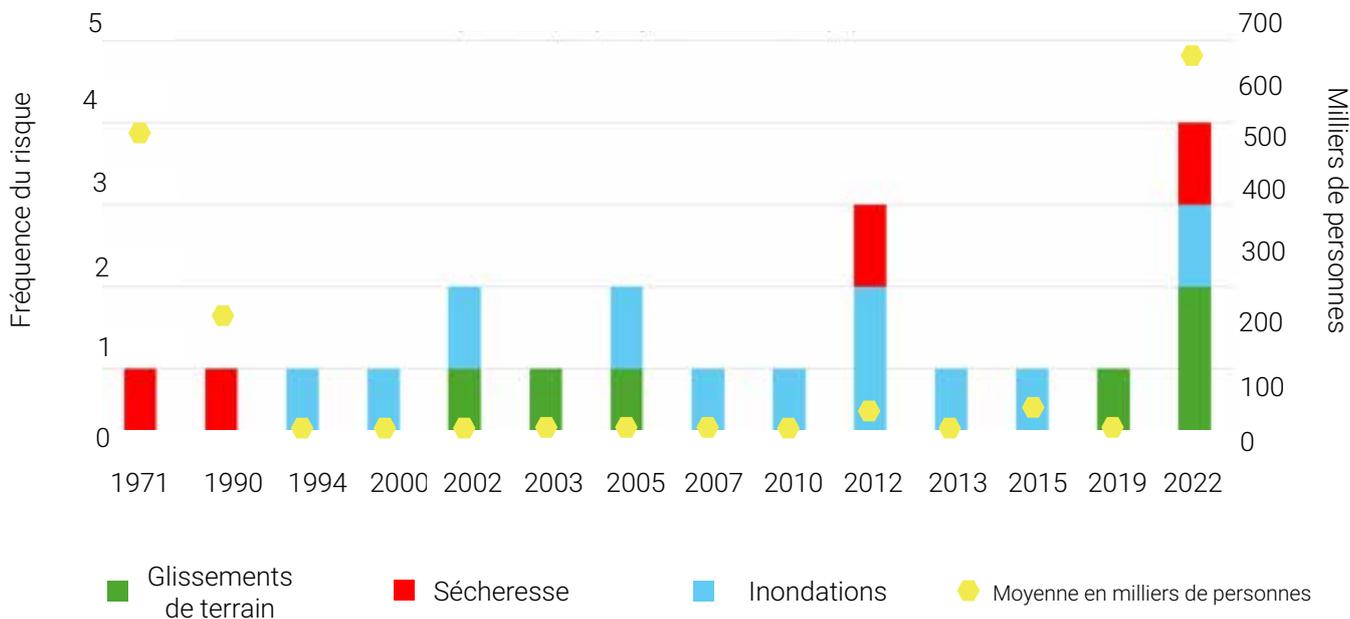


Fig. 7 Catastrophes naturelles au Cameroun (1971 - 2022, fréquence, en milliers de personnes)
Source : Programme de développement humain : Programme de développement humain, IDMC (Internal displacement monitoring centre), EM-DAT, Macro Poverty Outlook de la Banque mondiale. 2023

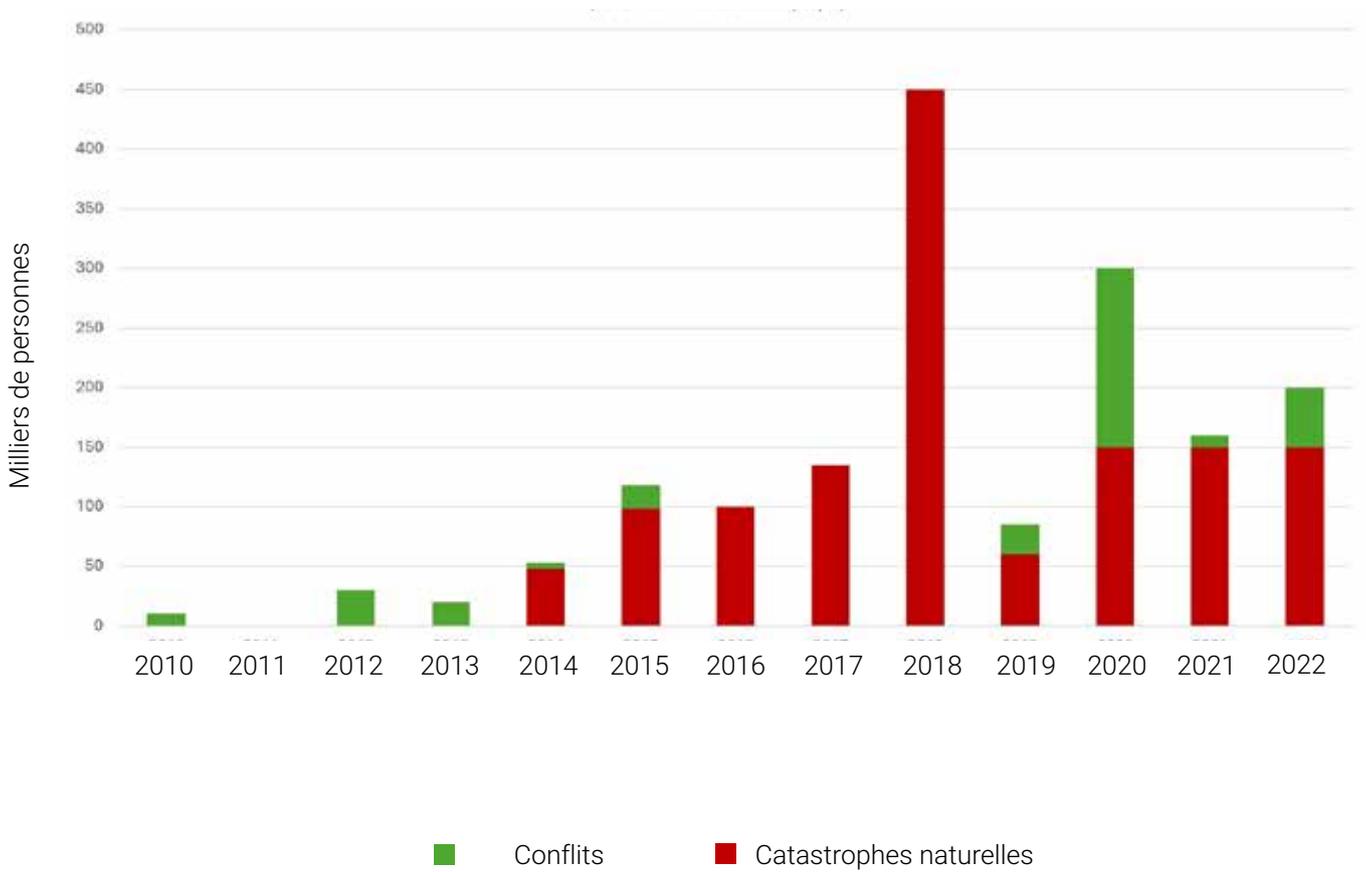


Fig. 8 Déplacements internes induits par les conflits et les catastrophes naturelles (2010-2022, en milliers de personnes)
 Source : Programme de développement humain, IDMC (Internal displacement monitoring centre), EM-DAT, Banque mondiale : Programme de développement humain, IDMC (Internal displacement monitoring centre), EM-DAT, Banque mondiale, Macro Poverty Outlook 2023.



Photo 4. Inondations fréquentes dans le quartier de Ndogpassi Plage à Douala 3
 Source: ONU-Habitat





01

CONTEXTE: DEMOGRAPHIE ET MIGRATION

Photo 5: Marché de Ndogpassi
Source: ONU-Habitat

Démographie & Contexte Migratoire: Echelle Nationale

L'Afrique subsaharienne abrite plus de 26% des réfugiés dans le monde, l'Afrique Centrale servant à la fois de région d'origine et de région d'accueil pour des millions de réfugiés et de demandeurs d'asile sur le continent.

La population des personnes déplacées au Cameroun en Cameroun en janvier 2023 était de 2 022 806. Au 31 janvier 2024, ce nombre est passé à 2 222 702, dont 478 469 réfugiés enregistrés, 10 433 demandeurs d'asile, 658 548 rapatriés et 1 075 252 PDI. (UNHCR Janvier 2024).

De nombreux réfugiés et PDI au Cameroun ont fui en raison de trois crises majeures dans le pays :

- Depuis 2013, les violences sectaires en République Centrafricaine ont entraîné un afflux massif de réfugiés centrafricains dans l'Est du Cameroun ;
- Le conflit autour du bassin du lac Tchad, qui a commencé en 2009 par une insurrection lancée par Boko Haram contre le gouvernement nigérian et exacerbé par les changements climatiques et la perte des moyens de subsistance autour du lac, a débordé au Tchad, au Niger et au Cameroun, avec des meurtres de civils, des pillages et incendies de villages, des vols de bétail et des enlèvements qui continuent d'affecter la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ;
- Depuis fin 2016, les tensions dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se sont intensifiées. La violence et l'insécurité ambiante ont déplacé des milliers de personnes dans leurs régions d'origine vers les régions de l'Ouest et du Littoral.

Outre les déplacements dus aux conflits violents et aux crises politiques, l'insécurité socio-économique est également un moteur majeur de la migration depuis les pays frontaliers et à l'intérieur du pays. **La Vision 2035 du Cameroun souligne que «si ce flux d'immigrants est mal géré, il y aura un ralentissement de la croissance [...] des risques de tensions sociales, d'aggravation des problèmes d'intégration et d'insécurité...».**

Selon un rapport d'OCHA de 2021, le Cameroun occupe le 141^e rang sur 189 pays en terme d'inégalités entre les sexes. Sur la base de l'indice d'inégalité, les principales disparités concernent (1) la santé reproductive

(2) l'éducation et (3) l'accès à l'emploi. L'organisation actuelle de la société camerounaise justifie et entretient les pratiques inégales au sein des ménages et de la société. A cet égard, les crises dans le pays telles que la crise anglophone, aggravent ces discriminations structurelles fondées sur le genre à l'égard des femmes et des filles (OCHA, 2021) et doivent être traitées en priorité.

La stratégie de redressement et de consolidation de la paix pour le Nord et l'Est du Cameroun (2018-2022) du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT) vise à mettre en place des solutions durables pour les déplacements forcés, à améliorer la gouvernance locale et la prestation des services sociaux de base, à développer les opportunités socio-économiques et les moyens de subsistance, et à améliorer la sécurité territoriale et humaine. Cependant, la stratégie ne couvre pas la crise du Nord-Ouest du Sud-Ouest. **En raison de sa formation en 2016, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement pour le Cameroun (UNDAF 2018-2020)** se concentre de la même manière sur les régions de l'Extrême-Nord, de l'Est, du Nord et de l'Adamawa. Celui-ci met en exergue des résultats qui sont pertinents dans les régions touchées par la crise du Nord-Ouest du Sud-Ouest - opportunités d'emplois décents et inclusion sociale, santé et nutrition, éducation et formation professionnelle, et résilience, redressement rapide et sécurité alimentaire. **De même, le Plan Pluriannuel de Réponse Humanitaire (2017-2020) de l'OCHA et le Cadre de Partenariat Pays de la Banque mondiale pour la période FY17-FY21** mentionnent des objectifs humanitaires et de développement conséquents à la lumière des crises en cours dans le pays. Toutefois, cela ne suffit pas à mobiliser le soutien financier, institutionnel ou technique nécessaire pour faire face aux déplacements internes. Contrairement au cas des réfugiés et des demandeurs d'asile, il est nécessaire renforcer la capacité des gouvernements nationaux et locaux à couvrir les besoins des personnes déplacées et des communautés d'accueil qui peuvent également être touchées par le déplacement.

LEGENDE

Communautés urbaines

Taille de population en 2015

- 50,000 - 100,000
- 100,000 - 200,000
- 200,000 - 400,000
- 400,000 - 600,000
- 2,000,000 - 3,000,000

Autres villes

Transports

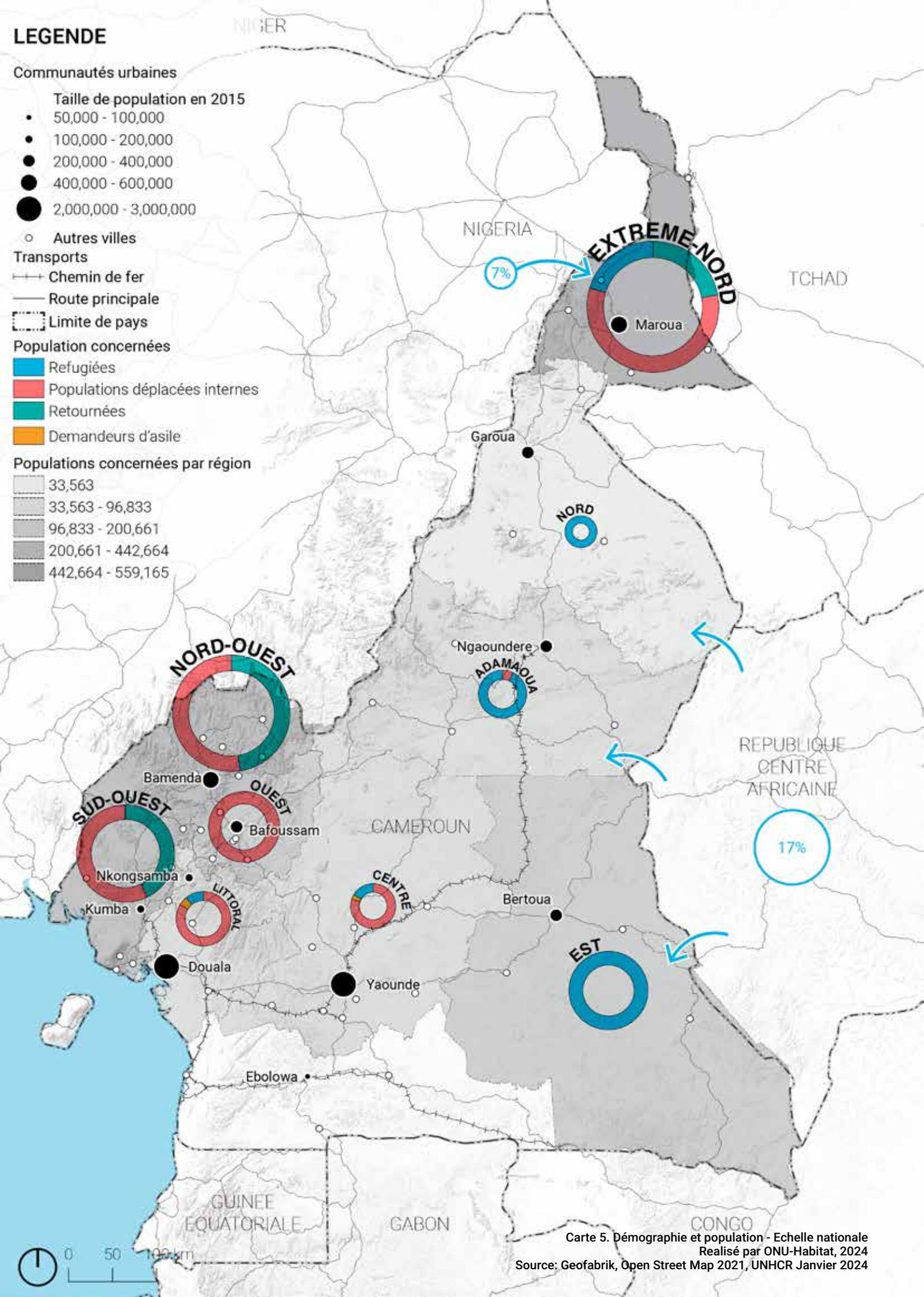
- +— Chemin de fer
- Route principale
- ▭ Limite de pays

Population concernées

- Réfugiées
- Populations déplacées internes
- Retournées
- Demandeurs d'asile

Populations concernées par région

- 33,563
- 33,563 - 96,833
- 96,833 - 200,661
- 200,661 - 442,664
- 442,664 - 559,165



Carte 5. Démographie et population - Echelle nationale
 Réalisé par ONU-Habitat, 2024

Source: Geofabrik, Open Street Map 2021, UNHCR Janvier 2024

Contexte Migratoire : aux échelles régionale et de la ville

La région du Littoral est la région la plus densément peuplée du pays avec 179,4 habitants/km². La population de la région du Littoral en 2018 était de 3 621 486 habitants, selon les projections du bureau de recensement du Cameroun (BUCREP), avec un nombre proportionnellement élevé de jeunes. Les moins de 20 ans représentaient 45,4% de la population, contre 2,8% pour les 65 ans et plus. Selon les projections démographiques du 3ème RGPH réalisées par le BUCREP, la population en âge de travailler de la région du Littoral est passée de 1 830 773 en 2010 à 2 052 697 en 2014, soit une augmentation de 12,1 %. En 2014, la population active était caractérisée par un taux d'emploi, selon la définition du Bureau International du Travail (BIT), de 71,2 % et un taux de chômage (BIT) de 6,8 %.

La ville de Douala (division du Wouri) représente moins de 5% du territoire de la Région du Littoral, mais concentre 76% de sa population et 82% de sa population urbaine. En 2021, on estime à 3 793 363 le nombre d'habitants de la ville. Le taux de croissance annuel moyen de la population de Douala au cours des 40 dernières années (1964-2005) a été de 5,3%. Les projections estiment que cette population atteindra six millions d'habitants en 2035.

La région du Littoral accueille également un nombre important de migrants, 99,9% des personnes déplacées fuyant leurs foyers dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ayant déclaré que le conflit était la principale raison de leur départ. Bien que de nombreuses personnes déplacées cherchent à se réfugier dans la même région, un nombre important d'entre elles continuent à chercher un logement dans les régions un logement dans les régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest, car ces régions sont à la fois relativement proches géographiquement et elles abritent également trois des plus grandes villes du pays : Yaoundé, Douala et Bafoussam, respectivement.

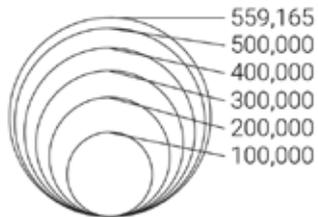
Le nombre de personnes déplacées (80 925) dans la région du Littoral en 2021 est estimé à plus de quatre fois le nombre de demandeurs d'asile (5 395) et de réfugiés (10 513) combinés. Dans le Littoral, les départements du Wouri et du Moungo représentent 85% des déplacés internes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, e Wouri abritant le plus grand nombre de déplacés internes (38 692), probablement en raison des opportunités d'éducation et d'emploi à Douala. Cependant, d'après la dernière évaluation rapide multisectorielle (MIRA) d'OCHA dans les régions de l'Ouest et du Littoral, le nombre de personnes dans le besoin provenant des communautés d'accueil du Wouri était comparable au nombre de personnes déplacées.

Au sein du département du Wouri, les arrondissements de Douala 4 et Douala 3 accueillent la plus grande proportion de SPDI. En 2019, OCHA4a fait état d'un nombre de déplacés internes estimé à 20 800 à Douala 4 et à 11 400 à Douala 3. L'ONG locale Human Rights Defence Council a fait état de PDI **estimé à 7 000 à Douala 3, à 13 000 à Douala 4, et à 6 000 à Douala 5 la même année.** Ces variations dans les données de recensement reflètent la difficulté d'enquêter sur des personnes qui peuvent craindre l'enregistrement officiel. Dès lors, cela impacte le recensement et les statistiques via la disponibilité des certificats de naissance et de décès ainsi que sur l'inscription scolaire et l'accès aux vaccins.

LEGENDE

Personne Concernées

- Réfugiés
- Demandeurs d'asile
- PDI
- Retournés



Densité des personnes concernées par région (p/km²)

- 0 - 1.2
- 1.2 - 4.8
- 4.8 - 16.3
- 16.3 - 25.4

Communautés urbaines

Population des villes en 2015

- 50,000 - 100,000
- 100,000 - 200,000
- 200,000 - 400,000
- 400,000 - 600,000
- 2,000,000 - 3,000,000
- Autres villes

Routes principales

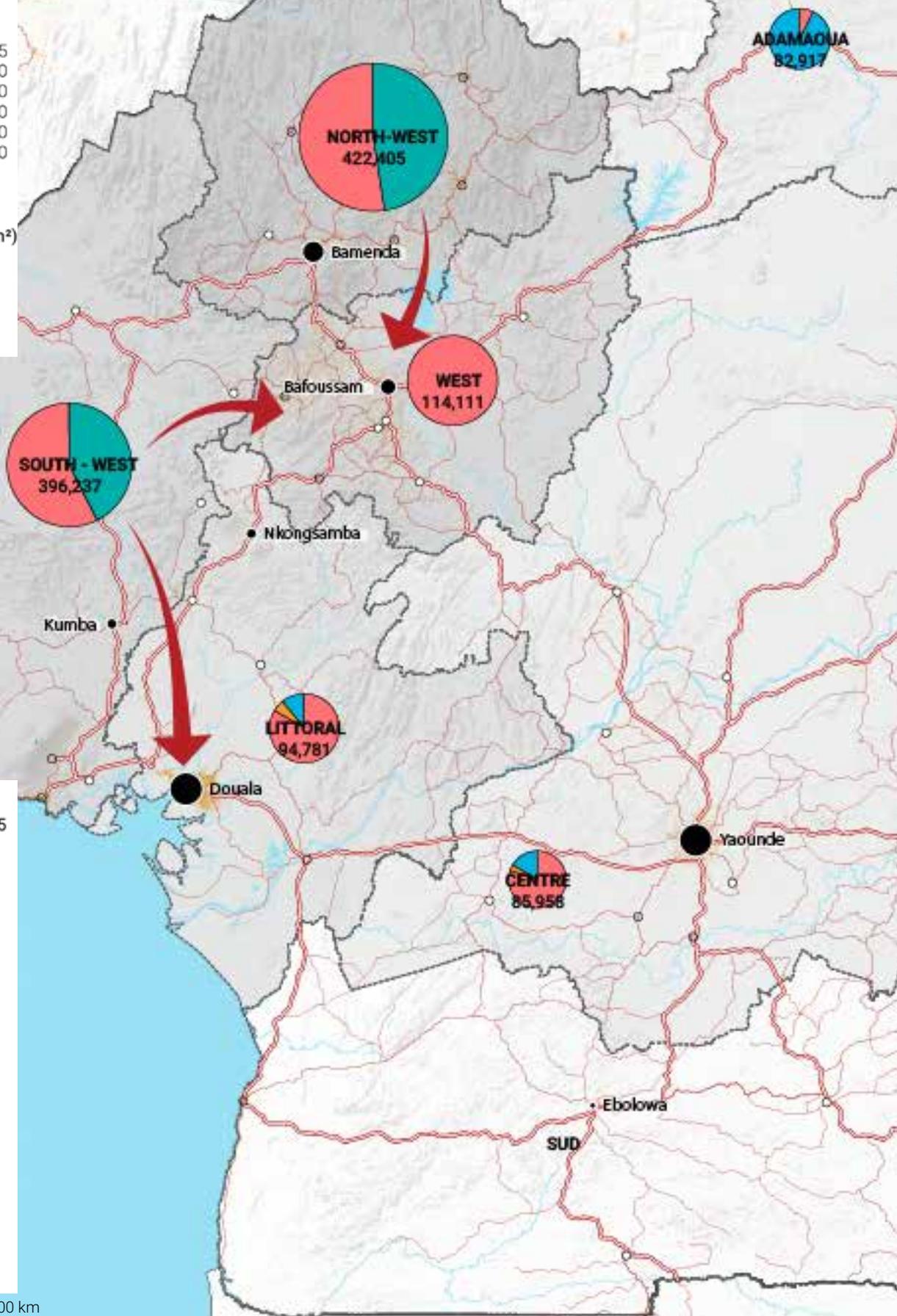
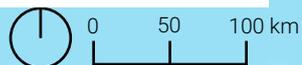
- Nationale
- Régionale
- Départementale
- Autres routes

Limites administratives

- Pays
- Régions

Système naturel

- Cours d'eau
- Voie navigable
- Zone d'habitat



Carte 6. Démographie et population - Echelle régionale

Realisé par ONU-Habitat, 2024

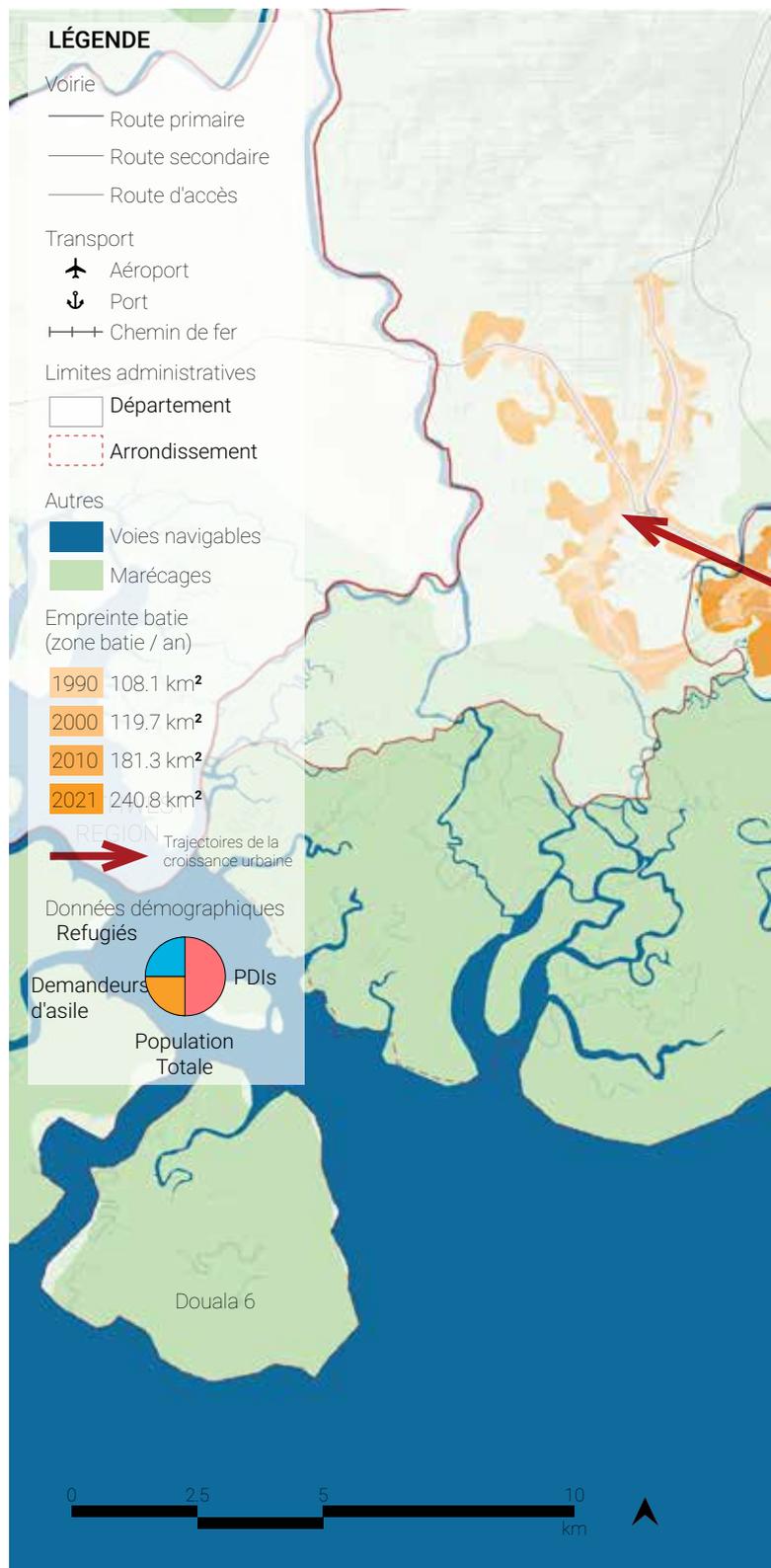
Source: Geofabrik, Open Street Map 2021, UNHCR Janvier 2024

Croissance démographique

Ces 30 dernières années, l’empreinte urbaine de Douala (zone bâtie) a plus que doublé, passant de 108 km² à 240 km². Sans frontières naturelles limitant la croissance urbaine, la zone bâtie de Douala 3 se développant très vite ; cependant Douala 4 et 5 possèdent une croissance importante avec la croissance de la population et la demande d’espace pour le logement.

Comme le montrent les graphiques de la population, de la densité et l’empreinte urbaine pour les années 1990, 2000, 2010 et 2021, il y a eu une croissance de la densité (pers/km²) par rapport à l’empreinte urbaine. **Au cours de la dernière décennie, la densité de population a atteint 16293 pers/km².** En 2021, Douala 1 et 2 étaient les plus densément peuplés, avec environ 19 050 pers/km² et 30 660 pers/km². Douala 4 suit avec environ 11 072 pers/km². Ces chiffres de densité peuvent être jugés comme viables du moment que les gens ont un accès adéquat aux services de base et aux installations sociales et récréatives. Il est essentiel de ne pas confondre densité et surpopulation. Le développement urbain durable doit encourager les constructions de 2 à 5 étages offrant une surface suffisante par personne. Un développement à plus forte densité est non seulement plus rentable en termes d’investissement (par exemple, des distances plus courtes pour les conduites d’eau, les lignes électriques, etc.), mais favorise les «quartiers à 15 minutes». Dans un modèle à usage mixte, les résidents peuvent répondre à leurs besoins quotidiens dans un rayon de 15 minutes à pied de leur domicile

Si les conflits dans les régions voisines s’intensifient, il y aura un afflux de nouveaux migrants (réfugiés, demandeurs d’asile et PDI) à Douala. Une nouvelle vague de migrants combinée au taux actuel de croissance urbaine, de la population et de l’empreinte urbaine, constituera un défi dans la recherche d’espace. Si la croissance démographique et l’expansion urbaine se poursuivent au même rythme que ces dix derniers ans, 324 km² supplémentaires seront nécessaires pour accueillir 1,3 million de personnes de plus d’ici 2030. La ville peut être confrontée au risque que l’empreinte urbaine croisse plus vite que la croissance démographique, affaiblisse la densité et se transforme en un modèle d’urbanisation tentaculaire, rendant la fourniture de services de base et d’infrastructures socioéconomiques très coûteuse et donc peu susceptible d’être répartie équitablement à Douala.



Les données spatiales présentées sur la carte 7 ajoutent une dimension géographique cruciale au suivi et au reporting de l'ODD 11.3.1 et de l'UMF-51. En les visualisant il fournit un aperçu des variations spatiales et des inégalités éclairant la prise de décision fondée sur des preuves et permettant aux parties prenantes et aux résidents de cibler leurs efforts là où ils sont le plus nécessaires pour parvenir au développement durable.

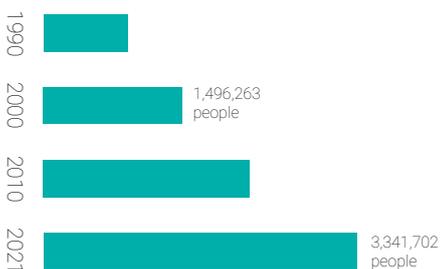
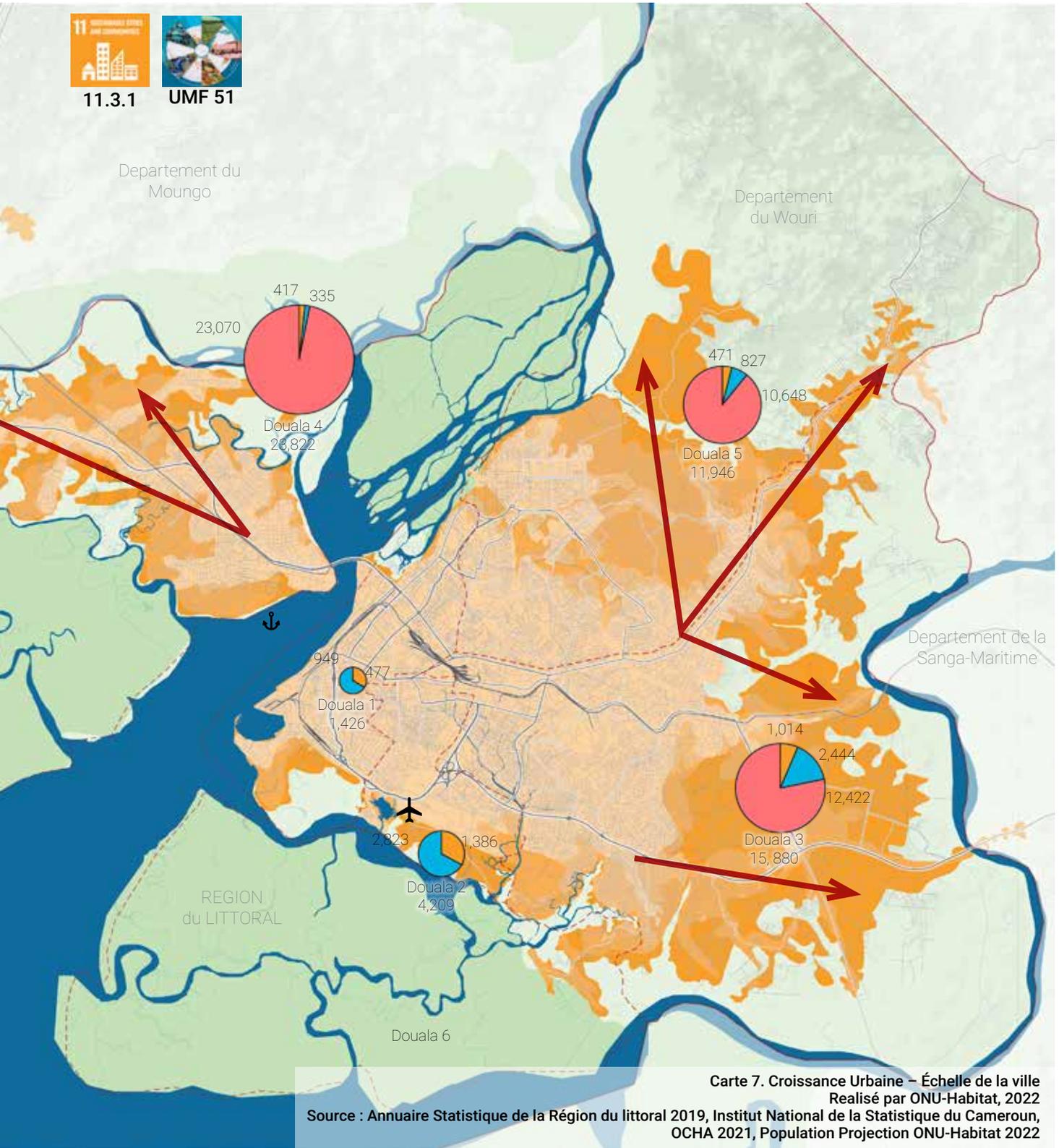


Fig 9. Population de Douala de 1990 à 2021
 Source: ONU-HABITAT - Annuaire Statistique de la Région du littoral, Institut National de la Statistique du Cameroun et OCHA

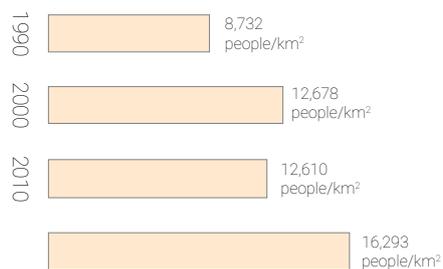


Fig 10. Densité de population de Douala entre 1990 et 2021
 Source: ONU-HABITAT - Annuaire Statistique de la Région du littoral, Institut National de la Statistique du Cameroun et OCHA

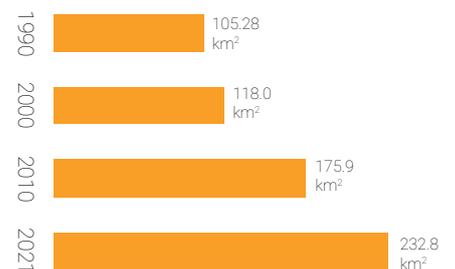


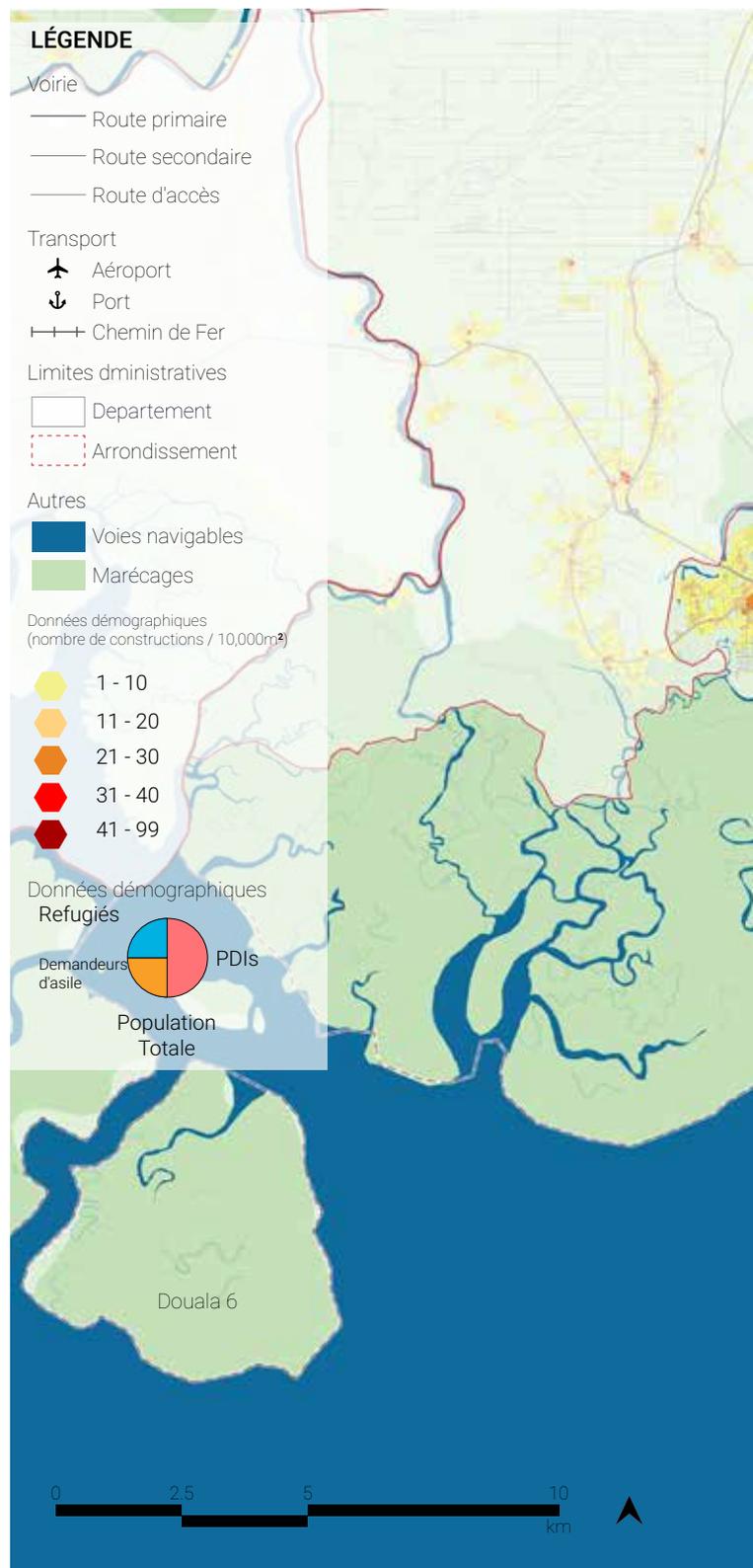
Fig 11. Empreinte urbaine de Douala 1990 - 2021
 Source: ONU-HABITAT - Annuaire Statistique de la Région du littoral, Institut National de la Statistique du Cameroun et OCHA

Répartition de la population

La plus forte concentration de bâtiments et probablement la plus forte concentration de population dans la ville de Douala - se trouve entre la frange Nord de Douala 2 et la frange Sud de Douala 3, près de l'aéroport international de Douala. Douala 4 contient également une forte concentration de bâtiments le long de la route nationale qui mène à Bekoko, Tiko et Limbé.

Cependant, en termes de chiffres de population globale, Douala 3 (1 117 975) et Douala 5 (942 537) ont les populations, les plus importantes, avec de fortes augmentations de population entre 2010 et 2021. Douala 3 est également le plus grand arrondissement en termes de superficie (399 km²) par rapport à 13 km², 16 km², 65 km² et 62 km², respectivement pour Douala 1, 2, 4, et 5. On estime que les populations de Douala 1, 2 et 4 augmentent assez rapidement, avec des estimations prudentes de croissance d'environ 3,1-3,6% par an pour l'ensemble de Douala, sur la base des données de l'Annuaire statistique de la région du Littoral (2019) et de World Urbanisation Prospects.

Il y a une tendance claire à l'expansion du développement urbain selon un schéma diffus et linéaire le long des routes principales menant à l'extérieur de la ville. Bien que cette typologie de croissance soit révélatrice d'un accès accru aux opportunités socioéconomiques le long des routes, il ne s'agit pas d'un modèle de développement durable en raison de sa dépendance à l'égard des transports motorisés. Des mécanismes de planification (tels que la mise à jour du POS) devraient donc être mis en place afin d'augmenter la densité dans les zones situées entre les grands axes routiers. Cela améliorerait l'accessibilité piétonnière de la ville dans son entiereté, réduirait la dépendance à l'égard de la voiture et augmenterait les possibilités d'emploi pour ceux qui n'ont pas les moyens de payer le transport en taxi. L'augmentation de la densité des bâtiments pourrait rendre l'accès aux services de base plus efficace et abordable pour la ville. Cela sera d'autant plus pertinent que la population de Douala devrait passer d'environ 3341702 habitants en 2021 à 4 402 250 habitants en 2030 (en utilisant un taux de croissance annuel moyen prudent de 3,10 %). En plus de la croissance naturelle, l'exode rural et les déplacements dus aux crises en cours dans le pays et en Afrique Centrale sont susceptibles d'augmenter la



population de Douala dans les années à venir. Actuellement, le plus grand nombre de réfugiés enregistrés vit à Douala 2 et 3 (4 209 et 3 458, respectivement, selon les chiffres de l'UNHCR d'Août 2021). Douala 2 et 3 accueillent également le plus grand nombre de demandeurs d'asile. Cependant, le nombre de PDI en 2021 est estimé à près de quatre fois le nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés combinés, Douala 4 accueillant presque deux fois plus de PDI que Douala 3 ou Douala 5

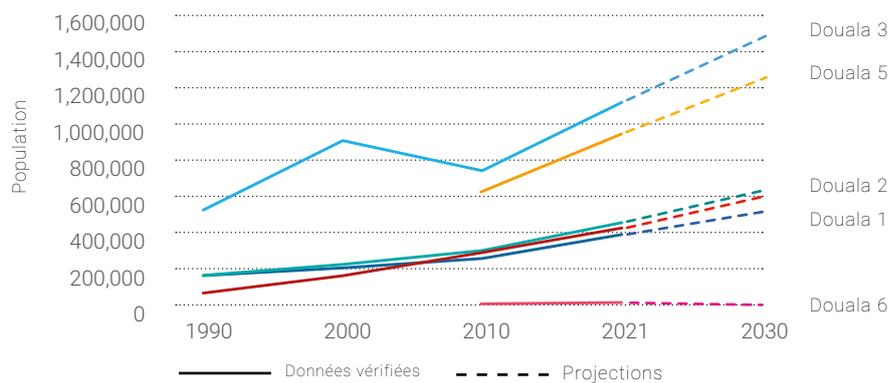
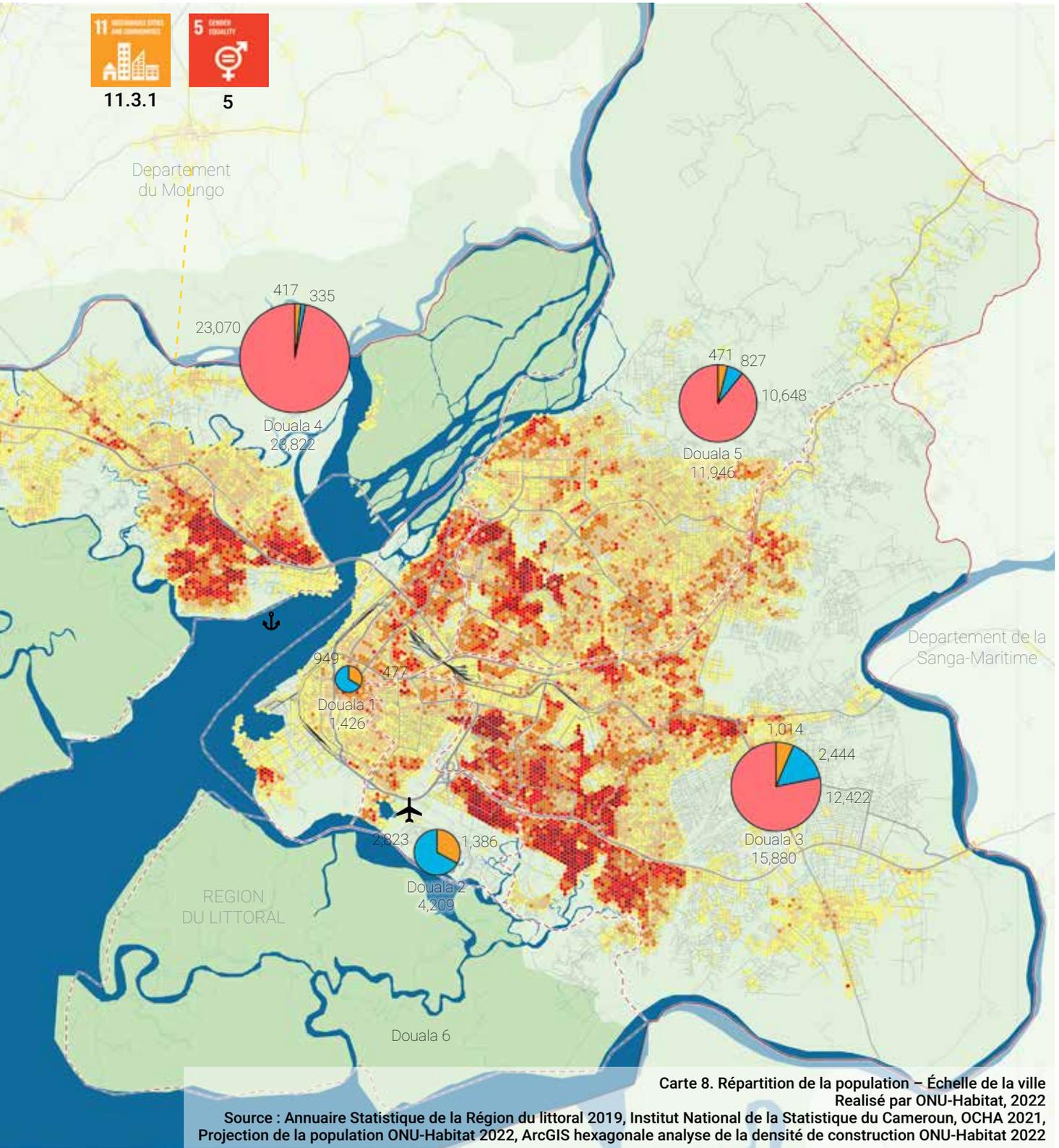


Fig. 12 Croissance démographique dans les arrondissements de Douala de 1990 à 2030
 Source: ONU-HABITAT reference to Annuaire Statistique de la Région du littoral, Institut National de la Statistique du Cameroun





01

CONTEXTE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Infrastructures Nationales

Le Cameroun s'est engagé dans le développement des grandes infrastructures depuis 2015. Plusieurs programmes et projets ont été initiés à travers le pays. L'un des programmes majeurs est le Plan triennal d'urgence économique (PLANUT), qui vise à accélérer l'objectif d'émergence du Cameroun à l'horizon 2035. Ce document a donc donné la priorité aux grands projets d'infrastructures publiques qui peuvent attirer les investissements privés et la croissance. Etabli comme un programme d'investissement pour réaliser ses projets sur trois ans «dans des secteurs tels que l'urbanisme, l'habitat, la santé, l'agriculture, l'élevage, les infrastructures routières, l'eau, l'énergie et la sécurité», le programme a mobilisé neuf projets portés par des maîtres d'ouvrage publiques (MINEPAT, MINTP, MINADER, MINSANTE, MINEE, MINEPIA, MINHDU, SED, DGSN).

Financé par des emprunts contractés par l'Etat auprès d'un pool bancaire local et d'institutions financières internationales, le programme a permis de collecter 925 milliards de FCFA (1,41 milliards d'euros/ 1,59 milliards dollars). Ce programme a permis la construction d'infrastructures prioritaires dans les villes et régions du pays ainsi que le désenclavement des zones rurales.

En outre, le Cameroun a également entrepris la modernisation du secteur de l'énergie avec la construction de plusieurs barrages hydroélectriques, dont l'un des plus importants est le barrage de Nachtigal, un projet hydroélectrique stratégique pour le Cameroun, développé par Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), un partenariat public-privé entre la République du Cameroun, Électricité de France (EDF), la Société financière internationale (SFI), STOA et AFRICA50 et évalué à 1 120,00 millions de dollars US (atb.group 2023). Le barrage est situé sur le fleuve Sanaga près des chutes de Nachtigal, à environ 65 km de Yaoundé, la capitale du Cameroun, et a une capacité installée de 420 MW, qui fournira environ 30 % de la consommation d'électricité du réseau interconnecté dans le sud du Cameroun, permettant au pays d'obtenir suffisamment d'énergie pour la population et les activités industrielles.

Le projet en est au stade des approbations financières bancaires qui seront clôturées le 30 juin 2025 (projects.worldbank 2024).

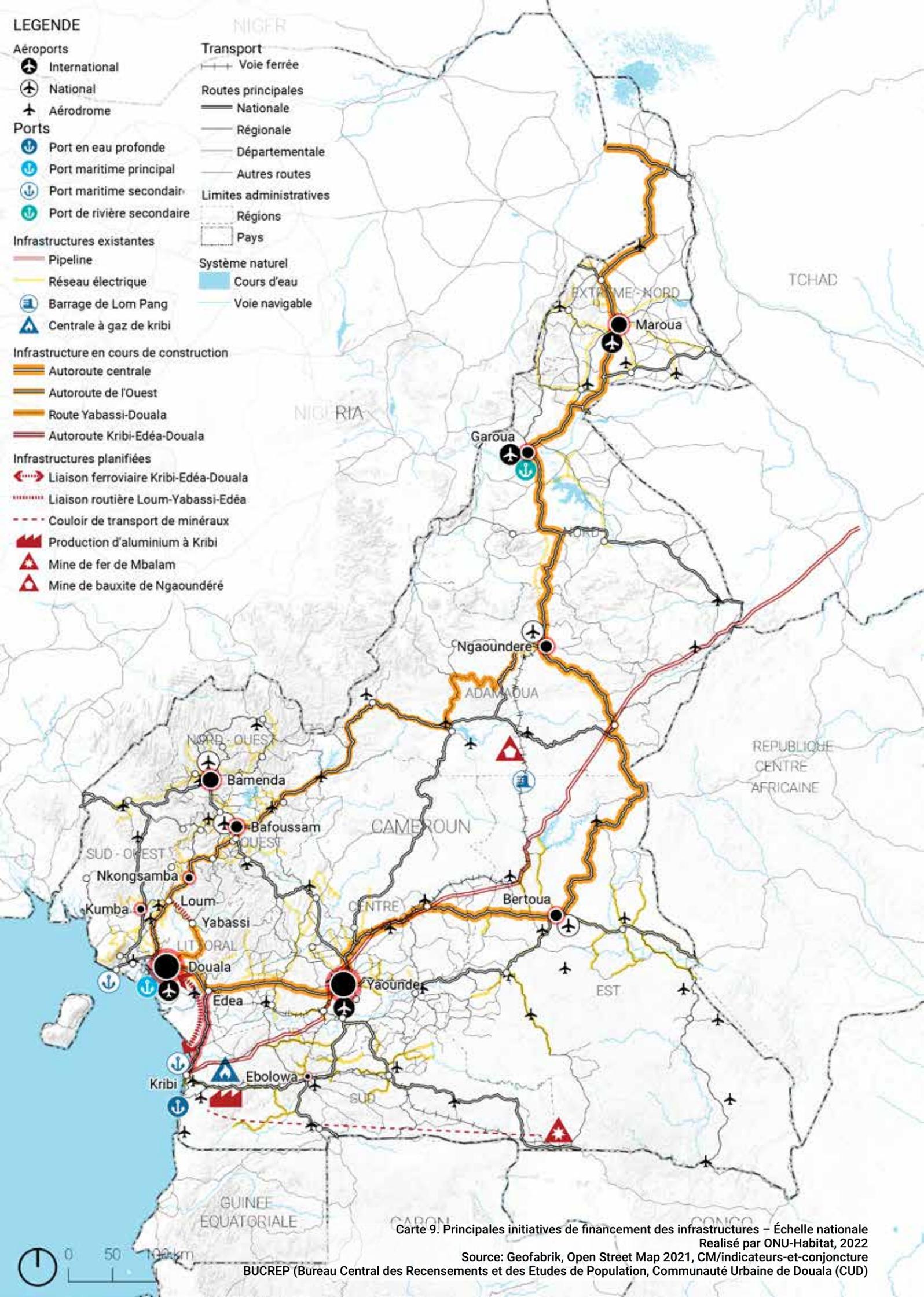
C'est également le cas du projet de la grande centrale hydroélectrique d'Eweng 2, que l'Etat camerounais prévoit de rendre opérationnelle en 2028. Elle alimentera le secteur industriel en aluminium et le reste de l'énergie produite sera exporté vers le Tchad. Prévu pour être financé en collaboration avec la société américaine Hydromine, le barrage produira 810 MW pour un coût total de 3 milliards de dollars.

Le projet d'exploitation du minerai de fer de Mbalam-Nabeba, dont le protocole d'accord d'exploitation a été signé en 2021 entre l'État du Cameroun et AusSino Resources Group Ltd et Bestway Finance Ltd, de-vrait mobiliser à terme un prêt de 4 500 milliards de FCFA (8 milliards de dollars) pour moderniser le Djaminiloop dans l'Est et le Sud du Cameroun.

Il renouvellera également le réseau ferroviaire national par la construction/réhabilitation des lignes de chemin de fer vers le port de Douala.

CAPITAUX NATIONAUX	PRÊTS DE CAPITAL INTERNATIONAUX	SUBVENTION
INSTITUTIONS INTERNATIONALES		
DEUTSCHE BANQUE S.A.E and CAIXABANK S.A	La construction d'un abattoir à Ngaoundéré et d'entrepôts frigorifiques dans les villes de Yaoundé, Ebolowa, Kribi, Ngaoundéré	8,528,112,504 FCFA
EUROBONS	La construction de deux routes d'accès dans chaque région du pays, la construction d'ouvrages de rétention d'eau et l'aménagement de zones hydro-agricoles dans les régions du nord	50,000,000,000 FCFA
INSTITUTIONS BANCAIRES NATIONALES		
BGFI BANQUE CAMEROUN	Réhabilitation des routes dans les villes de Yaoundé et Douala	100,000,000,000 FCFA
ATLANTIC BANQUE CAMEROUN	Construction de 600 logements sociaux et hôpitaux + la réhabilitation des installations techniques des Hôpitaux Généraux de Yaoundé et Douala et du CHU de Yaoundé	190,000,000,000 FCFA
ECOBANK CAMEROUN	Construction de forages, de systèmes d'approvisionnement en eau et de postes de sécurité dans tout le pays	35,000,000,000 FCFA
ECOBANK CAMEROUN	Construction du barrage hydroélectrique de Bini à Warak dans la région de l'extrême Nord	182,000,000,000 FCFA

Tableau 1. Principaux projets financés dans le cadre du Plan d'Urgence Economique (PLANUT)
Source: ONU-Habitat - PLANUT



Carte 9. Principales initiatives de financement des infrastructures – Échelle nationale
 Réalisé par ONU-Habitat, 2022

Source: Geofabrik, Open Street Map 2021, CM/indicateurs-et-conjoncture

BUCREP (Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population, Communauté Urbaine de Douala (CUD))

Infrastructure régionale stratégique

La région du Littoral et ses villes - en particulier la capitale, Douala - sont considérées comme le centre de l'économie camerounaise et même de l'Afrique centrale.

Au niveau régional, le littoral dispose d'infrastructures stratégiques telles que:

Port Autonome de Douala (PAD) - Le transport fluvial a été développé pour la première fois par une compagnie de navigation allemande « Woermanline » en 1881. Avec la première guerre mondiale, l'accès au port de Douala a été rendu possible par des navires de 4 m. L'infrastructure comprend un quai de 60 m, sept quais privés, des magasins reliés par un chemin de 60 m. La capacité de trafic annuel est estimée à 100 000 tonnes. A l'indépendance en 1960, cette structure devient la Direction des Ports et Voies Navigables du Ministère des Transports. Cette dernière deviendra plus tard l'Autorité Portuaire Nationale du Cameroun en vertu de la loi fédérale de 1971. Cette organisation fonctionnera pendant près de 30 ans avant de subir des réformes basées sur les discussions de la table ronde de 1977.

Les résolutions prises lors de ces délibérations ont permis de définir la politique du gouvernement dans ce domaine.

Aujourd'hui, la réforme portuaire s'articule autour de la loi d'orientation, de 8 décrets d'application définissant le nouveau développement des ports camerounais. Suite aux réformes de l'Autorité portuaire nationale du Cameroun, une Autorité portuaire nationale (APN) est chargée, entre autres, d'élaborer et de contrôler l'application des normes en matière de sûreté portuaire. Avec Kribi, Limbe et Garoua, Douala est devenue l'une des très grandes autorités portuaires avec des prérogatives en matière de gestion et de promotion de ses services.

Le Port Autonome de Douala, en tant qu'établissement parapublic, a pour mission de gérer la coordination des services disponibles à Douala-Bonabéri. Conformément à la loi, le Port confie des offres commerciales et industrielles à des entreprises du secteur privé : manutention, gestion du terminal à conteneurs et assimilés. Depuis 1999, le Directeur Commercial du PAD contribue activement à la concurrence dans les activités portuaires.

Le réseau ferroviaire qui s'étend sur plusieurs régions du Cameroun permet le transport de matières premières de l'intérieur du pays ainsi que des pays voisins vers le port de Douala.

L'aéroport international de Douala - est un aéroport international situé à Douala, composé de 4 terminaux et accueillant en moyenne 1,5 million de passagers et 50 000 tonnes de fret par an (DAFIF 2006), ce qui en fait l'aéroport le plus fréquenté du pays. L'aéroport est géré et détenu en partie (34 %) par Aéroport du Cameroun (ADC), qui gère également les 13 autres aéroports sur le territoire camerounais. L'aéroport de Douala est situé en bord de mer et bénéficie d'une forte demande traditionnelle de trafic aérien. Situé dans une zone de 56 284 km² et à proximité du plus grand port autonome du pays, il occupe une position idéale pour promouvoir le commerce international. L'évolution du trafic international reste modérée, à 3,4 % par an.

En ce qui concerne le réseau routier, les entrées Ouest et Est de la ville ouvrent la Région au reste du pays avec l'autoroute Douala-Yaoundé en construction et l'axe lourd Douala Bafoussam.

Sur le plan touristique, la région du Littoral offre une variété d'attraits, tels que :

Kribi - Cette ville côtière est située sur le golfe de Guinée, dans la province du Sud, au bord de la rivière Kien-ké. Elle se trouve à environ 150 kilomètres de route au sud de Douala. Elle dessert le trafic maritime dans le golfe de Guinée par le port maritime homonyme du pays et se trouve également à proximité du terminus de l'oléoduc Tchad-Cameroun. Les chutes d'eau de la Lobé et la forêt sempervirente du Littoral, jusqu'à Bipindi et Lolodorf où se trouvent des communautés indigènes de Pygmées, constituent une autre attraction touristique à proximité.

Le tourisme se concentre principalement sur des sites de grande valeur écologique tels que : Les chutes d'Ekoum-Nkam, les plages de Mouanko, Yoyo et Sanaga et la réserve de faune de Douala Edéa.

LEGENDE

- Limites de Region
- Réseau de Routes primaire

PROJETS RECENTS

- ① Pénétrante Ouest de Douala - Phase 1
- ② Pénétrante Est de Douala - Phase 1
- ③ 2eme Pont sur le Wouri

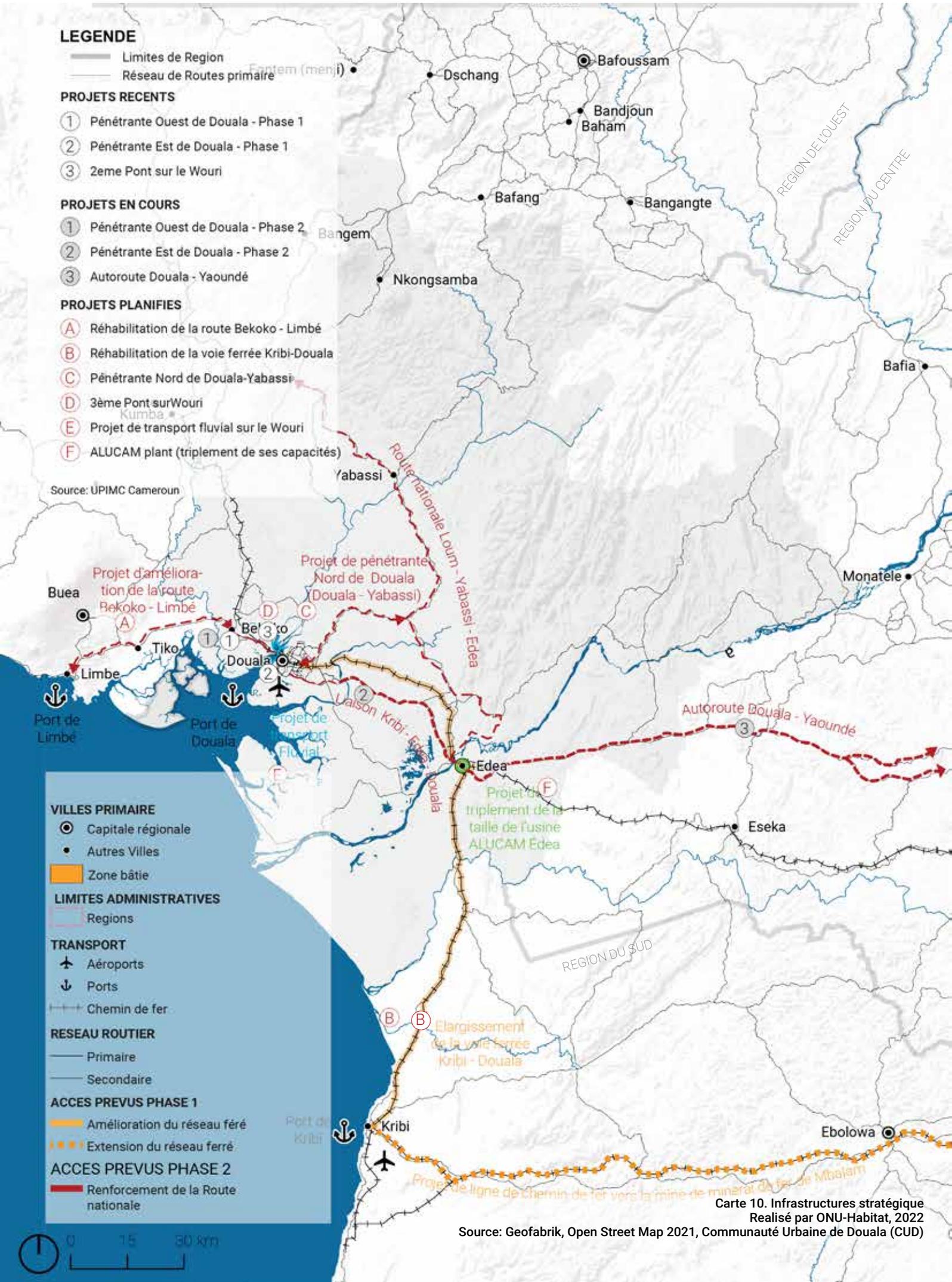
PROJETS EN COURS

- ① Pénétrante Ouest de Douala - Phase 2
- ② Pénétrante Est de Douala - Phase 2
- ③ Autoroute Douala - Yaoundé

PROJETS PLANIFIES

- A Réhabilitation de la route Bekoko - Limbé
- B Réhabilitation de la voie ferrée Kribi-Douala
- C Pénétrante Nord de Douala-Yabassi
- D 3ème Pont sur Wouri
- E Projet de transport fluvial sur le Wouri
- F ALUCAM plant (triplement de ses capacités)

Source: UPIMC Cameroun



VILLES PRIMAIRE

- ⊙ Capitale régionale
- Autres Villes

LIMITES ADMINISTRATIVES

- Regions

TRANSPORT

- ✈ Aéroports
- ⚓ Ports
- Chemin de fer

RESEAU ROUTIER

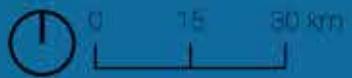
- Primaire
- Secondaire

ACCES PREVUS PHASE 1

- Amélioration du réseau ferré
- Extension du réseau ferré

ACCES PREVUS PHASE 2

- Renforcement de la Route nationale



Carte 10. Infrastructures stratégique
 Réalisé par ONU-Habitat, 2022

Source: Geofabrik, Open Street Map 2021, Communauté Urbaine de Douala (CUD)

Infrastructures Urbaines stratégiques

Les principaux projets financés dans le cadre du programme PLANUT ont été planifiés dans Douala et visent à restaurer les principales infrastructures de la ville, à renforcer son statut de capitale économique du Cameroun et à fournir des opportunités d'emploi aux résidents. Il comporte 3 interventions principale :

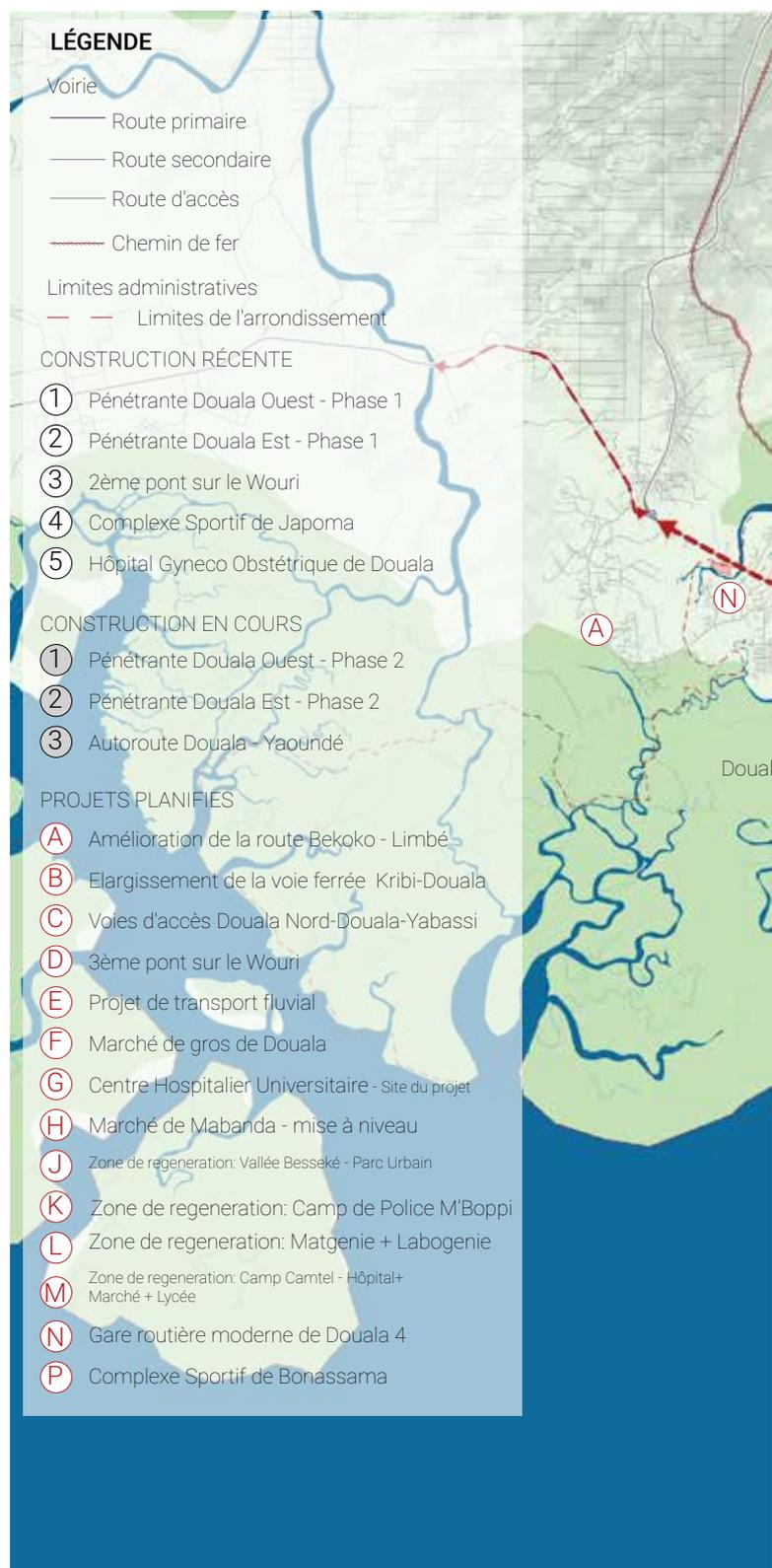
1. Projets de drainage des eaux pluviales et de voirie urbaine avec la construction de caniveaux et la réhabilitation de 17 km de voirie urbaine.

Financé par l'AFD et le MINTP à hauteur de 109 000 000 FCFA, ce projet a été achevé en 2020. Le réseau routier de la ville est en cours de développement, il vise à réguler le trafic et à dynamiser l'activité éco-nomique. La ville compte environ 1 800 km de routes désignées, dont un peu plus de 470 km sont revêtus (26 %), ce qui correspond à une densité routière d'environ 0,72km / 1 000 habitants. Cette faible valeur place Douala en queue de peloton des grandes villes africaines. Le réseau principal a une longueur estimée à 183 465 km, avec 49 intersections, le réseau secondaire, dont la longueur totale est estimée à 30,4 km, est revêtu à près de 85 %. Par ailleurs, la réhabilitation de la voie d'accès Est de la ville (rond-point de l'aéroport au Carrefour Bo-com à Ndogpassi) vise à décongestionner la route de Yaoundé, à assurer le transit des marchandises en provenance du Tchad et de la République Centrafricaine dans le corridor Douala - Ndjamen et Douala-Bangui, et à améliorer l'accès au nouveau stade de Japoma.

2. La construction d'infrastructures sportives avec le Complexe Sportif de Japoma pour la Coupe d'Afrique des Nations 2021 (CAN 2021) et la réhabilitation du Stade de Bepanda. Ces projets ont mobilisé environ 390 000 000 FCFA (59 000 000 Euros). Avec l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2021, le complexe sportif de Japoma a été construit dans la région du Littoral avec une capacité de 50 000 places, le stade Omnisport a été restauré ainsi que le stade Mbappe Leppe et le stade Bonamoussadi.

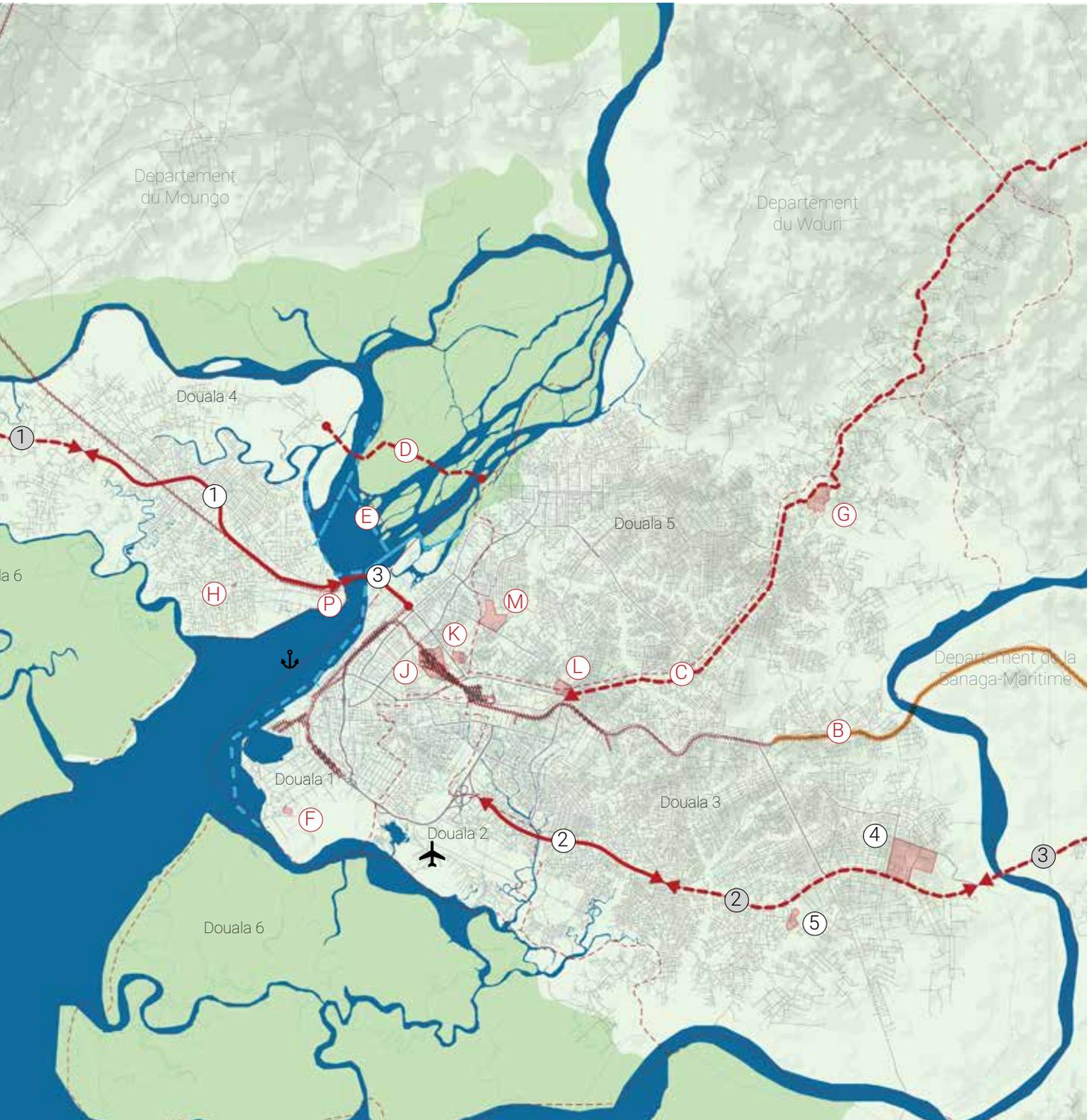
3. La réhabilitation de l'hôpital général de Douala pour un coût de 2 600 000 000 FCFA (3 963 674 Euros) qui a été achevée en 2020.

Les autres infrastructures pertinentes à l'échelle de la ville sont les suivantes : **Le réseau ferroviaire qui**



traverse la ville d'Est en Ouest et qui est constitué de deux lignes (l'une à l'Ouest, vers les localités de Mbanga - Kumba et l'autre, à l'Est vers Yaoundé).

Le deuxième pont sur le Wouri qui allège le trafic de poids lourds entre Bonabéri et l'entrée Nord-Ouest de la ville avec le centre-ville de Douala et le port. Ce pont contribue également à renforcer les flux de croissance urbaine de Douala.



Carte 11. Infrastructures urbaines stratégiques - Echelle de la ville
 Réalisé par ONU-Habitat, 2022

Source: Geofabrik, Open Street Map 2021, Conseil municipal de Douala (CUD), Conseil de Douala 4 2023 (CAD 3)

PRINCIPAUX PROJETS

Achevés récemment	En cours	Plannifiés
<p>8 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIEL</p> <p>9 INFRASTRUCTURES</p> <p>11 HABITAT</p>	<p>7 ÉNERGIE</p> <p>9 INFRASTRUCTURES</p> <p>11 HABITAT</p>	<p>8 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIEL</p> <p>9 INFRASTRUCTURES</p>
<ul style="list-style-type: none"> • 2ème pont sur le fleuve Wouri • Projet d'accès à Douala Est Phase 1 • Projet d'accès à Douala Ouest Phase 1 	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation et exécution des plans d'investissement municipaux ; • Création et entretien de chemins municipaux; • Création et entretien de routes rurales et de passages piétons non classés ; • Contribution à l'électrification des zones sans électricité. 	<ul style="list-style-type: none"> • Projet d'amélioration de la route Bekoko -Limbé • Projet de transport fluvial • Projet de triplement de la taille de l'usine ALUCAM d'Édea • Élargissement de la voie ferrée Kribi-Douala • Liaison routière nationale Loum - Yabassi -Édea

Tableau 2. Avancement des principaux projets d'infrastructures à Douala
 Source: ONU-Habitat

Centres Economiques & Activités

Premier centre économique du Cameroun et principale porte d'entrée des pays voisins (Tchad, RCA, etc.), Douala, ville dont la population est estimée à 3,7 millions d'habitants génère plus de 32% du PIB de la nation. Différentes polarités économiques sont moteurs dans la ville. Ainsi, nous constatons :

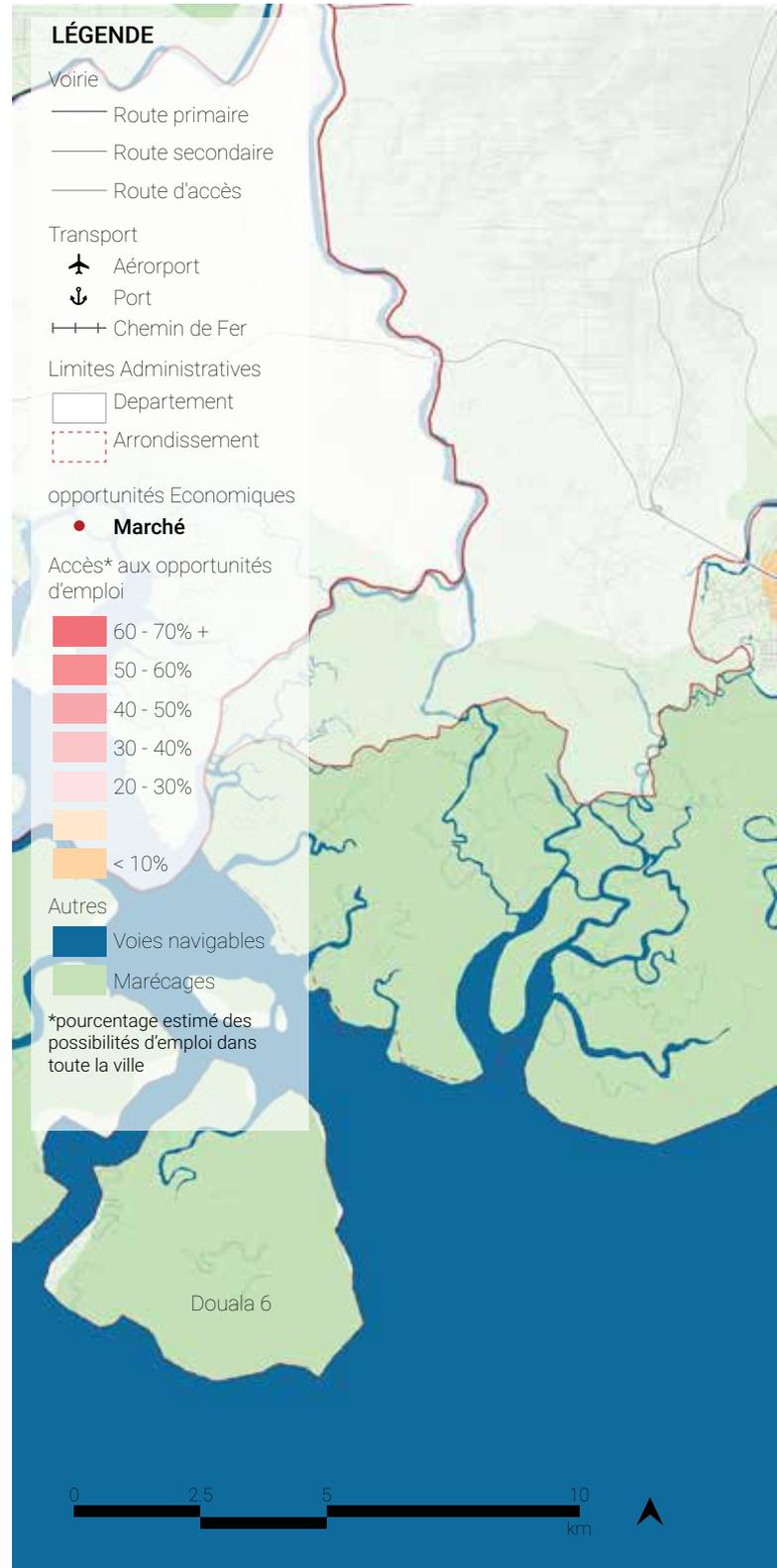
Le CBD (Quartier Central des Affaires): il est le principal centre d'affaires de la ville de Douala. Il abrite la plupart des commerces et services de la ville. Il est situé principalement dans les quartiers modernes d'Akwa et de Bonanjo.

Le Port de Douala : Situé sur les rives du fleuve Wouri qui donne accès à l'océan Atlantique, il est au cœur de la vie commerciale et administrative de la ville de Douala car il structure le transport et organise la plupart des transactions d'importation et d'exportation du pays. De 2017 à 2020, le Port Autonome de Douala (PAD) a réalisé un chiffre d'affaires global de 218,901 milliards de FCFA (332,95 Millions d'euros), soit une nette évolution de plus de 27 milliards de francs CFA (41 Millions d'euros).

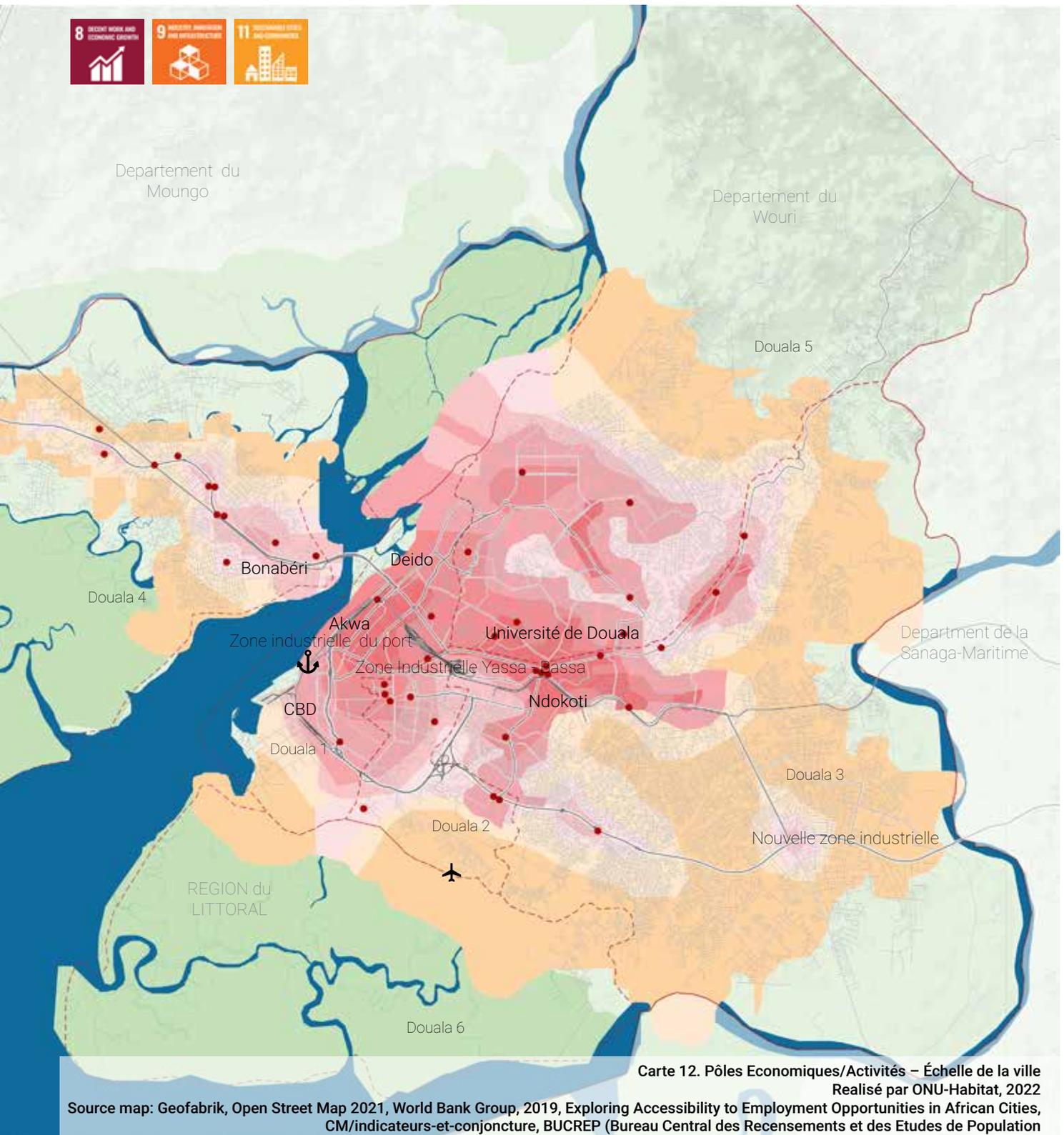
Aéroport International de Douala: C'est le plus grand aéroport du Cameroun et l'un des plus grands d'Afrique (6,20 km² pour un périmètre total d'environ 19 km). Avec une capacité d'un 1,5 million de passagers et de 50 000 tonnes de fret par an, il est calibré pour accueillir une augmentation du trafic aérien et accueille la plupart des vols internationaux au départ du Cameroun.



Fig. 13 Distances entre les centres économiques à Douala
Source : Groupe de la Banque mondiale, 2019. Exploration de l'accessibilité aux opportunités d'emploi dans les villes africaines



Zones industrielles : situées à l'est et à l'ouest de la métropole : Située à l'Est de la métropole, la zone industrielle de Bassa abrite des industries alimentaires, notamment des brasseries et des établissements spécialisés dans les matériaux de construction, les plastiques, les papeteries, la filature, la chaussure ou le montage de cycles et d'automobiles. On remarque également dans l'arrondissement de Douala 4 (Bonaberi) à l'Ouest de la ville sur la rive du Wouri, une autre zone industrielle notable, et desservie par un port secondaire.



La gare ferroviaire: elle est le principal point d'arrivée et de départ des produits destinés à l'import-export en provenance ou au départ du Tchad ou de la RCA mais aussi des produits miniers et forestiers destinés à l'exportation. Ce trafic s'alterne avec le transport routier également exploité pour la cause.

Les rues commerçantes: Ils sont présents dans toutes les zones de la ville et contrastent entre les quartiers résidentiels de Bonamoussadi, Makepé, les bidonvilles spontanés/précaires accueillant des populations vulnérables à

faibles revenus et les populations déplacées. L'accès aux zones d'emploi est corrélé au réseau de transport. L'accès aux pôles économiques de la ville tels que Bonanjo et Akwa sont desservis par les transports et disposent d'axes routiers importants.





02

CADRES CLES

Photo 7. Route tertiaire à Ndogpassi Plage
Source: ONU-Habitat

Gouvernance et Politiques Nationales

La dernière constitution du Cameroun, promulguée le 18 janvier 1996, établit la République du Cameroun comme un « État unitaire décentralisé », gouverné par trois principaux pouvoirs: exécutif (Président et Gouvernement), législatif (Sénat et Assemblée nationale) et judiciaire.

Sur le plan administratif, le Cameroun est gouverné conjointement par les Organisations administratives et les Collectivités territoriales décentralisées (CTD).

Les organisations administratives représentent le président de la République et les ministres de tutelle, tandis que les CTD sont constitués des régions et des départements (y compris les communautés urbaines et des communes). Le contrôle de l'État sur les CTD est exercé par le Ministère de l'administration territoriale (MINAT) et sous son contrôle les représentants de l'Etat.

Sur le plan territorial, la République du Cameroun est subdivisée en 10 régions, 58 départements et 360 communes (appelées « arrondissements »). Chaque région est placée sous l'autorité d'un gouverneur, qui assure les tâches administratives, et d'un conseil régional, composé de délégués départementaux et de représentants des autorités traditionnelles. Il agit en tant qu'organe exécutif de la région. Au niveau départemental, les préfets détiennent le pouvoir administratif et les maires détiennent le pouvoir exécutif. Idem au niveau des communes "arrondissements".

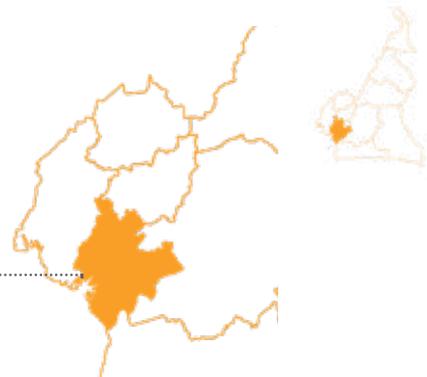
La répartition du pouvoir entre les fonctionnaires nommés et élus offre une participation plus inclusive la prise de décision et plus active au processus d'urbanisme et d'aménagement du territoire au niveau local. Les documents stratégiques du gouvernement, à cet égard, sont devenus le modèle pour d'autres plans à des échelles inférieures. La Vision 2035 qui s'appuie sur la Stratégie Nationale de Développement (SDN 30) est actuellement le principal document urbain mis en œuvre à l'échelle nationale. Malgré la volonté d'harmoniser tous les documents urbains à toutes les échelles, dans la pratique, l'absence de suivi et de coordination diminue le bon accord et la collaboration entre les différents niveaux de décision. Cela crée une charge pour les autorités locales mais aussi pour le développement urbain global des villes.

Pays



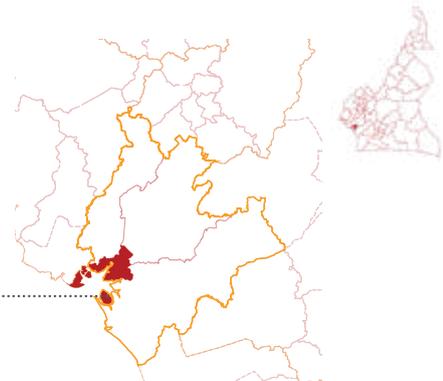
Régions
(10)

Region du Littoral



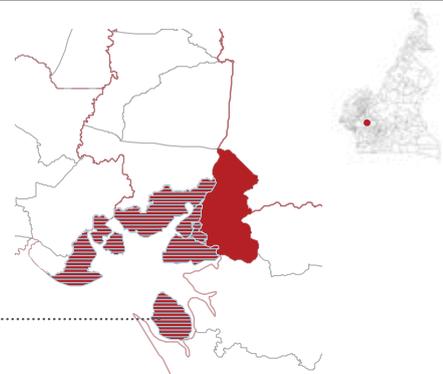
Départements
(58)

Departement
du Wouri



Arrondissements
(360)

Douala 4



Villages

Quartiers

Blocs

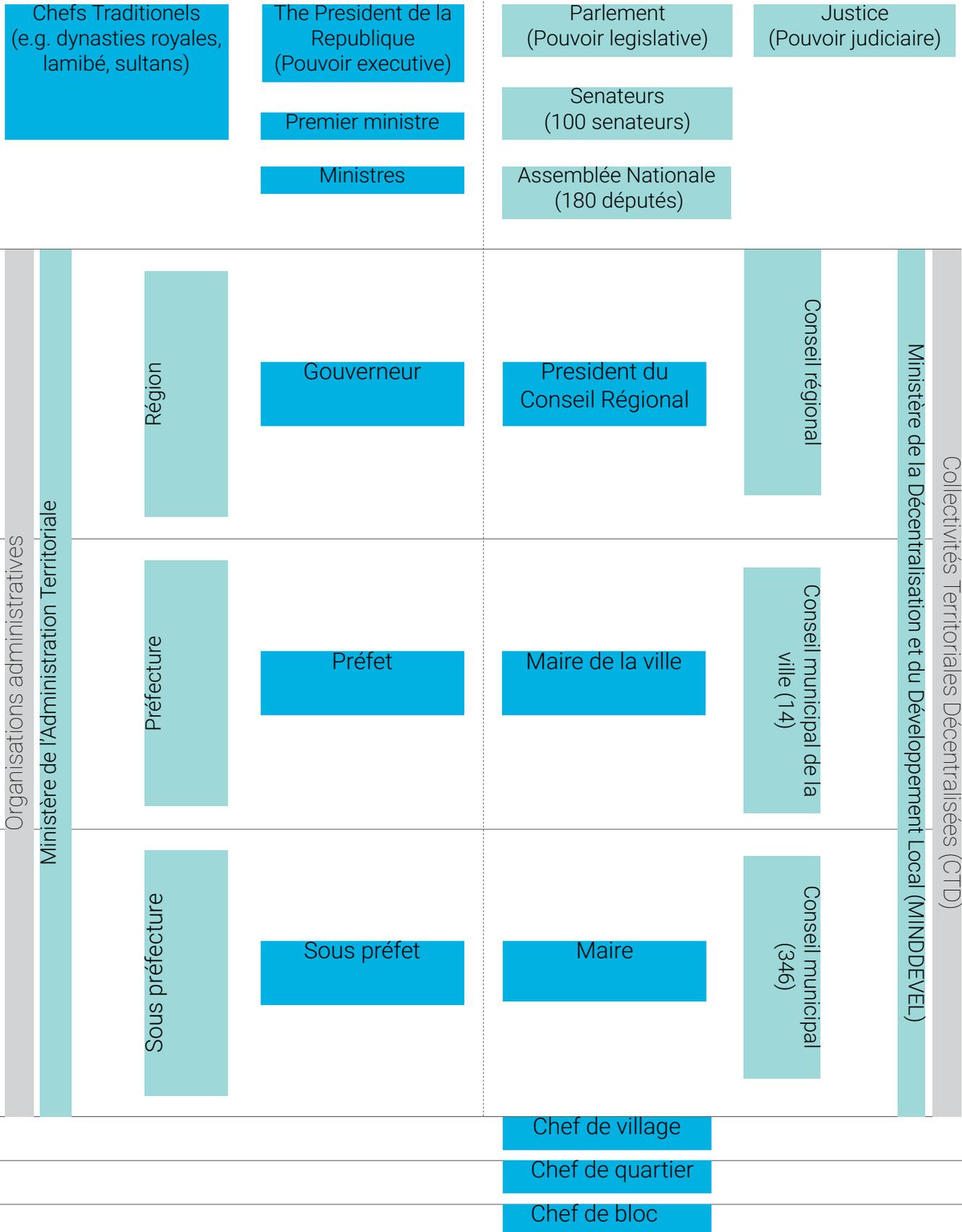


Fig 14. Gouvernance, aménagement du territoire et politiques urbaines au Cameroun
 Source : Constitution de la République du Cameroun du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n° 2008/001 du 14 avril 2008, Loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant code général des collectivités territoriales décentralisées au Cameroun. Réalisé par Un-Habitat, 2023

Contexte national de planification urbaine

Le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU) établit et supervise les outils de planification urbaine; tandis que le Ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement régional (MINEPAT) est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de développement économique et régional du pays.

Les politiques urbaines

En 2009, le Cameroun a adopté la Vision 2035, qui s'appuie sur la Stratégie Nationale de Développement (SND 30) pour conduire la mise en œuvre des initiatives de développement jusqu'en 2030. La Politique Nationale Urbaine (PUN), la Politique Nationale de l'Habitat (PNH) et le Plan National de Développement Durable du Territoire du Cameroun (SNADDT) sont également des documents clés qui orientent la planification urbaine et l'habitat au niveau national. Ces documents décrivent les principales orientations et initiatives en matière de développement qui ont pris racine au cours des dix dernières années et plus, soulignant les besoins des populations vulnérables. Cependant, dans les visions et les politiques de planification, l'inclusion des communautés déplacées n'est pas encore suffisamment prise en compte.

VISION 2035 - MINEPAT

La vision de l'État à l'horizon 2035 s'intitule «Le Cameroun : Un pays émergent, démocratique et uni dans la diversité». La stratégie de mise en œuvre de cette vision s'appuie sur les piliers suivants :

- L'intégration nationale et la consolidation du processus démocratique
- Le développement territorial
- L'industrialisation
- L'intégration régionale et l'insertion internationale
- Rôle économique de l'État et stratégie de partenariat
- La gouvernance

National Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND 30) – MINEPAT

Présentée officiellement en novembre 2020, la SND 30 est le nouveau cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2020-2030. Elle articule les engagements nationaux et internationaux du Cameroun vis-à-vis des objectifs économiques, sociaux et environnementaux et établit quatre piliers

pour surmonter les principaux défis de développement: 1) la transformation structurelle de l'économie; 2) le développement du capital humain et du bien-être; 3) la promotion de l'emploi et de l'inclusion économique 4) la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'État. La stratégie aborde également les crises en cours dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord, en décrivant un plan de redressement, de stabilisation et de développement en trois phases pour améliorer la vie et les moyens de subsistance des populations dans les zones touchées

Plan national d'aménagement et de développement durable du territoire du Cameroun (SNADDT) - MINEPAT

Dans la vision 2035, le SNADDT se concentre sur trois composantes majeures du développement urbain et de l'aménagement du territoire au Cameroun, à savoir :

- Organiser la répartition territoriale des espaces en reliant les zones de production aux zones aux potentiels socio-économiques.
- Réduire les fractures socio-territoriales entre le «centre» et la «périphérie» en promouvant un modèle urbain multipolaire où les spécificités locales sont mises en lumière.
- Structurer un réseau de transport intégré qui relie les centres urbains, de production et les zones rurales

Le SNADDT souligne également la position attractive du Cameroun en tant que plaque tournante de la migration, tout en notant que des données fiables font défaut.

Politique urbaine nationale (PUN)-MINHDU

La politique urbaine nationale du Cameroun est actuellement (2021) en finalisation en collaboration avec ONU-Habitat. La politique vise à relier les documents et stratégies de planification aux défis du développement à travers les secteurs, acteurs concernés et échelles, dans le but de transformer la gestion des villes, l'environnement bâti et la qualité de vie des résidents urbains. Dix interventions critiques pour assurer la réussite de la mise en œuvre de la PUN sont citées dans l'annexe 1 (p. 156). Malgré la volonté d'harmoniser les documents urbains à toutes les échelles, dans la pratique, l'absence de suivi et de coordination ralentit les accords et la collaboration entre les niveaux de décision. Cela pèse pour les autorités locales, et pour le développement urbain global des villes

DOCUMENTS DE PLANIFICATION ET DE POLITIQUE URBAINE

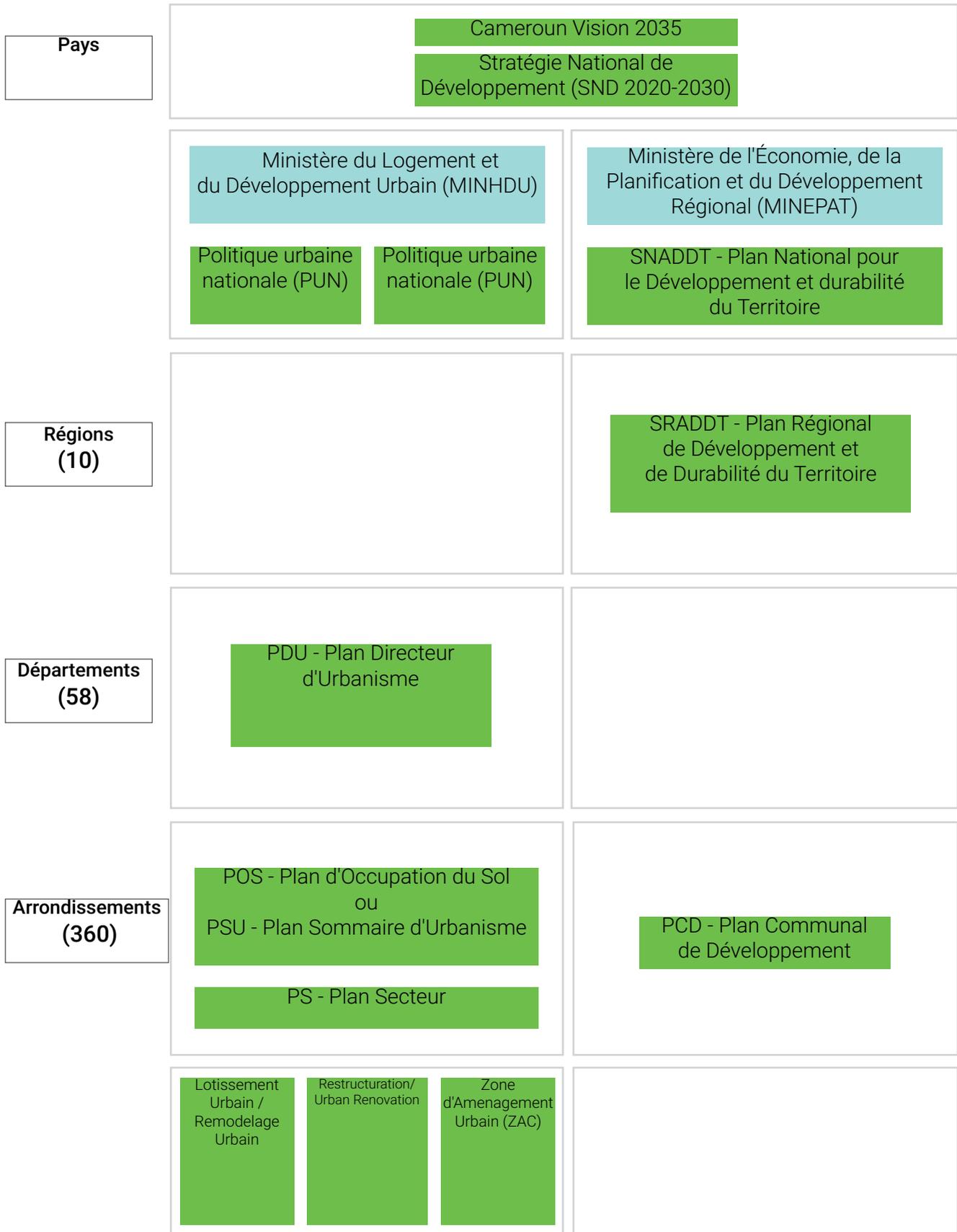


Fig 15. Documents de politique et de planification urbaines
 Source: Loi n°2004/003 du 24 avril 2004 régissant l'urbanisme au Cameroun Réalisé par Un-Habitat, 2023

Système National de Gestion Foncière

Une pression croissante sur les terres est à souligner en raison des intérêts commerciaux, des conditions climatiques changeantes et des flux de populations.

Très peu de parcelles au Cameroun sont enregistrées et titrées et les informations sur le nombre de titres fonciers enregistrés et autres droits fonciers sont généralement incohérentes. Par exemple, «en 2000, le registre national (livre foncier) a enregistré 150000 certificats fonciers, alors que le cadastre national a estimé qu'il y avait 2,6 millions de parcelles dans le pays».

La division foncière du MINDAF a indiqué que les zones urbaines représentent 60% de tous les titres, que les fonctionnaires détiennent 50% des titres fonciers. Par ailleurs, bien que les lois et ordonnances foncières aient fait l'objet de multiples réformes, **la dernière grande réforme foncière remonte à 45 ans** and there is frequent confusion between the two et l'on constate une fréquente confusion entre les deux systèmes coexistants, moderne et traditionnel, la juxtaposition de l'administration publique sur la gestion traditionnelle des terres créant un certain nombre de conflits.

Classification foncière:

- Le domaine privé : toutes les terres immatriculées (terres titrées) ;
- Le domaine public : tous les biens immobiliers qui sont affectés à l'usage de tous. Le domaine public est naturel et/ou artificiel et comprend les routes, les rivières, le front de mer, etc.
- Le domaine national : toutes les terres qui n'ont pas fait l'objet d'une appropriation privée, y compris par l'État, et classées dans le domaine public. Il est administré par l'État «pour le bien public».
- En raison du processus long, coûteux et alambiqué d'enregistrement et de titrage des terres, les inégalités d'accès à la propriété foncière sont vastes, les populations vulnérables (populations autochtones, femmes et personnes déplacées) étant les plus touchées par ces inégalités

Les acteurs de la gestion foncière :

- Les acteurs publics: L'État à travers le MINDCAF, le MINH DU et les institutions spécialisées chargées du financement (Crédit Foncier du Cameroun, FEICOM), de l'aménagement foncier et des zones industrielles et zones d'activités (MAETUR, MAGZI) de la promotion immobilière et de l'habitat ainsi que de leur promotion et commercialisation (SIC).

- Les acteurs du secteur privés: Urbanistes, notaires et géomètres. Ils interviennent dans les transactions et la procédure d'enregistrement indirect par le lotissement, la rédaction des actes et l'établissement des plans de bornage ; et

- Autres acteurs: les chefferies traditionnelles et les organisations de la société civile (promoteurs immobiliers) qui influencent le processus de gestion foncière.

Depuis les années 1980, le gouvernement, les ONG et les organisations de développement ont cherché à renforcer la reconnaissance des droits fonciers des groupes marginalisés. Cependant, en raison d'un cadre juridique dépassé, ces initiatives n'ont pas été couronnées de succès. Il n'existe pas de mécanismes formels d'attribution de terres pour le logement et la production agricole aux personnes déplacées à moyen ou long terme. Les terres sont demandées par les PDI/réfugiés eux-mêmes ou par des organisations de soutien aux chefs traditionnels et aux membres des populations d'accueil qui sont les propriétaires traditionnels. Cependant, les PDI peuvent également obtenir des terres par location ou achat en vertu du droit coutumier. Toutefois, elles n'ont souvent pas assez de revenus pour louer. Certains organismes de soutien interviennent alors et louent des terres. Dans les zones rurales, certaines familles d'accueil ou le chef de la communauté allouent des terres aux personnes déplacées pour qu'elles les cultivent contre une rémunération ou un pourcentage de la récolte.

La décision du gouvernement camerounais de réformer le cadre légal du régime foncier est une opportunité pour intégrer des dispositions plus inclusives pour les populations déplacées et vulnérables

REGIME FONCIER MODERNE



REGIME FONCIER TRADITIONNEL

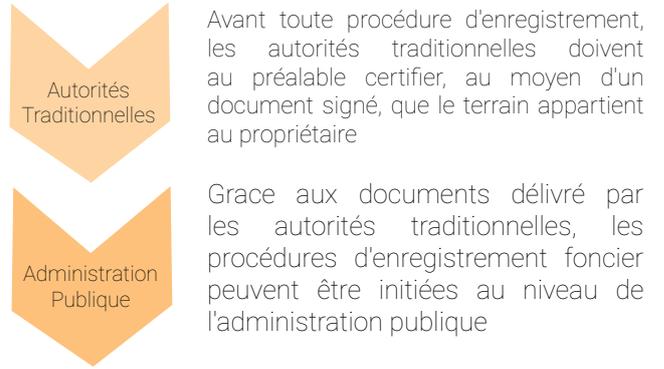


Fig 16. Système national d'administration foncière
Source: ONU-Habitat

Gouvernance Locale

La Région du Littoral est l'une des dix régions du Cameroun. Elle est composée de quatre départements - Wouri, Moungo, Nkam et SanagaMaritime. Douala, Edea et Nkongsamba sont les plus grandes villes des 28 villes de la région. **La ville de Douala est la capitale de la région du Littoral et du département du Wouri.**

A Douala, la Communauté Urbaine de Douala (CUD) et ses six arrondissements (Douala 1 - 6) constituent la gouvernance locale de la région administrative. La CUD est dirigée par le maire de la ville de Douala, le Dr Roger Mbassa Ndine, élu par le Conseil de la CUD à l'issue des élections de mars 2020, premier maire à occuper ce poste pour l'ensemble de la ville. À l'échelle des arrondissements, les maires sont élus par les circonscriptions de chaque arrondissement (Douala1 , Douala 2, Douala 3, Douala 4, Douala 5 et Douala 6). La mairie de Douala et les arrondissements sont sous la tutelle du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL).

Le Code général de la décentralisation et ses dispositions relatives au développement économique, à la protection de l'environnement, à la planification et à l'aménagement du territoire confèrent au Conseil municipal de Douala et aux maires de chaque arrondissement le mandat de planifier et de gérer l'environnement urbain. Le tableau ci-dessous montre quelques distinctions dans les rôles et les responsabilités entre la CUD et l'arrondissement de Douala 4.

Les documents d'urbanisme suivants constituent la base des activités de planification et de gestion urbaines menées par la CUD et les CA de Douala.

- **En 2009, la CUD a adopté la Stratégie de développement de la ville de Douala et de son agglomération à l'horizon 2025(CDS),** qui définit quatre

Domaine d'expertise	Mairie de Douala (CUD)
Aménagement, Aménagement du territoire, Planification urbaine, Habita	<ul style="list-style-type: none"> • Constitution de réserves foncières; • Urbanisme, Schemas directeurs et Aménagement stratégiques, Rénovation urbaine, remembrement ; • Planification de l'ensemble du réseau et de trafic de transport urbain de circulation urbaine; • Creation et gestion de routes primaires et secondaires; • Mise en place d'un réseau de d'assainissement, de traitement des eaux de usées et pluviales; • Addressage des rues et batiments.

objectifs majeurs pour la ville : améliorer les conditions de vie, positionner Douala comme une ville pilote en matière de protection de l'environnement, renforcer la compétitivité économique et améliorer la gouvernance.

- **En 2012, le Plan Directeur Urbain (PDU 2025)** a été élaboré pour la ville de Douala, puis approuvé en 2015. Ce document est obsolète et en cours d'actualisation.

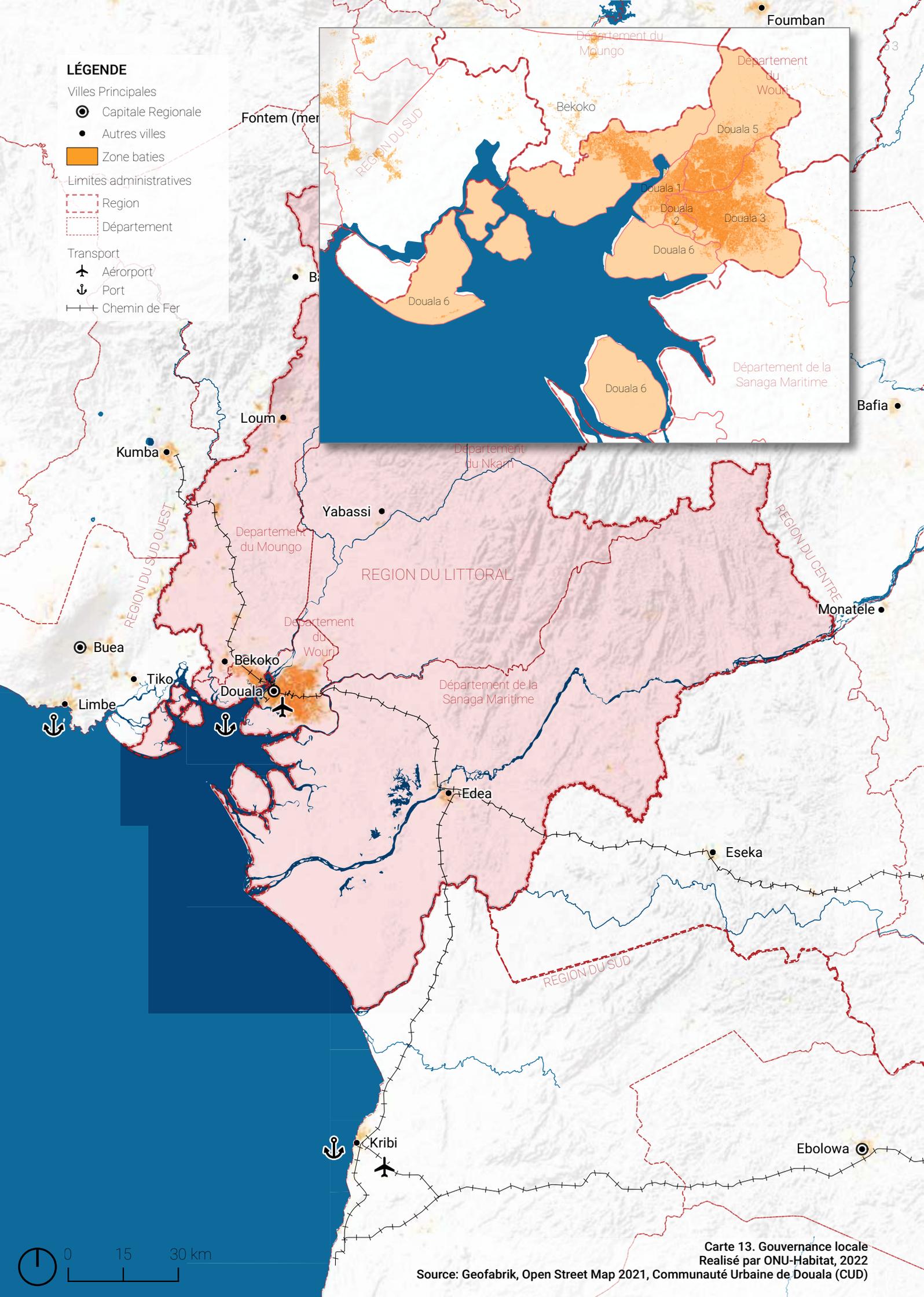
L'élaboration du PDU a donné lieu à la production d'un plan d'occupation des sols (POS) pour la ville de Douala et d'un règlement spécifique pour chaque arrondissement. Le POS délimite et réserve des zones pour le développement futur selon des catégories spécifiques d'utilisation du sol.

Le Plan de Développement Communal (PCD) de la CAD3 est en rédaction sur fond de financement du Plan National de Développement Participatif (PNDP). Ce document est un plan stratégique présentant la vision du développement futur de l'arrondissement, les objectifs à atteindre et les mesures à prendre pour y parvenir. La CUD gère les données urbaines par le biais de son Observatoire Urbain. Les points focaux désignés au niveau régional et départemental des ministères concernés (par exemple, MINEPAT, MINEE, MINHDU) sont censés fournir des données à l'Observatoire, qui est ensuite chargé d'organiser, et de cartographier ces données dans le cadre de sa base de données. Cependant, des difficultés financières et techniques sont à résoudre pour que l'Observatoire Urbain puisse mettre à jour sa base de données de manière cohérente, afin que les décideurs puissent utiliser ces données comme outil de prise de décision.

Comme pour les politiques et les plans au niveau national, il y a très peu de mentions de l'impact de la migration sur le développement urbain ou les modèles de croissance, sans parler des stratégies de développement proactives et durables visant à intégrer les communautés déplacées et vulnérables dans la ville.

Commune d'Arrondissement de Douala 3 (CAD3)

- Préparation et exécution des plans d'investissement municipaux ;
- Création et entretien des routes municipales ;
- Création et entretien des chemins ruraux non classés et des passages pour piétons ;
- Contribution à l'électrification des zones non électrifiées



Carte 13. Gouvernance locale
 Réalisé par ONU-Habitat, 2022

Source: Geofabrik, Open Street Map 2021, Communauté Urbaine de Douala (CUD)



Plan d'Occupation du Sol (2025)

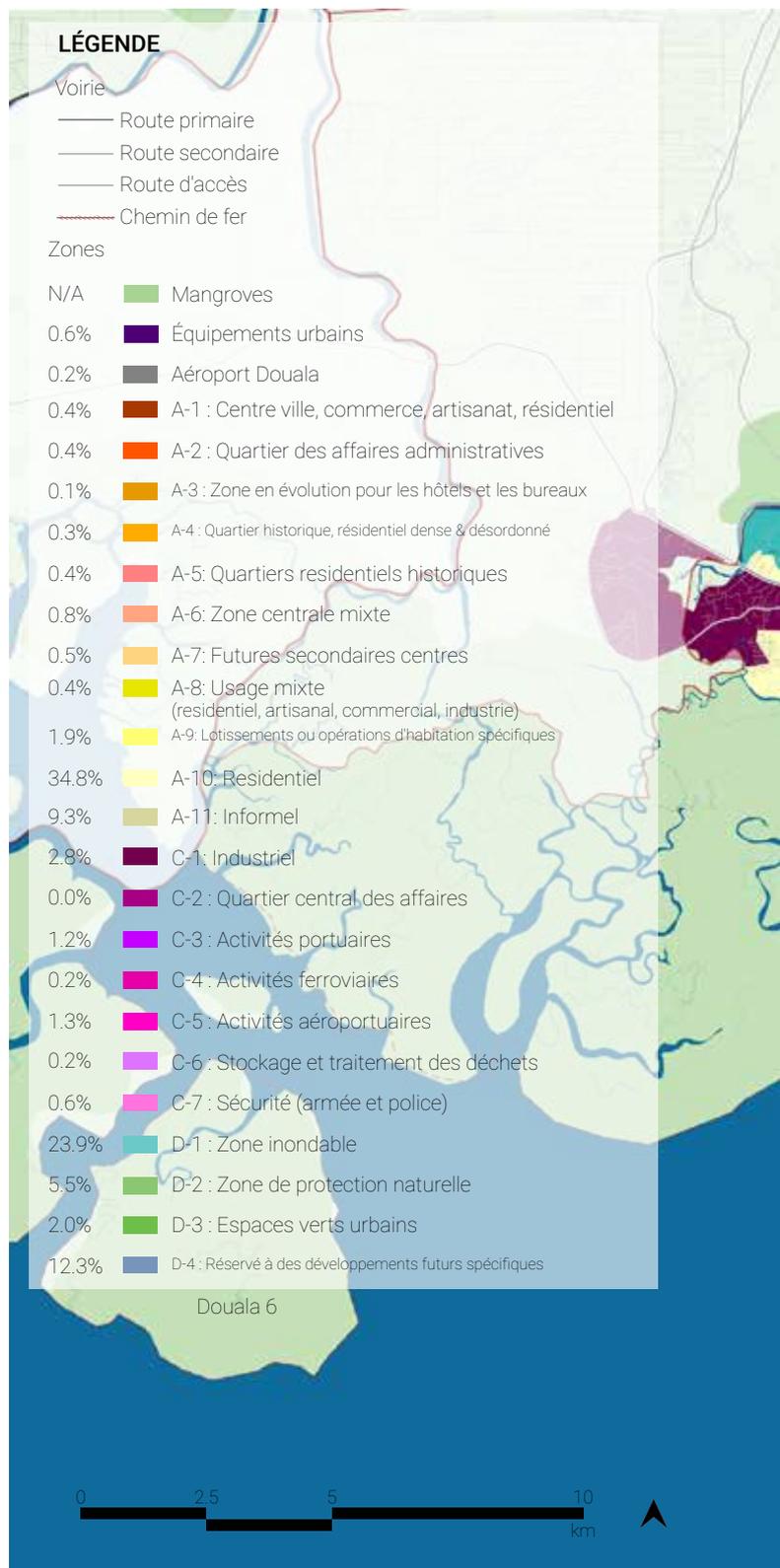
Sur la base des observations faites dans le Plan Directeur Urbain (PDU) de Douala, le développement de la ville de Douala présente les tendances suivantes :

Une expansion très rapide du périmètre urbain qui a ralenti ces dernières années en raison de la densification des quartiers existants et de la construction d'immeubles de grande hauteur (cependant, l'achèvement de ces immeubles stagne depuis quelques années)

- Une vaste zone est **d'habitat informel (près de 25% de la zone résidentielle de la ville), souvent sur des terrains non constructibles** (par exemple, inondables), principalement dans les arrondissements les plus récents - Douala 3, 4 et 5.
- **Les logements dans les arrondissements 3, 4 et 5 ne sont pas bien planifiés ou gérés pour promouvoir une densité durable**, mais plutôt ad hoc et tentaculaires en termes de forme urbaine.
- **Absence de routes** à partir de nombreuses parcelles, et mauvaise qualité et entretien des routes d'accès à travers Douala.

Le bâti de Douala varie entre les communes. Alors que Douala 1 et Douala 2 constituent une grande partie du noyau historique et, en tant que tels, sont dominés par des zones à usage mixte et des activités économiques et industrielles. Douala 3, 4 et 5 sont des zones relativement récentes, caractérisées par un habitat résidentiel informel et un développement commercial tentaculaire suivant une logique de corridor le long des routes. Ces tendances à Douala 3, 4 et 5 sont renforcées dans le POS de Douala, qui devrait être modifié dans le but de dessiner une trajectoire de développement urbain plus résiliente et d'impulser des opportunités socio-économiques équitables. Le POS (carte n°12) maintient des zones à usage mixte, commerciales et de transport à Douala 1 et 2. Douala 3 est classé en zone industrielle (le long de la voie ferrée existante), résidentielle et informelle, avec une plus grande parcelle désignée comme « espace vert urbain » à la limite extérieure Nord de la commune et des zones inondables le long du bord est de Dibamba et de la frontière avec le département de la Sanaga-Maritime.

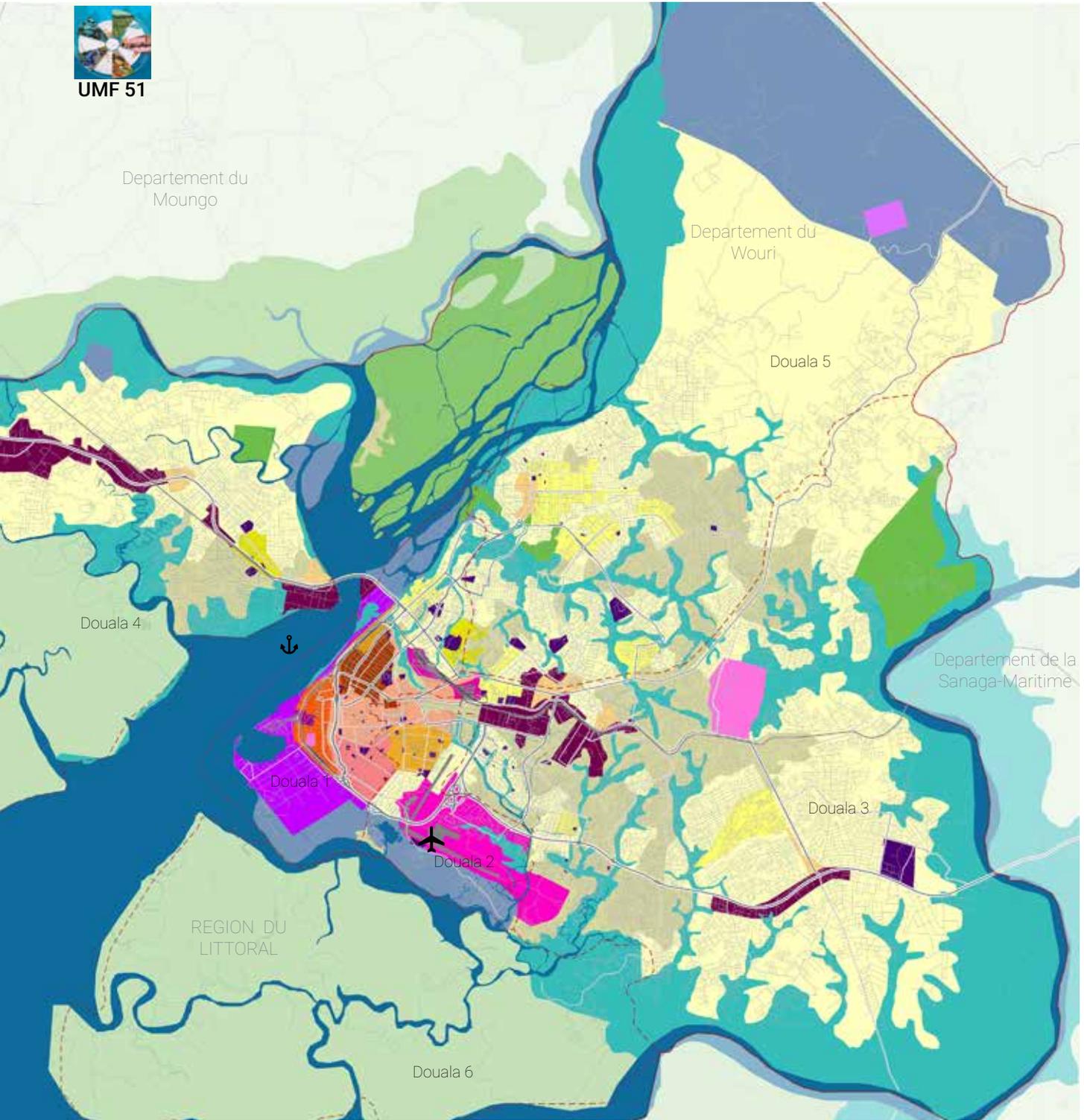
Les zones développées de Douala 4 (non délimitées comme forêt de mangrove) sont partiellement situées dans des zones inondables et partiellement classées



comme industrielles, résidentielles et informelles, avec peu d'espace réservé aux « futurs centres secondaires », à l'espace vert urbain et à la mixité des usages. Douala 5 est planifiée comme résidentielle, avec de grandes étendues de développement informel et des parcelles à la fois d'équipements urbains et de « opérations spécifiques de logement ». Douala 6 est classée en tant que zone de forêts de mangrove inondable, qu'il est nécessaire de maintenir même si les pressions du développement empiètent sur ces zones écologiques



UMF 51



Carte 14. Plan d'aménagement du territoire Réalisé par ONU-Habitat, 2022

Source: Geofabrik, Open Street Map 2021, Plan d'occupation du Sol de Douala 2015, Communauté Urbain de Douala (CUD)

inestimables. Sans elles, les zones développées de la ville seront plus vulnérables aux ondes de tempête, à l'érosion côtière et à l'élévation du niveau de la mer.

Le manque actuel de zones à usage mixte dans les nouvelles parties de la ville suggère que la prochaine version du POS de Douala doit donner la priorité aux zones à usage mixte et à l'intégration d'opportunités économiques, y compris les marchés, les zones commerciales et l'industrie légère dans les nouvelles zones de la ville (Douala 3, 4 et 5), qui sont dominées par un usage purement résidentiel et des zones informelles.

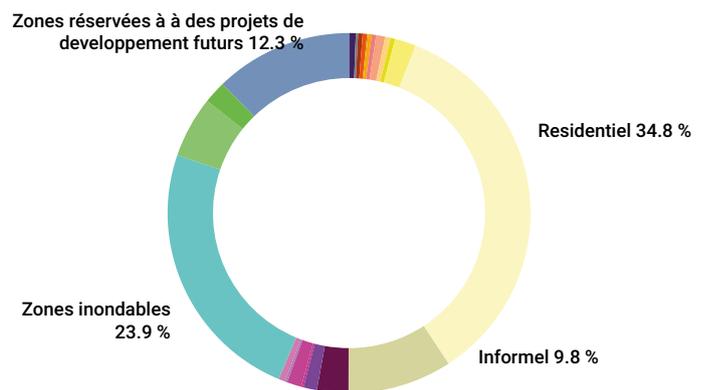


Fig. 17 Répartition des affectations des terres à Douala stipulée dans le Plan d'Occupation du Sol de la CUD (2025) Source: ONU-Habitat - POS

City Financial Context

ETATS DES LIEUX DU DISPOSITIF PPBS À DOUALA CADRE DE RÉFÉRENCE DE LA PLANIFICATION ET DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DANS LES CTD AU CAMEROUN

Les Communes possèdent de compétences en matière de planification, de programmation et de budgétisation dans des secteurs. Plusieurs outils sont proposés par le Code, les textes régissant l'urbanisme et l'habitat, le développement des projets, la programmation et le suivi des investissements publics, la passation des marchés:

- **Les plans communaux et régionaux de développement et les plans régionaux d'aménagement du territoire plans** (article 76, alinéa 2) ; Budget des communes et des régions (article 386, alinéa 2)
- **Les programmes communaux** (article 409, alinéa 2)
- **Le Plan Directeur d'Urbanisme, PDU** (loi de 2004 régissant l'urbanisme au Cameroun) ;
- **Le Plan d'Occupation du Sol, POS et le Le Plan Secteur, PS** (loi de 2004 régissant l'urbanisme au Cameroun) ;
- **Le Plan Sommaire d'Urbanisme, PSU** ((loi de 2004 régissant l'urbanisme au Cameroun) ;
- **La loi 2018** portant nouveau régime financier de l'Etat et des entités publiques institue la Budgétisation par Programme ;
- **Les Comités Communaux de suivi du BIP** sont institués par un décret du premier ministre de 2013 ;

Depuis 2019, la maturation des projets a été codifiée à travers un décret du Premier ministre clarifiant les critères à respecter. Depuis 2018, un nouveau code les marchés publics a été adopté et promulgué via un décret du premier ministre. Le contrôle interne et les audits externes sont réglementés par d'autres textes portant comptabilité publique et l'ensemble des directives CEMAC internalisées à travers les lois de 2018 sur le régime financier et portant code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques. La mise en œuvre des dispositions de ces normes législatives est limitée par l'absence de textes, de manuels pédagogiques et la faiblesse des stratégies de renforcement des capacités.

Planification et programmation des investissements publics à Douala

La CUD a élaboré un PDU de Douala à l'horizon 2025 en 2011. Ce plan anticipe les principaux investissements que la ville envisagerai pour ordonner et accroître le

développement et satisfaire les besoins des populations. **En ajout à ce plan, Douala dispose d'un POS, adopté en 2011 et s'est dotée en 2019 d'un Plan de Mobilité Urbaine Soutenable (PMUS).** Ils sont de plus en plus utilisés par l'Etat et ses partenaires pour programmer les Budgets d'Investissements Publics (BIP) qu'on peut analyser à partir des documents de prévision comme le PLANUT, le PDUE et le PDVIR. **Par ailleurs, le Budget Programme a été introduit parmi les outils de programmation des investissements publics, et est considéré comme l'outil majeur** fde mise en œuvre de l'ensemble des planifications. La participation des communes et de la société civile à la planification et à la programmation reste faible.

Processus de budgétisation.

A la faveur de la loi portant nouveau régime financier de l'Etat et des entités publiques de 2018, le budget des CDT doit être présenté par programme. La Communauté Urbaine de Douala s'est engagée depuis 2018 dans l'élaboration et à la mise en œuvre de la budgétisation par Programme qui est à sa deuxième génération (2021-2023). Le processus d'élaboration a permis de mettre en application les orientations du MINDDEVEL et du MINFI dans la préparation et l'élaboration du budget. Les projets identifiés dans ce cadre sont classés, maturés et insérés soit au budget de la CUD, soit adressés aux partenaires et à l'état dans le cadre des conférences de programmation animées au niveau régional par le MINEPAT. Un observatoire urbain appui le système de collecte et de gestion des données pour le suivi des programmes.

Exécution et suivi des investissements publics

La CUD dispose d'une division des marchés publics et d'une commission interne de passation des marchés publics. Ces deux structures sont compétentes en matière de passation des marchés. L'exécution des investissements publics au niveau de la CUD revient à la DEPIDD (Direction des études, de la planification, des investissements et du développement durable). Elle est responsable du bilan de mise en œuvre des projets en cours d'exécution et de la production de l'état d'exécution financière. Même si la commission de suivi participatif est opérationnelle, les données sur le suivi ne sont pas générées en temps réel et la participation de la société civile n'est pas structurée.

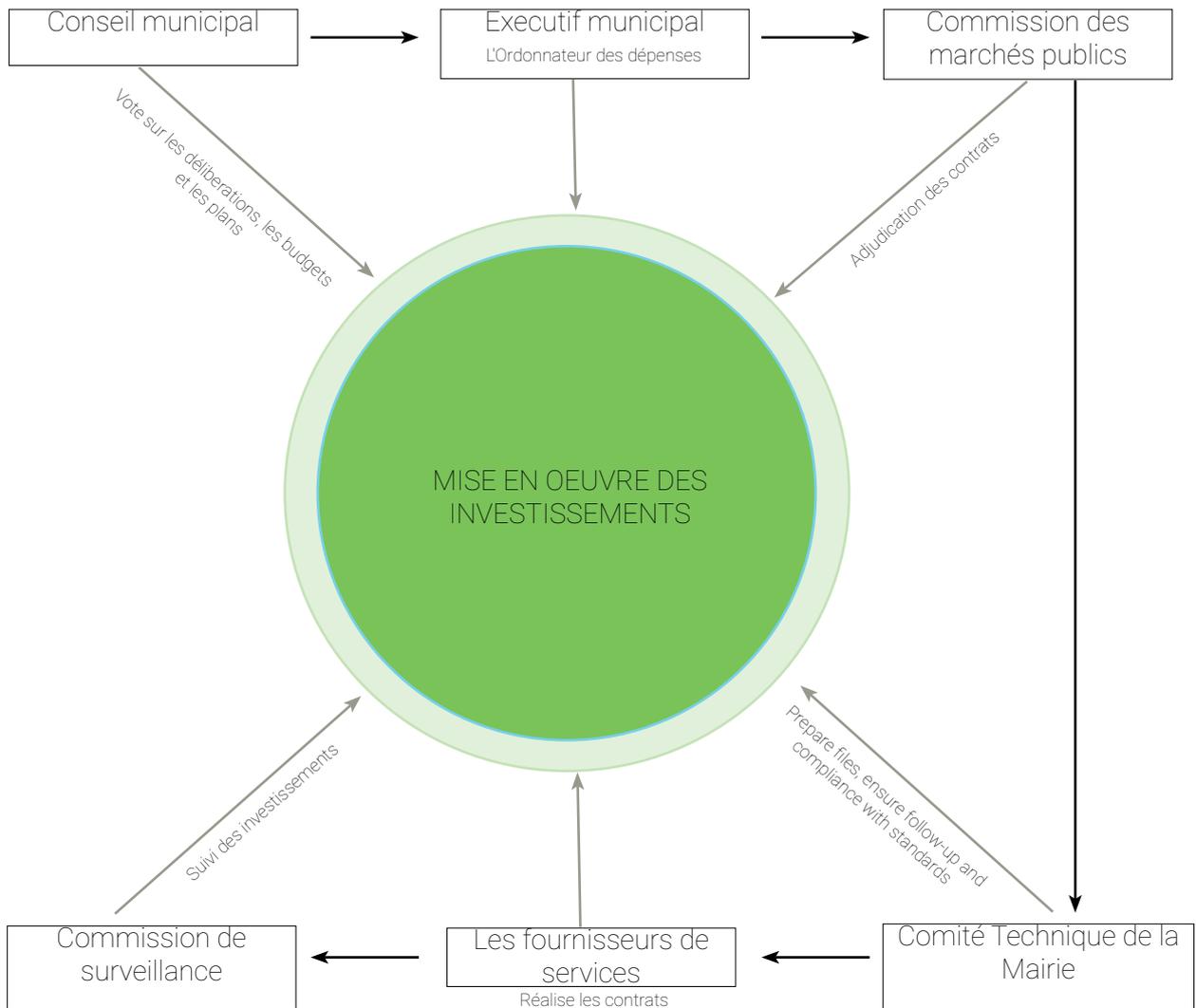


Fig. 18 8. Organisation avec les parties prenantes de la mise en œuvre des investissements
Source: ONU-Habitat

Acteurs et rôles : les défis de la coordination

La réalisation des investissements mobilise une collaboration multi-acteurs.

Douala anime également une plateforme de concertation entre les Maires, assurant aussi la fonction de coordination et d'arbitrage dans le choix et la mise en œuvre des infrastructures. Dans le cadre de cette plateforme, la responsabilité en matière de maintenance et de suivi des équipements/infrastructures locales est dévolue aux lotissements tandis que la Mairie de Douala

s'occupe des investissements structurants. Pour assurer la responsabilisation et l'accès à l'information, la CUD et la CAD3 ont mis en place les outils de communication suivants : site internet, page Facebook, médiatisation, affiches. Cependant, ce système dans son ensemble est confronté à des défis de communication/transparence, de participation et de responsabilité qui limitent son fonctionnement. Les manuels de procédures structurant le fonctionnement de ces mécanismes de communication et de responsabilisation n'ont pas été.

EVALUATION DE LA CHAÎNE PPBS AU NIVEAU NATIONAL

Le Cameroun, classé parmi les pays à revenu faible et intermédiaire, fait face à d'importants défis de développement. Le dernier Indice de Développement Humain des Nations Unies (IDH 2023) a classé le Cameroun au 151^{ème} rang sur 193 pays, avec un revenu par habitant de 1 230 USD, ce qui en fait l'un des pays les moins prospères du monde. Le pays est de plus en plus loin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement dans le secteur de la santé, avec une faible espérance de vie de 62,56 ans.

La Vision 2035 du Cameroun et sa stratégie nationale de développement visent à améliorer les conditions de vie de la population. Elles mettent l'accent sur la croissance, l'emploi et l'efficacité gouvernementale, avec des préoccupations globales qui incluent les impacts du changement climatique et l'égalité des sexes. La mise en œuvre de ces objectifs est en cours grâce à la réforme des finances publiques, à l'adoption d'une budgétisation axée sur les résultats et à une coordination rigoureuse de la planification, de la programmation, de la budgétisation et de l'évaluation.

Le gouvernement a mis en place des budgets-programmes à partir du 1^{er} janvier 2013. Leur objectif est d'aligner le budget annuel sur les résultats et d'établir un lien direct entre le budget et l'exécution de la stratégie nationale de développement. La stratégie nationale de développement est traduite en stratégies sectorielles, y compris les questions primordiales de l'égalité des sexes et de l'atténuation du changement climatique, et favorise l'amélioration de l'administration fiscale. Des sources de revenus potentiels sont identifiées pour augmenter les recettes fiscales. Un examen fonctionnel et organisationnel de l'administration fiscale vise à améliorer son efficacité et à développer une solution informatique complète pour la gestion des recettes et des dépenses. L'objectif est d'atteindre les objectifs nationaux en matière de croissance et d'emploi malgré un financement public limité, tout en impliquant de plus en plus le secteur privé dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement.

STRATÉGIE DE FINANCEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE

Pour garantir l'exécution de la stratégie, en particulier la transformation structurelle prévue, le gouvernement reconnaît que le volume d'investissement - surtout dans les infrastructures, au niveau national que municipal - nécessaire à cette stratégie présente un risque d'endettement excessif à moyen et long terme. Par conséquent, elle doit utiliser différents leviers, surtout ses propres ressources budgétaires. Cela implique une politique financière suffisante, des ressources du marché financier, des ressources de la coopération bilatérale et multilatérale, des ressources du secteur privé, des partenariats public-privé (PPP), et la mobilisation de l'épargne nationale et des fonds de la diaspora. Le gouvernement vise à maintenir les contributions d'investissement à son budget à un minimum de 30%, en plus de la dette extérieure, qui a été jusqu'à présent la principale source de financement de l'infrastructure publique. Il vise à renforcer la mobilisation de l'épargne nationale par l'émission d'obligations et à améliorer l'inclusion financière par l'exécution réussie d'un plan national de financement inclusif.

INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURE A DOUALA 2019 - 2025 Plans, programmes et projets phares

Plan de développement des moyens de transport multimodal.	
Ce programme comprend : (i) l'achèvement des autoroutes Yaoundé-Douala-Limbe et Kribi-Edea ; (ii) le chemin de fer Douala-Ngaoundéré-Ndjamena (684 km).	
Coût : 7 900 000 000	Echéance : 2021 - 2030
Plan de modernisation des grandes villes: La reconfiguration des villes existantes en villes modernes. 200 milliards d'euros/an sur 5 ans pour Yaoundé et Douala ; 50 milliards d'euros/an pour Bamenda et Buea et 25 milliards d'euros/an pour les 10 autres communautés urbaines.	
Coût : 3 750 000 000	Calendrier : 2023 - 2027
Projet de construction de terminaux modernes aux aéroports de Douala et Garoua Plan national de résilience socio-environnementale.	
Coût : 125 700 000	Echéance : 2023 - 2025
Plan national de résilience socio-environnementale	
Coût : 100 000 000	Echéance : 2021- 2030

Fig. 19 Investissements en infrastructures à Douala
Source: Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire - MINEPAT (2020) Stratégie Nationale de Développement 2020-2030

CADRE JURIDIQUE POUR LA MOBILISATION DES RECETTES PAR LES MUNICIPALITÉS AU CAMEROUN. (CUBA 2015 ; LOIS..)

LOI NO. 2009/011 DE JUILLET 2009: - RELATIVE AU RÉGIME FINANCIER DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES:

Elle confère aux collectivités locales (Communes) l'autonomie financière dans la gestion de leurs recettes pour les questions d'intérêt local.

- Les recettes fiscales des collectivités locales comprennent les impôts directs locaux, la taxe d'habitation supplémentaire sur les impôts et taxes de l'État, les déductions des recettes fiscales de l'État, les impôts directs et indirects et toute autre déduction fiscale prévue par la loi.
- Les collectivités locales reçoivent des dotations et des subventions de l'État pour l'accomplissement de leurs missions.

- Il est institué une dotation générale de décentralisation pour le financement partiel de la décentralisation qui sera déterminée annuellement.

- Les collectivités locales peuvent recevoir des subventions des organismes publics compétents.
- Les prêts intérieurs sont autorisés par décision de l'organe délibérant, sous réserve de l'approbation de l'autorité de tutelle compétente.
- Les emprunts contractés pour des personnes physiques ou morales ayant un lien direct ou indirect avec la collectivité sont interdits.
- Les emprunts extérieurs, autorisés par décision de l'organe délibérant, sous réserve de l'approbation de l'autorité de tutelle compétente, sont garantis par l'État.
- Les dons et legs sont acceptés après décision de l'organe délibérant approuvée par l'autorité de tutelle compétente.

LA LOI NO. 2009/019 DU 15 DÉCEMBRE 2009 RELATIVE AUX SYSTÈMES FISCAUX LOCAUX -

Fixe les impôts, taxes et redevances perçus au profit des structures décentralisées, ci-après dénommées collectivités locales.

- Il confère aux conseils le droit de percevoir des impôts locaux et les impôts locaux comprennent la taxe d'habitation, la taxe d'habitation additionnelle aux impôts et taxes de l'État et tout autre prélèvement prévu par la loi.

- Les taux de perception des impôts et taxes des collectivités locales sont fixés par l'organe législatif.

- Les collectivités locales sont responsables de la gestion des impôts et taxes qui leur sont dévolus sous réserve de ceux gérés par les services fiscaux.

DÉCRET N° 2009/248 D'AOÛT 2009 - FIXE LES CONDITIONS D'ÉVALUATION ET DE RÉPARTITION DU FONDS COMMUN DE DÉCENTRALISATION.

- Chaque année, sur proposition du gouvernement, la loi de finances fixe la part des recettes de l'État affectée au Fonds commun de décentralisation.

- Les critères de répartition du Fonds commun de décentralisation sont déterminés chaque année par décret du Premier ministre, après avis du Conseil national de décentralisation.

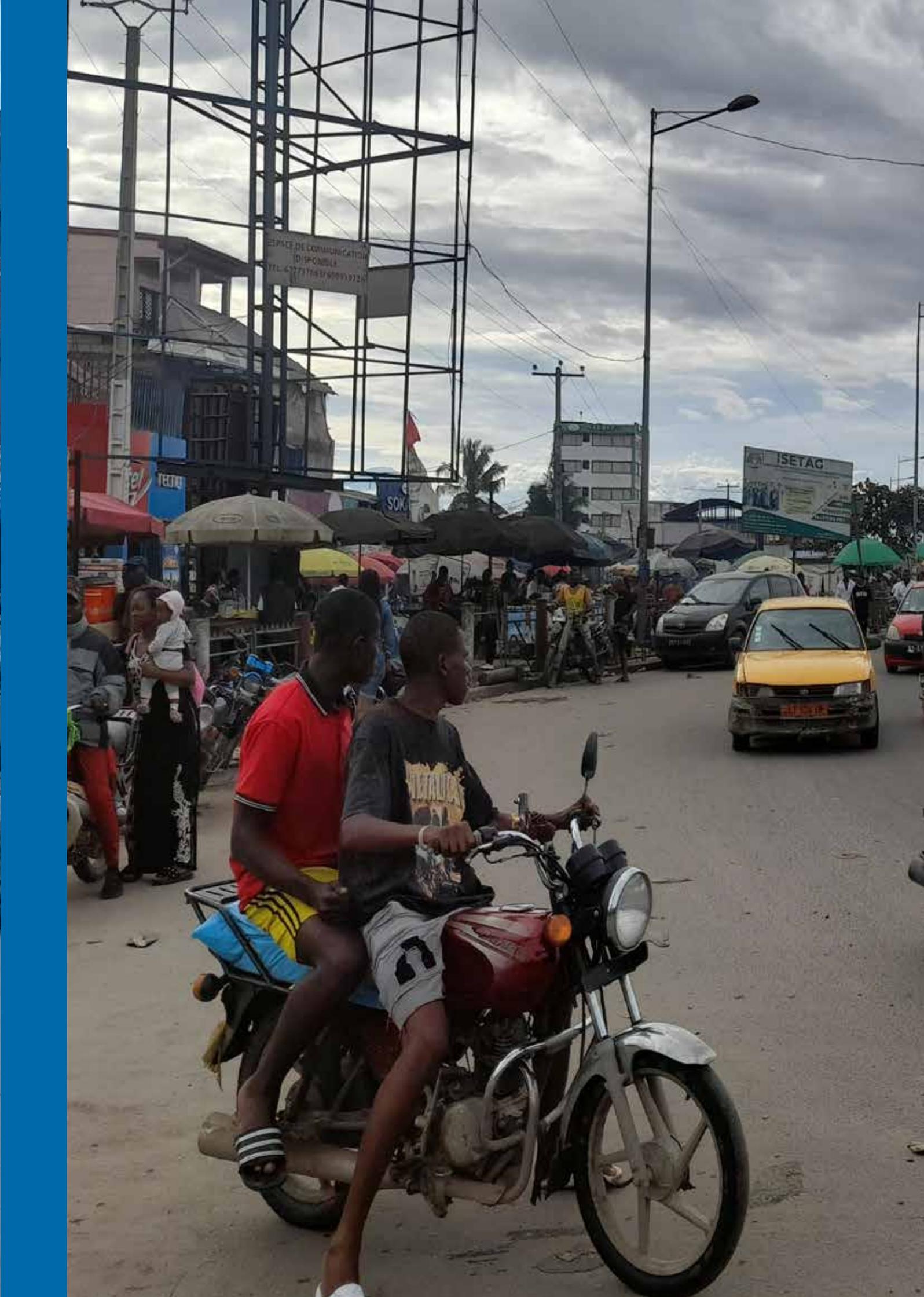
Le décret n° 2007/1139/PM du 3 septembre 2007 fixe les conditions d'émission, de recouvrement, de centralisation, de répartition et de transfert de la taxe d'habitation additionnelle.

LOI N°. 2004/017 DU 22 JUILLET 2004 PORTANT ORIENTATION DE LA DÉCENTRALISATION

LOI N°. 2004/018 DU 22 JUILLET 2004 FIXANT LES RÈGLES APPLICABLES AUX CONSEILS

DECRET N° 2000/365 DU 11 DÉCEMBRE portant réorganisation du Fonds Spécial d'Appui aux Conseils pour l'Entraide, tel que modifié et complété par le décret n° 2006/182 du 30 mai 2006.

LOI N°. 74/23 DU 5 DÉCEMBRE 1974 RELATIVE À LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES OU DES CONSEILS MUNICIPAUX



ESPACE DE COMMUNICATION
DISPONIBLE
TEL: 47771181/600910726

ISETAG



03

ANALYSE DU CONTEXTE URBAIN DE DOUALA 3

INTRODUCTION

En janvier 2024, plus de 2 millions de personnes étaient en déplacement au Cameroun dont plus de 1 million de PDI à l'intérieur du pays (HCR 2024). Le Cameroun continue d'être touché par 3 crises majeures

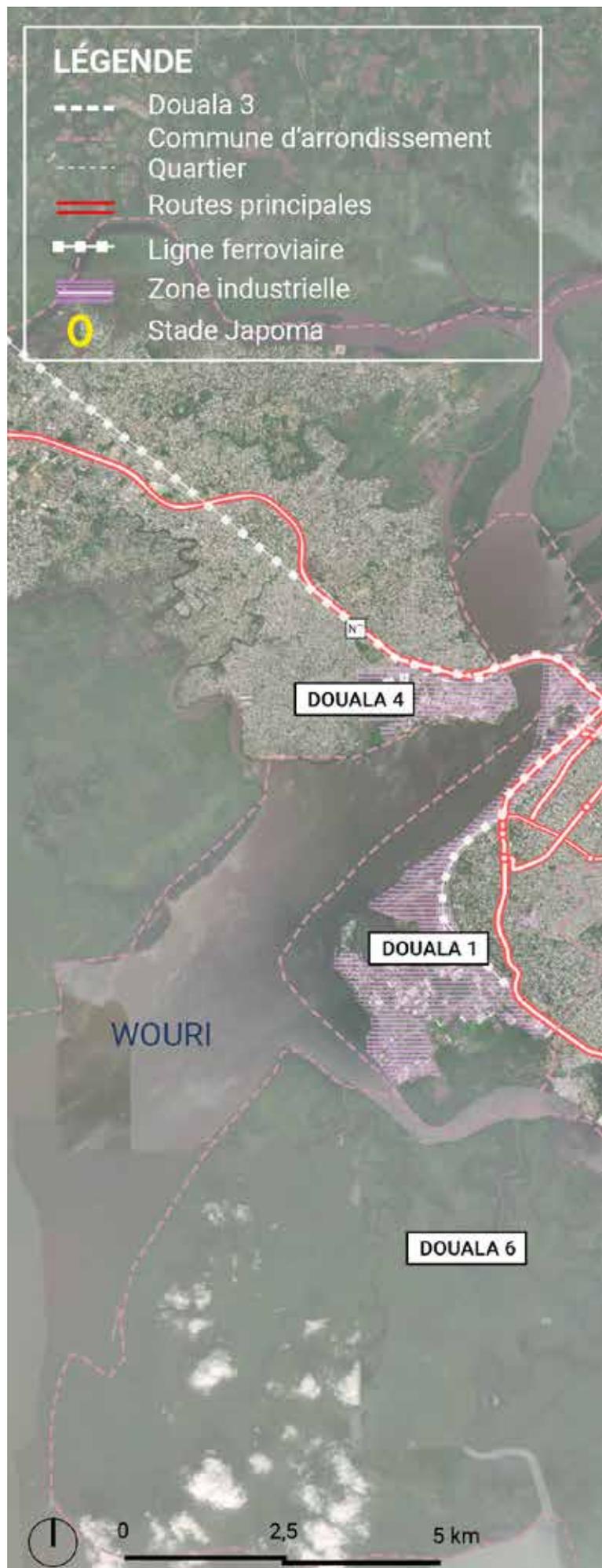
1. La crise du bassin du Lac Tchad,
2. Le Nord Ouest et le Sud Ouest la crise anglophone,
3. La guerre civile en République centrafricaine (RCA).

Douala est devenu un lieu important et un centre de concentration pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays. centre de concentration des PDI. L'afflux de nouveaux arrivants se concentre dans des zones spécifiques de Douala, à savoir la municipalité de Douala 4, Douala 3 et Douala 5. **Douala 3 est la deuxième commune accueillant le plus grand nombre de personnes déplacées dans la ville. En raison du nombre important de PDI et des préoccupations et défis considérables qu'elle rencontre, Douala 3 (CAD3) a été sélectionné comme deuxième site pour la mise en œuvre du programme UPIMC au Cameroun.**

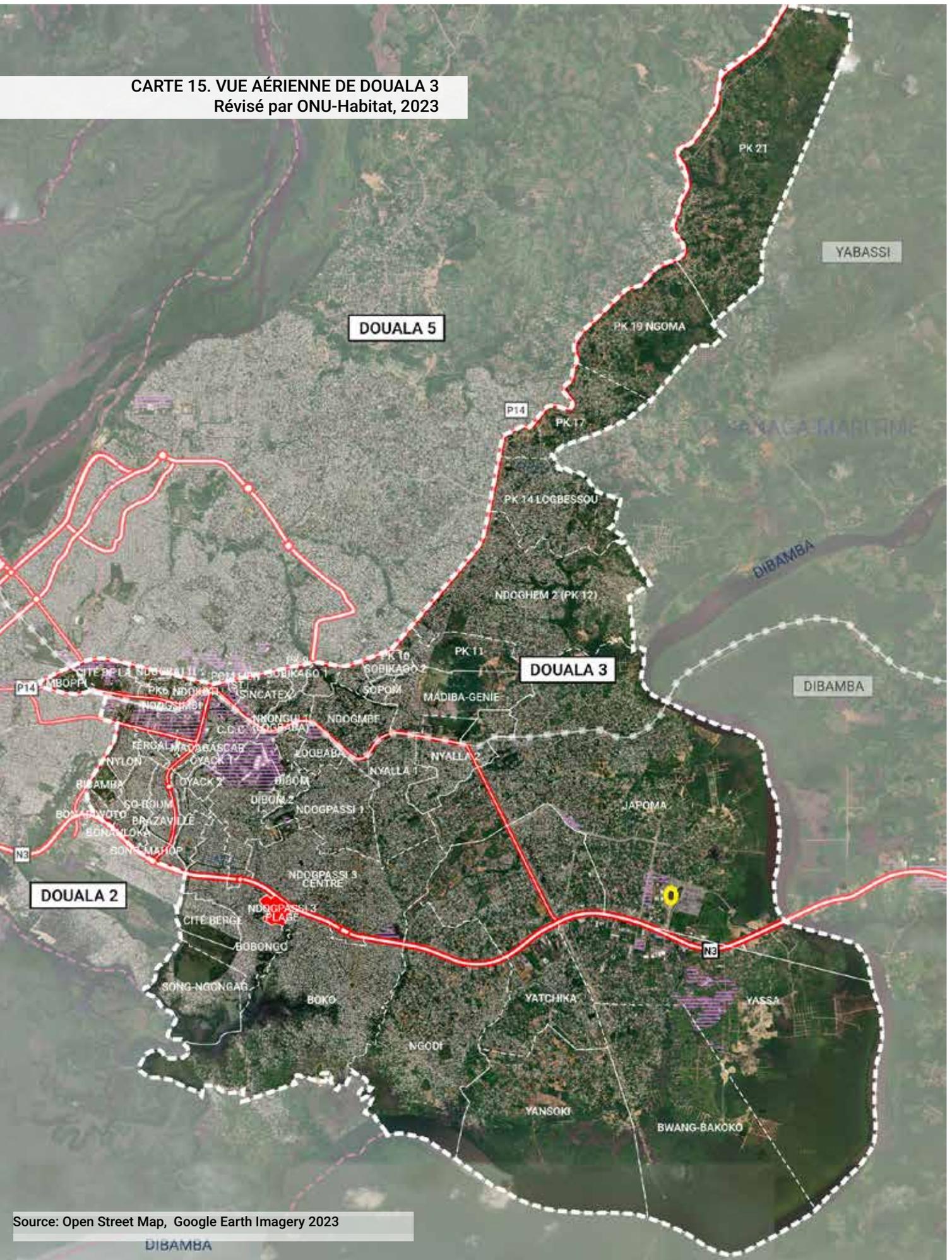
L'afflux de PDI et leur situation informelle, informelles, notamment en matière de logement et d'emploi dynamiques spatiales, sociales et économiques. Ceci, à son tour, a entraîné une variété de problèmes socio-économiques, socio-économiques et de logement pour la municipalité de Douala, qui se développe rapidement. Douala 3, qui se développe rapidement. Pour faire face efficacement à ces difficultés, il est impératif d'acquérir une compréhension globale pour concevoir des projets de développement intégrés et participatifs.

Ce profil urbain développe une analyse intersectorielle spatiale ciblant des sites urbains accueillant des PDI. Dans l'objectif d'informer les parties prenantes locales des enjeux urbains existants. Enjeux urbains qui serviront comme base de décision pour les stratégies de développement urbain à long terme et la planification des investissements en infrastructures.

UPIMC est mis en œuvre à Douala 3 à la suite de la signature d'un partenariat entre la Commune d'Arrondissement de Douala 3 représentée par le Chef de l'exécutif communal, le Maire et ONU Habitat représentée par l'équipe UPIMC Cameroun et le bureau ONU-Habitat Cameroun.



CARTE 15. VUE AÉRIENNE DE DOUALA 3
Révisé par ONU-Habitat, 2023



Source: Open Street Map, Google Earth Imagery 2023

DIBAMBA

IMPACT SOCIO-SPATIAL

CROISSANCE URBAINE

La Commune d'Arrondissement de Douala 3 (CAD 3), a été créée en 1987. Cependant, en 1993, elle a connu un processus de restructuration pour la création de la Commune d'Arrondissement de Douala 5.

Douala 3 se trouve dans la partie sud-est de la municipalité urbaine de Douala. Elle est bordée au Nord par la Commune de Douala 5 et le Département du Nkam. Au Sud et à l'Est, il est délimité par le fleuve Dibamba et deux Communes du Département de la Sanaga-Maritime. A l'ouest, elle partage des frontières avec les communes de Douala 1 et Douala 4.

Les limites administratives actuelles de la CAD 3 couvrent une superficie de 166,14 kilomètres carrés, avec une zone bâtie de 135 kilomètres carrés, comme l'a rapporté ONU-Habitat en 2023 à l'aide de données SIG. La commune est à 70% rurale et à 30% urbaine.

La CAD 3 se compose de deux cantons, Bakoko et Bassa, et englobe un total de 105 quartiers répartis dans 19 villages.

1.Ndokoti, 2.Ndogbati, 3.Ndogsimbi, 4.Ndogmbe1
5.Ndoghem2, 6.Bonaloka, 7.Boko-Bonadiwoto, 8.Goma
, 9.Logbaba, 10.Nyalla, 11.Ndogpassi,12.Logbessou,
13.Yassa, 14.Yatchika, 15.Yansoki, 16.Japoma,
17.Bwang-Bakoko, 18.Godi-Bakoko,19.Mbanga-Bakoko.

La superficie aménagée au sein de la CAD 3 a connu une expansion significative au cours des 30 dernières années. En 2000, elle mesurait 40,42 km² qui est passée à 69,10 km² en 2010 et s'est encore étendue à 100,07 km² en 2020 (selon les images historiques de Google Earth de 2023). **En effet, la zone urbaine s'est étendue d'environ 100 kilomètres carrés au cours des deux dernières décennies,**

En effet, ce développement tardif s'explique par une explosion démographique due à l'arrivée massive de migrants camerounais mais aussi étrangers à Douala à partir des années 1950. Les limites originelles de la ville constituées de l'aéroport et la zone industrielle de Bassa disparaissent progressivement à la suite de l'étalement urbain non contrôlé de la ville (NSEGBE et al., 2014).

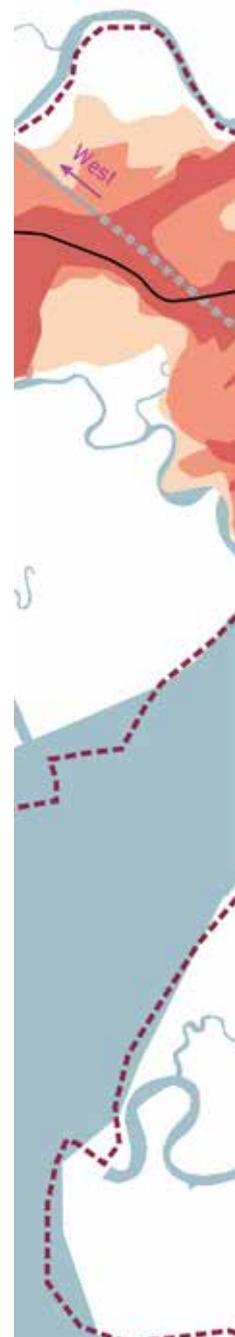
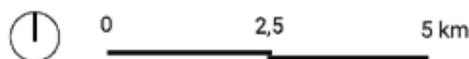
LÉGENDE

LIMITES ADMINISTRATIVES

- - - Commune d'arrondissement
- Routes principales
- Ligne ferroviaire
- Cours d'eau

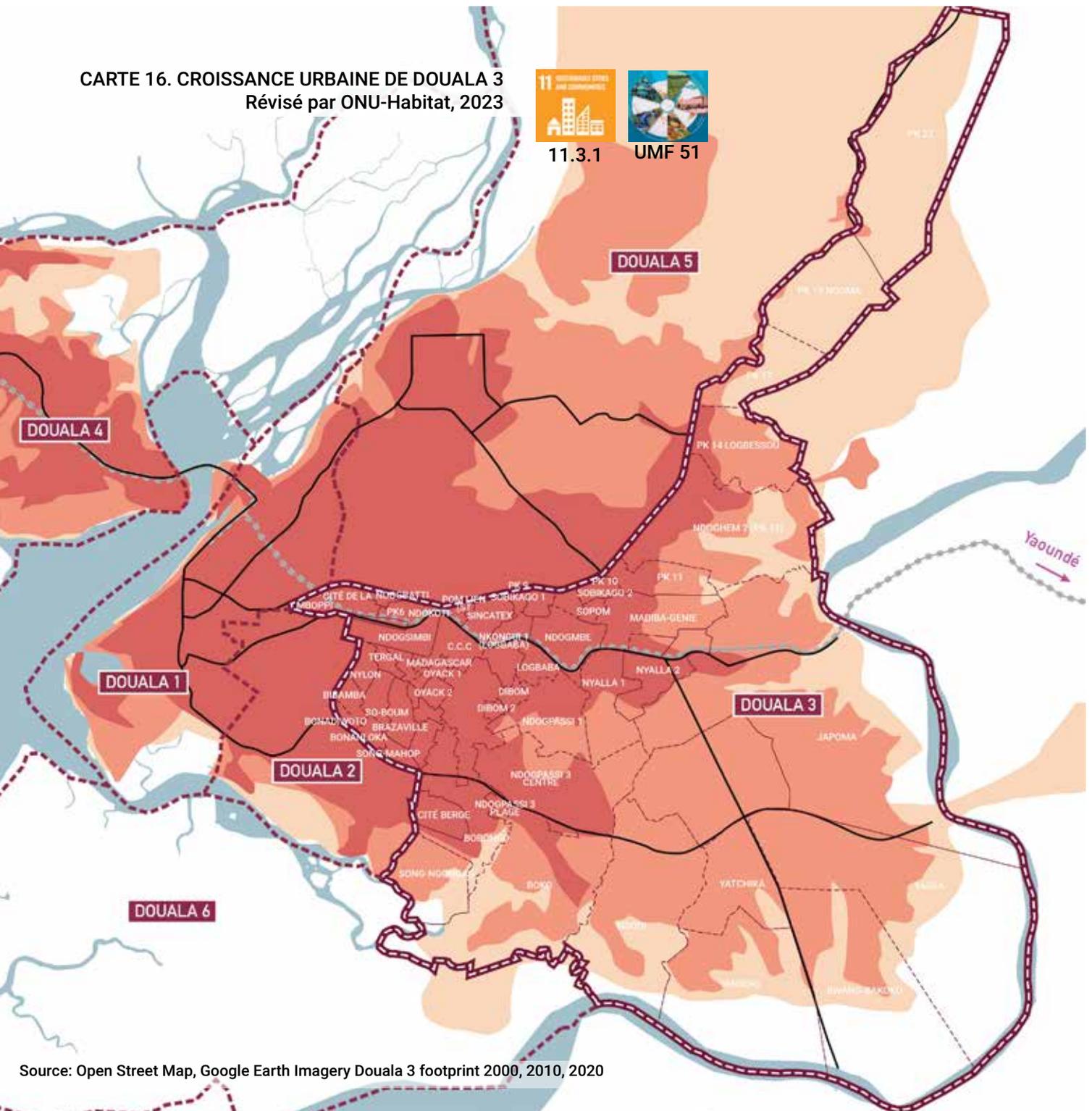
EVOLUTION DU BATI

- 2020
- 2010
- 2000



La CAD 3 est donc la résultante de cette croissance démographique fulgurante, de la construction de nouveaux axes routiers (PK14, Japoma) et ferroviaires. Cette problématique est exacerbée par le système foncier actuel, qui comprend à la fois le droit contemporain et le droit coutumier, et qui tend à favoriser une occupation anarchique des terres. La ville ne pouvant plus s'étendre à l'ouest et au sud - bordés par le Wouri et l'aéroport - l'étalement urbain s'est étendu au nord et au sud de la ville.

CARTE 16. CROISSANCE URBAINE DE DOUALA 3
Révisé par ONU-Habitat, 2023



La CAD 3 Collectivité Territoriale Décentralisée (CTD), a une mission générale de développement local et d'amélioration du cadre et des conditions de vie de ses habitants. Son statut juridique général, ses règles d'organisation et de fonctionnement et le régime financier est régie par la Loi N° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant code général des Collectivités Territoriales Décentralisées. Elle comprend deux instances dirigeantes, à savoir :

- Le Conseil Municipal : Organe délibérant composé de 61 conseillers municipaux élus au suffrage universel direct.

- L'Exécutif Communal : Organe exécutif dirigé par le Maire et assisté de 06 adjoints élus par leur conseiller

Grâce à la modification de la loi n° 2004-18 du 22 juillet 2004, fixant les règles applicables aux communes, les effectifs des deux organismes ont considérablement augmenté. Ainsi, il est passé de 35 à 61 pour les conseillers municipaux, et de 3 à 6 pour les adjoints au maire.

IMPACT SOCIO-SPATIAL

DENSITE DE LA POPULATION

Parmi les six Arrondissements que compte Douala, la CAD 3 est la zone la plus peuplée de la ville et de la région du Littoral. Le développement rapide de Douala 3 a été marqué par une expansion anarchique dans l'espace, poussée par la crise des années 1990. Cette crise a vu l'émergence d'un nouveau groupe d'acteurs, dont les promoteurs immobiliers privés, parallèlement à un afflux important de migrants (Olinga Olinga, 2021, p.11). La situation actuelle a aggravé la pratique de la spéculation immobilière et foncière, au point qu'il est devenu courant d'exploiter les basses terres et les franges inappropriées à des fins résidentielles. Le résultat de tout cela est une expansion informelle et non structurée de la zone urbaine qui définit Douala 3.

La CAD 3 connaît des taux de croissance démographique positifs depuis le premier RGPH de 1976. Cette croissance est le résultat de la combinaison de facteurs clés parmi lesquels :

1. L'équilibre naturel de la population
2. L'évolution des activités économiques dans la zone industrielle de Douala 3
3. Augmentation du flux migratoire

Selon le dernier recensement national de 2005, la population de Douala 3ème comptait 651 623 habitants. **En 2021, la commune compte déjà une population de 1 117 975 habitants** (INS - Annuaire Statistique de la Région Littorale 2019).

Sur la base d'un taux de croissance de 3,48 % (selon worldpopulationreview.com), la population actuelle de la CAD 3 devrait être de 1 441 822 habitants.

De même, en utilisant un taux de croissance de 3,22%, la population devrait atteindre 1 799 942 habitants d'ici 2030 (source: worldpopulationreview.com). La densité actuelle de CAD3 est considérablement élevée. Elle compte aujourd'hui 8 504 hab/km² et est estimée à 13 332,9 hab/km². Actuellement les quartiers les plus peuplés et les plus denses de Douala 3 sont :

- 1. Boko avec 148 402 habitants.
- 2. Dibom 1 avec 102 515 habitants.
- 3. Deux quartiers du groupement Ndogpassi, Ndogpassi 3 Centre avec 70 302 habitants et Ndogpassi1 avec 45 501 habitants (projection worldpopulationreview.com).

LÉGENDE

LIMITES ADMINISTRATIVES

-  Douala 3
-  Commune d'arrondissement
-  Quartier
-  Bâti

RÉSEAU ROUTIER

-  Routes principales
-  Routes secondaires

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

-  Topographie
-  Voie navigable
-  Cours d'eau
-  Plantes herbacées
-  Broussaille
-  Zone marécageuse
-  Mangrove
-  Agriculture péri-urbaine

DENSITÉ DE POPULATION (hab/km²)

-  1 - 27
-  27 - 82
-  82 - 196
-  196 - 287
-  287 - 489

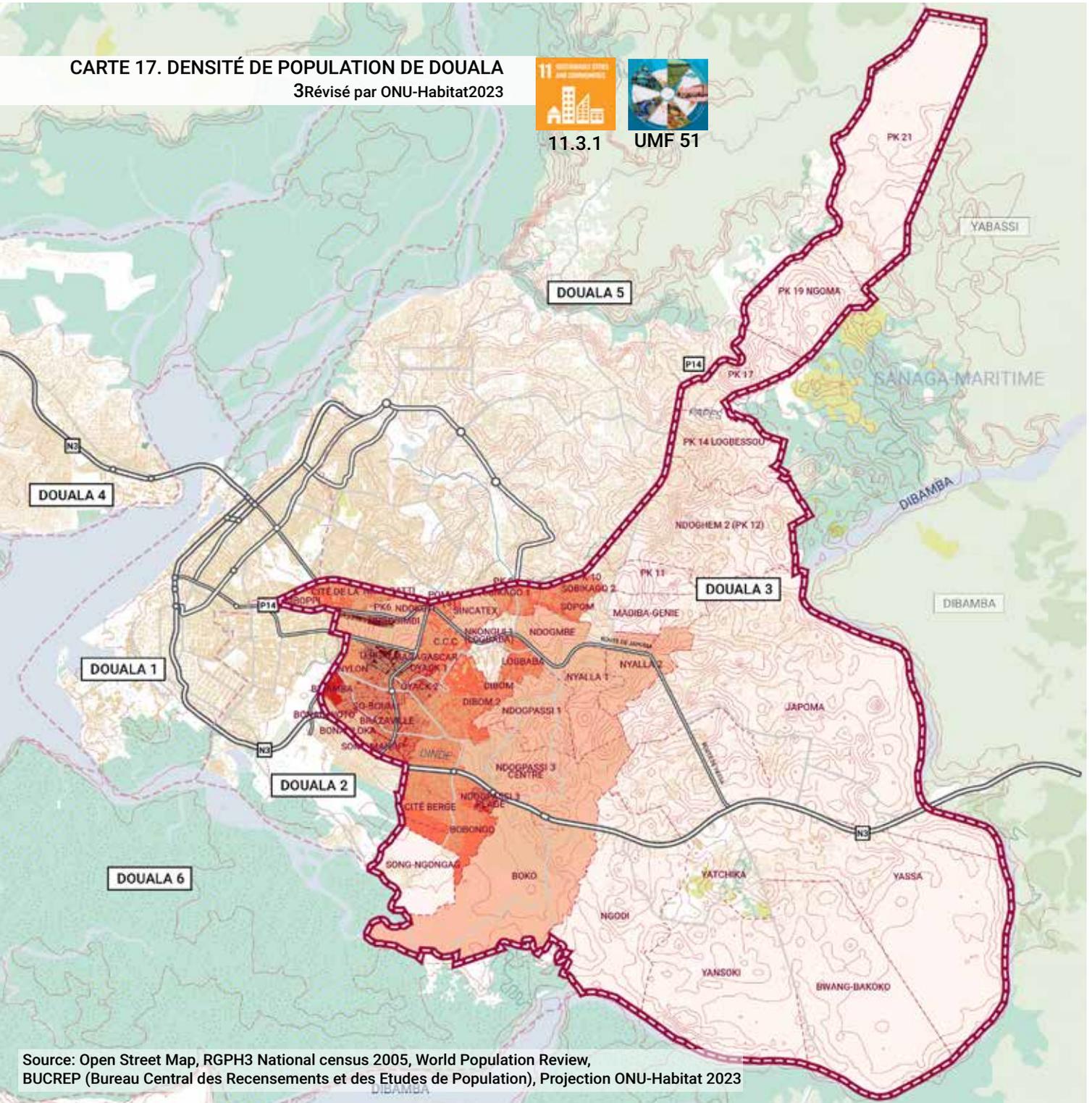


0 2,5 5 km



Les quartiers les plus proches du centre urbain, de l'activité économique, de la zone industrielle et des premières implantations ont la plus forte densité et population. Les quartiers les plus peu peuplés et à faible densité comprennent le PK 17 avec 817 habitants, le PK 7 avec 2160 habitants, PK 21 avec 2 192, Yassa avec 2 098 habitants et Yansoki avec 448 habitants. (ONU-HABITAT - worldpopulationreview.com). L'expansion de Douala a conduit à un développement horizontal, entraînant divers défis, surtout les transports, l'insuffisance des services publics, la pollution urbaine, la dégradation de l'environnement etc

CARTE 17. DENSITÉ DE POPULATION DE DOUALA
 3 Révisé par ONU-Habitat2023



Source: Open Street Map, RGPH3 National census 2005, World Population Review, BUCREP (Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population), Projection ONU-Habitat 2023

Boko: Il s'étend six hectares. La parcelle restante sous la gestion du MAETUR et est réservée à un projet d'utiité publique. Les Boko ont obtenu l'accès à la terre grâce à la réinstallation, tandis que les individus d'autres pays l'ont obtenu grâce au processus d'achat et de transfert de propriété. Le mode de vie de ce village contemporain ignore à la fois les distinctions ethniques et les associations de classes sociales. Dans cette région, l'infrastructure de logement a progressé depuis des structures rudimentaires constituées de nattes, suivies par celles construites en argile et en écorce d'arbre, pour enfin atteindre un état de confort et de commodité modéré.

Dibom 1: Créé en 1968, est un quartier né de la vente régulière de terrains (mis à disposition par le MAETUR) jusqu'en 1983. Dibom se caractérise par sa construction sur des terrains topographique-ment diversifiés, avec des pentes importantes et une susceptibilité aux inondations, en particu-lier pendant les périodes plu-vieuses. saison. Le bâtiment a subi des changements progressifs au fil du temps, même si les routines de vie adhèrent à un modèle saisonnier

REPARTITION DE LA POPULATION À DOUALA

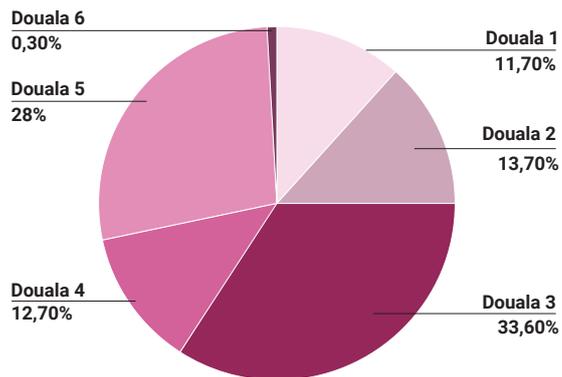


Fig. 19. Répartition de la population à Douala (2020)
Source : INS, Annuaire statistique de la région du Littoral 2019

REPARTITION DE LA POPULATION À DOUALA

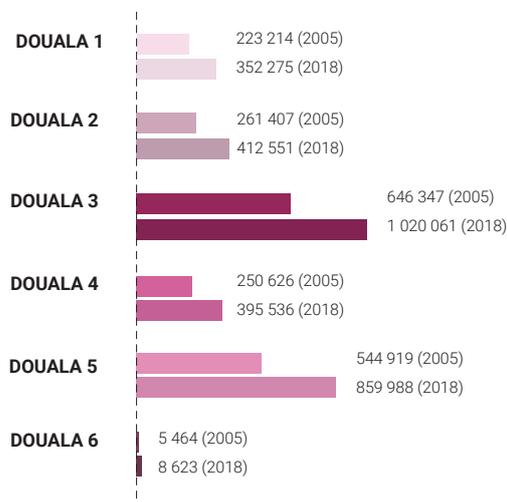


Fig. 20. Evolution de la population à Douala 3 (2005 - 2018)
Source : INS, Annuaire statistique de la région du Littoral 2019

EVOLUTION ET PROJECTION DE LA POPULATION À DOUALA 3

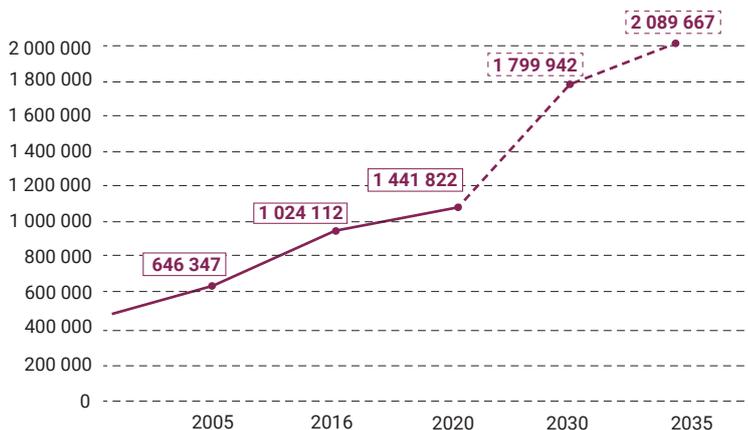


Fig. 21. Evolution de la population à Douala 3 (2005 - 2035)
Source: Cameroon National Census 2005 and worldpopulationreview.com



Photo 9. Rond-point Ndokoti
Source: ONU-Habitat



Photo 10. Marché de Ndogpassi
Source: ONU-Habitat

IMPACT SOCIO-SPATIAL

UTILISATION DU SOL

Le Programme UPIMC Cameroun considère comme document de référence le POS de Douala, datant de 2015. À noter que les recommandations du Programme UPIMC sont prises en compte dans les discours et activités en cours concernant la mise à jour du POS menés par le Commune Urbaine de Douala (CUD).

De même les nouvelles décisions concernant la planification urbaine à Douala seront intégrées dans l'analyse spatiale pour donner suite aux prises de décisions de la CUD.

Principales catégories d'utilisation du sol à Douala 3 :

1. Zones urbaines
2. Zones bordant les grands axes
3. Zones d'activité et service
4. Zones naturelles

1. ZONES URBAINES

1. Zone A – 9: Lotissement ou opération d'habitats spécifiques
2. Zone A – 10: Zone à vocation résidentielle
3. Zone A – 11: Zone d'habitat spontané et non tramé

Le POS démontre que le tissu urbain du CAD 3 a une vocation majoritairement résidentielle. Dans les zones de construction A-11, les logements et autres types de construction sont pour la plupart informels et construits avec des matériaux tels que des planches en bois, très vulnérables aux fortes pluies, aux inondations et souvent insalubres. Ces zones en expansion ne sont ni planifiées ni loties, ce qui ne fait qu'accroître l'étalement urbain, laissant les populations s'installer dans des zones à risque et inconstructibles.

2. ZONE BORDANT LES GRANDS AXES

Les zones bordant les grands axes sont de deux types:

1. Les grands axes urbains en cœur de ville (Zone B1) en zone résidentielle
2. les entrées de villes (Zone B2) : Japoma

3. ZONES D'ACTIVITÉ ET SERVICE

Zone C – 1 : Activités industrielles

Douala 3 est caractérisée par deux principales zones industrielles.

1. Zone Industrielle Douala-Bassa (ZIBA)
2. Douala-Yassa industrial zone

Dans la Zone Industrielle de Douala-Bassa (ZIBA),

LEGENDE

ZONES URBAINES

-  Zone A-1 : Centre ville, commerces, artisanat et habitat
-  Zone A-2 : Quartier administratif et d'affaires
-  Zone A-3 : Zone évolutive d'accueil d'hôtels et bureaux
-  Zone A-4 : Quartier ancien, d'habitat dense et désordonné
-  Zone A-5 : Quartier ancien résidentiel
-  Zone A-6 : Zone mixte centrale (habitat, artisanat, commerce et petites industries)
-  Zone A-7 : Futurs centres secondaires
-  Zone A-8 : Zone mixte (habitat, artisanat, commerces et industries)
-  Zone A-9 : Lotissements ou opérations d'habitat spécifiques
-  Zone A-10 : Zone à vocation principalement résidentiel
-  Zone A-11 : Zone d'habitat spontané et non tramé

ZONES BORDANT LES GRANDS AXES

-  Zone B-1 : En coeur de ville
-  Zone B-2 : En zone résidentielle et en entrée de ville
-  Arcades commerçantes

ZONES D'ACTIVITÉ ET SERVICE

-  Zone C-1 : Activités industrielles
-  Zone C-2 : CBD
-  Zone C-3 : Activités portuaires
-  Zone C-4 : Activités ferroviaires
-  Zone C-5 : Activités aéroportuaires
-  Zone C-6 : Stockage et traitement des déchets
-  Zone C-7 : Sécurité (armée et police)

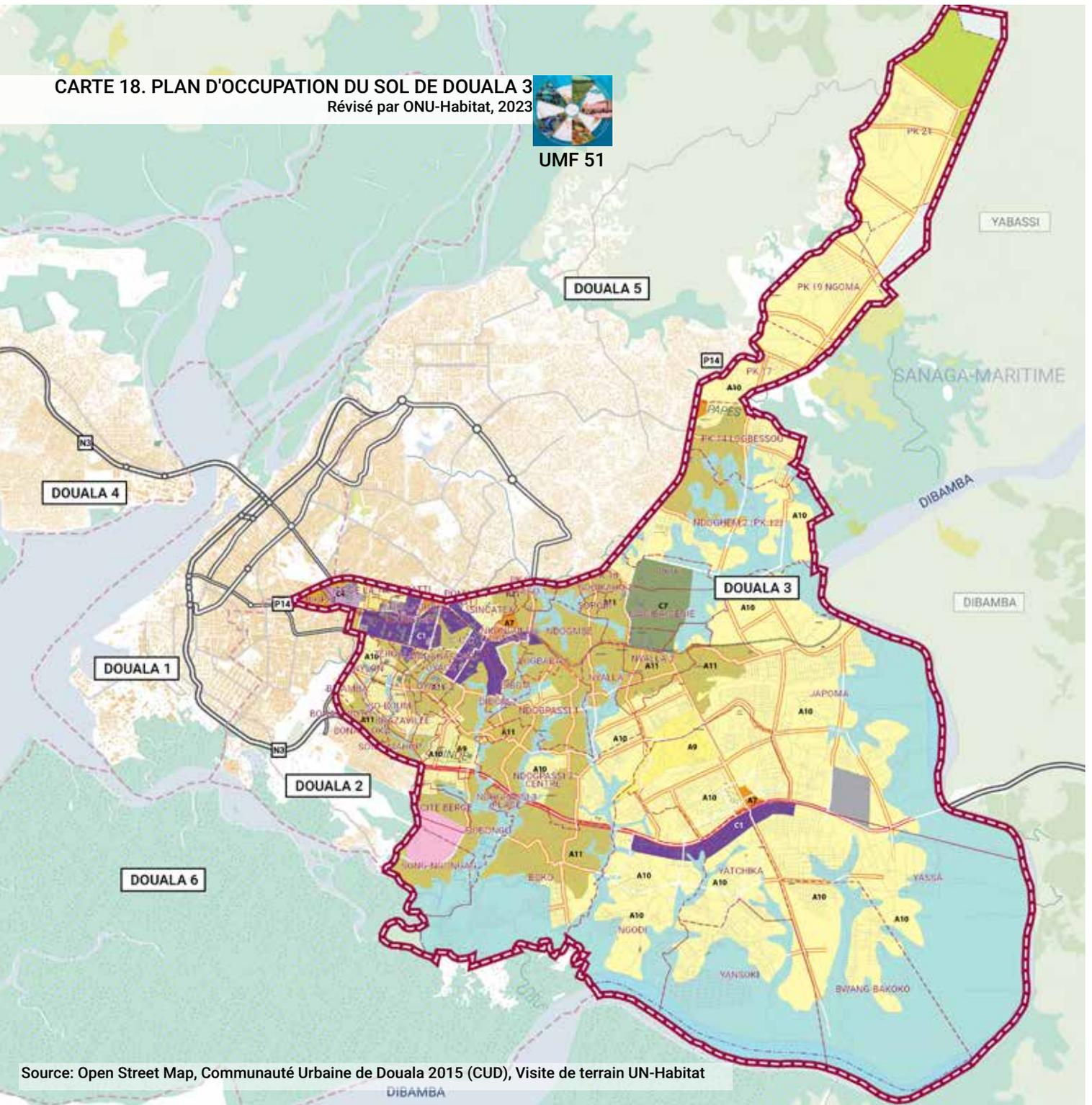
ZONES NATURELLES

-  Zone D-1 : Zones inondables
-  Zone D-2 : Espaces protégés
-  Zone D-3 : Espaces verts urbains aménagés
-  Zone D-4 : Réserves pour des aménagements futures particuliers

existe plusieurs industries et entreprises impliquées dans la minoterie, la brasserie, la production de savon, la métallurgie, la fabrication du carton, l'huile, l'agroalimentaire, le commerce et la distribution. ZIBA représente 25% de la production industrielle de Douala. Dans la partie sud-est de Douala 3, le long de la route Nationale 3, se trouve la zone industrielle Douala-Yassa spécialisée dans la métallurgie, le cartonnage, l'essence, l'agroalimentaire, le pétrole, le commerce et la distribution. La zone est en cours de développement et représente 400 hectares.



CARTE 18. PLAN D'OCCUPATION DU SOL DE DOUALA 3
Révisé par ONU-Habitat, 2023



Source: Open Street Map, Communauté Urbaine de Douala 2015 (CUD), Visite de terrain UN-Habitat

4. ZONES NATURELLES

Zone D-3 : Espaces verts urbains aménagés
Zone D-1 : Zones inondables

- Il y a une pénurie d'espaces ouverts bien développés par rapport aux ressources naturelles.
- Il existe des incohérences dans l'application de la réglementation du POS et l'utilisation effective du sol. L'habitat informel se développe dans toutes les zones de la ville, dont des zones à risques. Des équipements ont implémentés dans des zones non prévues par le zonage

- En l'exemple, l'on peut énumérer la prison à PK19 Ngoma, se trouvant dans une zone du POS A – 11 ou encore le stade de Japoma qui se trouve dans une zone réservée aux habitats résidentiels.
- **En outre, il est à noter une incohérence du POS et du Schéma d'Assainissement de Douala du 2021 sur les zones inondables : les zones identifiées dans le POS dépassent celles du SDA qui est une étude mise à jour et technique de l'année 2021.**

Les données fournies peuvent aider les décideurs locaux en tenant compte de l'indicateur UMF-51.

IMPACT SOCIO-SPATIAL

PERSONNE DEPLACÉE INTERNE (PDI)

La CAD 3 constitue l'un des foyers phares d'accueil de migrants dans la ville de Douala.

Objet d'un fort taux de migration avec les réfugiés et/ou demandeurs d'asile, la CAD 3 se caractérise par la présence de plusieurs communautés étrangères de l'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Guinée, Mali) et aussi d'Afrique Centrale avec le Gabon ou le Congo.. En avril 2023, une étude du HCR portant sur le recensement des PDI au sein des communes d'Arrondissements de Douala fait état de 2 871 réfugiés (soit 0,26% de la pop. totale) et 1 358 demandeurs d'asile (soit 0,12% de la pop. totale) à Douala 3.

La CAD 3 est la deuxième Commune d'Arrondissement d'accueil de PDI à Douala. La municipalité comptait 12 422 PDI en 2021 (OCHA 2019).

Les données de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) d'août 2022 démontrent que la majorité des PDI résident dans différents villages au Sud et au Nord de Douala 3, notamment à Ndogpassi, Bwang-Bakoko, PK14 et PK19. Douala 3 possède une riche ethnicité composée d'autochtones Bassa et Bakoko et d'allochtones (Bétis, Bamiléké, Haoussas, Peuls, Mbamois, etc.).

L'arrivée des PDI à Douala 3 a engendré de nouvelles dynamiques sociospatiales et économiques. Elles se manifestent par l'informalité dans les pratiques d'occupation de l'espace et des activités économiques. Par ordre de priorités identifiées par les PDI, les principaux défis auxquels ils font face sont :

- **Accès à un logement décent**
- **Nutrition**
- **Accès aux équipements éducatifs**
- **Accès aux soins de santé**

Les PDI éprouvent des difficultés à accéder à un logement décent. Ils font face à la réticence des propriétaires dans l'accès à un bail compte tenu de la taille élevée de leur ménage (20% des foyers PDI enquêtés ont une taille de 6 pers/ménages). En effet, les propriétaires considèrent que la dégradation des logements s'accélère du fait de la taille du ménage (utilisation maximale de la fosse septique, détérioration des murs, etc.), induisant des coûts additifs de réhabilitation ; cout à leur charge. Outre cela, dans certains cas, la charge locative exigée (un an de loyer et 2 mois de caution) demeure élevée pour le PDI vu son revenu très modeste (43% ont un revenu entre 10 000 et 20 000 F CFA).

LÉGENDE

LIMITES ADMINISTRATIVES

- Douala 3
- - - Commune d'arrondissement
- - - - Quartier
- Bâti

RÉSEAU ROUTIER

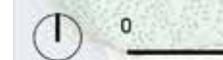
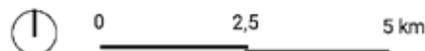
- == Routes principales
- Routes secondaires

RÉPARTITION DES PDI PAR QUARTIER

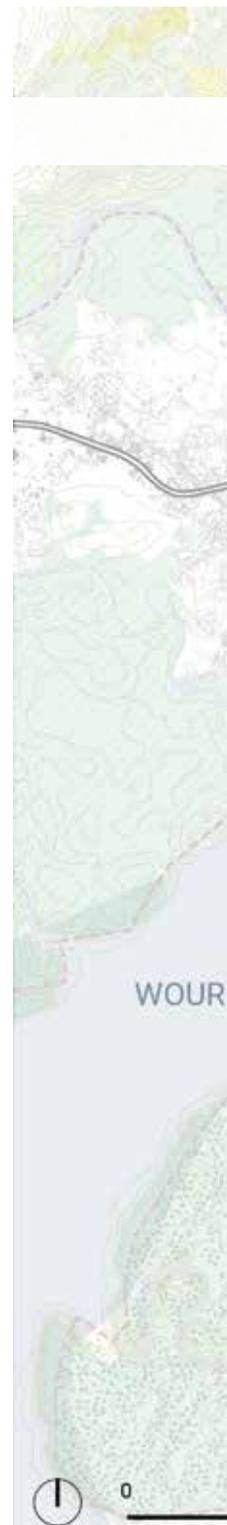
- 1 - 6
- 7 - 17
- 18 - 40
- 41 - 65
- 66 - 100

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

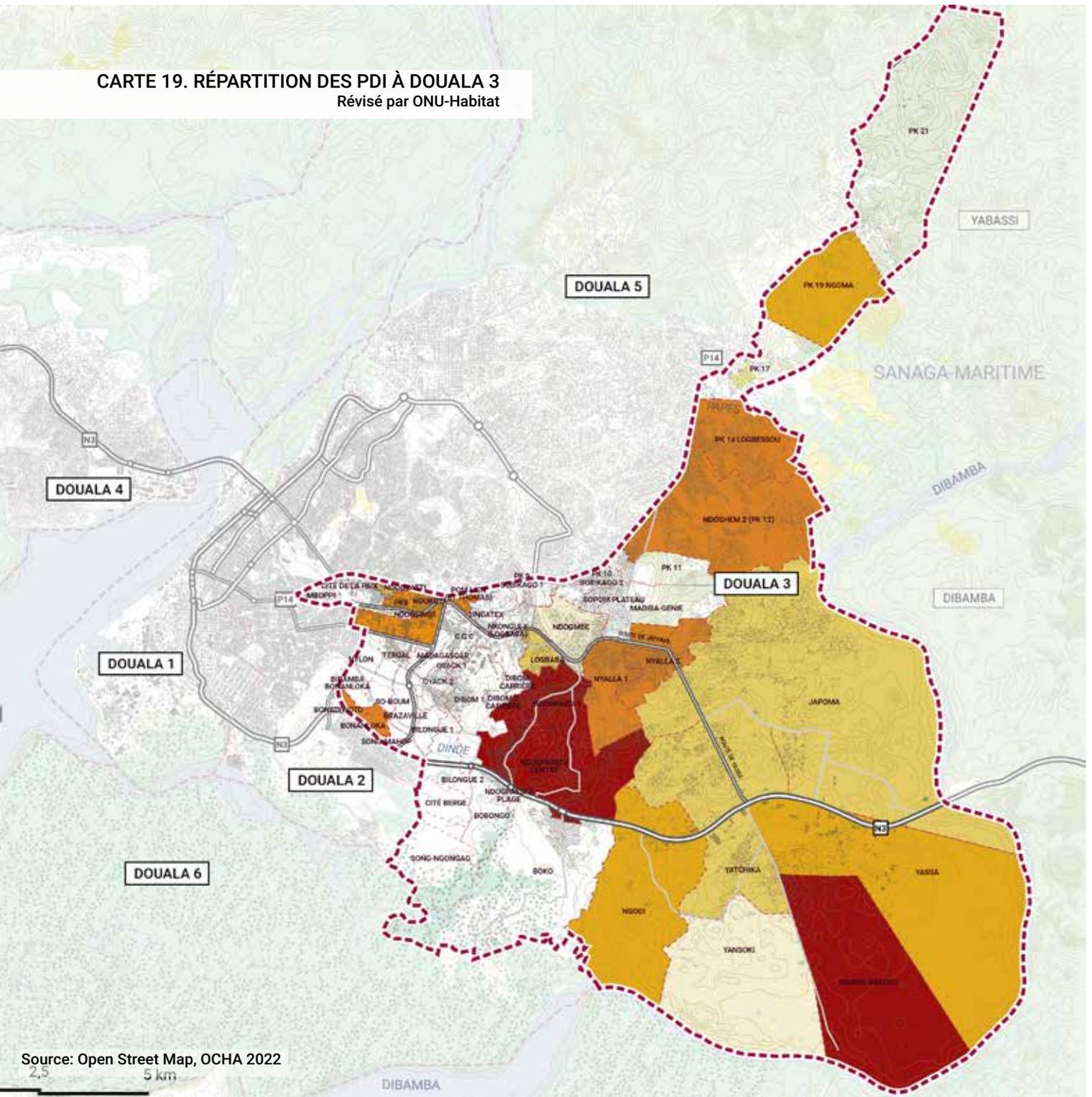
- Topographie
- Voie navigable
- Cours d'eau
- Plantes herbacées
- Broussaille
- Zone marécageuse
- Mangrove
- Agriculture péri-urbaine



Au sujet de l'employabilité, les PDI installées dans la CAD3 n'ont généralement pas accès à des emplois formels. Leur arrivée a contribué à l'économie informelle qui est le plus grand pourvoyeur d'emplois pour cette population. Malgré ce statut « informel », les PDI exerçant les métiers de commerce s'acquittent des taxes municipales contribuant ainsi à l'essor de l'économie locale par le ren-flouement des caisses.



CARTE 19. RÉPARTITION DES PDI À DOUALA 3
Révisé par ONU-Habitat



La fourniture d'assistance demeure le plus grand obstacle à leur indépendance.

Le genre féminin demeure le plus vulnérable. Quelques-unes bénéficient de formations pratiques offertes par des Organisations de la Société Civile dans les domaines de la coiffure (confection de perruques), l'esthétique (onglerie), et d'arts manuels (Bijoux).

Pour faire face à cette situation, les personnes déplacées de la région ont créé un réseau de solidarité afin de se soutenir mutuellement et de relever des défis communs. Malgré ce réseau, les personnes déplacées se disent prêtes à retourner dans leur région d'origine dès que la menace sécuritaire aura disparu.

ORIGINE : LA PLUPART DES PDI SONT DES FEMMES AGEES DE 18 À 35 ANS

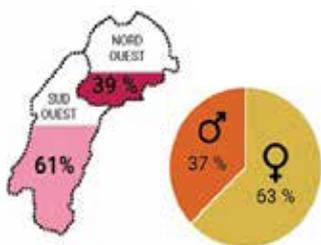


Fig. 22 : Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3
- Origine et sexe des PDI, Juillet 2023
Source: ONU-Habitat

La majorité des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) sont des femmes âgées de 18 à 35 ans, représentant plus de 60 % du total. **Les femmes constituent la majeure partie des PDI, représentant 63 % de la population globale. Cela vient principalement de la propension des hommes à déplacer leurs femmes et leurs enfants vers un endroit sûr, car ils sont perçus comme plus vulnérables.** Les hommes restent pour protéger les biens de leur famille dans l'éventualité de la fin de crise et du retour de leur famille, tout en s'adaptant aux circonstances de la crise.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

ORIGINE : LA PLUPART DES PDI VIENNENT DE LA REGION DU SUD-OUEST

Il apparaît que 61% des déplacés internes sont originaires de la région du Sud-Ouest et donc majoritairement d'expression anglophone

Cela explique des problèmes d'intégration pour beaucoup

d'entre eux qui n'arrivent pas à pas surmonter la barrière linguistique. Cette barrière impacte également la cohésion entre les déplacés internes et la population autochtone.

PERIODE D'ARRIVEE : LA PLUS GRANDE VAGUE DE PDI EST ARRIVEE À DOUALA 3 EN 2018

Une large vague de PDI est arrivé de Douala3 en 2018. Avec pour pic d'intensité 2018, la crise anglophone a provoqué un exode massif vers d'autres villes ou campagnes pour trouver refuge. 30 % des PDI vivant à Douala 3 est d'ailleurs arrivé

pendant cette période. De 2019 -2021, ces statistiques ont connu une baisse en raison du Covid-19 qui a imposé une certaine restriction en matière de voyage.

*Sur la base d'un échantillon de 100 personnes interrogées.

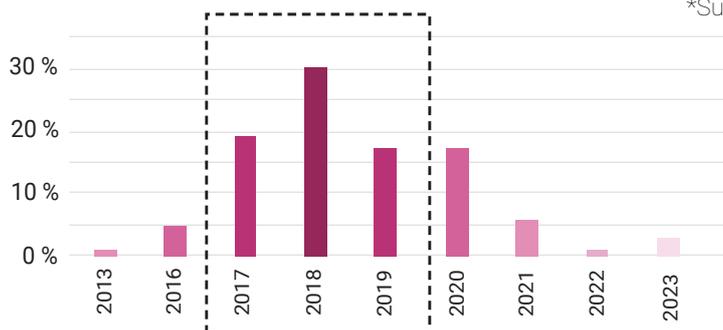


Fig. 23: Entretiens ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Période d'arrivée des PDI à Douala 3
Source: ONU -Habitat

RAISON DU SEJOUR À DOUALA 3 : CONNEXION DEJA CONNUE INSTALLEE À DOUALA 3

La majorité des PDI installés à Douala s'y sont car elles connaissent une personne dans cette commune. 74% des PDI se sont installés à Douala 3 parce qu'ils disposaient déjà d'un point d'ancrage dans la commune. La plupart d'entre eux ayant un membre de leur famille ou un ami qui leur ont offert un point de chute à l'arrivée.

Les populations du sud-ouest et du nord-ouest étant essentiellement agriculteurs, 7% des PDI se sont installés Douala 3 dans l'optique d'obtenir un espace pour pratiquer cette activité. Quant aux autres, ils se sont installés à Douala 3 à cause des opportunités de travail.



Fig. 24: 4 : Entretiens ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3, Raison de l'installation à Douala 3, Juillet 2023
Source: ONU -Habitat

Dans le cadre de la réalisation de l'analyse spatiale et du profilage urbain, une enquête a été réalisée auprès des PDI à Douala 3, en vue de recenser leurs besoins, mais aussi de comprendre les contraintes liées à leur bien-être.

Le questionnaire soumis aux PDI était composé de 48 questions structurées en quatre parties :

1. Profil 2. Situation parentale 3. Situation professionnelle 4. Qualité de de vie et accès aux Services de Base.



Photo 11. Entretien avec les PDI à Ndogpassi Plage
Source: ONU-Habitat

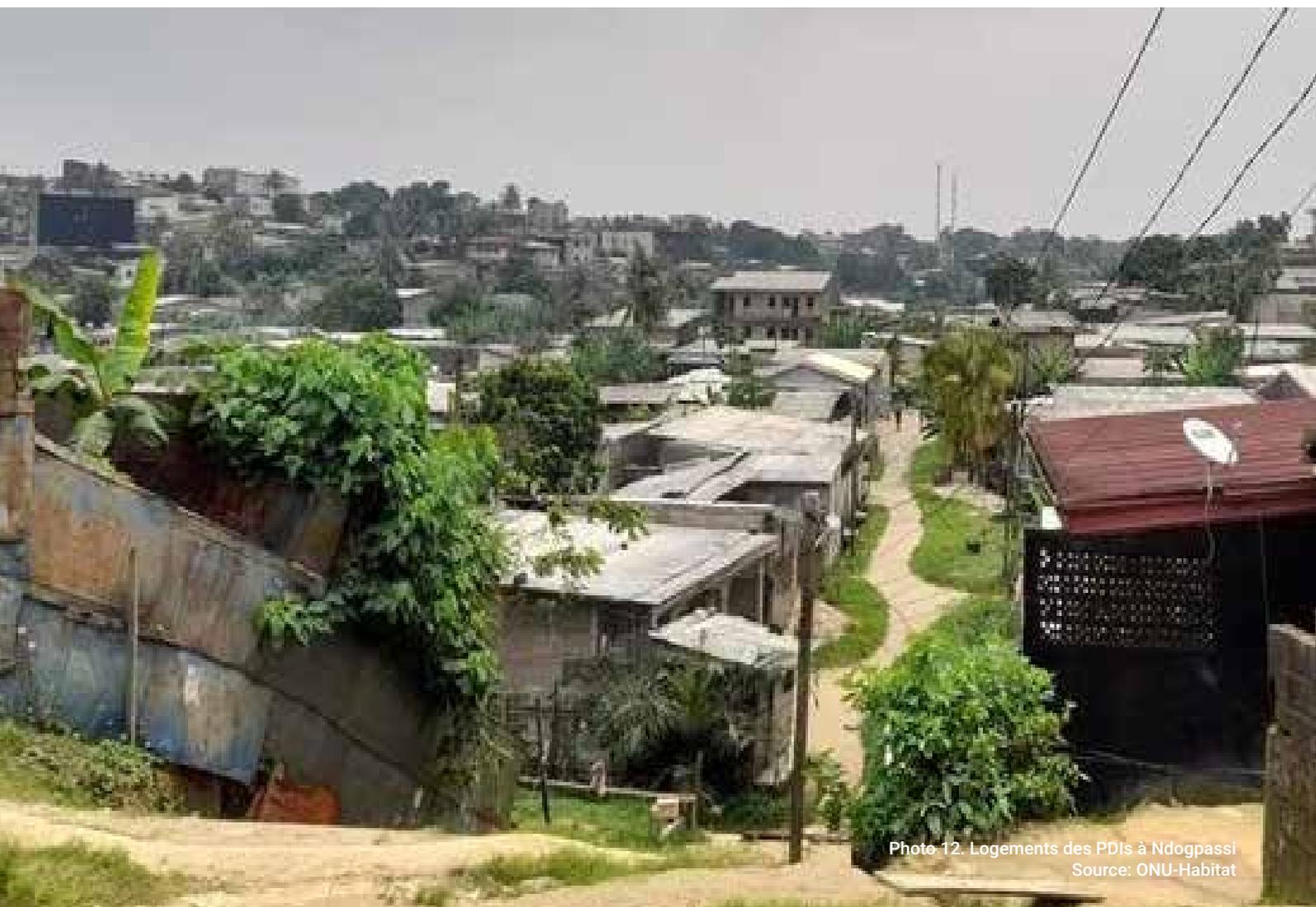


Photo 12. Logements des PDI à Ndogpassi
Source: ONU-Habitat





Photo 13. Logement des personnes déplacées à Ndogpassi Plage
Source: ONU-Habitat

ENVIRONNEMENT ET RISQUES NATURELS

ENVIRONNEMENT

La superficie très vaste de Douala 3 regroupe une diversité de paysages et écosystèmes propres à son territoire. Elle est caractérisée par ses nombreux cours d'eau, son climat humide, et sa topographie.

PLAN D'EAU

En raison de son réseau de cours d'eau, Douala 3 est défini comme l'Arrondissement le plus humide de la ville de Douala.

En effet, les 2/3 de son périmètre sont délimités au Sud-Est par le fleuve Dibamba qui est formée par la rencontre des rivières Ebo, Ekem et Dibamba et qui se jettent dans l'estuaire du Wouri. **Le fleuve et les cours d'eau influencent le paysage et les activités de Douala 3. Autrefois, le fleuve Dibamba coulait entre les forêts de mangroves, mais aujourd'hui les berges sont colonisées par des habitations et activités industrielles au détriment d'une mangrove sans cesse en re-cule. Après la Dibamba, la Dinde est le cours d'eau le plus important qui draine la CAD 3.**

En outre, sa superficie est traversée par neuf bassins versants, dont les eaux rejoignent le fleuve Wouri.

Il s'agit des bassins (Source Mairie de Douala 3) :

- | | | |
|------------|------------|----------------|
| 1. Bobongo | 2. Ngoua | 3. Kambo |
| 4. Moupe | 5. Yansoki | 6. Yatchika |
| 7. Yassa | 8. Papas | 9. Tongo Bassa |

Certains de ces bassins feront (pour d'autres ils sont déjà en cours) l'objet d'un projet d'aménagement de drains, le long d'un linéaire de 114,539 km répartis sur les bassins de : Tongo Bassa, Kambo, Ngoua et Bobongo (Schéma Directeur d'Assainissement de Douala 2021).

D'une manière générale, la Commune est essentiellement rurale-agricole au nord-est et plus urbanisée au Centre-ouest. La typologie du sol présente différentes caractéristiques naturelles.

CLIMAT

Douala 3 connaît un climat côtier équatorial du fait de sa proximité avec l'océan Atlantique, caractérisé par une saison sèche (octobre-mai) et une saison humide le reste de l'année. Néanmoins, les températures et l'humidité restent élevées pendant les deux saisons.

LÉGENDE

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

-  Bassins versants
-  Topographie
-  Voie navigable
-  Cours d'eau
-  Plantes herbacées
-  Broussaille
-  Zone marécageuse
-  Mangrove
-  Agriculture péri-urbaine

LIMITES ADMINISTRATIVES

-  Douala 3
-  Commune d'arrondissement
-  Quartier

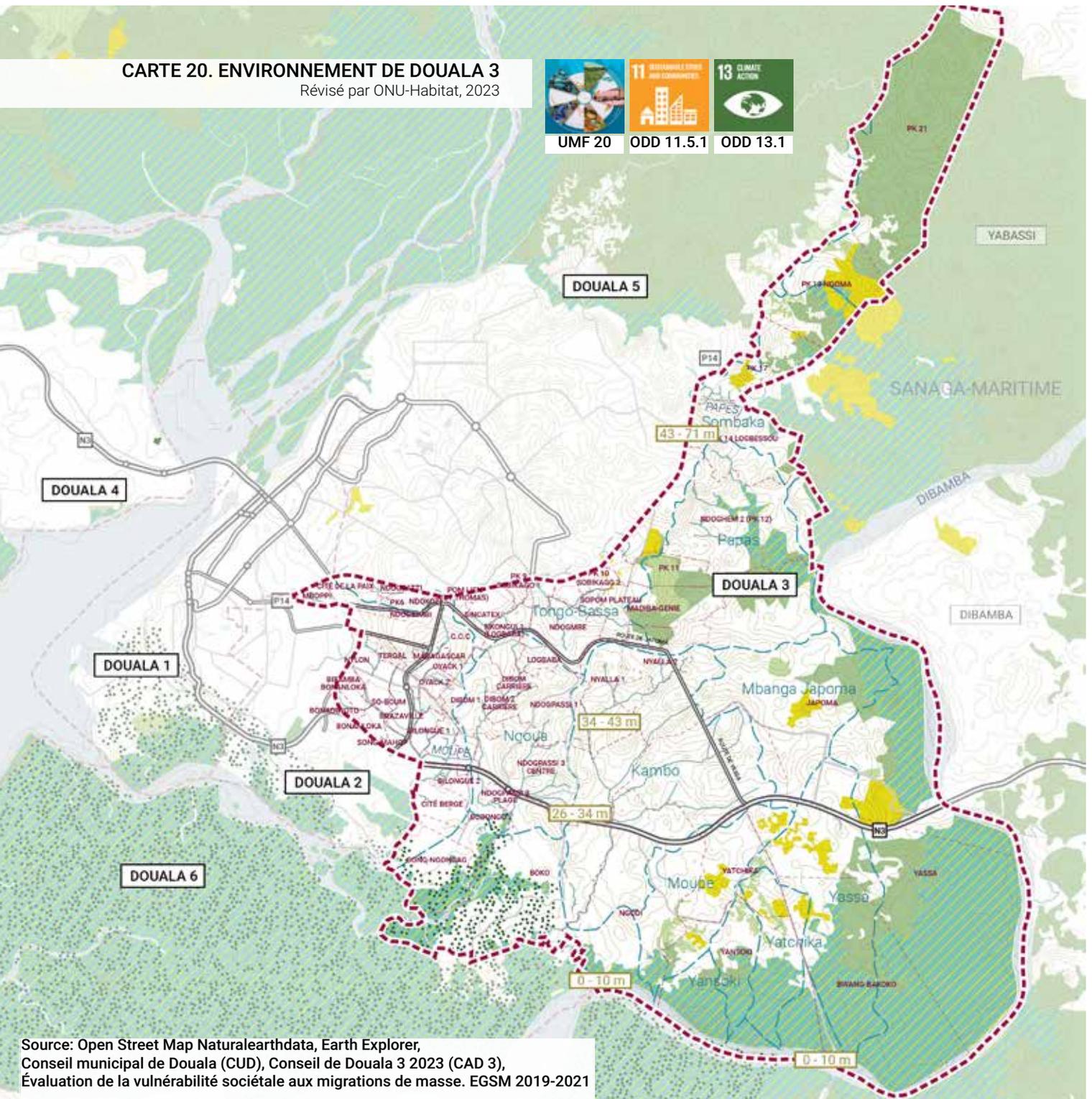
RÉSEAU ROUTIER

-  Routes principales
-  Routes secondaires



L'humidité varie de 99 % pendant la saison humide à 80% durant la saison sèche, tandis que les températures varient de 24,8°C à 27,6°C. **Il tombe en moyenne 2 000 à 2 500 mm de pluie par an à Douala. Il y a en moyenne 180 jours de pluie par an, presque tous répartis sur neuf mois. L'humidité est particulièrement élevée dans les zones proches des mangroves et des zones humides.** (Assessment of societal vulnerability to mass migrations. EGSM 2019-2021).

CARTE 20. ENVIRONNEMENT DE DOUALA 3
Révisé par ONU-Habitat, 2023



Source: Open Street Map, Natureearthdata, Earth Explorer, Conseil municipal de Douala (CUD), Conseil de Douala 3 2023 (CAD 3), Évaluation de la vulnérabilité sociétale aux migrations de masse. EGSM 2019-2021

HABITAT NATUREL

Les milieux naturels sont concentrés le long du fleuve Dibamba. On ne retrouve pas de forêts à Douala 3, seulement une extension de mangroves concentrées à la frontière avec Douala 6. Les terres en bordure du fleuve sont caractérisées par des zones marécageuses tandis que la partie Nord devenant rurale, est surtout composée de prairies. Les mangroves couvraient une partie de Douala 3, aujourd'hui, elles ne représentent plus que 10 % de la superficie, soit environ 2,89 km². Alors que l'agriculture périurbaine représente 16,11 km² et les buissons 2,44 km² (ONU-Habitat 2023, GIS data).

TOPOGRAPHIE

La topographie de la CAD 3 est assez variée. Les altitudes augmentent au Nord-Est avec un paysage vallonné dont les hauteurs varient de 14 à 71 m ; elles diminuent légèrement au centre entre 43 m et 35 m jusqu'à rejoindre le niveau 0 dans la partie sud proche des cours d'eau, notamment à Brazzaville, Nylon et Oyak au niveau de rives de la Dibamba. (Assessment of social vulnerability to mass movements. EGSM 2019-2021).

ENVIRONNEMENT ET RISQUES NATURELS

RISQUES NATURELS

En raison de la typologie de sol, de la forte pluviométrie, de son hydrographie dense et de sa topographie constituée de pentes atteignant 45% d'inclinaison, le CAD 3 est très vulnérable aux risques environnementaux.

De plus, cette commune s'est développée sur des sédiments sableux et argilo-sableux qui la rendent particulièrement sensible aux activités humaines. En effet, les activités agricoles peuvent créer une érosion en nappe tandis que les travaux de construction (infrastructures routières, densification de l'habitat) peuvent accentuer les mouvements massifs de terres.

D'autres actions atrophiques exercées sur les habitats naturels, telles les activités industrielles ou la construction de logements précaires, ont entraîné une pollution atmosphérique, une pollution des plans d'eau et la déforestation des mangroves, entre autres. Cependant, les principaux enjeux environnementaux identifiés sont :

- Inondations
- Éboulement de terrain et glissement de terrain
- Pollution industrielle
- Dépôts anarchiques de déchets

INONDATIONS

Alors que le consensus reconnaît le changement climatique comme la principale cause de l'augmentation des inondations à Douala, une étude récente démontre que l'augmentation massive de la population, combinée à une mauvaise planification et à un manque d'investissement dans les infrastructures, a conduit à un changement dans les régimes de précipitations, ce qui entraîne une augmentation des inondations. Toutefois, cette assertion ne sous-estime pas l'impact du changement climatique à Douala, puisque l'élévation du niveau de la mer aura probablement un impact sur la ville dans un avenir proche.

La présence d'inondations à Douala 3 peut s'expliquer par sa position géographique et ses attributs climatiques, mais aussi par son système d'occupation des sols. À partir des années 1980, la ville a commencé à s'étendre au-delà de ses frontières et les habitants ont commencé à s'installer sur des terrains impropres à la construction et à l'habitation. **Par conséquent, une expansion rapide et une mauvaise planification ont mis en danger les personnes vivant sur ces terres.**

LÉGENDE

RISQUES NATURELS

Inondations

- Faible
- Élevé
- Très élevé
- Permanent
- Population à risque

Mouvements de terrain

- Éboulement
- Glissement

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS HUMAINES

- Étalement urbain
- Déforestation
- Extraction de sable
- Pollution liée aux activités industrielles

LIMITES ADMINISTRATIVES

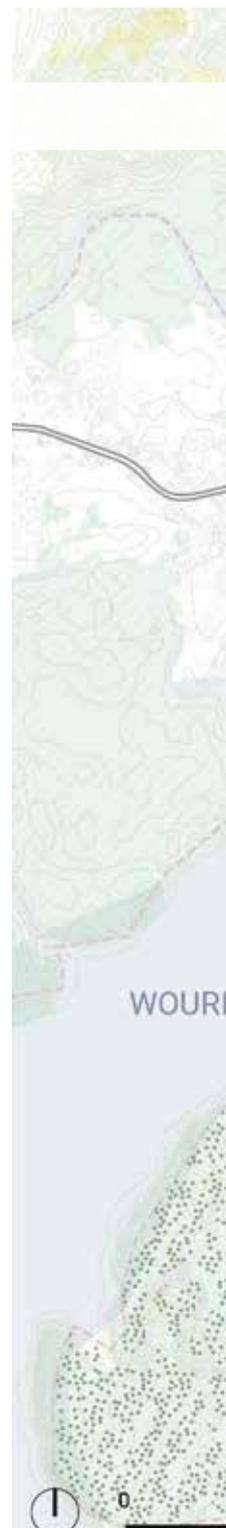
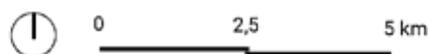
- Douala 3
- Commune d'arrondissement
- Quartier
- Bâti

RÉSEAU ROUTIER

- Routes principales
- Routes secondaires

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

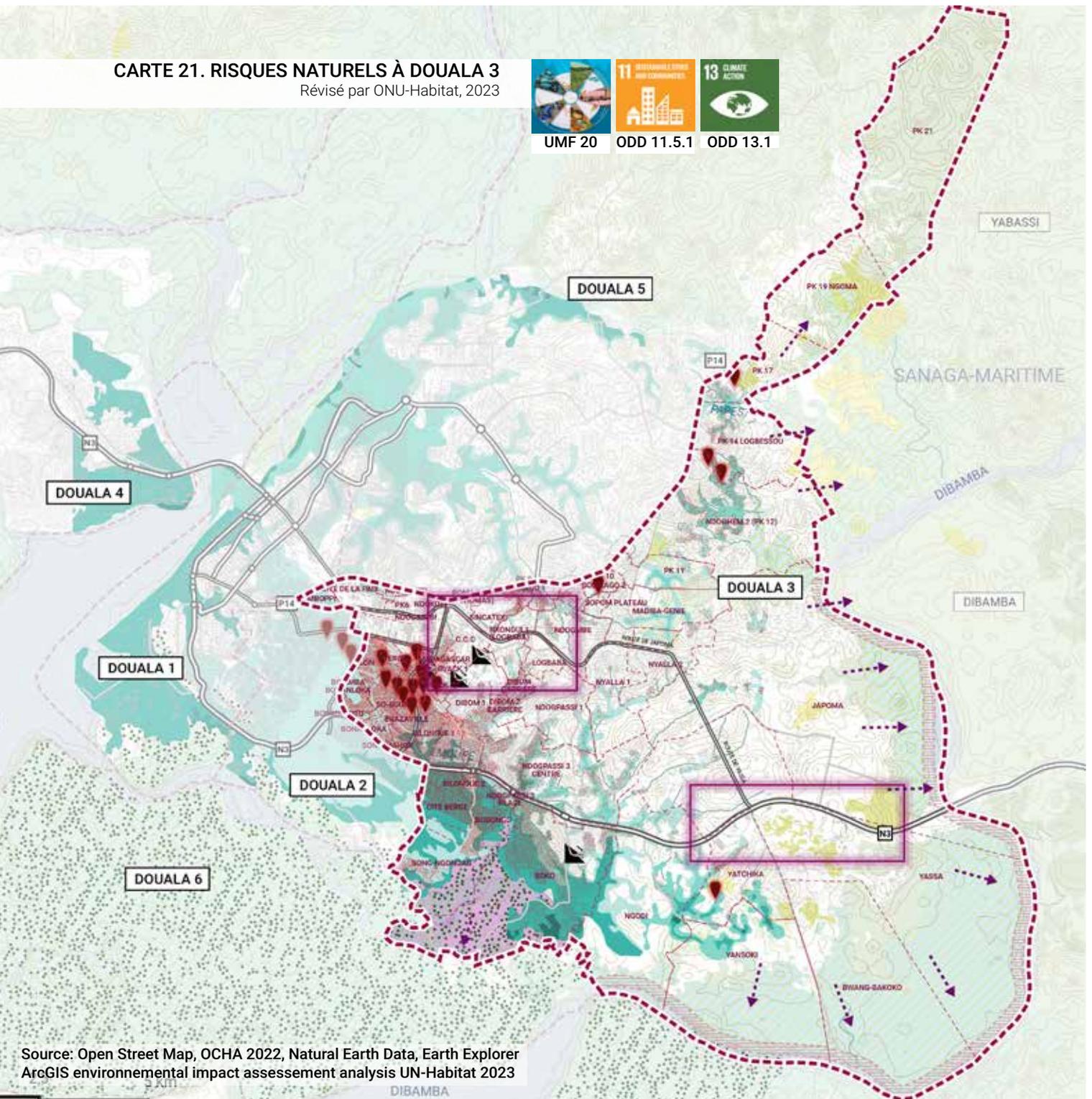
- Topographie
- Voie navigable
- Cours d'eau
- Plantes herbacées
- Broussaille
- Zone marécageuse
- Mangrove
- Agriculture péri-urbaine



Douala 3 connaît des inondations fluviales et pluviales, notamment en raison de sa proximité avec le fleuve Wouri à l'Ouest et le fleuve Dibamba à l'Est.

En effet, la CAD 3 est une zone fortement exposée aux inondations, d'ailleurs l'une des plus touchées de la ville de Douala, suivie de Douala 4 et Douala 2. À Douala 3, les zones à risques comprennent les zones situées au Sud-Est de l'aéroport international et au Nord-Est de la zone industrielle de Bassa.

CARTE 21. RISQUES NATURELS À DOUALA 3
Révisé par ONU-Habitat, 2023



Source: Open Street Map, OCHA 2022, Natural Earth Data, Earth Explorer ArcGIS environmental impact assesement analysis UN-Habitat 2023

INONDATIONS FLUVIALES

L'habitat urbain s'est développé en amont des bassins versants, participant à l'imperméabilisation des sols aggravant ainsi les risques d'inondation en aval. **Les débordements des cours d'eau endommagent l'habitat et les infrastructures avoisinantes. Chaque année, l'on assiste à des inondations en saison pluvieuse dans les basfonds avec un ni-veau d'eau atteignant parfois une hauteur de 1,5 mètre.**

Les établissements informels construits avec des matériaux ne résistant pas aux inondations sont les plus vulnérables. Par exemple, le quartier de Bwang – Bakoko est confronté à des crues répétées du fleuve en rai-son des pluies et du ruisseau Kambo. **La zone Sud-Ouest de la CAD 3 est la plus sensible aux risques d'inondation et représente 38% de la superficie totale.** Des quartiers comme Newtown Aéroport, Bonadiwoto, Dibamba Bonanloka et Nylon sont situés à plus de 70% dans cette zone vulnérable, le quartier Ngangué est également menacé au 1/3 de sa superficie.

La multitude d'aménagement et d'activités au sein du bassin de la Dibamba ont eu des conséquences diverses

à savoir des dynamiques de déforestation, de perte de biodiversité, de pollution des eaux liées au déversement de déchets industriels, d'érosion et d'envasement accrus du bassin, etc. Ce développement incontrôlé a départi les habitats de la flore et de la faune, qui sont pour la plupart confinés aux restes de forêt. De plus, les travaux de terrassement contribuent non seulement à la dégradation du bassin et à l'envasement du lit du fleuve, mais en plus ils mettent en danger les populations qui y vivent. Ces éléments conjugués facilitent la propagation rapide de la vague de crue, détruisant systématiquement les infrastructures.

Les berges de la Dibamba sont également exploitées pour l'extraction de sable.

GLISSEMENTS DE TERRAIN

Ces catastrophes naturelles, souvent négligées au milieu du chaos urbain de Douala 3, sont des menaces importantes pour les vies, les biens et l'environnement. Les mouvements de terrain font référence aux mouvements de matériaux solides et/ou meubles le long d'une pente. Les glissements de terrain à Douala 3 résultent d'une combinaison de facteurs naturels et d'origine humaine. La topographie de la ville, caractérisée par des pentes abruptes et de fortes précipitations, ouvre la voie à l'instabilité. L'urbanisation intensive aggrave la situation, car la déforestation et les pratiques inappropriées d'utilisation des terres privent les flancs des collines de leur protection naturelle, les rendant vulnérables à l'érosion. De plus, de mauvais systèmes de drainage et des infrastructures inadéquates amplifient le risque, conduisant à la saturation et à la déstabilisation des sols (H. RAETZO et O. LATELIN, 2012). **Au Cameroun, sur les pentes des collines de Yaoundé et de Douala, les mouvements de terres sont fréquents, et entraînent chaque année des pertes en vies humaines et matérielles** (R. ASSAKO, 2000; J. OLINGA, 2012; G. TCHOUNGA, 2016 ; J. BANEN, 2018).

À plus d'un titre, les populations de la 3ème commune de Douala sont vulnérables aux mouvements de masse, notamment aux glissements de terrain et aux glissements de terrain. **Dans la CAD 3 ces mouvements sont dus aux conditions environnementales naturelles (pluviométrie élevée), à la typologie des sols sableux et à la topographie du site, caractérisée par des pentes de plus de 45% d'inclinaison.**

L'étude d'évaluation de la vulnérabilité sociale aux mouvements de masse, rapporte le nombre des cas de mouvements de masse identifiée dans toute la surface de la CAD3, entre les années 2019 -2021

- **Éboulement de terrain – 26 cas**
- **Glissement de terrain – 5 cas**

Les glissements de terrain sont plus fréquents dans les quartiers situés au nord du CAD3, comme Ngoma, PK17, PK14 - Logbessou, PK13 Bonamoutongo, Génie-militaire ; tandis que les éboulements de terrain se produisent plus souvent vers la zone sud-ouest comme Boko, Oyack, CCC, Madagascar.

Les conséquences de ces glissements de terrain à Douala sont profondes et d'une grande portée. Au-delà des pertes immédiates en vies humaines et des blessures, ces événements infligent des dommages considérables aux infrastructures, notamment aux routes, aux bâtiments et aux services publics, perturbant les services essentiels et entravant les activités économiques. En outre, les glissements de terrain entraînent une dégradation de l'environnement, car l'érosion des sols et la sédimentation détériorent la qualité de l'eau, nuisent aux écosystèmes et compromettent les terres agricoles. Les répercussions socio-économiques, qui vont du déplacement et de la perte des moyens de subsistance à l'augmentation de la pauvreté et de l'instabilité sociale, soulignent la gravité de la situation.

POLLUTION INDUSTRIELLE

Douala 3 compte deux zones industrielles très actives

1. Zone Industrielle de Douala - Bassa
2. La Nouvelle Zone Industrielle qui s'étend le long de la route nationale 3

Ces unités sont non seulement une source de revenus mais aussi un facteur de pollution considérable, agissant sur l'habitat naturel.

Ces unités sont non seulement une source de revenus mais aussi un facteur de pollution considérable, agissant sur l'habitat naturel. Malheureusement, le dépôt incontrôlé de déchets solides industriels (produits, bouteilles, résidus pharmaceutiques) abandonnés dans les terrains vagues, les cours d'eau ou le long des routes accroît la pollution du tissu urbain.

Les déchets liquides des brasseries ou de l'industrie pharmaceutique, déversés dans les drains, augmentent la pollution des cours d'eau.

D'autre part, malgré l'importance du fleuve qui demeure l'une des principales sources d'eau potable de Douala 3, la qualité de l'eau est menacée par le rejet d'eaux usées, notamment industrielles. Surtout que parmi les industries de recyclage du fer, de la Zone Industrielle de Douala - Bassa, une seule dispose d'un contrôleur de pollution. **Dans le même cadre, les usines augmentent la pollution atmosphérique par l'émission de gaz et poussières.**

DEFORESTATION

L'urbanisation rapide et incontrôlée dans les zones à risque a conduit à la destruction d'environ 70 % du couvert naturel de Douala 3 avec la disparition progressive des mangroves et d'autres ressources naturelles. L'urbanisation rapide incontrôlée dans les zones à risque a conduit à la destruction d'environ 70% du couvert naturel de Douala 3 avec la disparition progressive des mangroves et d'autres ressources naturelles.

Les régions marécageuses constituent une partie importante du territoire, représentant 47 % de la superficie totale de Douala 3 selon les données SIG ONU-Habitat 2023. Les zones marécageuses constituent une partie importante du territoire, représentant 47 % de la superficie totale de Douala 3 selon les données SIG ONU-Habitat 2023.

Premièrement, l'utilisation d'habitats instables, de bateaux et pirogues fabriquées à partir du bois de mangrove a entraîné un appauvrissement important de ce territoire. Ainsi, l'épuisement des mangroves par la déforestation a diminué leur capacité inhérente à se prémunir contre l'érosion côtière et les inondations.

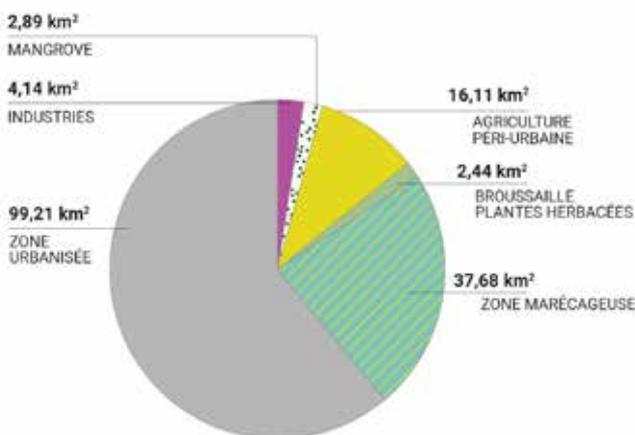


Fig 25. Utilisation des terres à Douala 3
Source: ONU-Habitat

L'urbanisation des mangroves de Boko, ainsi que des zones humides de Bobongo et de Cité Berge, est la principale cause des inondations récurrentes dans ces zones. Ensuite, il est fort probable que les côtes reculent face aux avancées de la mer dans les années à venir, notamment avec les prévisions actuelles de montée du niveau des mers. **C'est pourquoi les risques que courent les zones environnantes lors d'épisodes de submersion marine de courte durée et de déforestation des mangroves sont très élevés.**

On peut noter un manque d'alignement des règles de protection de l'environnement (loi d'orientation n°14) et une faible sensibilisation des populations à la protection de l'habitat naturel.

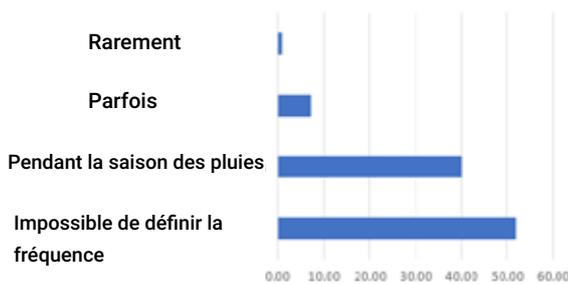
DEPOTS INFORMELS DE DECHETS

Dans la commune de Douala 3, il y a une quantité importante de déchets éparpillés dans les rues, autour des habitations, le long de la rivière et des cours d'eau. Ces déchets provoquent des blocages dans les systèmes d'égouts et s'accumulent dans des décharges aléatoires, représentant un danger évident et présent pour les 3 personnes. Ce problème de gestion des déchets solides est plus aigu dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Dans les zones rurales, l'élimination des déchets en les jetant et en les enfouissant à proximité immédiate de la maison familiale constitue plus qu'une simple méthode de gestion des déchets, elle fonctionne comme un moyen de production d'engrais ou d'engrais organiques. En effet, les déchets sont soit retenus sur place pour le bénéfice des animaux domestiques, soit éliminés dans les champs adjacents aux chalets à proximité des résidences

La mise en décharge, dans certains cas, fonctionne comme une technique de compostage dans le but d'enrichir ultérieurement les champs en nutriments.

Les familles urbaines emploient plusieurs techniques d'élimination des déchets. Ainsi, plusieurs individus optent pour la pratique de l'élimination des déchets publique et/ou privée, tandis que d'autres jettent leurs déchets dans les poubelles communales, au bord des routes ou dans les milieux naturels. Certaines habitations situées à proximité de cours d'eau se livrent à l'élimination des déchets dans ces derniers. Cette action amplifie considérablement les niveaux de pollution des cours d'eau et augmente la vulnérabilité aux maladies d'origine hydrique, comme le choléra. En outre, certains individus éliminent les déchets qu'ils génèrent soit en les enfouissant, soit en les incinérant.

L'EXPOSITION AUX ZONES VULNERABLES : INONDATIONS

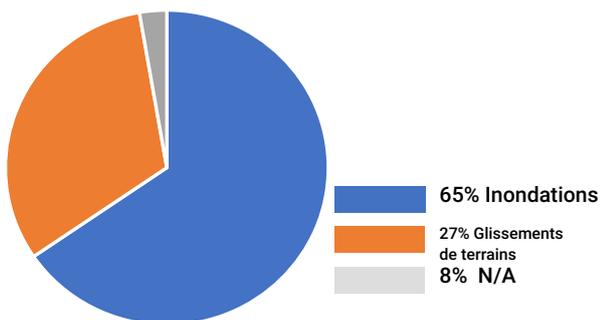


Plus de 65 % des PDI vivent dans des habitats soumis aux risques d'inondation, principalement en saison pluvieuse. Ces évolutions constituent un danger pour l'équilibre écologique. Il en résulte une récurrence des aléas naturels tel l'envasement/enfoncement des maisons dans les basses terres marécageuses.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

Fig. 26. Entretiens ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Fréquence des inondations
Source: ONU-Habitat

L'EXPOSITION AUX ZONES VULNERABLES : GLISSEMENTS DE TERRAIN

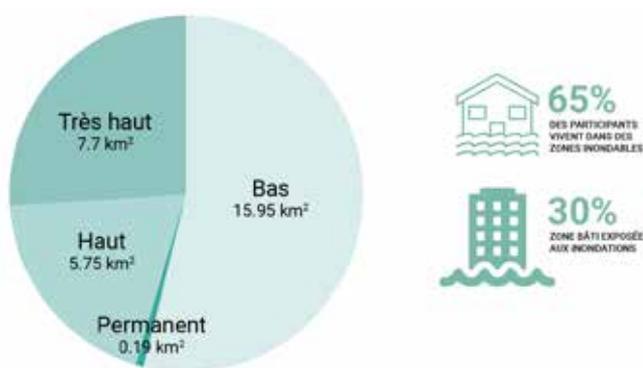


Bien que des éboulements de terrain soient fréquemment observés dans les zones où vivent les PDI, notamment pendant la saison des pluies, la proportion de PDI déclarant avoir été témoins et/ou l'objet de ce phénomène est relativement faible.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

Fig. 27. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3- PDI vivant dans les zones à risque, Juillet 2023
Source: ONU-Habitat

ZONES AU SEIN DE LA CAD 3 EXPOSEES AUX INONDATIONS



À Douala 3, les zones à risques inondations comprennent les zones situées au sud-est de l'aéroport international et au nord-est de la zone industrielle de Bassa.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

Fig. 28. Terrain exposé aux inondations à Douala 3
Source: ONU-Habitat

Dans le cadre de la réalisation de l'analyse spatiale et du profilage urbain, une enquête a été réalisée auprès des PDI à Douala 3, en vue de recenser leurs besoins, mais aussi de comprendre les contraintes liées à leur bien-être.

Le questionnaire soumis aux PDI était composé de 48 questions structurées en quatre parties :

1. Profil 2. Situation parentale 3. Situation professionnelle 4. Qualité de vie et accès aux Services de Base.



Photo 14. Entretiens avec les personnes déplacées internes à Yassa. ONU-Habitat Juillet 2023
Source: ONU-Habitat



Photo 15. Installations de déplacés internes à Ndogpassi Plage
Source: ONU-Habitat

EXPOSITION AUX ZONES VULNERABLES : LA PLUPART DES PDI VIVENT DANS DES ZONES NON AEDIFICANDI

En raison de ressources financières limitées, les personnes déplacées internes du pays (PDI) se retrouvent à occuper des logements vulnérables aux inondations. Les principaux quartiers comprennent Carrière, Carrefour Ari, Banga Pongo et Ndogpassi. Par conséquent, on constate une augmentation du nombre d'habitations improvisées et insalubres construites dans des zones à risque caractérisées par des écosystèmes délicats tels que les marécages et les mangroves, qui ont été jugées impropres à la construction selon le plan d'aménagement du territoire (POS) de la ville. Ces évolutions constituent une menace pour l'équilibre écologique. Par conséquent, cela entraîne une répétition de calamités telles que des inondations et la chute d'habitations dans des bas-fonds marécageux

LÉGENDE

 Zone à risque élevé

RÉPARTITION DES PDI PAR QUARTIER

 18 - 40
 41 - 65
 66 - 100

RISQUES NATURELS

Inondations

 Faible
 Élevé
 Très élevé
 Permanent
 Population à risque

Mouvements de terrain

 Éboulement
 Glissement

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS HUMAINES

 Étalement urbain
 Déforestation
 Extraction de sable
 Pollution liée aux activités industrielles

LIMITES ADMINISTRATIVES

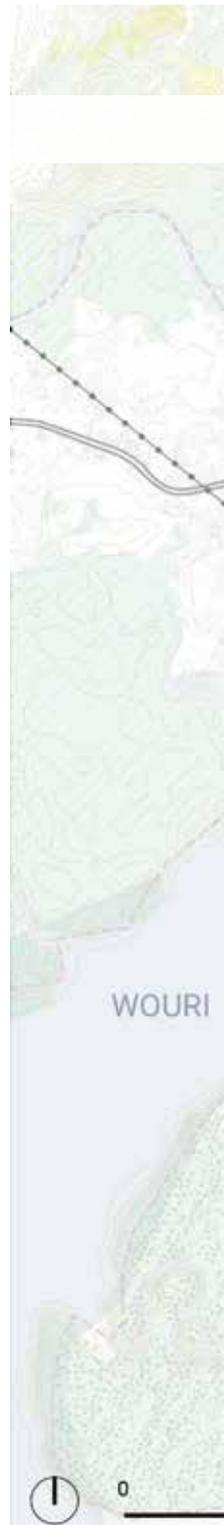
 Douala 3
 Commune d'arrondissement
 Quartier
 Bâti

TRANSPORTS

 Routes principales
 Routes secondaires
 Chemin de fer

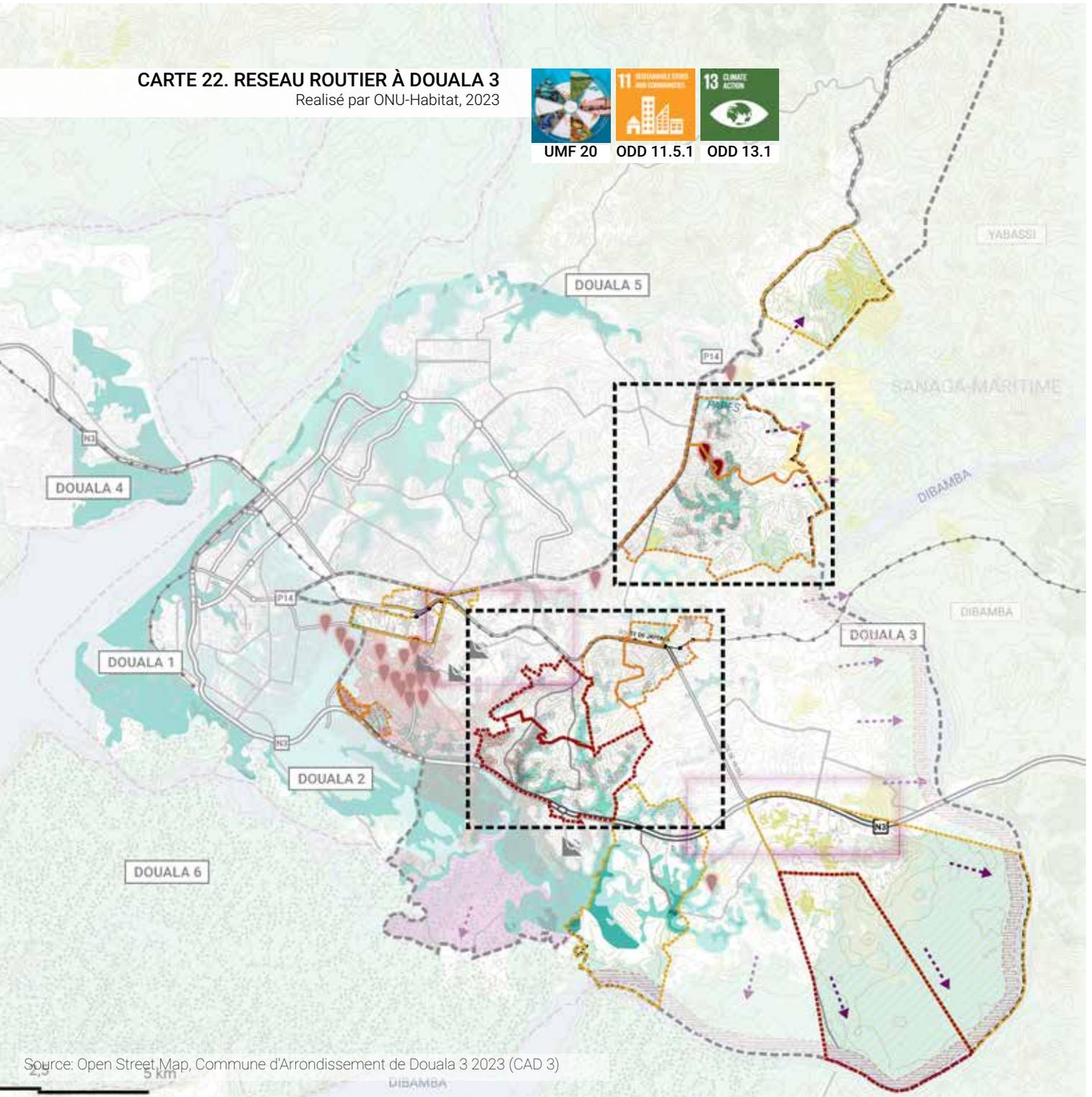
CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

 Topographie
 Voie navigable
 Cours d'eau
 Plantes herbacées
 Broussaille
 Zone marécageuse
 Mangrove
 Agriculture péri-urbaine



CARTE 22. RESEAU ROUTIER À DOUALA 3

Realisé par ONU-Habitat, 2023



Source: Open Street Map, Commune d'Arrondissement de Douala 3 2023 (CAD 3)



Photos 16. PDI logeant dans des zones exposées aux risques environnementaux
Source : ONU-Habitat





17. Logement proche des égouts à Ndogpassi Plage
Source : ONU-Habitat

CONNECTIVITE ET ACCESSIBILITE

INFRASTRUCTURE ROUTIERE

La municipalité du 3^{ème} arrondissement de Douala est située au centre de la ville de Douala et bénéficie d'un réseau routier bien structuré composé de routes primaires, secondaires et tertiaires. Ce système, qui s'étend sur toute la municipalité, permet sa connexion avec les régions et municipalités adjacentes et améliore le transport entre ses quartiers constitutifs. **Le réseau se compose de trois axes principaux interconnectés avec un réseau non précisé de routes secondaires et tertiaires.**

Parmi les axes principaux figurent :

- La route départementale de Japoma – qui s'étend jusqu'à la route de Logbaba où se trouve la Mairie de Douala 3
- L'ancienne route nationale P14 - qui permet de circuler vers les quartiers limitrophes de la Commune de Douala 5
- La Nationale N3 qui, dans le sens nord-ouest relie le CAD 3 aux régions du nord (via le CAD 4), et dans le sens sud, se dirige vers la capitale Yaoundé
- La route départementale de Yassa – qui traverse la Commune intérieurement et relie la rue de Japoma à la Route nationale N3

La capitale économique du pays compte au total environ 1 800 kilomètres de routes, dont 26 % sont pavées d'asphalte et les 74 % restants sont constitués de surfaces en terre non pavées, comme indiqué dans le Plan directeur d'urbanisme de Douala pour 2021

Une estimation a également été réalisée pour la longueur du réseau routier dans la commune du 3^{ème} arrondissement. Les autoroutes principales s'étendent sur 310 kilomètres, tandis que les routes secondaires couvrent une longueur de 250 kilomètres. **A l'inverse, il n'est pas possible de fournir une estimation précise des voiries tertiaires dans la Commune de Douala 3 à l'horizon 2023.**

La majorité des routes secondaires et tertiaires de la mairie Douala 3 ne sont pas pavées et ont été construites de manière désorganisée pour répondre aux besoins d'un itinéraire de déplacement. Cela est attribué à la topographie irrégulière, qui pose des problèmes pour faciliter le transport entre les résidences. Cependant, cela constitue également un frein à l'amélioration de la mobilité globale.

LÉGENDE

LIMITES ADMINISTRATIVES

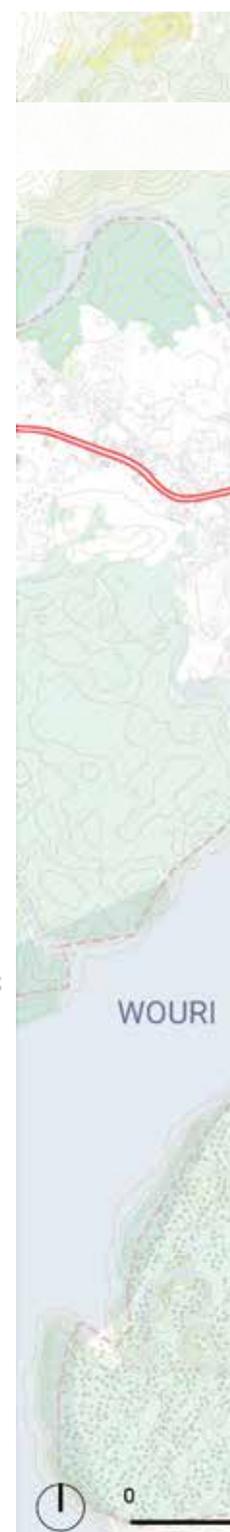
-  Douala 3
-  Commune d'arrondissement
-  Quartier
-  Bâti

RÉSEAU ROUTIER

-  Routes principales
-  Routes secondaires
-  Routes tertiaires
-  Routes résidentielles
-  Passage à niveau
-  Pont

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

-  Topographie
-  Voie navigable
-  Cours d'eau
-  Plantes herbacées
-  Broussaille
-  Zone marécageuse
-  Mangrove
-  Agriculture péri-urbaine

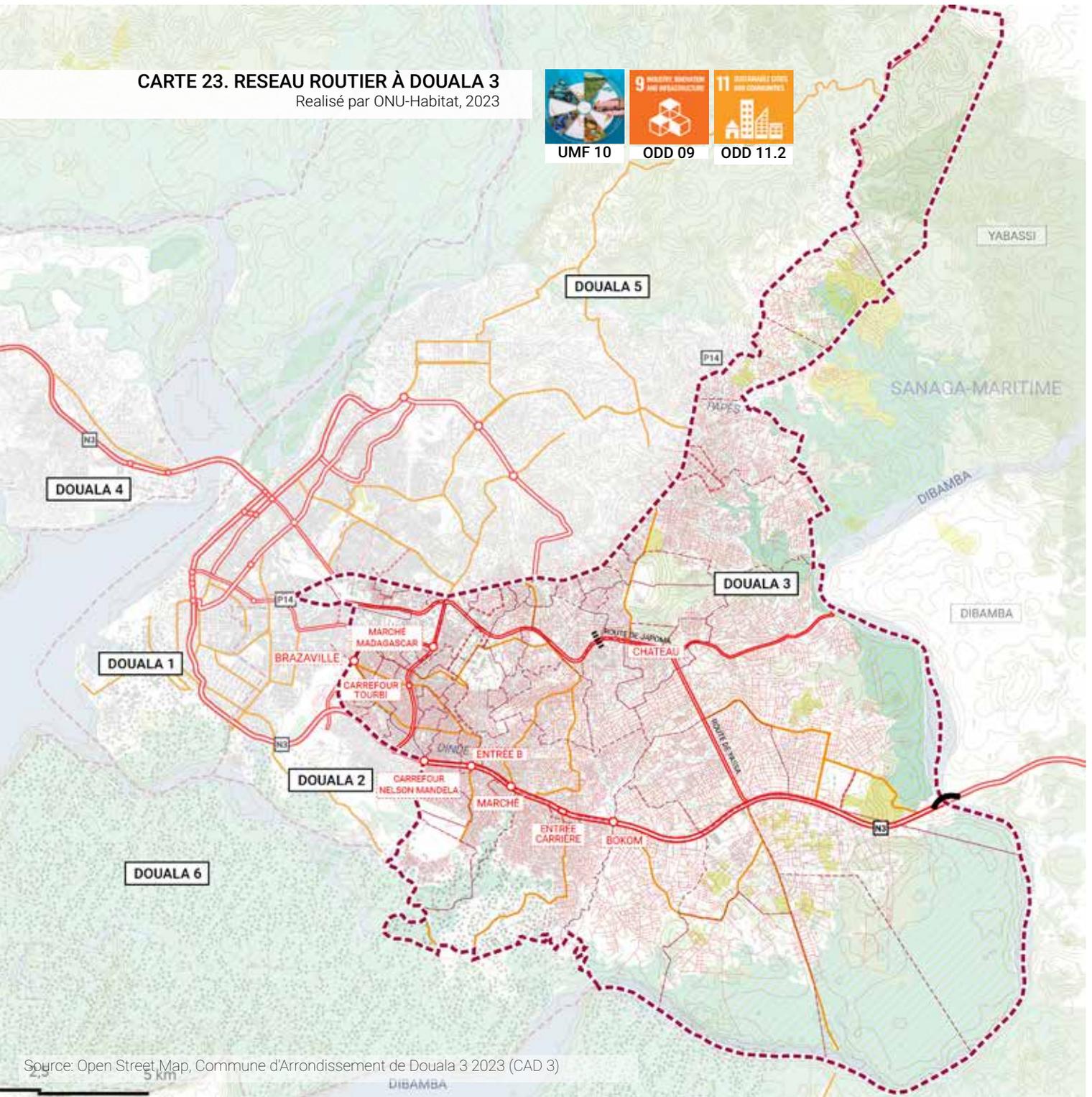


La circulation repose sur deux systèmes :

1. Des parcours structurants,
2. Réseau de circulation interne

Les routes structurantes, notamment primaires et secondaires, sont généralement bitumées et dans un état satisfaisant, dotées d'un système d'évacuation intermittent des eaux pluviales. Ils sont reliés à des rues transversales généralement peu aménagées et dispersées dans les quartiers. Ces itinéraires sont empruntés par tous types de véhicules : motos-taxis, taxis, voitures particulières, bus, camions, entre autres

CARTE 23. RESEAU ROUTIER À DOUALA 3
 Réalisé par ONU-Habitat, 2023



Source: Open Street Map, Commune d'Arrondissement de Douala 3 2023 (CAD 3)

La circulation est restreinte aux heures de pointe, compte tenu du flux de travailleurs se dirigeant vers le centre ville et le soir au retour. Ces périodes sont caractérisées par de fortes congestions et des embouteillages.

À l'inverse, le réseau de circulation interne est constitué essentiellement de routes tertiaires, majoritairement non revêtues et généralement en mauvais état. Le faible niveau de développement est attribué à la présence de nombreux ravins abrupts qui croisent ces routes, ainsi qu'à l'absence d'un système de drainage adéquat.

Le principal moyen de transport est principalement assuré par les motos-taxis, et la conduite devient extrêmement difficile pendant les saisons humides, en raison des inondations et de la détérioration des infrastructures routières. (Maîtrise d'œuvre pour l'exécution de travaux routiers et d'équipements locaux dans les 3ème et 5ème communes d'arrondissements de Douala, 2021).

Il n'existe actuellement aucune infrastructure routière disponible pour le transport non motorisé, comme une piste cyclable dédiée ou des trottoirs piétonniers.

CONNECTIVITE ET ACCESSIBILITE

TRANSPORT

Le CAD3 se caractérise par trois typologies d'infrastructures de transport :

1. Transport routier
2. Transport ferroviaire
3. Transport fluvial

1. Transport routier

La société de transports collectifs urbains SOCATUR propose des options de mobilité limitée, ne représentant que 0,5% des déplacements dans la ville selon le Plan de mobilité urbaine de 2009. SOCATUR exploite des bus réguliers avec des arrêts désignés et propose des billets entre 500 FCFA et 2000 FCFA à l'intérieur de Douala. 3.

La plupart des déplacements sont effectués en Mototaxi, qui représente 75% de ceux ci à l'intérieur de la CAD 3 (CAD3, 2023). Le coût du trajet depuis le centre-ville varie de 200 FCFA à 2000 FCFA. Les tricycles sont surtout utilisés pour transporter des marchandises vers les établissements de vente au détail.

Un **taxi** permet le transport de personnes vers divers endroits exclusivement sur les routes principales et secondaires. Les tarifs varient de 150 FCFA à 1000 FCFA **minibus** est principalement utilisé pour transporter des marchandises entre la commune et les régions voisines. Bus interrégionaux- facilitent le transport de marchandises et de passagers vers d'autres villes et régions. Les billets varient selon les distances à parcourir et vont de 500 FCFA à 2000 FCFA. La gare qui regroupe ces différents modes de transport est la gare de Bassa. Le **"Bus Rapid Transit" (BRT)** Le projet, financé par la Banque mondiale avec un budget de 335,3 milliards de FCFA et signé le 12 juillet 2021, promet de résoudre les problèmes de circulation rencontrés par les habitants. Cependant, bien que les fonds soient disponibles, le début des travaux est toujours en suspens, car la CUD attend toujours la signature d'un décret présidentiel d'indemnisation. Ce décret est essentiel pour débloquer les fonds de la Banque mondiale. Le projet BRT est crucial pour le transport de masse dans la capitale économique du pays, où le réseau de bus actuel est inefficace et représente moins de 1% des déplacements, selon la mairie de Douala. Pour compenser les populations impactées par le projet, la mairie de Douala prévoit de solliciter 10 milliards de FCFA sur le marché financier régional. Pour Douala 3, la ligne BRT sera composée de deux itinéraires : La ligne 1, qui s'étend sur 16 km du Port au PK14, et la ligne 2, qui s'étend sur 12 km du Carrefour Nelson Mandela au Stade Japoma.

LÉGENDE

TRANSPORTS

-  Ligne ferroviaire
-  Gare ferroviaire
-  Port
-  Aéroport
-  Station de bus
-  Embarcadère informel

LIMITES ADMINISTRATIVES

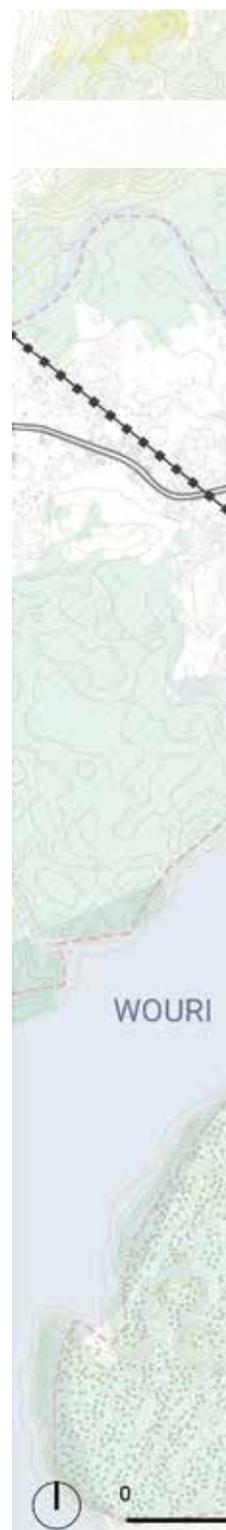
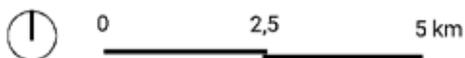
-  Douala 3
-  Commune d'arrondissement
-  Quartier
-  Bâti
-  Zone industrielle

RÉSEAU ROUTIER

-  Routes principales
-  Routes secondaires
-  Routes tertiaires

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

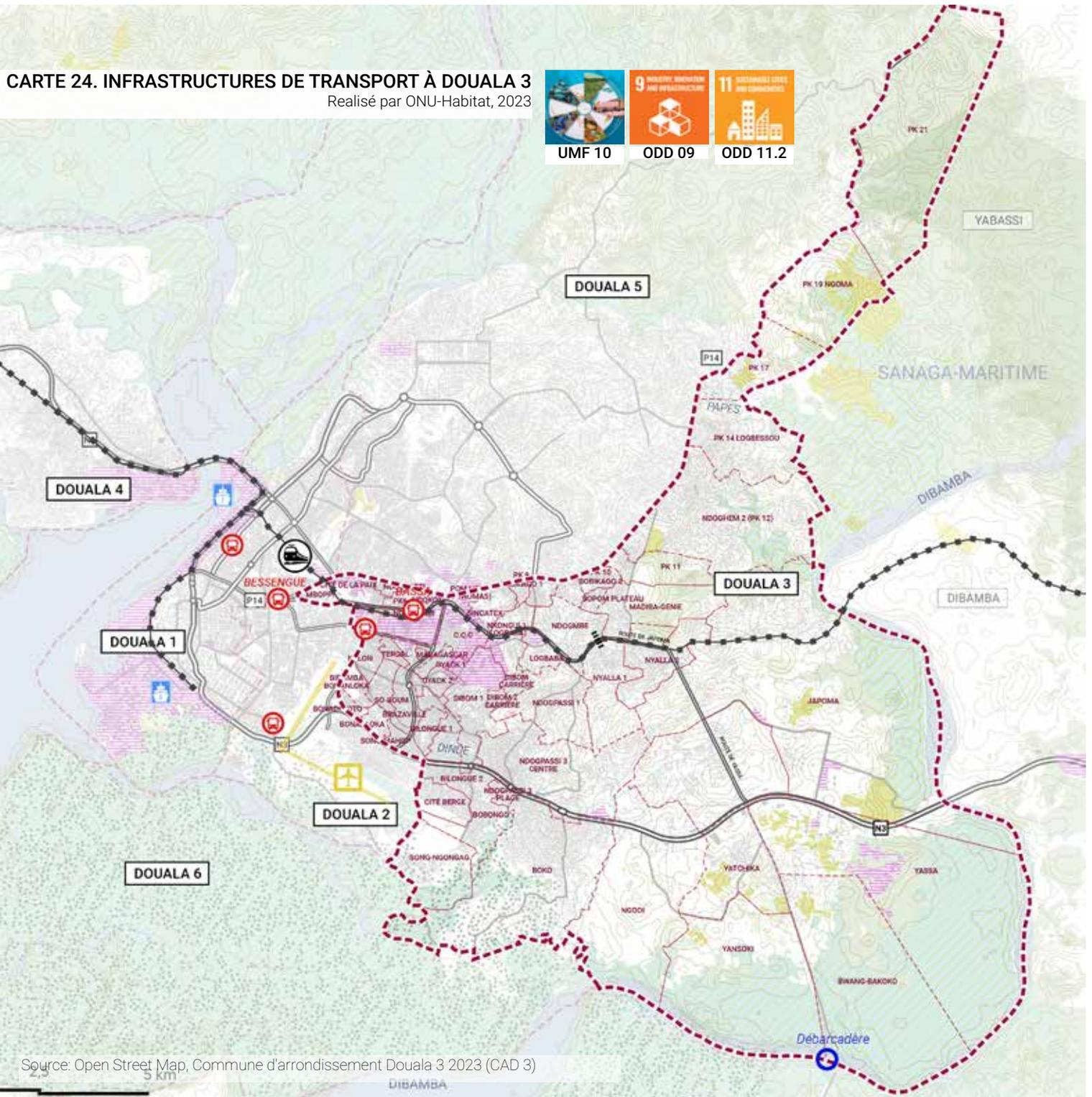
-  Topographie
-  Voie navigable
-  Cours d'eau
-  Plantes herbacées
-  Broussaille
-  Zone marécageuse
-  Mangrove
-  Agriculture péri-urbaine



2. Le transport ferroviaire

La CAD 3 est traversée par une ligne d'une longueur totale de 1 123 km. **Cette ligne relie Nkongsamba à Ngaoundéré et traverse Douala-Yaoundé (Ligne du Centre) sur une distance de 262 km.** Le chemin de fer reliant Douala et Yaoundé est appelé TransCamerounais I, et Yaoundé à Ngaoundéré TransCamerounais II. CAMRAIL est l'entité chargée de l'entretien et de l'administration de la voie ferrée. La ligne Centre traverse la ville de Douala sur une longueur de 36,86 km (CUD 2023), traversant les Communes 1, 3 et 4. En vertu de la loi n° 74/10 du 16 juillet 1974 relative à la police et à la

CARTE 24. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT À DOUALA 3
 Réalisé par ONU-Habitat, 2023



Source: Open Street Map, Commune d'arrondissement Douala 3 2023 (CAD 3)

sécurité des chemins de fer, la construction est interdite à une distance de 35 mètres de part et d'autre de la ligne de chemin de fer. **Malgré l'existence de lois au niveau national, ces emprises ont été progressivement occupées par des activités commerciales, industrielles ou des habitations informelles situées à moins de 5 m de la voie ferrée.** En conséquence, il existe un risque important d'accidents et la présence de pollution sonore, de vibrations du sol et de poussière ayant des effets néfastes sur le bien-être des communautés et sur la structure physique du tissu urbain.

3. Transport fluvial

Le transport fluvial informel est assuré à Douala 3, notamment sur la Dibamba, la Wouri et la Dinde. Deux jetées artisanales permettent la circulation des personnes et des marchandises, il s'agit de : (1) la jetée de Dibamba, située dans le quartier de Bwang-Bakoko.. et (2) la jetée de Japoma, située dans le quartier de Yassa. **A l'inverse, la jetée de Japoma, située à la base du pont du même nom, sert de site d'extraction et de transport de sable. Malheureusement, cette technique porte atteinte à l'intégrité du sol et augmente sa vulnérabilité aux inondations.**

MODALITE DE TRANSPORT

Des résultats intéressants ont émergé des questions concernant le type de transport utilisé par les personnes déplacées dans le cadre de leurs activités quotidiennes. En l'exemple, dans le cadre des modes de transport utilisés pour aller travailler, plus de 40% des répondants plébiscitent les taxis-motos d'accessibilité aux zones

internes des quartiers. D'autre part, une bonne partie préfère se déplacer à pied pour économiser.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

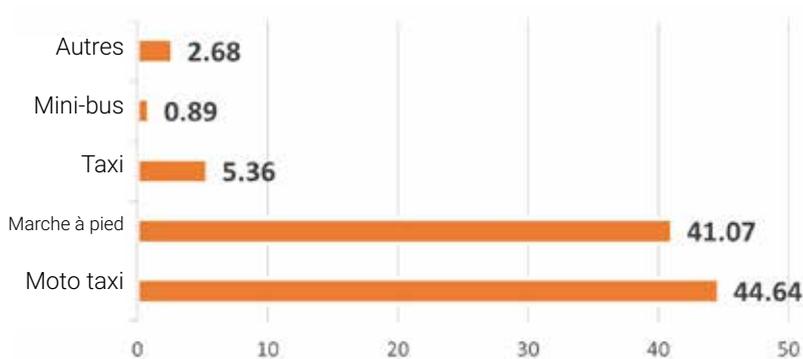


Fig. 29 : Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Type de transport utilisé
Source: ONU-Habitat

LES DEFIS DE LA MOBILITE

Les personnes déplacées internes (PDI) résident dans des communautés où leur mobilité (capacité de se déplacer) est entravée par le mauvais état des infrastructures routières.

Environ 3 % de ces personnes résident dans des communautés dotées de routes pavées et bien entretenues, tandis qu'environ 60 % vivent dans des quartiers aux routes détériorées et dépourvues de système de drainage.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

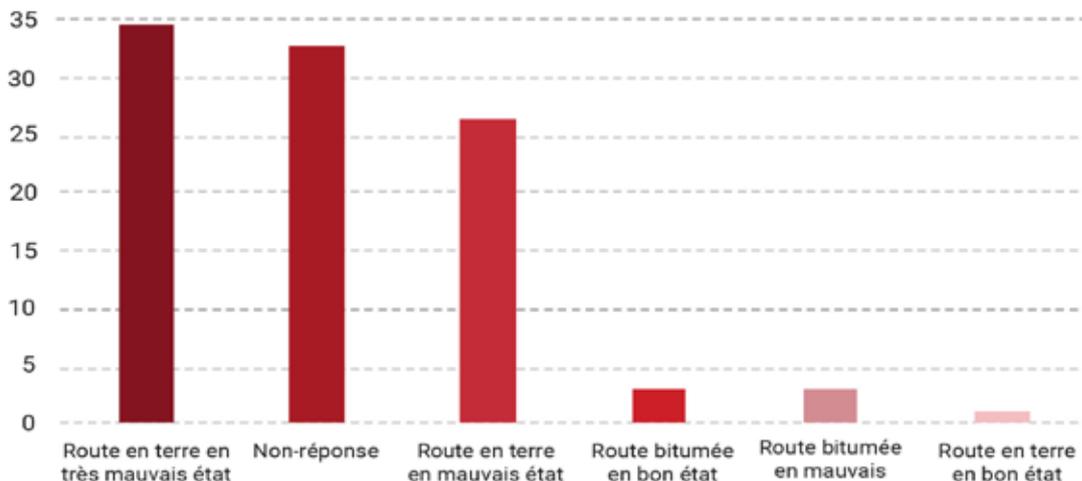


Fig.30 : Entretiens ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - État du réseau routier, Juillet 2023
Source: ONU-Habitat

Dans le cadre de la réalisation de l'analyse spatiale et du profilage urbain, une enquête a été réalisée auprès des PDI à Doula 3, en vue de recenser leurs besoins, mais aussi de comprendre les contraintes liées à leur bien-être. Le questionnaire soumis aux PDI était composé de 48 questions structurées en quatre parties :

1. Profil 2. Situation parentale 3. Situation professionnelle 4. Qualité de vie et accès aux Services de Base



Photo 18. Entretiens avec les déplacés internes d'Espoir Juillet 2023
Source: ONU-Habitat



Photo 19. Station Bassa à Nylon
Source: ONU-Habitat





Photo 20, Routes tertiaires à Ndogpassi Espoir
Source: ONU-Habitat

ACCES AUX SERVICES URBAINS DE BASE

EQUIPEMENTS EDUCATIFS

Pour mémoire, le système éducatif au Cameroun est régit par la loi numéro 98/004 du 14 avril 1998, et il comprend trois types d'enseignement :

- **L'éducation de base (ou primaire)** comprend l'éducation des jeunes enfants âgés de trois à 11 ans et est obligatoire.
- **L'enseignement secondaire** désigne l'ensemble des cours dispensés au collège et/ou au lycée. Il existe deux types d'enseignement secondaire : général et technique.

La particularité de ce système est le bilinguisme : en effet, il est possible de commencer des études en français comme en anglais et d'obtenir des diplômes équivalents. L'enseignement au Cameroun est assuré par le système public qui relève du domaine de l'État et le système privé réparti entre le privé laïc, confessionnel, communautaire et parentale .

- **L'enseignement supérieur** comprend les universités et les écoles techniques.

La commune d'arrondissement de Douala 3 compte un nombre important d'établissements d'enseignement primaire

et secondaire publics et privés. Ces équipements sont répartis sur toute la commune, y compris dans les zones rurales, mais leur nombre est relativement moindre par rapport aux zones plus urbaines.

- **518 établissements d'enseignement primaire, dont 53 écoles publiques (Source CAD 3).**
- **Les frais de l'enseignement primaire sont gratuits et pris en charge par l'État.**
- Les frais de scolarité dans l'enseignement secondaire privé sont pris en charge par chaque établissement.
- 42 établissements d'enseignement secondaire dont 8 écoles publiques (Municipalité de Douala 3, 2023).
- 5 centres de formation secondaire technique sont présents, spécialisés dans les domaines des sciences, de la chimie, de la gestion, de l'hôtellerie, du tourisme, etc.
- 432 lycées privés laïcs (Municipalité de Douala 3, 2023).

De plus, pour mener des activités éducatives, les établissements d'enseignement secondaire doivent posséder deux Autorisations :

LÉGENDE

LIMITES ADMINISTRATIVES

- Douala 3
- - - Commune d'arrondissement
- Quartier
- Bâti

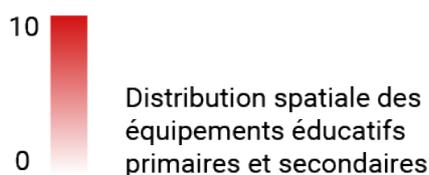
RÉSEAU ROUTIER

- == Routes principales
- Routes secondaires

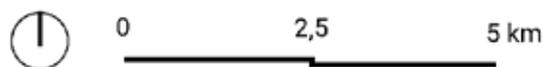
CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

- Topographie
- Voie navigable
- Cours d'eau

ÉQUIPEMENTS ÉDUCATIFS



- Equipement éducatif

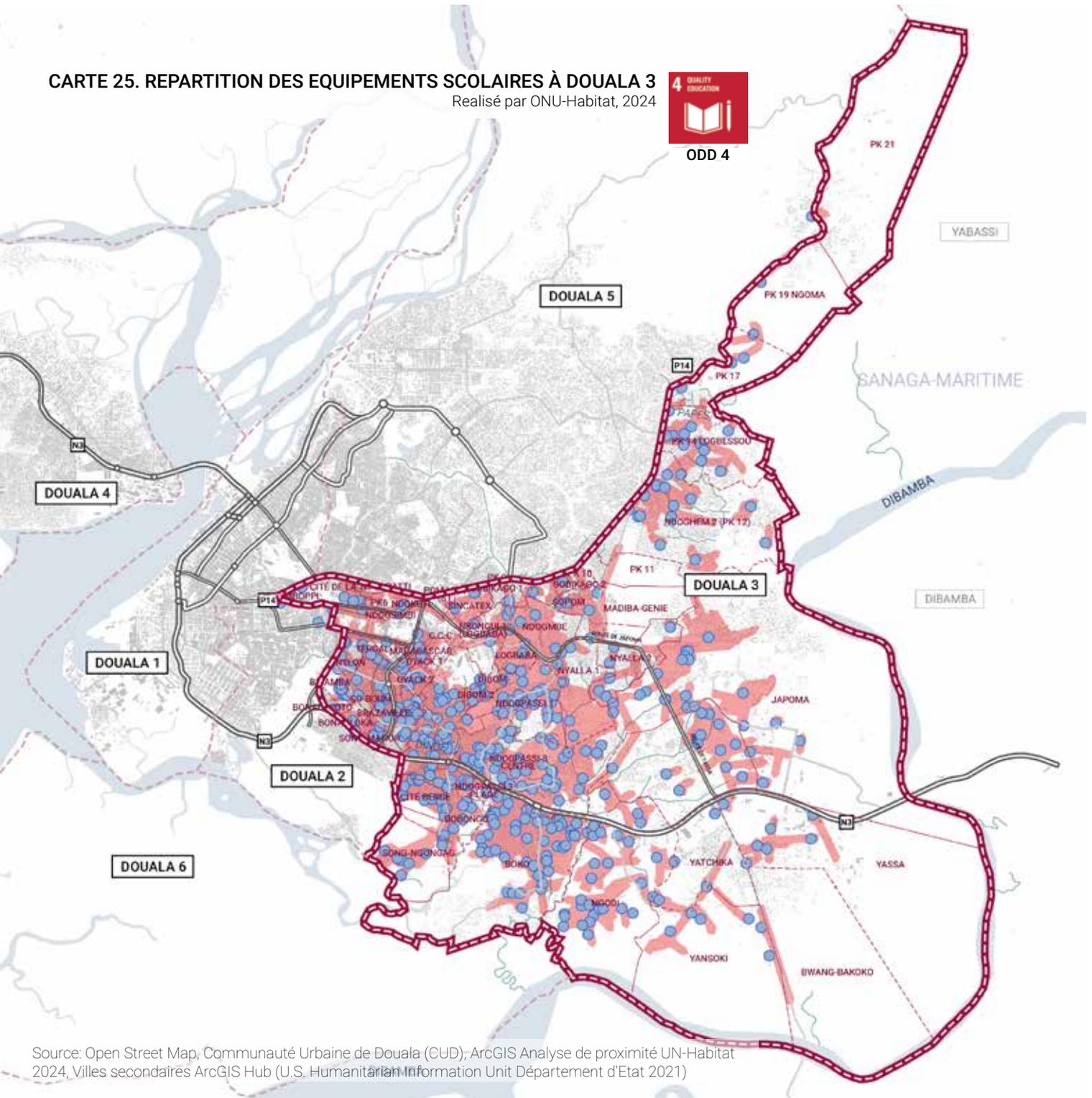


1. **Loi d'autorisation de création** – garantit la disponibilité et la présence de personnes compétentes pour remplir des fonctions dans le domaine de l'éducation ou de l'assistance, telles que directeurs, professeurs, encadrants, etc.
2. **Acte d'autorisation d'ouverture** – qui certifie les performances de sécurité du bâtiment, y compris les entrées et sorties de secours, les conditions d'hygiène et les facteurs comparables

L'absence de l'un de ces actes pourra entraîner la fermeture de l'établissement, suite à la décision prise par le ministère de l'Enseignement supérieur



CARTE 25. REPARTITION DES EQUIPEMENTS SCOLAIRES À DOUALA 3
 Réalisé par ONU-Habitat, 2024



Source: Open Street Map, Communauté Urbaine de Douala (CUD), ArcGIS Analyse de proximité UN-Habitat 2024, Villes secondaires ArcGIS Hub (U.S. Humanitarian Information Unit Département d'Etat 2021)

La CAD3 regroupe un nombre important d'établissements d'enseignement supérieur. Cela comprend les instituts privés et publics, les écoles supérieures et les instituts privés. Parmi les 13 identifiés figurent :

1. Campus universitaire Douala 3 à Logbessou - PK17
2. Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Douala (ENSPD) à Logbessou - PK17
3. Faculté de Médecine et des Sciences Pharmaceutiques de Logbessou - PK17

Les frais de scolarité au niveau supérieur sont exorbitants. La moyenne pour le secteur public sont:

- Instituts supérieurs publics - les frais d'inscription sont de 5 000 FCFA.
- Instituts supérieurs privés - les frais d'inscription varient de 350 000 FCFA à 3 000 000 FCFA (CAD 3, 2023).

La disparité entre les structures éducatives publiques et privées est évidente. Dès lors, seules les personnes ayant un statut nécessaire pour payer ces derniers peuvent recevoir une éducation dans les deuxième et troisième niveaux du monde universitaire. Les données fournies peuvent aider le gouvernement local à établir des rapports sur l'ODD 4..

FRAIS D'INSCRIPTION À L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

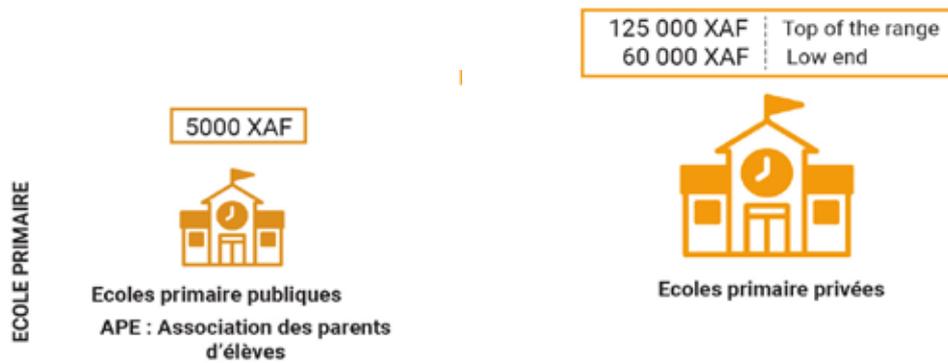


Fig 31. Frais de scolarité primaire
Source : Commune d'Arrondissement de Douala 3, 2023

FRAIS D'INSCRIPTION À L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

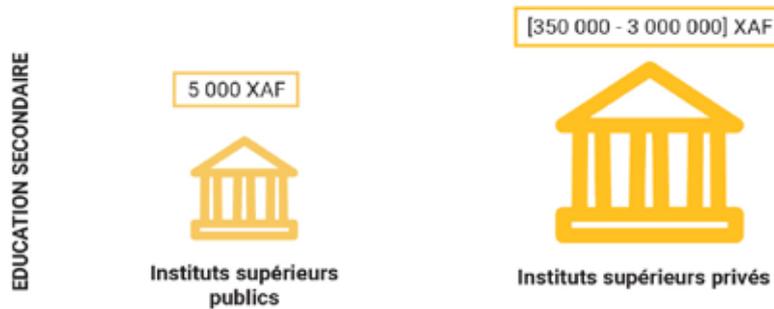


Fig 32. Frais de scolarité dans l'enseignement supérieur
Source : Commune d'Arrondissement de Douala 3, 2023

FRAIS D'EXAMEN POUR L'ECOLE SECONDAIRE PUBLIQUE



Fig 33. Frais d'examen pour l'école secondaire publique
Source : Commune d'Arrondissement de Douala 3, 2023



Photo 21. Ecole primaire privée bilingue à Boko
Source: ONU-Habitat



Photo 22. Clinique Traditionnelle à Ndogpassi Plage
Source: ONU-Habitat

ACCES AUX SERVICES URBAINS DE BASE

EQUIPEMENTS DE SANTE

La carte sanitaire de la Commune de Douala 3 présente un bilan assez satisfaisant. En effet, il existe des hôpitaux de grande influence et de bonne qualité :

- **L'Hôpital Gynécologique Obstétrique et Pédiatrique de Douala (HGOPED)** – Créé le 23 janvier 2014 par le Décret présidentiel n°2014/023 du 23 janvier 2014 il est le fruit de la coopération sino-camerounaise. Situé dans le quartier Yassa, c'est un hôpital public de première catégorie, dédié aux soins des femmes et des enfants. Entre autres, il assure des soins : gynécologiques, obstétricaux et pédiatriques et contribue à la formation et au développement du personnel (Source <https://ruescameroun.openalfa.com/douala-iii/sante>).
- **Les 4 hôpitaux de district situés à Nylon, Japoma, Boko et Logbaba.**
- Il existe ensuite 345 centres de santé privés et 13 centres médicaux d'arrondissement (CMA) (Source Mairie de Douala 3)

Les services commerciaux liés à la santé sont également présents : la CAD 3 compte 35 pharmacies formelles et reconnues. Aux 3 centres de formation professionnelle en santé hospitaliers publics s'ajoutent des centres de santé confessionnels et privés. (Source CAD3, 2023).

Bien que ce nombre soit assez élevé, il existe une répartition spatiale inégale des centres de santé : cela se reflète dans la faible présence d'hôpitaux dans les zones rurales. Par ailleurs, aucune structure hospitalière n'est accessible à moins de 15 minutes à pied des habitations à cause de contraintes d'accessibilité, de mauvaise qualité des routes ou d'éloignement important (principes de quartier ONU-Habitat 5).

Depuis plusieurs années, le Cameroun permet que certains services et soins soient gratuits, tels que : le traitement du paludisme pour les moins de 5 ans et la dispensation de médicaments antirétroviraux pour les PVVIH, etc. (Stratégie sectorielle de santé 2016-2027, Ministère de la Santé Publique).

Malgré cela, la plupart des coûts de santé (52%) sont supportés par les ménages qui paient directement ces services au niveau des établissements de santé (Stratégie du secteur de la santé 2016-2027, MINSANTE)

LÉGENDE

LIMITES ADMINISTRATIVES

- Douala 3
- - - Commune d'arrondissement
- Quartier
- Bâti

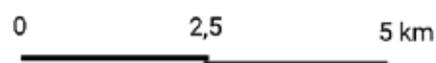
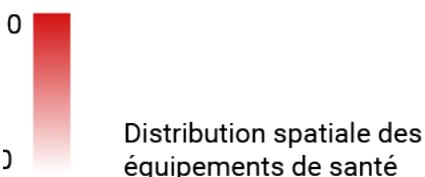
RÉSEAU ROUTIER

- == Routes principales
- Routes secondaires

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

- Topographie
- Voie navigable
- Cours d'eau

ÉQUIPEMENTS DE SANTÉ

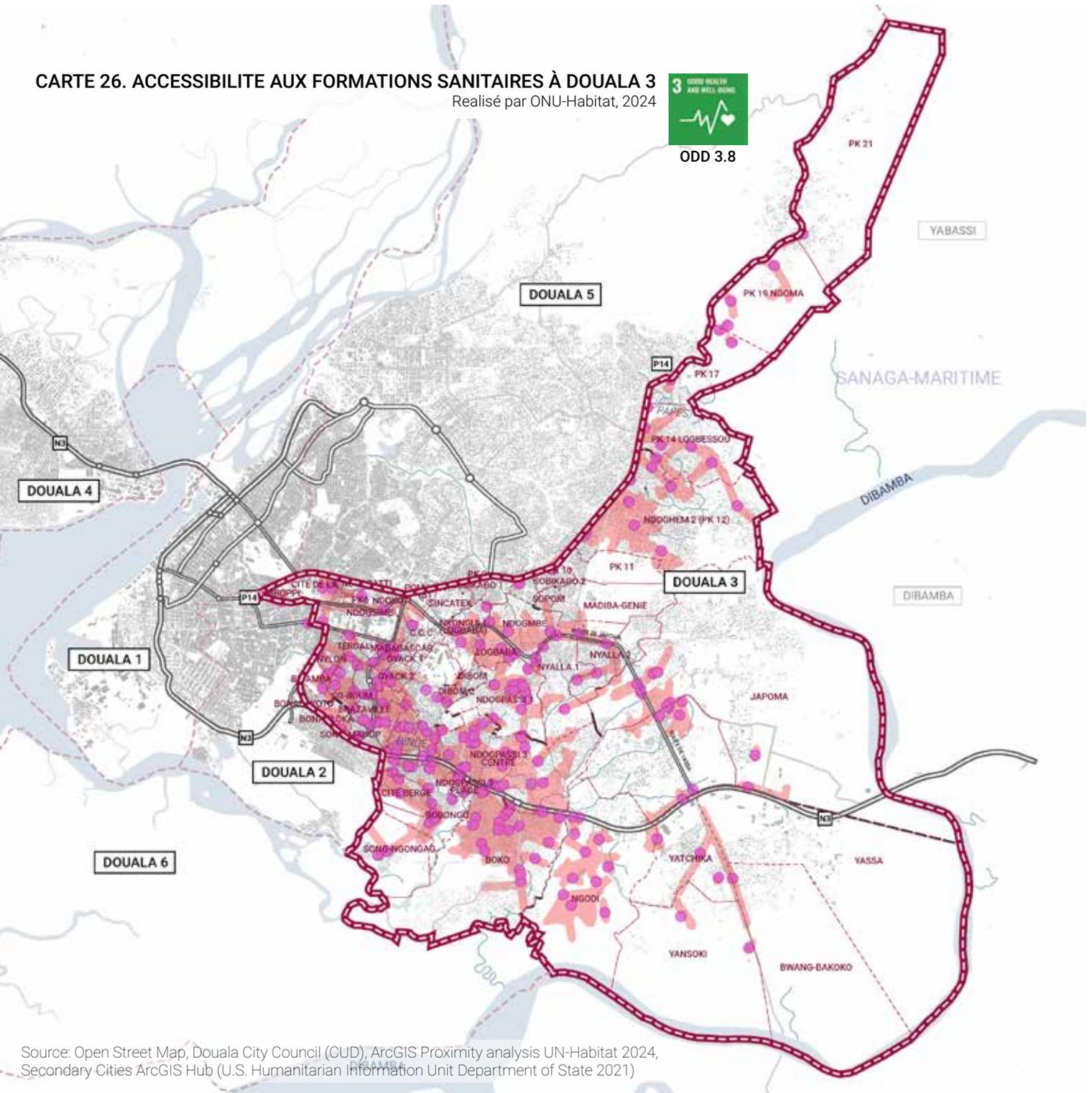


Le système de paiement direct des soins, ainsi que l'utilisation des services de santé et la mobilisation des ressources privées et publiques pour la santé, témoignent d'une très grande iniquité. Ce système expose les ménages à des dépenses élevées et constitue une barrière à l'accès aux services de santé pour les familles les plus vulnérables (Stratégie du secteur de la santé 2016-2027, Ministère de la Santé Publique). Frais de soins médicaux dans les structures publiques.

• Consultation 500 – 1000 FCFA
 • Soins de 10 000 XAF à 50 000 FCFA



CARTE 26. ACCESSIBILITE AUX FORMATIONS SANITAIRES À DOUALA 3
 Réalisé par ONU-Habitat, 2024



Des efforts considérables ont été déployés par le gouvernement pour faciliter l'accès aux médicaments.

En termes de réglementation, les prix des médicaments essentiels ont été uniformisés dans le secteur public et leurs coûts sont abordables, y compris dans les zones reculées où l'indice de pauvreté est élevé.

La santé communautaire n'est pas suffisamment développée dans le système de santé et les agents de santé communautaires opèrent sans cadre légal. **Cela pourrait expliquer les performance observée et le développement d'un autre niveau de soins :**

les pharmacies et les centres de santé traditionnels et informels, très présents dans la CAD3, dans les quartiers ruraux.

Les données fournies peuvent aider les pouvoirs locaux à rendre compte de l'indicateur 3.8 de l'ODD et de la réalisation globale de l'objectif 3. Les données spatiales présentées dans la Carte 26 ajoutent une dimension géographique cruciale à ODD 3.8 et fournissent des informations qui éclairent la prise de décision basée sur des preuves et permettre aux parties prenantes et aux résidents de cibler leurs efforts là où ils sont le plus nécessaires pour atteindre le développement durable.

NIVEAU D'ETUDE

Un faible taux de PDI (12%) possède un diplôme de fin d'étude de l'enseignement supérieur tel que le présente les données de terrain.

Très peu de formations sont dispensées sur l'expertise technique. La plupart des personnes déplacées ont pu terminer leurs études primaires et secondaires.

Cet écart sera d'autant plus marqué que les frais de scolarité dans l'enseignement supérieur sont très élevés et accessibles uniquement aux familles à revenus élevés.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

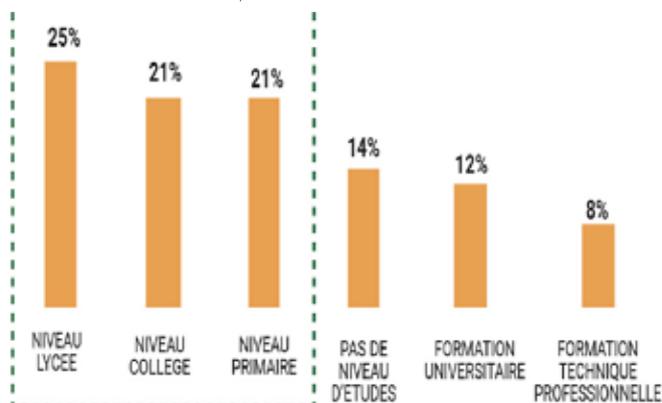


Fig. 34 : Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Formation académique, Juillet 2023
Source: ONU-Habitat

ACCES AUX EQUIPEMENTS EDUCATIFS : ENJEUX DES FRAIS DE SCOLARITE

Vu le profil des PDI enquêtés à la CAD3, il est important de stipuler que 35% des enfants de ceux-ci soit un pourcentage significatif est scolarisé.

Malgré cette volonté manifeste, près du 80% de cette population vulnérable ne peut se permettre de scolariser

leur enfant dans les établissements primaires privés ou dans les établissements du secondaire qu'ils soient privés ou publics, cela en raison du coût.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.



Fig. 35. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Accès aux établissements d'enseignement, Juillet 2023
Source: ONU-Habitat

ACCES AUX ETABLISSEMENTS DE SANTE : DISTANCE A PARCOURIR

Plus de 70 % des PDI habitent à plus de 15 minutes à pied d'un hôpital public.

Bien que la CAD3 soit équipée d'hôpitaux (dans certains de référence nationale) et d'autres services de santé, la plupart des PDI vivent loin de ces derniers.

En effet, les zones les plus éloignées sont les moins chères et les plus abordables économiquement pour les PDI. La conséquence est le recours à des traitements traditionnels ou non conventionnels qui aggravent leur état de santé.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

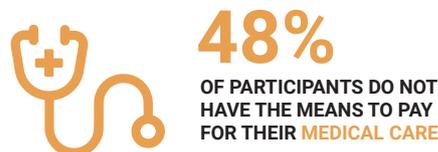


Fig 36. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Accès aux services de santé, Juillet 2023
Source: ONU-Habitat

Dans le cadre de la réalisation de l'analyse spatiale et du profilage urbain, une enquête a été réalisée auprès des PDI à Douala 3, en vue de recenser leurs besoins, mais aussi de comprendre les contraintes liées à leur bien-être. Le questionnaire soumis aux PDI était composé de 48 questions structurées en quatre parties :

1. Profil 2. Situation parentale 3. Situation professionnelle 4. Qualité de vie et accès aux Services de Base



Photo 23. Entretien avec les PDI à Ndogpassi Espo
Source: ONU-Habitat



Photo 24. Centre médical à Ndogpassi Plage
Source: ONU-Habitat





Photo 25. École primaire publique de Ndogpassi Plage
Source: ONU-Habitat

ACCESSIBILITE AUX SERVICES URBAINS DE BASE

RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE



UMF 09



ODD 1.4.1



ODD 6

L'état des services urbains de base dans la commune de Douala 3 est médiocre et présente d'importantes disparités dans la répartition entre les différents quartiers. Il ne fait aucun doute que les réseaux d'approvisionnement en eau potable, les réseaux d'approvisionnement en énergie et le système de gestion des déchets solides sont principalement situés à proximité des axes routiers principaux. **Par conséquent, seules les zones résidentielles situées à proximité des grands axes de circulation possèdent la capacité de bénéficier des commodités essentielles, nuisant ainsi au bien-être global d'une partie importante de la population résidant dans des quartiers plus éloignés**

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Dans la CAD3, le réseau d'adduction d'eau potable est géré par la Société chargée du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement au Cameroun CAMWATER.

Malgré l'existence des infrastructures du réseau CAMWATER dans l'arrondissement l'accès à l'eau potable reste difficile. Le réseau de CAMWATER est certes présent mais, non fonctionnel ou très irrégulier. En raison de l'extension limitée du réseau, installé uniquement le long des principaux axes routiers, l'accès à ce service est limité à une faible proportion de ménages. Il existe également une insuffisance de points d'eau, un manque d'entretien des points d'eau existants et la non-réparation de multiples points d'eau défectueux.

La capacité de production d'eau potable dans la ville de Douala est d'environ 165 000 m³/jour, avec trois sources de production, dont une présente dans la CAD3.

1. Un ensemble de forages à Massoumbou au nord-est de la ville (55 000 m³/jour);
2. A Japoma, au bord de la Dibamba à l'est (60 000 m³/jour);
3. Une usine de potabilisation à Ayatto à l'ouest sur le Mounjo (50 000 m³/jour).

(Environmental and Social Impact Study (ESIA) for the implementation of a "Bus Rapid Transit" pilot corridor in the City of Douala, Provisional Report – December 2021)

CAMWATER a programmé diverses opérations pour les 15 prochaines années et dont certaines sont déjà engagées pour l'amélioration du réseau d'adduction en eau potable dans la CAD3. Il est prévu la construction des châteaux d'eau à Nyalla (1 x 3 000 m³) et Logbessou

(1 x 3 000 m³) (Source Étude d'Impact Environnemental et Social "EIES" en vue de la mise en œuvre d'un corridor pilote page 177 Du "Bus Rapid Transit" dans la Ville de Douala, Rapport Provisoire – décembre 2021).

Une partie importante de la population consomme encore de l'eau de source ou des puits. En effet, pour compenser le manque d'accessibilité à l'eau de la CAMWATER, les habitants s'appuient sur des solutions alternatives informelle telles que :

- La construction de forages ;
- La construction de puits d'eau ;
- La connexion non autorisée au réseau principal d'approvisionnement en eau potable formel.

Malheureusement, l'eau provenant de ces puits est fréquemment contaminée en raison de la présence de déchets ou du rejet de déchets liquides ou solides provenant des opérations industrielles. **L'ingestion de cette eau contaminée par les habitants amplifie les risques sanitaires et facilite la transmission de maladies comme le choléra.**

Par conséquent, le mauvais état du système de distribution d'eau potable constitue une menace importante pour les communautés les plus vulnérables

LA GESTION DES DECHETS

Le système de gestion des déchets solides au sein de la CAD 3 suit deux approches

1. Collecte – il s'agit d'une convention entre la Communauté Urbaine de Douala (CUD) et l'entreprise camerounaise chargée de l'Hygiène et de l'Assainissement Public du Cameroun (HYSACAM).

2. Pré-collecte – il s'agit d'un autre accord entre la CUD et chaque arrondissement, et d'un accord supplémentaire avec une entreprise de pré-collecte.

On estime que la CUD dépense plus de 11 milliards par an pour la gestion des déchets (Source Mairie de Douala 3).

Le montant total du budget alloué à l'assainissement au titre de l'année 2022 de la CAD3 est de 4 442 000 000 FCFA, le pourcentage du budget communal consommé dans le cadre de l'assainissement n'est que de 5,85%. (CUD et CAD3, 2023).



Il a été évalué que le tonnage de déchets ménagers produits pendant l'année 2021 au sein de la CAD 3 est de 608 542 tonnes, tandis que celui des déchets des marchés est de 210 092 tonnes (Source Mairie de Douala 3). En outre, une projection sur la production de déchets dans les 20 prochaines années a également été faite.

Évolution des déchets jusqu'en 2040 – Commune d'Arrondissement de Douala 3 (Source CAD 3)

- 203 343 tonnes de déchets en 2021
- 251 941 tonnes de déchets en 2026
- 478 849 tonnes de déchets en 2040

Collecte

En raison de contraintes budgétaires, HYSACAM a réduit sa logistique de 50%, conduisant à une baisse du taux de couverture de la CAD3. En plus de cela, les bacs à ordures sont en nombre insuffisant par rapport à la demande tout en sachant que seulement 65% des ménages font collecter régulièrement leurs déchets (Source CAD 3). Cette insuffisance de desserte impacte négativement la qualité du service tout en causant des inondations et le développement de maladies à transmission vectorielle et celles du péril fécal (Source Stratégie Sectorielle de la Santé 2016-2027).

Pre – collection

La CAD 3 a débuté les activités de pré-collecte avec des tricycles et un camion benne. Aujourd'hui elle dispose d'une batterie complète de génie civil composée de : deux niveleuses, une pelle chargeuse, une chargeusepelleteuse, cinq tricycles, et une main d'œuvre dédiée à cette opération.

L'entreprise camerounaise en charge actuelle de la pré-collecte au sein de la CAD 3 est BUIL PA BUSCO spécialisée en Hygiène, Assainissement Public, Bâtiment, Travaux Publics et Maintenance Industrielle. .

L'accord entre la CAD 3 et BUIL PABUSCO prévoit la collecte mensuelle de 430 tonnes de déchets dans les zones reculées situées loin des principales infrastructures routières Ceci sera accompli grâce à l'utilisation de véhicules tricycles qui visiteront directement les résidences individuelles. Cependant, la pré-collecte a été réalisée dans des endroits plus faciles d'accès

De plus, le délai nécessaire au remplacement des bacs n'a pas été déterminé au niveau de la direction. Cela se traduit par conséquent par une accumulation excessive de poubelles officielles, qui se transforment ensuite en décharges sauvages tout au long de la semaine. La collaboration avec la CAD 3 a été temporairement interrompue en raison de problèmes de service, afin de procéder à une évaluation approfondie des termes et conditions de l'accord. **La CAD 3 s'engage soit dans la collecte des déchets, soit dans la pré-collecte pour répondre à ses exigences en matière de gestion des déchets. A cet égard, la CAD 3 a accordé à la CAD 3 l'autorisation d'utiliser la décharge située au PK10 dans la région de Nyalla.** Les activités de traitement des déchets résidentiels ont lieu toutes les deux semaines et comprennent la collecte, le transport et l'élimination des déchets dans une décharge (Projet Ville Propres_Municipalité de Douala 3). En général, le processus comprend les étapes suivantes :

- **Valorisation** – réalisée à l'aide d'un camion ou d'un tricycle la valorisation s'effectue depuis les points de collecte implantés sur la commune, jusqu'aux points de traitement (décharge PK10).
- **Évaluation** – réalisée par les entreprises de traitement des déchets. Ils sont le plus souvent en partenariat avec des équipes leur permettant de recycler ou d'expérimenter avec eux de nouveaux procédés de recyclage. Au sein de Douala 3, il existe deux sociétés de ce type : WASTESAID et NAME
- **Collecte sélective** - Réalisée au sein de la décharge par des personnes possédant un permis d'environnement, pour trier les différents types de déchets. Une estimation des déchets traités au niveau CAD3 a également été réalisée : 60/65% traités et 30/35% en dépôt anarchique (Municipalité de Douala 3, 2023). Il existe également des entreprises privées qui effectuent la précollecte en traitant directement avec la population

Au niveau du CAD3, des actions visant à favoriser la valorisation des déchets et l'hygiène sont régulièrement promues : ceci est mené par la 3ème Commune, par les associations concernées et par la population sensible. En effet, le taux de participation hebdomadaire des populations aux activités d'assainissement se situe entre 50 -74% (Projet Ville Propres_Municipalité de Douala 3).

La Société nationale de distribution d'électricité de Douala 3 compte environ 41 associations et comités d'hygiène. Chaque année, la CAD 3 compile les rapports d'activité et crée un classement pour honorer les efforts des plus performants. Il s'agit des services de :

- **Le tri du fer, de l'aluminium, du carton** et surtout des éléments en plastique. Bien qu'ils causent des dommages considérables à l'environnement, ils peuvent être collectés en filet, vendus et réutilisés. Ainsi, d'autres opérations sont également organisées.
- **Des journées hebdomadaires dédiées à l'assainissement.** En effet, le jeudi de chaque semaine est consacré à l'assainissement. Volonté manifestée à travers la délibération n°28/DEL/CM/SG/CAD3/2014 du 16 mai 2014, instituant une journée citoyenne de la propreté et fixant les amendes y afférentes dans le ressort de la commune du 3e arrondissement de Douala.

ELECTRICITE

La distribution d'électricité dans la CAD3, elle est gérée par la Société Nationale de distribution d'électricité du Cameroun, ENEO

Le réseau de distribution est constitué d'un système de poteaux électriques, installés le long de certaines routes principales (N3, Route de Japoma) et ne couvre pas l'entièreté du territoire de la Commune).

Dans les zones plus rurales et loin des axes principaux, on note un accès difficile à l'énergie engendrant la formation de connexions non autorisées aux réseaux formels d'ENEO. De plus, le réseau ENEO reste peu performant avec des délestages réguliers qui parfois durent des heures ou des journées entières.

Douala est alimentée à partir des barrages d'Edéa et de Song-Loulou mais également de trois centrales thermiques présents dans la CAD3 : la Dibamba, Bassa 2-3 et Logbaba 1-2. Les postes sources existants sont :

- Douala Logbaba, 225kv/90kv
- Douala Bassa, 90kv/15kv

LÉGENDE

SERVICES DE BASE

- Réseau électrique
- Réseau en eau potable
- Zone critique où la couverture des services de base est très faible ou inexistante

LIMITES ADMINISTRATIVES

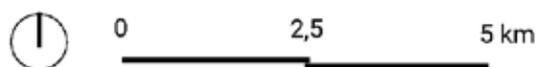
- Douala 3
- Commune d'arrondissement
- Quartier
- Bâti

RÉSEAU ROUTIER

- == Routes principales
- Routes secondaires

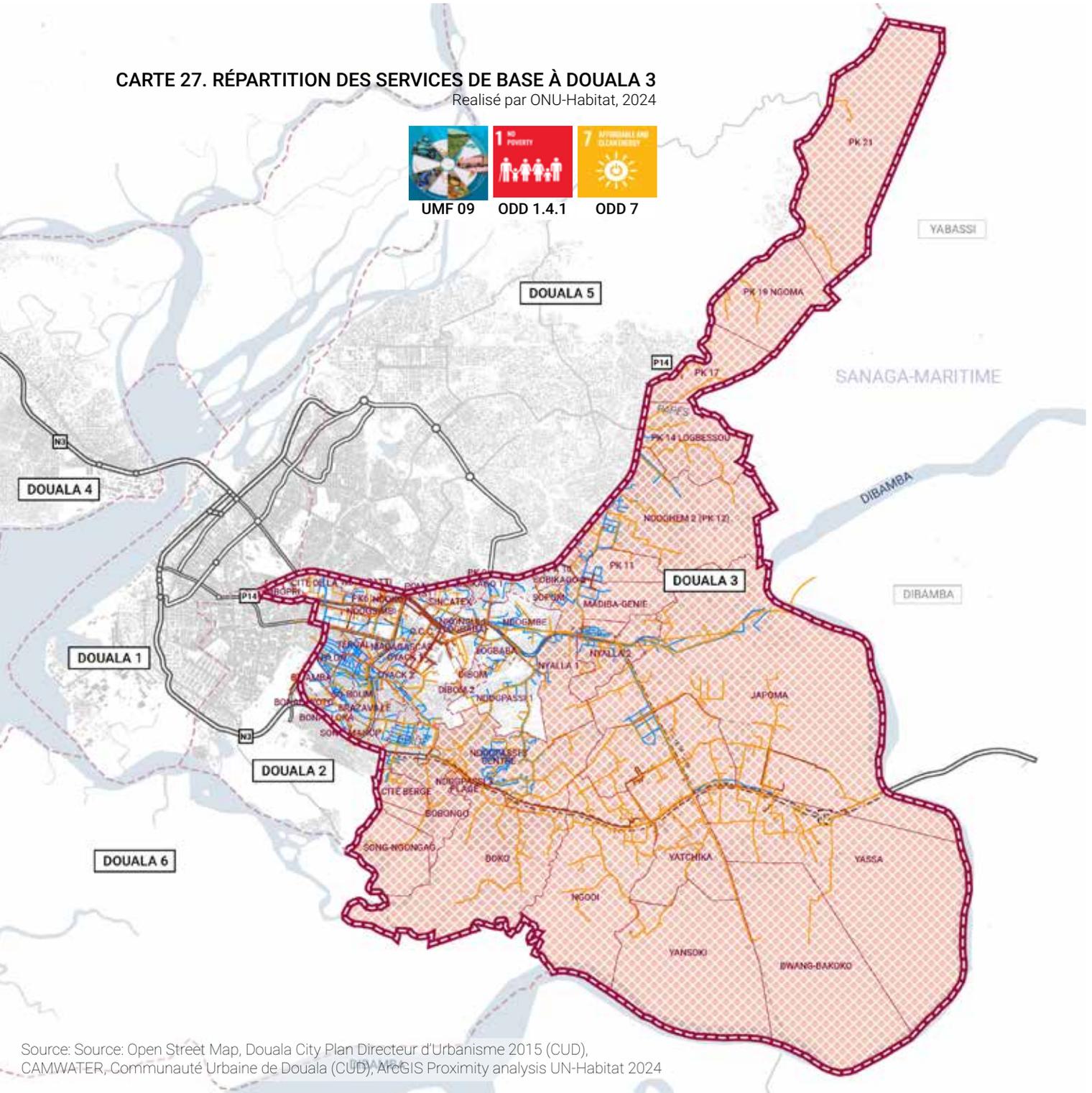
CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

- Voie navigable
- Cours d'eau



(Source Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) en vue de la mise en œuvre d'un corridor pilote page 177 Du "Bus Rapid Transit" dans la Ville de Douala, Rapport Provisoire – décembre 2021)

CARTE 27. RÉPARTITION DES SERVICES DE BASE À DOUALA 3
 Réalisé par ONU-Habitat, 2024



Source: Source: Open Street Map, Douala City Plan Directeur d'Urbanisme 2015 (CUD), CAMWATER, Communauté Urbaine de Douala (CUD), ArcGIS Proximity analysis UN-Habitat 2024

Généralement, les ménages disposant des fonds nécessaires réapprovisionnent leur électricité via un compteur prépayé ENEO.

L'une des alternatives utilisées par les foyers contraires à l'éthique pour ce service est la « connexion araignée », qui implique un réseau clandestin connecté au réseau principal de l'entreprise en échange d'argent.

Ainsi, la récurrence des coupures intempestives, la faible couverture d'électrification publique et l'insuffisance du réseau électrique rendent difficile les conditions d'éclairage de Douala 3, l'accès à l'énergie au niveau des foyers et des infrastructures économiques

L'éclairage public est quasi-inexistant, créant un environnement d'insécurité pour les personnes vulnérables.

Mise en place d'un corridor pilote (« Bus Rapid Transit » dans la Ville de Douala, Rapport Provisoire – Décembre 2021).

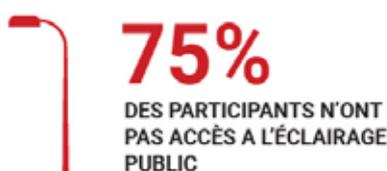
ACCESSIBILITE A L'EAU POTABLE



L'accès à l'eau potable est l'un des problèmes majeurs auxquels sont confrontées les personnes déplacées internes. Seuls 20 % des domiciles des PDI ont accès à l'eau potable via le réseau CAMWATER. **Quant au 80% restant, ils ont recours à d'autres méthodes parfois non-conventionnelles pour obtenir de l'eau en autres le forage ou l'eau de puits**

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

ACCES À L'ÉCLAIRAGE PUBLIC



Le manque de sécurité constaté dans les quartiers où vivent les personnes déplacées est généralement dû à l'absence d'éclairage public. **En effet, seulement 25 % des personnes interrogées vivent à proximité de lampadaires fonctionnels. Cette situation conduit à la mise en place de connexions parallèles et illégales de lampadaires amoindrissant la du risque d'incident criminel.**

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

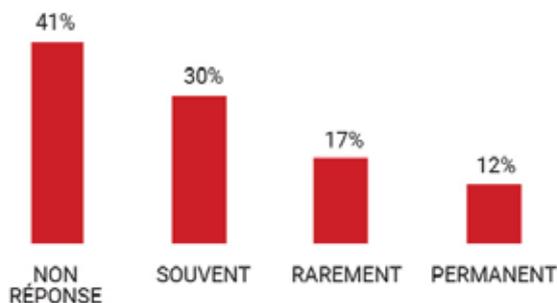
ACCES A L'ÉLECTRICITE



Une fonction fondamentale est l'approvisionnement en électricité des ménages, qui est pratiquement absent de la vie quotidienne des PDI dans leur pays. **Environ 90% des personnes interrogées, déclarent ne pas avoir accès à l'électricité fournie par ENEO, recourant à des méthodes illicites pour en obtenir.** Ce scénario donne lieu au développement d'alternatives telles que la connexion par araignée, qui consiste à établir une connexion au réseau ENEO à travers un appareil technique qui distribue l'électricité aux zones voisines.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

ACCES A L'ÉLECTRICITE



Malgré les différentes modalités de fourniture de l'électricité, l'efficacité du service là où elle est présente n'est pas garantie. **30 % des participants indiquent que les pannes surviennent fréquemment. Parallèlement, dans 40 % des cas, il est affirmé que la fréquence et la fiabilité du service dépendent de variables externes,** telles que des précipitations intenses ou des pannes d'électricité généralisées dans les quartiers

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

Fig 37. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Accès aux services urbains de base-
Source: ONU-Habitat

Dans le cadre de la réalisation de l'analyse spatiale et du profilage urbain, une enquête a été réalisée auprès des PDI à Douala 3, en vue de recenser leurs besoins, mais aussi de comprendre les contraintes liées à leur bien-être.

Le questionnaire soumis aux PDI était composé de 48 questions structurées en quatre parties :

1. Profil 2. Situation parentale 3. Situation professionnelle 4. Qualité de vie et accès aux Services de Base



Photo 26. Entretien avec des déplacés internes à Ndogpassi
Source: ONU-Habitat



Photo 27. Route tertiaire et réseau électrique informelle à Ndogpassi Plage
Source: ONU-Habitat



OFFRE
D'EMPLAI
POUR HOM
3000000
30/12/2012



Photo 28. Route tertiaire et électricité informelle à Ndogpassi Plage
Source: ONU-Habitat

PERSPECTIVES ECONOMIQUES

POLES ECONOMIQUES

Le tissu économique de Douala 3 est très varié entre les secteurs primaires, secondaire et tertiaire.

1. LE SECTEUR PRIMAIRE comprend les sous-secteurs suivants :

• EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

- * Agriculture urbaine et périurbaine
- * Reproduction
- * Pêche
- * Industrie animale

• EXPLOITATION FORESTIERE

- * Produits forestiers non ligneux (PFNL)

• EXPLOITATION MINIERE

(Section des Activités Economiques PCD de la Commune du 3ème Arrondissement de Douala)

EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES

L'agriculture urbaine et périurbaine constitue un levier si important pour l'économie locale que des programmes de développement du secteur agricole ont été mis en place pour soutenir ces activités dans la CAD3. Cette importance de l'agriculture périurbaine met l'accent sur l'expansion rurale de Douala 3, qui s'étend dans les zones périphériques moins urbanisées et densément peuplées, ainsi qu'autour des rivières. Un nombre important d'habitants résidant dans la partie Est de Douala 3 disposent de terres pour cultiver des légumes et des fruits. Ces activités mettent davantage l'accent sur la participation de la famille et servent soit à subvenir à ses besoins, soit à générer des revenus.

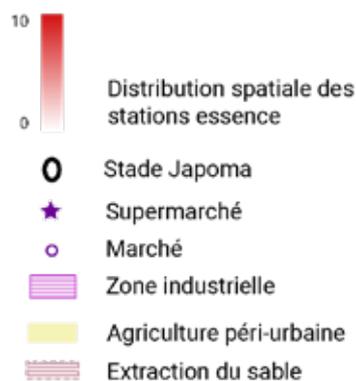
Un exemple peut être vu dans les quartiers PK21 à PK25. L'agriculture urbaine est pratiquée pour les objectifs suivants :

- **Social – pour des raisons de subsistances**
- **Économique - pour le commerce.**
- **Environnemental et culturel – concernant les initiatives de conservation des écosystèmes.**

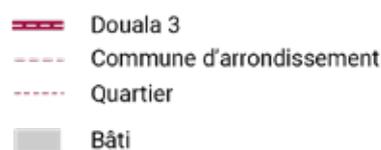
.Le Programme du Gouvernement Camerounais (Programme de Consolidation et de Durabilité du Conseil Agropastoral) et les Fermes Familiales (EFA) favorisent les cultures vivrières et maraîchères (maïs, plantain, manioc), l'autoproduction et la commercialisation sur les principaux marchés tel celui de Ndogpassi ou PK14.

LÉGENDE

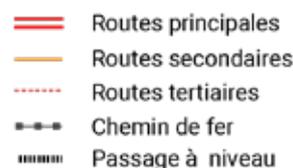
DONNÉES ÉCONOMIQUES



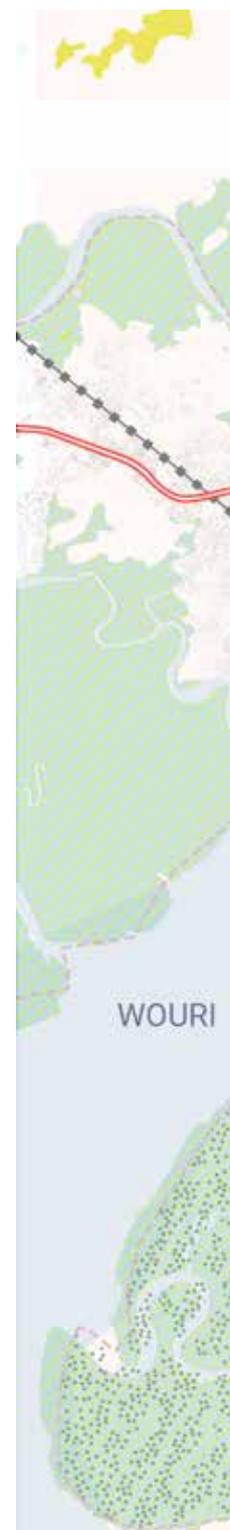
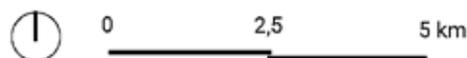
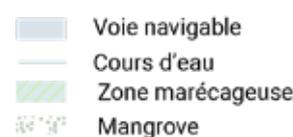
LIMITES ADMINISTRATIVES



RÉSEAU DE TRANSPORT



CARACTÉRISTIQUES NATURELLES



Cependant, une régulation inadéquate de la qualité de l'eau d'irrigation souvent contaminée, et les pratiques agricoles menées dans des zones sujettes aux inondations, entraînent des problèmes liés aux maladies des plantes et à l'absence d'un système de drainage approprié pour les eaux en cas de fortes pluies.

CARTE 28 Carte 28. Pôles économiques à Douala 3
 Réalisé Source: UN-Habitat



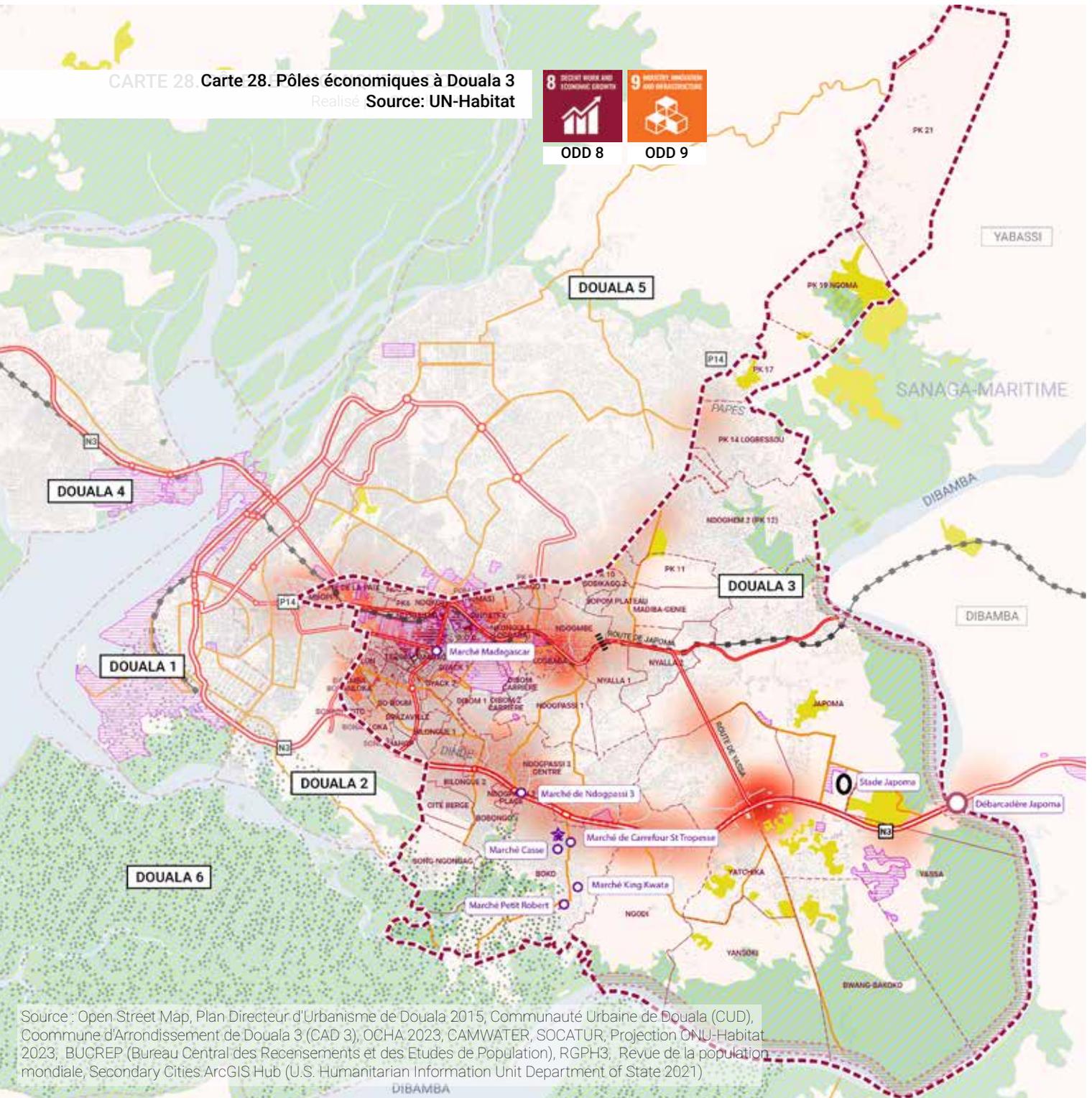
8 SECURE WORK AND ECONOMIC GROWTH

ODD 8



9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

ODD 9



Source : Open Street Map, Plan Directeur d'Urbanisme de Douala 2015, Communauté Urbaine de Douala (CUD), Coommune d'Arrondissement de Douala 3 (CAD 3), OCHA 2023, CAMWATER, SOCATUR, Projection ONU-Habitat 2023, BUCREP (Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population), RGPH3, Revue de la population mondiale, Secondary Cities ArcGIS Hub (U.S. Humanitarian Information Unit Department of State 2021)

• **Elevage et pêche**

Dans le cadre de la lutte contre l'augmentation de la consommation de protéines animales, a mené le Gouvernement du Cameroun et pour se rapprocher des normes de la FAO qui la situe à 42 kg/habitant/an, une augmentation de la production de protéines animales est estimée. ce sous-secteur de 5,5% en moyenne annuelle sur la période 2021-2030. A cet effet, diverses initiatives sont prévues pour renforcer ce secteur (Section des Activités Economiques PCD de la Commune de Douala 3).

• **EXPLOITATION MINIÈRE**

Ce secteur repose essentiellement sur la richesse de la rivière Dibamba (et de ses affluents) due à la présence de sable dans ses eaux, qui sert à la construction d'infrastructures routières et d'habitations. **Par conséquent, des pratiques d'extraction illégales sont pratiquées sur les berges du fleuve. Le sable est ensuite transporté par voie fluviale sur des canoës, ou par voie terrestre sur des camions pour être commercialisé.**

2. Le SECTEUR SECONDAIRE correspond aux activités de

- ARTISANAT
- INDUSTRIE

- ARTISANAT

Cette activité est fortement encouragée au sein de la CAD 3. En effet, les manifestations culturelles visant à promouvoir la production de l'artisanat artistique et traditionnel sont soutenues par l'opinion publique et les ressources financières pour le développement de ces activités sont allouées par la Commune et par les acteurs privés du secteur concerné.

Par ailleurs, le quartier Yassa a été baptisé Village Artisanal Régional de Douala (VARD).

VARD est une structure rattachée au MINPMEESA (Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat) qui est chargée de l'encadrement collectif des activités de production, d'exposition, de commercialisation et d'animation réservées aux artisans et entreprises artisanales des quatre départements de la Région du Littoral. (Moungo, Nkam, Sanaga-Maritime et Wouri). Cela constitue une énorme opportunité pour les résidents locaux (afrik.com/cameroun-les-artisans-de-douala-s-ouvert au public).

INDUSTRIE

Les entreprises industrielles de Douala s'implantent principalement en périphérie de la ville, notamment dans les quartiers de Douala 2, Douala 4 et plus récemment celui de Douala 5.

La présence de zones industrielles dans le CAD3, date d'après l'indépendance, depuis les années 1960, suite aux décisions prises par l'État pour désengorger le centre-ville des commerces (en dehors des quartiers de Douala 1 et 2 à travers des initiatives telles que l'aménagement de des codes d'investissement, ou encore la création d'entreprises publiques et parapubliques entre autres dans les zones périphériques. (magzicameroun/missions)

De manière générale, les sites des entreprises à Douala étaient principalement situés dans les quartiers de :

- Douala 3 (Bassa) et Douala 4 (Bonabéri), pour les unités industrielles, et
- Douala 1 et 2, pour les services ou le secteur tertiaire (banques, assurances, etc.) et le commerce.

Les deux grandes zones industrielles gérées par la Mission d'Aménagement et d'Aménagement des Zones Industrielles du Cameroun (MAGZI), qui abritent un grand nombre d'unités industrielles en activité à Douala sont : la Zone Industrielle de Bonabéri - Bassa et la Zone Industrielle de Douala-Bassa (ZIBA).

Au cours des décennies qui suivront, les unités industrielles qui seront implantées dans la ville seront principalement situées au sein de ces zones industrielles.

Douala 3ème arbitre ZIBA qui est responsable de 25% de la production industrielle de la ville de Douala dont le potentiel est de 340 entreprises dont 89 unités industrielles. (Source <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2007-1-page-101.htm/> Article – Localisation périphérique des entreprises industrielles et création de nouvelles centralités à Douala – Jean-Roger Essombè Edimo).

Sous la gestion de MAGZI, ZIBA compte 119 sociétés réparties sur 393 ha et correspond à un patrimoine foncier de 137 054 millions XAF.

Pour la plupart des entreprises, Douala 3 offre des avantages importants, notamment de prestations de service maritimes, ferroviaires, routiers et aéroportuaires.

C'est une zone où l'on retrouve un ensemble d'industries opérant dans des secteurs aussi divers que la minoterie, les brasseries, la transformation des métaux, la menuiserie, la peinture, l'imprimerie, l'eau, l'énergie et autres. Parmi les sociétés : SOLICAM, BIOPHARMA, SOFAVIN, BATI BOIS, SEI-GNEURIE, ICRAFON, PROMETAL entre autres. Cette activité industrielle fait de CAD3 l'une des Communes d'Arrondissement les plus influentes de la ville d'un point de vue économique. Dans cette localité, deux autres centres industriels de fabrication importants, appelés respectivement « Centre Saint Michel » et « Ndokotti », se sont progressivement constitués. (Source <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2007-1-page-101.htm/> Article – Localisation péri-phérique des entreprises industrielles et création de nouvelles centralités à Douala Jean-Roger Es-sombè Edimo).

En raison de son potentiel foncier, de nombreuses industries continuent de s'implanter à Douala III, qui offre davantage d'espace aux entreprises. De plus en plus d'unités de production s'implantent à l'est de la ville, plus précisément le long de l'axe routier « Douala-Yaoundé » («Axe lourd »). Il s'agit du deuxième bastion industriel de Douala 3 : la zone industrielle Douala-Yassa. La gestion de la zone industrielle de Douala-Yassa assurée par la Mission d'Aménagement et d'Aménagement des Zones Industrielles (MAGZI) sous la tutelle du Ministère des Mines, de l'Industrie

et du Développement Technologique. Plusieurs industries et entreprises de la métallurgie, du carton, de l'essence, de l'agroalimentaire, du pétrole, du commerce et de la distribution sont implantées dans la région.

Le développement industriel de la périphérie de Douala3 provoque un étalement urbain de la ville et réduit considérablement la diversité urbaine.

3. Le SECTEUR TERTIAIRE comprend :

- **SECTEUR PUBLIC**

- **SECTEUR PRIVE**

- * Commerce
- * Activité financière
- * PME et entreprises
- * Télécommunications
- * Tourisme, hôtels et restaurants.
- * Transport

(Section PCD des Activités Economiques de la Commune du 3ème Arrondissement de Douala)

SECTEUR PRIVE

*** Commerce**

Les acteurs qui animent cette activité sont principalement des vendeurs ambulants : ils représentent le secteur économique informel de Douala 3 et sont présents dans différents quartiers de la ville : le long des routes, des ronds-points, sur les marchés. Les produits vendus varient des produits de première nécessité aux produits alimentaires et de construction.

Les principaux marchés de la Commune sont : PK 14, Ndogpassi et Dakar (c'est l'un des marchés les plus peuplés de Douala 3ème). Des boutiques formelles sont également présentes : le Grand Mall de Douala est le plus grand centre commercial de la CAD 3.

*** Activité financière**

Outre les opérations de transfert d'argent qui peuvent être réalisées via Express union, Mobile Money Orange Money et bien d'autres supports de transfert d'argent, il existe des banques comme la BICEC et Afriland First Bank.

*** PME et entreprises**

Ainsi, il existe des boulangeries et des stations-service qui fournissent des produits pétroliers (carburant, kérosène et gaz domestique). L'autre activité largement pratiquée est celle des petits métiers liés à la réparation et au dépannage des véhicules roulants motorisés : motos et automobiles.

*** Télécommunications**

L'activité est tirée par les acteurs des télécommunications tels que MTN, Orange et CAMTEL et Nexxtel. Tous ces acteurs se contentent de faire en sorte que le quartier soit couvert par leur réseau respectif, malheureusement certaines zones de la CAD 3 ne reçoivent pas la même qualité de signal.

*** Tourisme**

Selon la Stratégie Nationale de Développement-Cameroun 2030 (SND30), le développement de l'industrie touristique nationale connaîtrait une évolution significative à partir de 2020 2030. Pour ce faire, le développement d'une campagne de promotion des attractions et des ressources culturelles et naturelles au sein de chaque ville et district du Cameroun. L'objectif est d'atteindre 3 500 000 touristes par an d'ici 2030 (Stratégie National de Développement SND30)

La Commune d' Arrondissement de Douala 3 dispose également de points d'attraction touristique capables de favoriser le développement économique, mais qui aujourd'hui ne sont pas exploités à cet effet, à savoir : Le Stade Japoma (qui après les matchs de la CAN 2019 n'est plus opérationnel), le Pont Japoma ou encore l'ancien Gare de Japoma entre autres (Commune d' Arrondissement de Douala 3).

CONTEXTE FINANCIER DE LA CAD 3

Au Cameroun, entre 2010 et 2020, dans le cadre du processus de décentralisation, l'Etat a transféré aux communes pas moins de quarante-trois (43) compétences sur les cinquante-six (56) prévues par la décentralisation de 2004. Les lois de décentralisation de 2004 ont transféré aux communes et aux régions des compétences en matière de développement économique, sanitaire, social, éducatif, sportif et culturel. Le Code général des collectivités territoriales de 2019 a élargi ces compétences, renforçant ainsi la subsidiarité. La municipalité de Douala III a les mêmes responsabilités et pouvoirs que les autres conseils municipaux et communautaires.

FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL AU NIVEAU MUNICIPAL.

Le financement de la décentralisation est inscrit dans la loi sur le Code général des collectivités territoriales. L'article 11 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) stipule que « les collectivités territoriales disposent de budgets et de ressources propres pour la gestion des intérêts régionaux et locaux » (OCDE, 2022). L'article 12 du même code précise que « les ressources nécessaires à l'exercice des compétences des collectivités territoriales leur sont dévolues soit par transfert d'impôts, soit par subventions, soit par l'un et l'autre à la fois ».

Outre le système du gouvernement central mis en œuvre à travers le budget d'investissement public (BIP),

il existe deux structures supplémentaires chargées du financement de la décentralisation. Il s'agit du Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), qui fonctionne comme une « banque de développement communal » et reçoit des ressources du trésor public, et du Programme National de Développement Participatif (PNDP), qui est financé par des bailleurs de fonds internationaux dans le cadre de l'aide au développement (tels que la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement).

Le FEICOM est l'organisme intermédiaire par lequel transite la plupart des recettes mises à la disposition des collectivités territoriales. Le financement des projets communaux et intercommunaux est la mission principale du FEICOM qu'il exécute conformément aux orientations du Gouvernement qui régissent la politique de décentralisation et de promotion du développement local. Outre le financement des projets des communes, le FEICOM est également le canal de centralisation et de redistribution des taxes communales additionnelles, il fournit des avances de trésorerie aux communes, il finance la formation du personnel communal au Centre de Formation pour l'Administration Municipale (CEFAM) et il fournit une assistance technique aux communes..

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) au Cameroun vise à améliorer les services publics locaux en améliorant les services sociaux, en renforçant la décentralisation et en responsabilisant les autorités. L'initiative, financée à 60% par un Contrat de Désendettement et Développement (C2D) entre la France et le Cameroun, s'inscrit dans le cadre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, visant à améliorer les conditions de vie des populations les plus défavorisées. Les actions menées dans le cadre du PNDP peuvent être décomposées en trois composantes principales comme suit : (i) l'appui au développement local ; (ii) l'appui aux conseils dans le cadre de la décentralisation ; et surtout (iii) des aspects tels que la coordination, la gestion, le suivi et l'évaluation, et la communication.

La municipalité a reçu l'appui du PNDP dans l'élaboration du plan de développement communal de la municipalité.

AUTRES ACTEURS DU SECTEUR URBAIN DANS LA COMMUNE DE DOUALA 3

Au sein de la municipalité de Douala 3, les responsabilités en matière de gestion urbaine, y compris les activités administratives et d'investissement, sont réparties entre les bureaux centraux des ministères et des organisations paraétatiques, ainsi que leurs bureaux provinciaux et les municipalités. Les principales parties prenantes qui ont un impact sur le paysage financier et d'investissement de la CAD 3 sont les suivantes :

- **HYSACAM, (Hygiène et Salubrité du Cameroun).**

Les activités de HYSACAM peuvent être classées en quatre catégories : sensibilisation et changement de mentalité de la population ; collecte et élimination des déchets ménagers, ce qui implique la mise en place de points de collecte des déchets et le vidage régulier des conteneurs à déchets dans les zones résidentielles ; nettoyage des rues et des marchés ; et transport et traitement des déchets dans des sites d'élimination désignés. Le mandat d'HYSACAM est limité à la collecte, au transport et à l'élimination des ordures ménagères générées par les ménages, les rues et les marchés exclusivement. L'élimination des déchets industriels, de la ferraille et des matériaux similaires ne relève pas de sa compétence. Il en va de même pour les caniveaux, les égouts et les cours d'eau.

- **La Mission d'Aménagement des Terrains Urbains et Ruraux (MAETUR)** est un établissement public à caractère industriel et commercial créé en 1977. L'objectif principal de la MAETUR est de réaliser des opérations d'aménagement et d'équipement des territoires, et de promouvoir le logement et l'immobilier sur l'ensemble du territoire.

- **S.I.C. La Société Immobilière du Cameroun (S.I.C.)** est l'une des principales structures de promotion de l'habitat social par la construction de logements.

- **Energie du Cameroun S.A. (ENEO), la société nationale d'électricité du Cameroun**, qui opère dans le cadre d'une concession de 30 ans, jusqu'en 2031. ENEO Cameroun (anciennement AE-SONEL (Société Nationale d'Electricité) ENEO Cameroun est responsable de la production, de la distribution et de la commercialisation de l'électricité au Cameroun. Elle est également responsable de l'entretien et de la réparation des réseaux de distribution d'électricité et de la facturation aux consommateurs. ENEO est financée par les tarifs d'électricité payés par les consommateurs et est soumise à la régulation de la CRE (Commission de Régulation de l'Electricité) qui est l'autorité de régulation du secteur de l'électricité au Cameroun.)

- **La Société Nationale des Eaux du Cameroun (SNEC)** a été réaffectée à l'entreprise publique CAMWATER. CAMWATER a une concession avec le gouvernement pour la fourniture de services dans les zones urbaines et périurbaines. CAMWATER est responsable du développement des infrastructures et du financement des investissements dans le secteur de l'eau.

Les responsabilités infranationales au Cameroun ne sont pas claires. La multitude de parties prenantes et d'acteurs dans l'environnement urbain contribue à la complexité non seulement en termes de définition des obligations mais aussi de détermination des structures de financement et des moyens de financer ces responsabilités. Le cadre juridique existant reflète le manque de clarté sur ce qu'implique la décentralisation et comment la mettre en œuvre.

CONTEXTE FINANCIER MUNICIPAL CAD 3

UNE QUESTION DE MANDATS ET DE DEFIS

Les municipalités consacrent principalement leurs dépenses aux infrastructures urbaines telles que les routes, les parcs, les zones de loisirs, ainsi que la collecte et le transport des déchets solides. La plupart des investissements dans les infrastructures sont réalisés par le gouvernement central, en particulier par le MINHDU et le ministère des Travaux publics, ainsi que par des agences spécialisées (para-étatiques, comme indiqué ci-dessus) responsables de l'électricité, de l'eau, des communications et des zones industrielles. **Actuellement, les gouvernements municipaux donnent la priorité à des activités telles que la construction et l'entretien des routes urbaines, la création de parcs et d'espaces récréatifs publics, la collecte des déchets solides et les transports.**

Compte tenu du principe des compétences concurrentes évoqué plus haut, les compétences des conseils municipaux relatives à la plupart de ces mandats ne sont pas exclusives, car ces fonctions ont continué à être exercées avec le soutien direct et les subventions du gouvernement central, en particulier pour les routes urbaines, la gestion des déchets solides et les transports urbains. **La CAD 3, comme toutes les autres municipalités, a également un mandat exclusif pour la construction de marchés et de gares routières.**

LE BUDGET MUNICIPAL

A partir de 2022, la CAD 3 évolue en termes budgétaires, passant du budget classique (budget par les moyens) à l'utilisation d'un budget de programme (un budget basé sur la performance). **L'utilisation du PBB peut offrir plusieurs avantages à la CAD 3, comme la capacité de prioriser les programmes et les activités en fonction de leur pertinence, de leur efficacité et de leur efficience.** Il peut également aider à communiquer les objectifs, les stratégies et les attentes en matière de performance aux parties prenantes, tout en démontrant la valeur et l'impact des activités.

STRUCTURE DES RECETTES FISCALES DE LA COMMUNE DE DOUALA 3

La CAD 3 génère des recettes fiscales par le biais des impôts locaux, qui comprennent les impôts communaux, les centimes additionnels communaux (CAC) et d'autres prélèvements.

Ces taxes couvrent divers aspects de la municipalité, tels que les patentes, les licences, les taxes foncières et les taxes forestières. Les taxes communales comprennent la taxe de développement local, la taxe sur l'abattage du bétail, la taxe sur les fermes, etc. Les recettes fiscales sont collectées par les services fiscaux de l'État ou par les collectivités territoriales décentralisées.

Le rôle clé du FEICOM en matière de recettes est la collecte et la redistribution nationalisées de la taxe additionnelle sur les communes (Centimes Additionnels Communaux ou « CAC »). Les CAC consistent en un prélèvement de 10 % sur certaines catégories d'impôts nationaux spécifiquement destinés au financement des communes. Les impôts auxquels ce prélèvement s'applique comprennent l'impôt général sur le revenu, la taxe professionnelle, l'impôt sur les divertissements et la taxe sur la valeur ajoutée.

Les recettes du CAC sont collectées et réparties comme suit : 10 % au gouvernement national, 20 % au FEICOM et 70 % aux communes. Sur ce total, 20 % vont à Douala, 40 % à Yaoundé et 36 % aux autres communes. Les 4 % restants sont conservés par le FEICOM et utilisés à diverses fins, par exemple pour indemniser les communes des revenus versés au-delà de leurs frontières, pour soutenir des projets d'infrastructure dans les communes frontalières ou pour aider les communes touchées par une catastrophe naturelle. Quarante pour cent des redevances forestières sont également redistribuées aux communes sur une base par habitant. Cependant, la nature fragmentée de l'affectation des recettes et les circonstances très variables des communes prises individuellement ont conduit à des inégalités considérables en matière de ressources.

Selon une étude du FEICOM publiée en 2021, sur la période 2012-2016, les recettes fiscales ont représenté en moyenne 78,7% des recettes de fonctionnement des communes, allant de 83,1% dans la région de l'Extrême-Nord à 71% dans la région du Sud-Ouest. Au cours de la même période, le taux moyen de réalisation des recettes fiscales a été de 58,1%, variant de 43,2% pour la région du Sud à 74,8% pour la région du Nord. En termes absolus, le montant des recettes fiscales collectées a augmenté régulièrement d'une année sur l'autre. En 2018, les recettes fiscales ont augmenté de 4,7 % par rapport à 2017. (OCDE, UCLG 2022).

	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes fiscales	1,150,000,000	1,140,000,000	1,425,000,000	770,711,068	877 000,000
Additional Municipal Cents (Centimes additionnels communaux – CAC)	850,000,000	850,000,000	900,000,000	915,114,735	1,100,000,000
Revenus des impôts municipaux	338,100,000	386,000,000	442,000,000	421,535,286	754,500,000
Revenus de l'exploitation du domaine et des services	2,000,000	2,000,000	7,000,000	4,245,000	62,000,000
Subventions reçues	330,000,000	280,000,000	280,000,000	271.187,048	720,000,000
Virements reçus	70,000,000	20,000,000	190,000,000	82,709,600	40,000,000

Tableau 4 : Flux de revenus de la municipalité de Douala 3 en FCFA, 2018 - 2022
 Source : Comptes administratifs Municipalité de Douala 3: 2018 – 2022



Fig.42 : Flux de revenus de la commune de Douala 3, 2019 - 2022
 Source : Comptes administratifs Commune de Douala 3 : 2019 - 2022

CONTEXTE FINANCIER MUNICIPAL CAD 3

DEPENSES MUNICIPALES PAR CLASSIFICATION ÉCONOMIQUE

RESPONSABILITES = FONCTIONS = DEPENSES

Les collectivités locales ont deux grandes responsabilités en matière de dépenses. La première comprend toutes les dépenses de fonctionnement et d'entretien (c'est-à-dire les dépenses récurrentes) pour les biens et services publics municipaux existants, tandis que la seconde fait référence aux dépenses d'investissement pour la fourniture de nouvelles infrastructures (dépenses d'investissement - CAPEX).

Le budget des dépenses courantes concerne le fonctionnement régulier des services, y compris les salaires et les avantages sociaux des employés, l'achat d'équipements à courte durée de vie, les coûts de réparation et d'entretien de routine et le service de la dette à long terme. **Les dépenses d'investissement concernent principalement la création d'actifs immobilisés à long terme : infrastructures économiques ou physiques et sociales.**

Le total des dépenses municipales s'est élevé à 254 450 000 FCFA au cours de l'exercice 2022, les « frais de personnel » (frais de rémunération) représentant 880 000 000 FCFA, soit 34,52 % du total.

Entre 2018 et 2022, les frais de personnel sont les plus élevés, mais restent dans la norme requise, soit moins de 35 %. L'article 39 de la loi sur le statut financier des LARS de 2009, repris dans l'article 417 paragraphe 1 de la loi sur le code général des collectivités territoriales, prescrit que les dépenses pour le personnel d'une collectivité locale ou régionale ne doivent pas dépasser 35 % de ses dépenses totales de fonctionnement.

Ces textes prévoient également que les dépenses de fonctionnement d'une collectivité territoriale ne doivent pas dépasser 60 % de ses dépenses totales, dont 40 % au moins sont affectées à ses dépenses d'investissement. La municipalité de Douala 3 a fonctionné dans les limites de cette loi. (Voir le tableau ci-dessous pour le budget d'investissement de CAD3).

Selon une étude du FEICOM, entre 2012 et 2016, le pourcentage moyen des dépenses courantes des communes et des communautés urbaines au niveau national était de 49,7 %.

	2018	2019	2020	2021	2022
Biens et services consommés	426,000,000	411,000,000	448,570,821	507,657,608	629,500,000.
Transport consommé	37,000,000	32,000,000	37,500,000	3,326,820	48,000,000
Autres services consommés	257,000,000	233,171,297	274,671,297	180,303,971	325,000,000
Dépenses de personnel	708,543,000	751,272,623	904,957,882	862,655,220	880,000,000
Taxes et droits	1,100,000	1,100,000	1,100,000	0	1,700,000
Coûts financiers ;	4,000,000	4,000,000	4,000,000	383,583	5,000,000
Subventions versées	65,000,000	55,000,000	89,000,000	52,732,495	115,000,000
Transferts versés	37,000,000	47,000,000	53,000,000	26,958,695	53,000,000
Autres charges et pertes diverses	297,200,000	297,200,000	317,200,000	266,628,638	491,500,000
Total	1,832,843,920	1,831,43,920	2,130,000,000	1,900,657,030	2,549,450,000

Tableau 5 : Évolution des dépenses dans la commune de Douala 3 années 2018 - 2022 en FCFA
Source : Comptes Administratifs Municipalité de Douala 3: 2018 – 2022

SUBVENTIONS ET AIDES

La CAD 3 reçoit des subventions du gouvernement national par l'intermédiaire du MINDDLEVEL via son Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) basé à Yaoundé avec dix antennes régionales. Ces subventions sont pondérées en fonction de la population de la municipalité, de sa superficie et d'autres considérations.

Les communes reçoivent des aides et des subventions de l'État pour mener à bien leurs tâches. Les recettes municipales au Cameroun représentent plus de 90 % des transferts en provenance du gouvernement central. La CAD 3, comme les autres collectivités locales, reçoit trois subventions de l'État. La Dotation générale de décentralisation est indexée sur une fraction des recettes annuelles de l'Etat fixée par la loi à un taux d'au moins 15% ; c'est actuellement la principale source de financement de la décentralisation au Cameroun. Cette subvention vise à compenser les coûts induits par le transfert de nouvelles compétences aux LGUs. Les fonds reçus peuvent être affectés aux dépenses de fonctionnement et d'investissement. Il en va de même pour les fonds reçus par le biais des transferts fiscaux. **La subvention correspondant à la part des recettes fiscales locales consacrée à la péréquation doit être utilisée pour financer des investissements.**

La loi sur la fiscalité locale prévoit également des recettes de péréquation qui sont centralisées et distribuées aux communes par le FEICOM. De 2011 à 2017, le FEICOM a centralisé et transféré près de 496,5 milliards de FCFA (plus de 2 milliards de dollars PPA) de recettes de péréquation aux communes et communautés urbaines. Le taux de croissance annuel moyen de ces recettes a été d'environ 4 %, soit un taux supérieur au taux de croissance démographique de la population camerounaise au cours de la même période. En outre, lors de la distribution des ressources aux gouvernements subnationaux, une déduction de 4 % du montant total est effectuée pour les communes situées à proximité des frontières et pour celles qui sont touchées par des catastrophes. Ces fonds sont mis à disposition par décision du ministre de la décentralisation, qui détermine l'adéquation du financement.

En 2020, la part du budget de l'État transférée aux LRAs (ensemble des crédits, dotations et subventions) s'élève à 7,5 %. Les transferts et subventions reçus par la commune de Douala 3 sur la période 2018 à 2022 sont présentés dans le tableau suivant.

	Virements reçus	Subventions reçues
2018	70,000,000	330,000,000
2019	20,000,000	280,000,000
2020	190,000,000	280,000,000
2021	82,709,600	271.187,048
2022	40,000,000	720,000,000

Tableau 6 : Transferts et subventions reçus par la municipalité de Douala 3 en FCFA 2018 - 2022
 Source : Comptes administratifs Municipalité de Douala 3: 2018 - 2022

AUTRES RECETTES

Les autres recettes comprennent les revenus des biens publics et privés de la commune et des services, ainsi que les ressources monétaires et financières (de la coopération internationale et décentralisée).

Les partenaires techniques et financiers (AFD, BM, GIZ, UE,+ JICA,) mobilisent des fonds importants qui sont transférés à travers le budget de l'Etat.

Si la coopération inter-communale est depuis codifiée, elle reste encore peu connue du public, et notamment des acteurs des conseils. Entre 2012 et 2016, la part moyenne de ces autres recettes dans les recettes de fonctionnement des communes et des communautés urbaines était de 9,3 %, allant de 5,4 % (Grand Nord) à 11,9 % (Nord-Ouest).

La coopération intercommunale offre aux communes la possibilité de se regrouper au sein d'un établissement public pour assurer certaines prestations ou pour mener à bien des projets de développement économique ou d'aménagement du territoire. La coopération intercommunale, qui permet aux communes de mettre en commun leurs forces et leurs compétences lorsque les enjeux dépassent ceux d'une seule commune, a fait l'objet d'instruments juridiques il y a près de huit ans, avec les lois de 2004 sur la décentralisation.

	Autres revenus et bénéfices divers
2018	5 000 000
2019	5 000 000
2020	9 922 300
2021	4 387 412
2022	--

Tableau 7 : Autres revenus et bénéfices divers de la commune de Douala 3 en FCFA 2018-2022
 Source : Comptes administratifs de la commune de Douala 3 en FCFA de 2018 à 2022

CONTEXTE FINANCIER MUNICIPAL CAD 3

PATRIMOINE

Le patrimoine est la base matérielle qui permet de fournir les principaux services publics, tout en représentant la richesse d'une municipalité et donc les principales ressources pour financer le développement.

La vente ou la location de terrains ou de bâtiments est une source importante de revenus pour de nombreuses municipalités. Bien que l'accès de la municipalité aux terrains soit physiquement limité, l'augmentation de

la demande de terrains associée à l'urbanisation et à l'investissement dans les infrastructures entraîne une augmentation de la valeur des terrains urbains.

Dans le cas de Douala 3, face à cette demande, la municipalité est poussée à acheter des terrains pour investir dans les infrastructures. Entre 2018 et 2022, la municipalité de Douala 3 a effectué les dépenses suivantes concernant les actifs, la rubrique la plus élevée en termes de dépenses étant les investissements dans les équipements et les biens mobiliers.

	2019	2020	2021	2022
Acquisition de terrains	30,000,000	170,000,000	15,000,000	35,000,000
Autres immobilisations corporelles	240,000,000	330,000,000	285,000,000	285,000,000
Installations et aménagements	75,000,000	92,743,920	425,000,000	585,000,000
Equipement et mobilier	405,398,000	490,389,912	566,859,148	722,050,000

Tableau 8 : Acquisition de terres et actifs de la municipalité de Douala 13 en 2019 - 2022 en FCFA
Source : Comptes Administratifs Municipalité de Douala III : 2019 – 2022

ACCES À LA DETTE (EMPRUNT)

La loi de 2009 interdit aux municipalités d'emprunter sur les marchés financiers ou auprès d'institutions privées. Cependant, les communes comme Douala 3 peuvent accéder à des prêts à deux ans par l'intermédiaire du FEICOM pour les déficits de l'année fiscale, les dettes, ou les dettes impayées à la Direction Générale des Impôts ou à des sociétés déléguées comme HYSACAM (Société Hygiène et Salubrité du Cameroun) pour ses activités de collecte des déchets ménagers. **La municipalité de Douala 3 a effectué sur la période 2018-2022 les paiements suivants pour le remboursement d'autres emprunts et dettes à long et moyen terme.**

	Remboursement d'autres prêts et dettes à long et moyen terme
2018	231,857,168.00
2019	186,857,168.00
2020	241,857,168.00
2021	223,978,647.00
2022	75,000,000.00

Tableau 9 : Remboursement des emprunts et dettes par la municipalité de Douala 3 en FCFA 2018 - 2022
Source : Comptes administratifs CAD3 de 2018 – 2022

Les prêts autorisés par le FEICOM sont destinés aux recettes et aux dépenses d'investissement. Les priorités du FEICOM sont les projets d'investissement à valeur sociale, notamment les écoles, les services publics, les soins de santé et les infrastructures de transport. La proportion de prêts par rapport aux subventions dépend du type de projet financé.

Depuis 2006, la commune de Douala 3 a bénéficié de huit aides financières pour un montant total de 409 813 254 FCFA, soit 1,5 % du financement du FEICOM pour la région du Littoral, couvrant les investissements, les arriérés de salaires, l'enlèvement des ordures ménagères et les visites de coopération.

Le FEICOM met également à disposition une expertise technique qui n'est pas facilement disponible au niveau du conseil, avec des architectes, des ingénieurs et des gestionnaires de projets.

Le FEICOM soutient des projets axés sur la fourniture de services de base, les services sociaux, le développement économique local, la génération de revenus propres et le soutien à la décentralisation.

No.	Objet de l'aide financière	Année	Autorité d'autorisation	Monatant FCFA
1	Construction de la Mairie de Douala 3	2006	Administration provisoire	93,358,202
2	Equipement pour la Mairie de Douala 3	2008	Direction Générale	28,854,900
3	Construction de 03 ponceaux et 01 ponceau dans les districts de Dogsimbi, CCC, Nyalla et Japoma	2015	CCFF	213,850,152
4	Visites de coopération au Canada et aux États-Unis d'Amérique	2016	Direction Générale	5,750,000
5	Arriérés de salaires	2016	Direction Générale	30,000,000
6	Contribution communale pour la maturation des projets et la tenue d'un forum/salon d'exposition	2017	Direction Générale	3,000,000
7	Programme spécial pour l'enlèvement des déchets ménagers en milieu urbain	2018	Direction Générale	35,000,000
8	Agrandissement de la Mairie de Douala 3 (en cours)	2021	CCFF	1,988,603,562
Total				2,398,416,816

Table 10. Ensembles d'assistance financière reçus par la municipalité de Douala 3 en FCFA 2006 - 2021
Source: FEICOM from 2006 - 2021

CONTEXTE FINANCIER MUNICIPAL CAD 3

INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES ET LES SERVICES URBAINS DE BASE DANS LA COMMUNE DE DOUALA 3

Les dépenses d'investissement pour la fourniture de nouvelles infrastructures (dépenses d'investissement - CAPEX) constituent la deuxième composante des dépenses du budget de la municipalité de Douala 3.

Selon la loi, les dépenses récurrentes de la municipalité ne doivent pas dépasser 60 % de ses dépenses totales, avec au moins 40 % affectés à ses dépenses d'investissement.

Selon la BM (2012), l'exécution moyenne du budget d'investissement est de 38 % (médiane = 35 %) avec des variations entre 1 % et 93 % des chiffres budgétés. Si l'on exclut les dépenses d'investissement en « équipements et biens meubles », la part moyenne budgétée est de 25 % des dépenses totales (médiane = 20 %). En excluant les dépenses en « équipements et biens meubles », on obtient une idée de l'importance des dépenses susceptibles d'avoir un impact plus significatif sur le développement (par exemple, les routes, les égouts, l'électricité, l'irrigation). **Les dépenses réelles d'investissement productif ne représentent que 14 % des dépenses totales (médiane 10 %).**

Cela explique probablement pourquoi la décentralisation a eu jusqu'à présent si peu d'impact sur la croissance. Le tableau et le diagramme suivants présentent les dépenses budgétaires de la municipalité au cours des cinq dernières années.

	Operation	Investment	Total
2018	1,832,843,920	1,012,256,080	2,845,100,000
2019	2,638,222,300	106,777,700	2,745,000,000
2020	2,130,000,000	1,420,000,000	3,550,000,000
2021	1,900,657,130	705,661,479	2,606,318,509
2022	2,549,450,000	1,892,550,000	4,442,000,000

Tableau 11 : Dépenses de fonctionnement et d'investissement de la municipalité de Douala 3 en FCFA 2018 - 2022
Source : Comptes administratifs CAD3 de 2018 - 2022

STRATEGIE DE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

Alors que la plupart des investissements en infrastructures sont financés par le gouvernement national, le MINH DU et le ministère des Travaux publics, la municipalité de Douala 3, en raison de l'augmentation des coûts de fonctionnement, est toujours confrontée au défi d'investir et de fournir un nombre croissant de services tels que les centres de santé, les réseaux routiers et les services de loisirs.

L'équipe municipale sélectionne les investissements sur la base d'une liste de priorités identifiées au niveau des quartiers et des villages dans le cadre des consultations participatives menées par l'exécutif municipal.

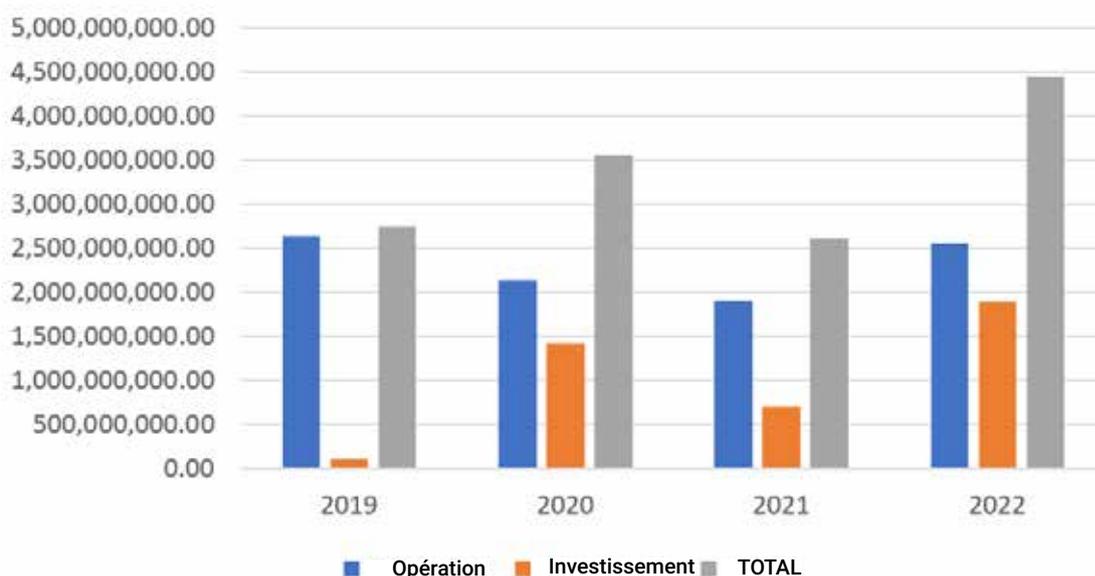


Fig. 43 : Dépenses de fonctionnement et d'investissement de la Commune de Douala 3 en FCFA 2019-2022
Source : Comptes administratifs CAD3, 2019 - 2022

Ces priorités sont ensuite transformées en projets, qui seront développés et intégrés dans le budget prévisionnel pour ceux qui relèvent de la compétence de la municipalité. Les autres projets sont orientés vers les parties prenantes concernées (CUD, ministères de tutelle, partenaires techniques et financiers - PTF), par le biais de conférences budgétaires organisées au niveau régional par les services du MINEPAT ou par une approche de négociation directe. La capacité de la municipalité à développer et à mettre en œuvre des initiatives à grande échelle qui sont financièrement viables est actuellement limitée.

Face à la demande croissante d'investissements dans les infrastructures et les services, les recettes propres de la municipalité, qui proviennent principalement des impôts, jouent un rôle important dans la détermination des montants qui peuvent être investis. Les recettes propres de la municipalité peinent à suivre le rythme de ces demandes. Par conséquent, la municipalité est confrontée à une diminution de sa flexibilité. Ce constat est confirmé par l'examen des comptes administratifs de la municipalité pour les exercices 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021.

Les données de ces comptes sont utilisées pour calculer le montant exact de l'investissement effectivement mobilisé par la municipalité sur une période de 05 ans, comme le montre le tableau ci-dessous.

La capacité financière d'investissement de la CAD 3 sur fonds propres est projetée à 1 445 929 126 FCFA sur les 5 exercices suivants, soit un investissement annuel moyen de 289 185 825 FCFA. Cependant, la capacité financière d'investissement de la Commune, comprenant à la fois les fonds propres et les fonds extérieurs, est estimée à 11 410 199 825 FCFA.

Ce montant est augmenté du fait de l'incorporation de ressources garanties provenant d'autres sources:

- La dotation générale de décentralisation, qui est de l'ordre de 500.000.000 FCFA sur une période de cinq (05) ans, soit 100.000.000 FCFA/an.
- Fonds du Ministère des Travaux Publics, environ 27.000.000 FCFA/an pour l'entretien des routes communales, un don dont le cumul sur 05 ans équivaut à un montant de 135.000.000 FCFA.
- Fonds du FEICOM pour les années 2023 et 2024) soit un montant de 4 962 553 810 FCFA.
- Les fonds du Budget d'Investissement Public (BIP), soit un montant de 623.500.000 FCFA et enfin
- Les fonds provenant des centimes additionnels communaux (CAC), soit un montant de 3 743 216 890 FCFA.

Années	Total FCFA	Montant total des dépenses d'investissement réalisées	Montant des ressources propres hors PCA (F)	Montant total des dépenses opérationnelles réalisées	Différence (minimum, 40 % des ressources propres)
2021	2,107,361,089	417,010,609	421,535,286	2,606,316,309	168,614,114
2020	2,007,371,374	487,016,532	889,177,072	1,097,229,033	355,670,829
2019	2,072,572,973	275,175,559	756,513,665	1,568,655,065	302,605,466
2018	1,629,510,553	284,000,000	720,319,330	1,719,149,451	288,127,732
2017	1,855,070,424	296,311,727	827,227,402	1,377,177,369	330,910,985
Total sur 5 ans	9,671,892,413	1,759,514,427	3,614,822,815	8,368,527,227	1,445,929,126
Moyenne Total Annuel	1,934,376,483	5351,902,88	722,964,563	1,673,705,445	289,185,825
DGD		500,000,000			100,000,000
CAPACITE D'INVESTISSEMENT ANNUEL					389,185,825

Tableau 12 : Capacité d'investissement de la municipalité de Douala 3 en FCFA 2017 - 2021
Source : Comptes administratifs CAD3 de 2017 – 2021

CONTEXTE FINANCIER MUNICIPAL CAD 3

Essentiellement, le budget annuel du PCD devrait être basé sur la capacité d'investissement de CAD 3, avec un financement supplémentaire du fonds des travaux publics, de MINDDEVEL, et d'autres sources du BIP.

Il est important de mentionner que les revenus propres de la municipalité ne peuvent être utilisés, comme le prévoit la législation, qu'à hauteur de 40% maximum.

En 2023, Douala 3 est passé d'un budget traditionnel (basé sur les moyens) à un budget de programme (un budget basé sur la performance - BBP) en termes de gestion financière.

L'utilisation du BBP offre de nombreux avantages à la municipalité de Douala 3, notamment la capacité de hiérarchiser les programmes et les activités en fonction de leur pertinence, de leur efficacité et de leur efficience. En outre, il peut faciliter la transmission des objectifs, des tactiques et des projections de performance aux parties intéressées tout en démontrant la valeur et l'impact. Le tableau ci-dessous présente les budgets pour les années 2023, 2024 et 2025.

	MONTANTS			
	%	2023	2024	2025
Programme 1 : Amélioration de la prestation des services sociaux de base	10,5%	552,125,120.00	571,256,376.00	588,719,195.00
Programme 2 : Promotion du développement économique et de la protection de l'environnement	19,9%	1,049,550,432.00	1,093,627,994.00	1,148,309,341.00
Programme 3 : Promotion de la citoyenneté, de la culture, du sport et de l'appui à la jeunesse	7,8%	414,000,000.00	426,665,000.00	448,363,250.00
Programme 4 : Gouvernance et administration locale	61,8%	3,264,424,457.00	3,158,689,599.00	3,238,354,405.00
TOTAL	100%	5,280,100,000.00	5,250,238,919	5,4232,746,191

Tableau 13 : Structure du budget-programme de la municipalité de Douala 3 années 2023 - 2025, montants en FCFA
Source : Comptes administratifs CAD3, 2023 - 2025, montants en FCFA : Comptes administratifs CAD3, 2023 - 2025

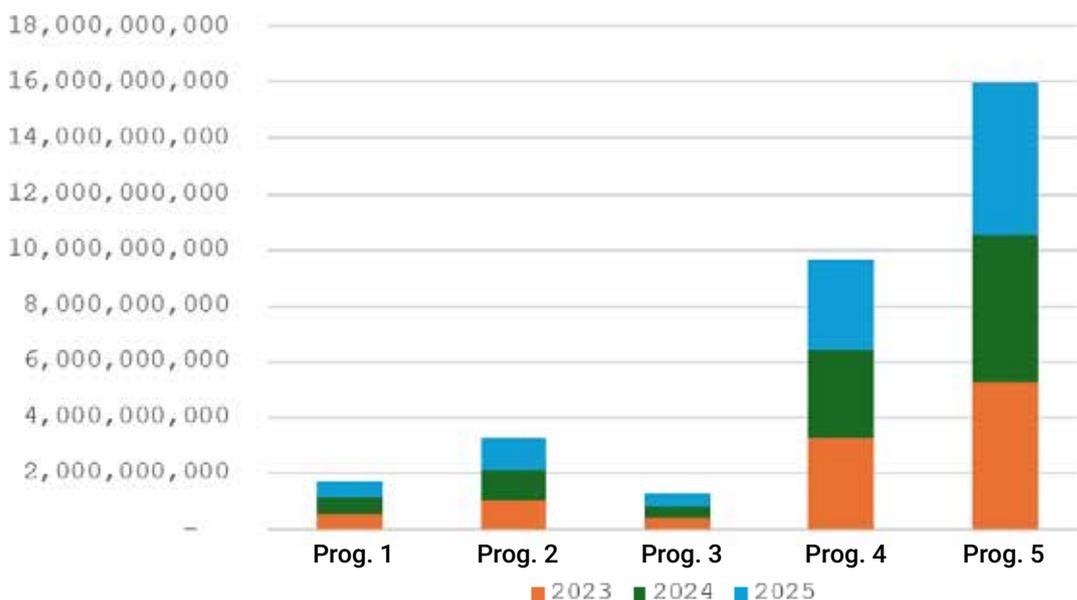


Fig. 44 : Dépenses de fonctionnement et d'investissement de la municipalité de Douala 3 années 2023 - 2025, montants en FCFA
Source : Comptes administratifs CAD3, 2023 - 2025

Après avoir évalué la capacité d'investissement de la municipalité et les besoins d'investissement basés sur le PCD de la municipalité, il est clair qu'il y a un manque significatif de fonds qui doit être résolu.

Cet objectif peut être atteint en employant deux stratégies :

- premièrement, en réduisant le nombre de projets qui nécessitent un investissement, et
- deuxièmement, en collectant des ressources financières supplémentaires (revenus) auprès du gouvernement national, des partenaires de développement et du secteur privé.

Il est observé qu'en dépit de circonstances difficiles, la municipalité de Douala 3 n'a pas pleinement utilisé toutes les méthodes disponibles pour la mobilisation des recettes. La taxe de développement local (TDL) est une taxe municipale qui est mise en œuvre conformément à l'article 57 et aux dispositions ultérieures de la loi de 2009 sur la fiscalité locale. Elle est prélevée en échange de la fourniture de services essentiels à la population, notamment l'éclairage public, l'assainissement, l'élimination des déchets, les services ambulanciers, l'approvisionnement en eau et l'électrification. Bien que la CAD 3 soit confrontée à des difficultés pour générer des revenus afin d'investir dans ces secteurs, il ressort clairement des comptes municipaux qu'entre 2018 et 2022, Douala 3 n'a pas utilisé cette source potentielle de revenus.

Un autre ensemble important d'obstacles auxquels la municipalité de Douala 3 est confrontée dans l'accès au financement des investissements est l'identification et la formulation de projets d'investissement qui sont « bancables » au sens large, c'est-à-dire qui réussiront à obtenir un financement d'une tierce partie.

Avec plus de 1 575 projets nécessaires dans le PCD actuel de la municipalité, il est nécessaire de rationaliser le nombre de projets, de les classer par ordre de priorité et de déterminer quels projets poursuivre et dans quel ordre. Cela est essentiel pour maximiser les retours sur investissement, aligner les objectifs stratégiques sur la vision de la municipalité et assurer une utilisation efficace du capital.

Comprendre l'état financier, ou la santé fiscale, de la municipalité de Douala 3 est crucial pour prendre des décisions éclairées et assurer le fonctionnement efficace de la municipalité, en particulier dans le contexte d'une croissance urbaine rapide.

Alors que la municipalité assume des responsabilités de plus en plus difficiles, telles que répondre aux demandes d'investissement dans les infrastructures et les services urbains de base de ses quartiers, des communautés d'accueil et d'un nombre croissant de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), il devient encore plus important d'avoir une compréhension claire de sa capacité à planifier, gérer et financer efficacement les services publics essentiels et les initiatives.

REVENUS ET FRAIS DE LOGEMENT

En raison de la situation économique vulnérable, les personnes déplacées recherchent des logements à bas prix ; plus de 40% vivent dans des logements dont le loyer mensuel varie entre 10 000 et 20 000 XAF.

La majeure partie de leur revenu mensuel est utilisée pour payer le loyer de leur maison. en effet, 75 % des personnes déplacées ont déclaré avoir des difficultés à payer leur loyer tout en assurant leur subsistance.

Le défi majeur réside dans le fait que le prix du loyer soit égal ou plus ou moins l'équivalent du revenu mensuel, qui se situe généralement dans la fourchette de 10 000 xaf - 20 000 xaf.

La question fondamentale à se poser dès lors est comment les PDI subviennent ils à leurs dépenses quotidiennes si tous leurs revenus sont utilisés pour payer le loyer de leur maison (75 % des personnes déplacées ont déclaré l'avoir fait).

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.



Fig. 43 : Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Revenus mensuels et loyers des logements
Source : UN-Habitat

EMPLOI : ENJEUX SUR LES NOUVELLES OPPORTUNITES D'EMPLOI

Un très faible pourcentage de personnes déplacées vivant dans la municipalité n'ont pas accès à des emplois formels.

Leur arrivée a contribué au développement de l'économie informelle qui est aujourd'hui la plus grande pourvoyeuse d'emplois (quoique précaires) pour cette population. Malgré ce statut « informel », les PDI travaillant dans le commerce paient des taxes municipales. Seulement 4 % des personnes déplacées interrogées travaillent dans le secteur public (fonctionnaires formels). Le secteur des services plus précisément le commerce arrive en bonne position avec 17% d'employabilité. Le taux de chômage reste toutefois très élevé (29%).

La plupart d'entre eux ne pouvant exercer le métier qu'ils faisaient dans leur région d'origine.

*Sur la base d'un échantillon de 110 personnes interrogées.

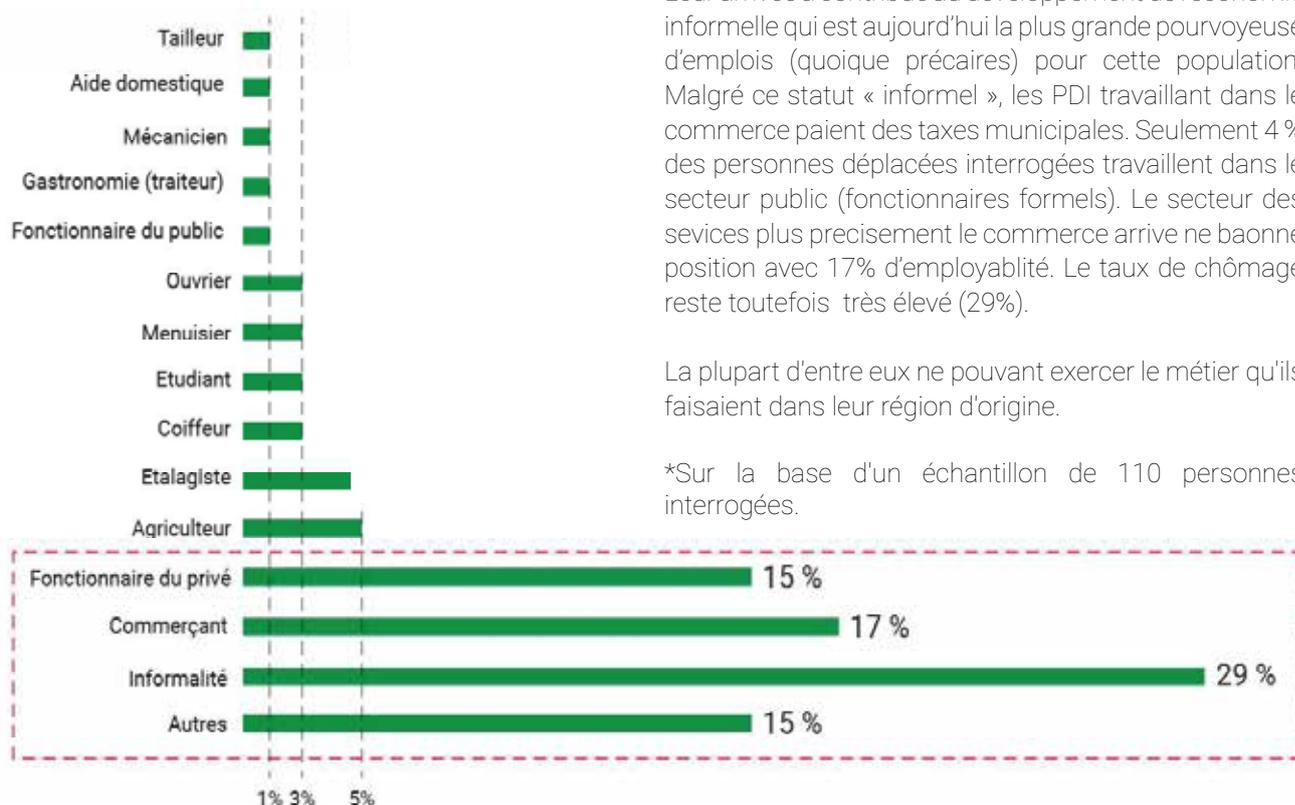


Fig 44. Entretiens d'ONU-Habitat avec les PDI à Douala 3 - Type d'emploi
Source : UN-Habitat

Dans le cadre de la réalisation de l'analyse spatiale et du profilage urbain, une enquête a été réalisée auprès des PDI à Doula 3, en vue de recenser leurs besoins, mais aussi de comprendre les contraintes liées à leur bien-être. Le questionnaire soumis aux PDI était composé de 48 questions structurées en quatre parties :
1. Profil 2. Situation parentale 3. Situation professionnelle 4. Qualité de vie et accès aux Services de Base.



Photo 29. Entretien avec des PDI à Ndogpassi Espoir
Source: ONU-Habitat



Photo 30. Marché au rond-point
Source: ONU-Habitat





Photo 31. Jetée de Japoma et extraction de sable
Source: ONU-Habitat



04

PERFORMANCE DE DOUALA 3

ANALYSE MY NEIGHBOURHOOD

PERFORMANCE DE DOUALA 3

Un quartier est une communauté géographiquement localisée au sein d'une plus grande ville, d'une commune ou d'une zone rurale, représentée par une unité spatialement définie, avec son propre système de réseaux fonctionnels et sociaux. Un quartier offre un environnement propice à une meilleure qualité de vie pour chacun.

Le quartier et ses réseaux sont liés à la fois horizontalement et verticalement à d'autres systèmes, au niveau intra-quartier et à l'échelle de la ville.

Cette section utilise l'approche Rapid Planning Studio d'ONU-Habitat pour évaluer la performance de la ville pour ses habitants.

Ces analyses sont structurées autour de cinq objectifs clés de la ville, garantissant que chaque indicateur employé a un lien direct avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) et le Cadre de Suivi Urbain (UMF).

Les indicateurs considérés sont :

- Formulaire
- Distribution
- Proximité
- Diversité
- Intensité
- Connectivité

Alors que les cinq objectifs comprennent :

1. Compacité
2. Connectivité
3. Inclusivité
4. Dynamisme
5. Résilience

1. Ville compacte : Gère efficacement l'occupation du sol tout en offrant une offre équilibrée de services de base offrant à ses habitants la possibilité d'utiliser divers services et activités publics à distance de marche.

2. Ville connectée : Fournit efficacement un réseau routier qui facilite la marche et un système de transports publics efficace qui facilite la mobilité des habitants.

3. Ville inclusive : Offre à ses habitants des conditions physiques de logement adéquates et une répartition spatialement équilibrée des services clés (quantité, qualité).

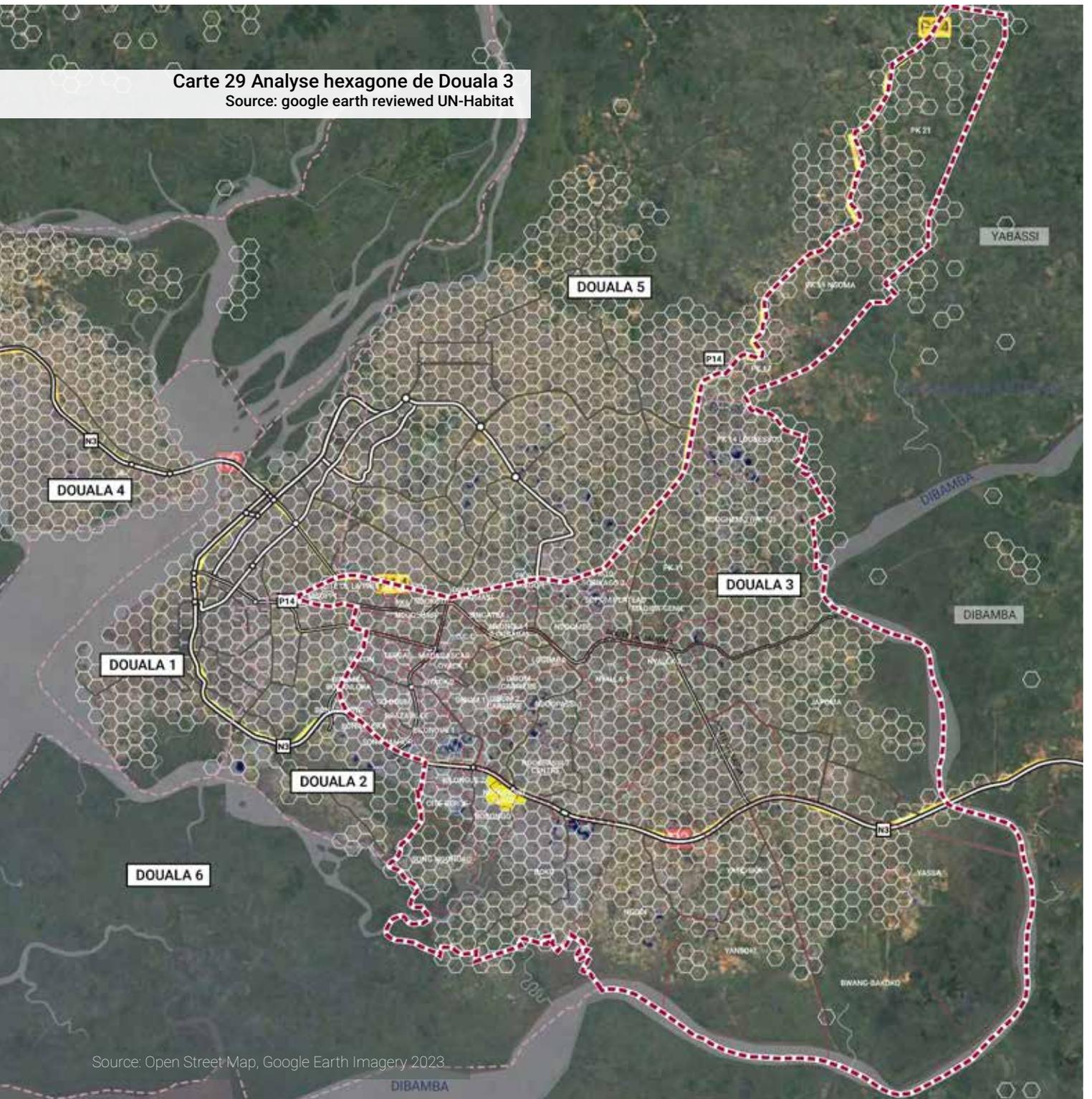
4. Ville dynamique : Établit le cadre qui facilite la rencontre entre les activités économiques et l'afflux de piétons, ce qui se traduit par un environnement énergétique et vivant qui reflète sa vigueur économique.

5. Ville résiliente : Gère les ressources naturelles de manière durable et réduit l'impact des catastrophes naturelles grâce à la prévention, à la réponse, à l'adaptation et au rétablissement face aux chocs et aux stress.

Cependant, en raison du manque de données SIG nécessaires à l'évaluation des objectifs d'inclusivité et de résilience dans l'arrondissement de Douala 3, l'évaluation s'est limitée à l'examen de la compacité, de la connectivité, du dynamisme et de la résilience.



Carte 29 Analyse hexagone de Douala 3
Source: google earth reviewed UN-Habitat



Source: Open Street Map, Google Earth Imagery 2023

ANALYSE MY NEIGHBOURHOOD

COMPACTE

QUELLE EST LA COMPACTITE DE LA MUNICIPALITE DE DOUALA 3

Les villes compactes sont conçues pour optimiser l'utilisation des terres, facilitant un développement urbain compatible et la préservation des espaces verts. Cette approche présente plusieurs avantages, dont une accessibilité améliorée, la promotion d'une utilisation rentable des infrastructures et des services urbains, l'atténuation de l'érosion des ressources naturelles, la diminution des dépenses des entreprises et la promotion de l'équité sociale grâce à l'inclusion des individus vulnérables, tels les PDI. **Une ville compacte se distingue par ses modèles de développement compacts étroitement liés, interconnectés** par les réseaux de transports publics et offrant un accès pratique aux commodités locales telles que les services économiques, les établissements d'enseignement, les hôpitaux, l'approvisionnement en eau et l'électricité.

Dans cette optique, l'étude de la compacité de Douala 3 est dérivée de l'utilisation d'un programme de système d'information géographique (SIG) pour combiner les données de la gouvernance, des transports et de la mobilité, ainsi que des services urbains de base.

Gouvernance : une densité de population plus élevée réduit à la fois les coûts d'investissement et de fonctionnement des services urbains de base. La densité de population et la densité de bâtie sont largement reconnues comme des indicateurs fiables pour évaluer la compacité. Un score allant de 1 (la densité la plus faible) à 4 (la densité la plus élevée) a été attribué.

Mobilité et transport : À la lumière des défis considérables rencontrés tout au long de notre enquête, nous avons utilisé la densité des intersections et la densité du réseau routier comme outils précieux pour évaluer les conditions d'accessibilité à l'intérieur de la CAD3. Les zones à faible réseau routier et à faible densité de carrefours ont été notés sur un barème allant du minima de 1 à 4 qui symbolise le maxima en termes de notation.

Services urbains de base. En ce qui concerne les services urbains fondamentaux, nous avons utilisé des données telles que la densité du réseau électrique et plus particulièrement celle du réseau d'adduction en eau potable fournie par CAMWATER.

LÉGENDE

COMPACTITÉ

- Forte (score > 9-17)
- Moyenne (score > 5-9)
- Faible (score 1-5)

RÉSEAU ROUTIER

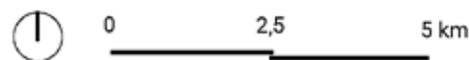
- Routes principales
- Routes secondaires

LIMITES ADMINISTRATIVES

- Douala 3
- Commune d'arrondissement
- Quartier
- Bâti

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

- Topographie
- Voie navigable
- Cours d'eau
- Plantes herbacées
- Broussaille
- Zone marécageuse
- Mangrove
- Agriculture péri-urbaine

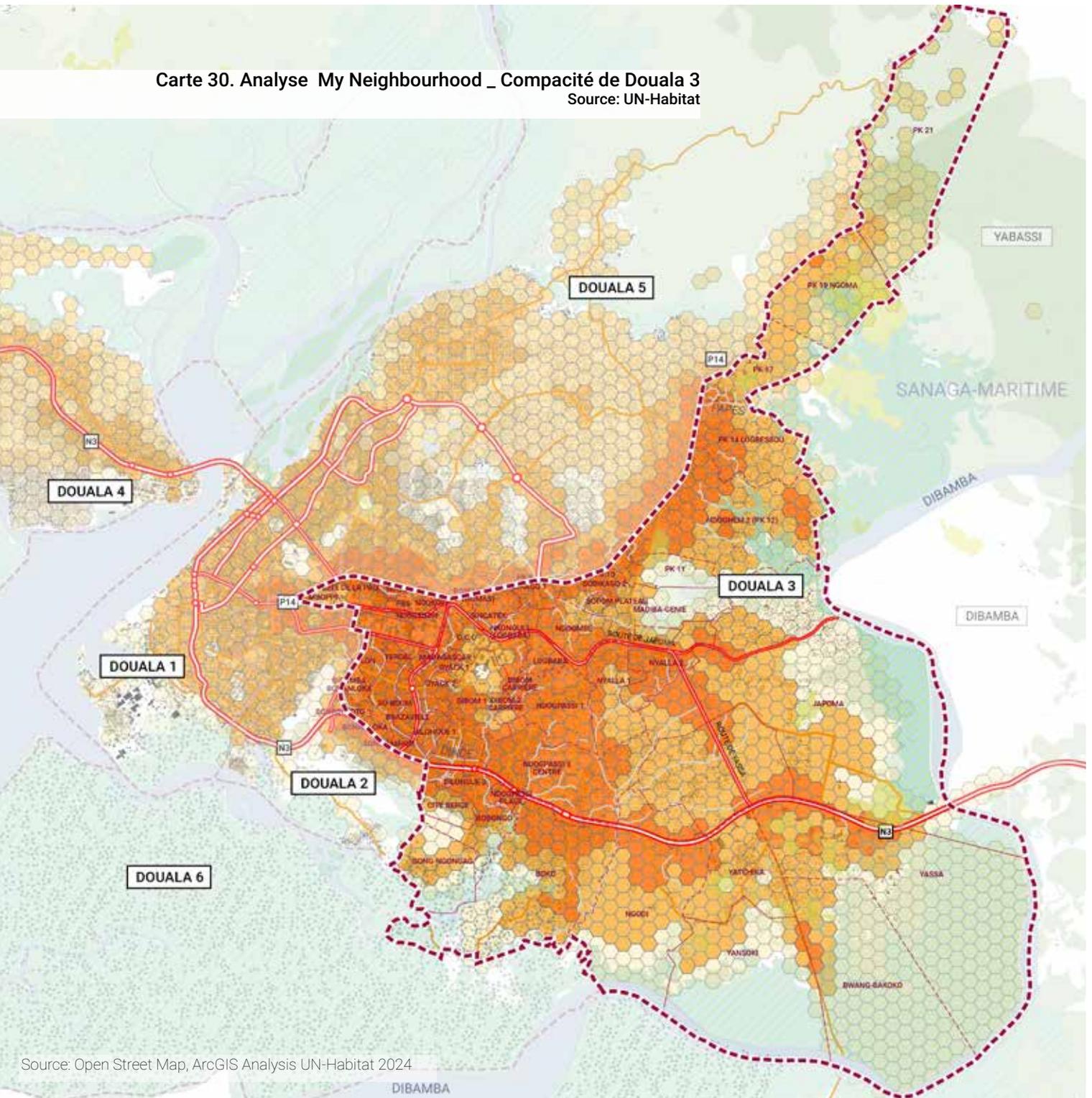


Nous avons également évalué la disponibilité de commodités telles que des installations médicales, des établissements d'enseignement et des services de transport en commun à 15 minutes de marche.

Une note allant de 1 (indiquant les services les moins accessibles) à 4 (indiquant les services les plus accessibles ou les espaces présentant le plus haut niveau de service) a été décernée à chacune de ces caractéristiques.



Carte 30. Analyse My Neighbourhood _ Compacité de Douala 3
 Source: UN-Habitat



Source: Open Street Map, ArcGIS Analysis UN-Habitat 2024

Douala 3ème est compartimentée en plusieurs zones. Une première très concentrée couvrant 25,96% de son territoire avec un score de 9 à 17.

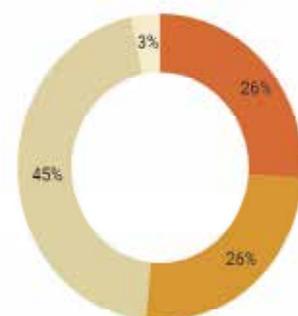
Elle est suivie d'une seconde zone moyennement dense qui constitue plus de 25 % de sa superficie totale, avec un score de 5 à 9. Avec une faible compacité symbolisée par un score de 1 à 5, la troisième zone représente la majeure partie de la commune environ 45 % de sa superficie. Tandis que, les zones caractérisées par d'importants marais occupant 3,13 % de la commune manque de compacité.

Compacité

Pourcentage

Valeur

- Haute
- Modéré
- Faible
- Non compact



ANALYSE MY NEIGHBOURHOOD

CONNECTEE

QUELLE EST LA CONNECTIVITE DE LA MUNICIPALITÉ DE DOUALA 3

La connectivité urbaine concerne la concentration des connexions à l'intérieur d'un réseau de rues et le niveau de directivité de ces liens.

Un réseau routier interconnecté présente une multitude de brèves connexions, une multitude de croisements et un minimum d'impasses. Les intersections espacées tous les 100 mètres créent une grille plus petite qui convient également aux piétons. L'amélioration de la connectivité entraîne une réduction de la longueur des déplacements et une expansion des itinéraires alternatifs et des modes de déplacement. Cela facilite à son tour les voyages plus directs entre les destinations, favorisant ainsi un système plus accessible et plus robuste. Une connectivité optimale est obtenue grâce à la présence de passages à niveau réguliers et d'une variété d'itinéraires pour se déplacer entre deux points distincts (points A et B).

En tenant compte de l'accessibilité des données dans notre contexte spécifique, l'évaluation de la connectivité dans la commune de Douala3 a été réalisée à l'aide de mesures telles que la densité du réseau routier, la densité des carrefours routiers et l'accès aux arrêts de bus publics. **Une note numérique allant de 1 à 4 a été attribuée, en tenant compte des niveaux minimum et maximum de densité ou d'accessibilité.**

Le calculateur de processus de superposition et de champ dans un programme de systèmes d'information géographique (SIG) a été utilisé pour fusionner les variables.

19 % de la superficie totale de la CAD 3 avec un score allant de 4 à 6 présente un niveau élevé de connectivité selon les résultats obtenus. Cette connectivité a été observée dans les zones bénéficiant d'une excellente accessibilité aux transports publics, ainsi qu'à proximité du stade Japoma nouvellement construit, où un réseau routier bien entretenu a été établi.

La zone avec un score de 0, qui représente 23% de la superficie totale, se trouve dans une zone marécageuse à risque élevé d'inondation.

LÉGENDE

CONNECTIVITÉ

- Forte (score [4-6])
- Modérée (score [2-3])
- Faible (score = 1)
- Arrêt de bus

RÉSEAU ROUTIER

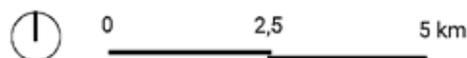
- Routes principales
- Routes secondaires

LIMITES ADMINISTRATIVES

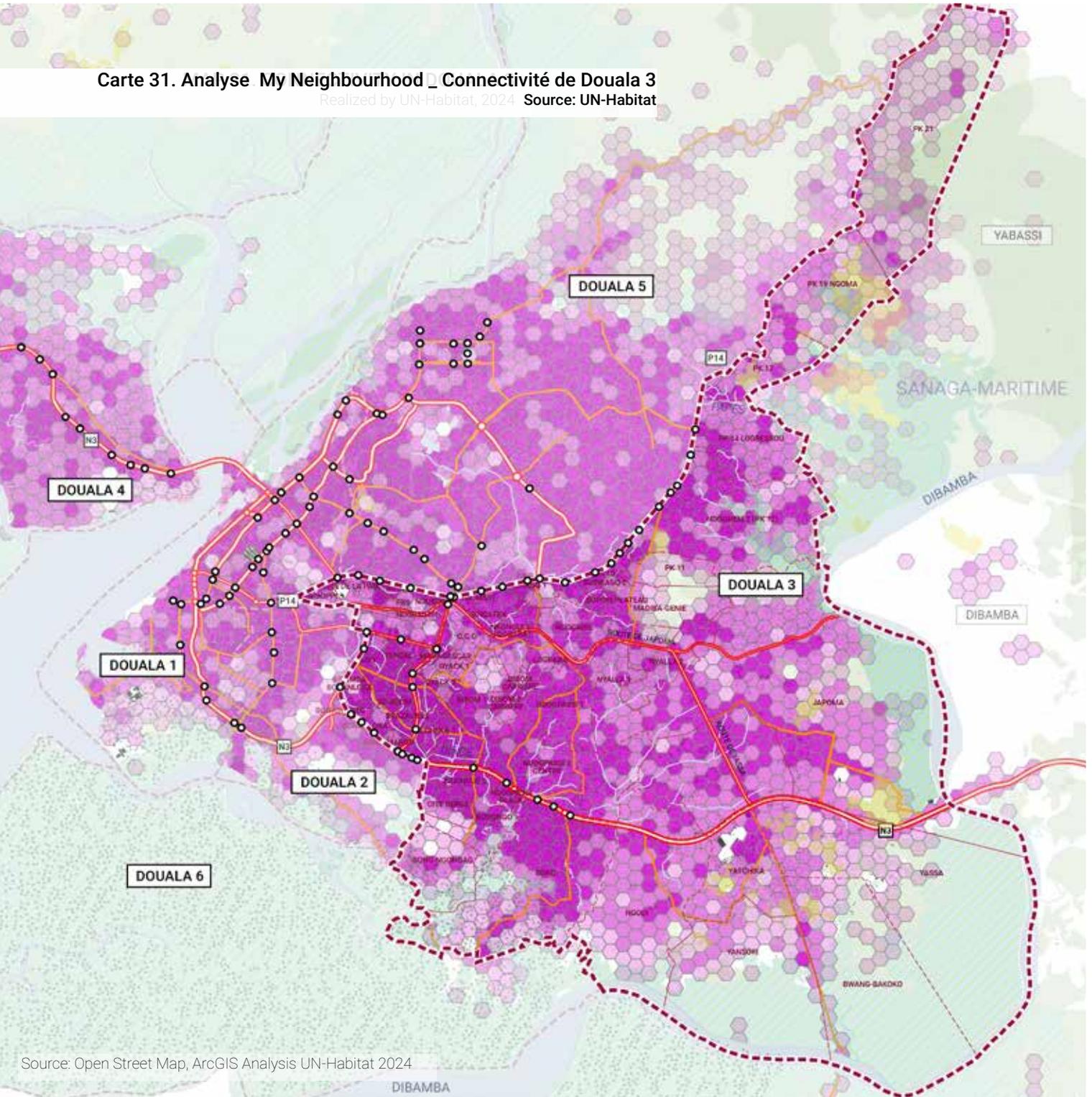
- Douala 3
- Commune d'arrondissement
- Quartier
- Bâti

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

- Topographie
- Voie navigable
- Cours d'eau
- Plantes herbacées
- Broussaille
- Zone marécageuse
- Mangrove
- Agriculture péri-urbaine

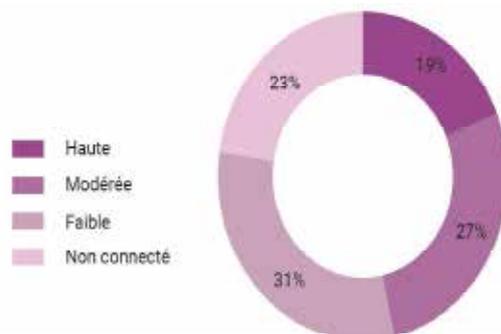


Carte 31. Analyse My Neighbourhood - Connectivité de Douala 3
 Realized by UN-Habitat, 2024 Source: UN-Habitat



Source: Open Street Map, ArcGIS Analysis UN-Habitat 2024

Connectivité	Surface -Km2)	Pourcentage
Haute	34,29	18,88
Modéré	50,14	27,61
Faible	55,82	30,73
Pas de dynamisme	41,37	22,78
Total	181,61	100



ANALYSE MY NEIGHBOURHOOD

RESILIENCE

QUELLE EST LA RESILIENCE DE LA MUNICIPALITE DE DOUALA 3

La résilience fait référence à la capacité de s'adapter et de répondre efficacement à une menace ou à un changement important pour maintenir un degré satisfaisant de structure opérationnelle. Il ne s'agit pas d'un accessoire (complément) mais d'un élément fondamental et intégral du plan d'une ville. La réalisation de cet objectif nécessite une prise en compte globale de tous les éléments constitutifs du système urbain dans sa complexité. La capacité de prévoir et de planifier l'avenir est également un facteur déterminant.

Une stratégie d'anticipation (un plan qui anticipe les effets des chocs futurs) peut renforcer la résilience d'une ville et faciliter sa reconstruction face à de futures catastrophes. Par conséquent, le niveau de résilience dépend de manière significative de l'efficacité de la gouvernance locale, de sa capacité à prévoir les événements futurs et à mettre en œuvre des stratégies, de l'accessibilité à l'information et de la qualité des infrastructures et services de la ville.

Pour évaluer la résilience de la Commune de Douala 3, les variables suivantes ont été utilisées :

Les zones susceptibles d'être inondées comprenant les bâtiments, les populations vulnérables aux inondations et la disponibilité des premiers services de secours en cas de catastrophe, tels que les casernes de pompiers, les services de sécurité et les établissements de santé.

Un endroit présentant le risque de catastrophe le plus élevé et une bonne accessibilité aux services a reçu une note de 1, tandis qu'une zone avec une exposition au risque la plus faible ou une faible accessibilité aux services a reçu une note de 4. Les différentes variables ont été fusionnées à l'aide du processus de superposition et du calculateur de champ dans les Systèmes d'Information Géographique (SIG).

Les résultats indiquent que 9% de la zone de Douala 3 est classée comme hautement vulnérable, avec un score allant de 11 à 16.

LÉGENDE

VULNERABILITÉ

- Forte (score [11-16])
- Modérée (score [6-10])
- Faible (score [1-5])

RÉSEAU ROUTIER

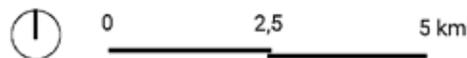
- Routes principales
- Routes secondaires

LIMITES ADMINISTRATIVES

- Douala 3
- Commune d'arrondissement
- Quartier
- Bâti

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

- Topographie
- Voie navigable
- Cours d'eau
- Plantes herbacées
- Broussaille
- Zone marécageuse
- Mangrove
- Agriculture péri-urbaine

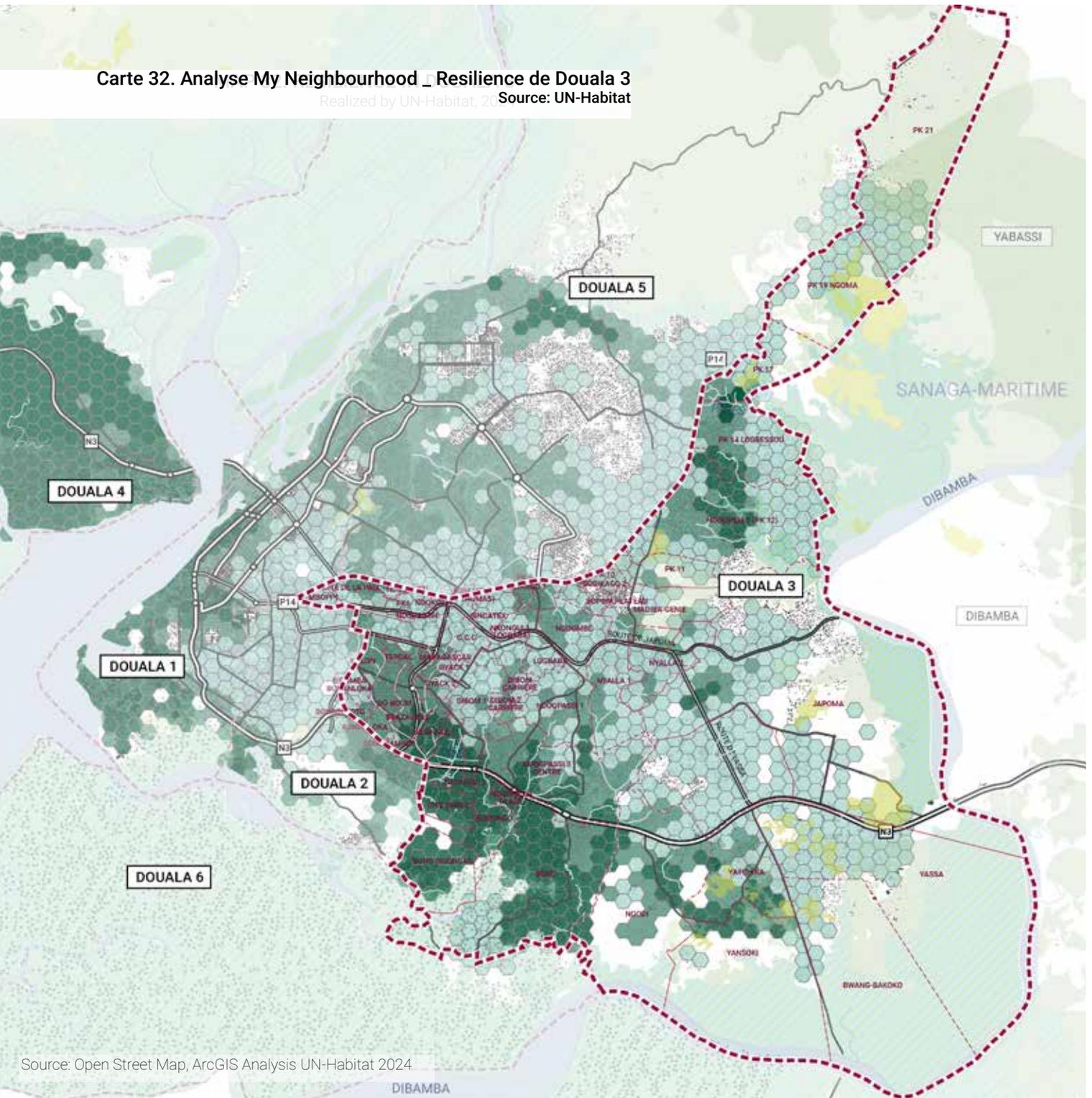


13% de la zone est classée comme modérément vulnérable, avec un score allant de 6 à 10.

Ces sites sont caractérisés par une fréquence importante d'inondations ou de glissements de terrain. Les régions avec un score de 0 indiquent les zones considérées comme sûres ou constructibles, représentant 45 % de la superficie totale.

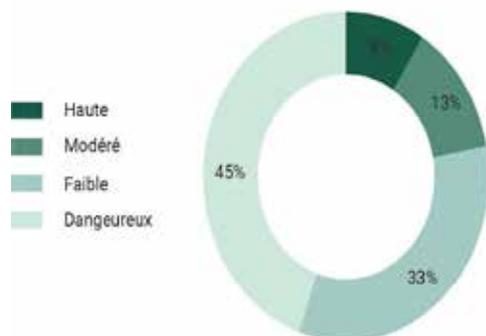


Carte 32. Analyse My Neighbourhood - Resilience de Douala 3
 Realized by UN-Habitat, 2024 Source: UN-Habitat



Source: Open Street Map, ArcGIS Analysis UN-Habitat 2024

Vulnérabilité	Surface -Km2)	Pourcentage
Haute	16,35	9
Modéré	23,72	13,06
Faible	60,4	33,26
Pas de dynamisme	81,14	44,68
Total	181,61	100



ANALYSE MY NEIGHBOURHOOD

DYNAMISME

QUEL EST LE DYNAMISME DE LA MUNICIPALITE DE DOUALA 3 ?

Le moteur d'un développement urbain global, coordonné et durable est le dynamisme des zones métropolitaines.

Bien qu'il existe de nombreuses interprétations du dynamisme urbain, le concept englobe fondamentalement les efforts visant à répondre aux nécessités quotidiennes des individus et aux attentes sociétales du public, dans le but ultime d'établir un environnement vivable.

Le principe organisationnel du dynamisme urbain favorise la création de quartiers caractérisés par une morphologie urbaine favorable, des fonctions urbaines complètes et des activités urbaines abondantes, tout en mettant également l'accent sur l'optimisation des développements urbains à proximité des communautés.

La présence d'un dynamisme urbain est associée à une série d'avantages, notamment la répartition équitable des commodités locales, la formation de zones urbaines polycentriques, la facilitation d'interactions sociales solides, l'amélioration de la qualité de vie urbaine, l'attraction d'individus qualifiés et de ressources financières, et le renforcement de la compétitivité économique.

Le dynamisme de la municipalité de Douala3 a été évalué en tenant compte du réseau routier, de l'accessibilité aux installations religieuses (telles que les mosquées et les églises) et de la disponibilité de lieux commerciaux et récréatifs dans un rayon de 15 minutes, sur la base des définitions fournies et des données disponibles. Une note allant de 1 à 4 a été attribuée, la note 4 indiquant une zone caractérisée par une accessibilité favorable et une forte densité de réseaux routiers, et une note de 1 indiquant une zone à accessibilité limitée et une faible densité de réseaux routiers. Les différentes variables ont été fusionnées à l'aide du calculateur Overlay Process and Field dans un programme de systèmes d'information géographique (SIG).

Les résultats indiquent que 22% de la Commune de Douala 3 présente un haut niveau de dynamisme, comme en témoigne son score de 10 à 20.

LÉGENDE

DYNAMISME

- Forte (score [10-20])
- Modérée (score [6-9])
- Faible (score [1-5])
- Espace récréatif

RÉSEAU ROUTIER

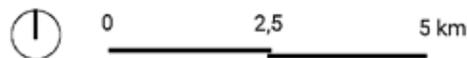
- == Routes principales
- Routes secondaires

LIMITES ADMINISTRATIVES

- - - Douala 3
- - - Commune d'arrondissement
- - - Quartier
- Bâti

CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

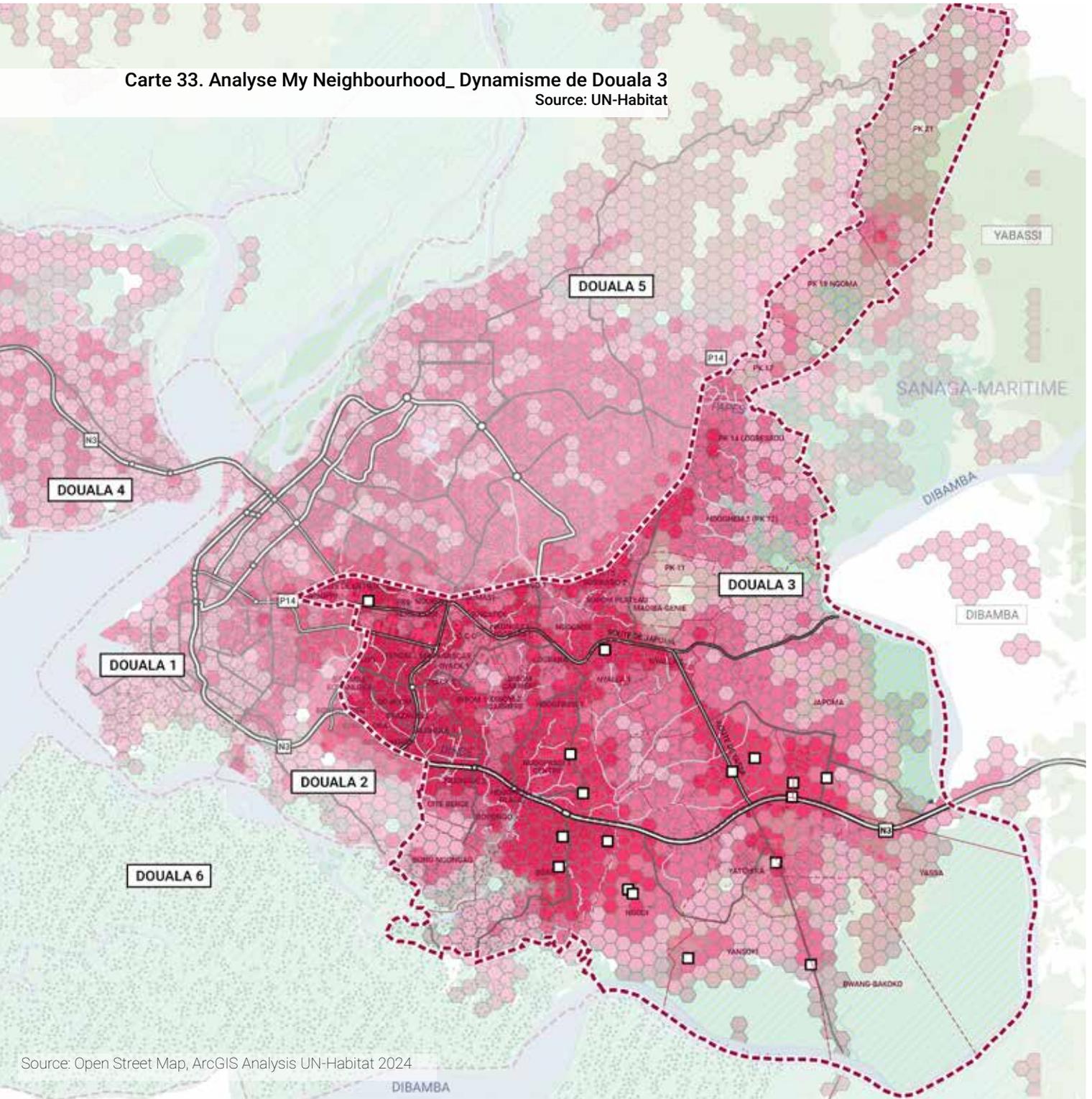
- Topographie
- Voie navigable
- Cours d'eau
- Plantes herbacées
- Broussaille
- Zone marécageuse
- Mangrove



Cet espace est juxta la Ligne de Bus et le Nouveau Stade adjacent de Japoma. Les zones à vitalité modérée, allant de 6 à 9, représentent 24 % de l'ensemble de la commune. Tandis que, les zones à faible vibration, allant de 1 à 5, représentent 32 % de la superficie totale.

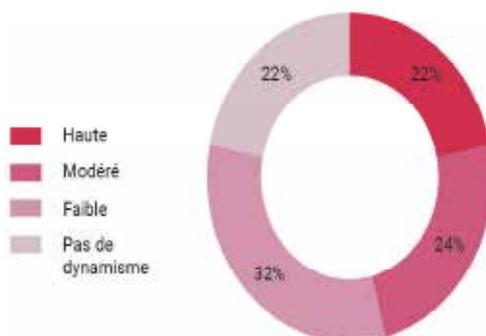


Carte 33. Analyse My Neighbourhood_ Dynamisme de Douala 3
 Source: UN-Habitat



Source: Open Street Map, ArcGIS Analysis UN-Habitat 2024

Dynamisme	Surface -Km2)	Pourcentage
Haute	39,67	21,84
Modéré	43,66	24,04
Faible	58,91	32,44
Pas de dynamisme	39,37	21,68
Total	181,61	100



ANALYSE MY NEIGHBOURHOOD

RESULTATS DES PERFORMANCES DE DOUALA 3

Le Cameroun, du fait de sa situation géographique et culturelle, notamment sa proximité avec des pays comme le Nigeria et le Tchad, accueille un nombre important de personnes déplacées de force. Le nombre de personnes déplacées de force, au 31 janvier 2024, s'élève à plus de deux (2) millions de personnes, dont environ un million de personnes déplacées internes. La région du Littoral, la plus dense du pays, accueille 99,9% des déplacés internes fuyant leurs foyers dans les zones de conflit du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cette population est principalement concentrée dans la ville de Douala, dans le but de trouver des opportunités économiques. À leur arrivée, ces populations s'installent dans des quartiers informels / zones sous-développées, exerçant une forte pression sur des services urbains de base déjà saturés.

UPIMC vise à contribuer aux efforts nationaux et internationaux continus pour améliorer l'accès aux services et aux opportunités socio-économiques pour les populations déplacées internes aux côtés de citoyens vivant dans ces situations difficiles dans des villes sélectionnées. Cet objectif sera atteint en soutenant les municipalités avec une approche stratégique à long terme visant à améliorer l'accessibilité aux services publics dans les quartiers touchés par la migration et le déplacement grâce à des investissements dans les infrastructures bancables.

Douala 3 Spatial Profile intègre les défis migratoires dans une analyse situationnelle intersectorielle spatiale des établissements urbains accueillant des populations déplacées, permettant aux parties prenantes locales d'avoir une compréhension spatiale complète de la situation existante comme base pour la prise de décision sur les stratégies et les infrastructures de développement urbain à long terme. planification des investissements pour l'un des lotissements les plus peuplés et les plus impactés de Douala.

La méthodologie comprenait une collecte de données primaires et secondaires, une consultation intensive des acteurs gouvernementaux locaux et nationaux ainsi qu'avec les communautés cibles.

Un ensemble d'analyses spatiales a été également menée de l'échelle régionale à l'échelle du quartier pour définir non seulement les principaux défis et opportunités et éclairer les prochaines étapes du projet. Enfin, le profil a été revu et validé avec les principaux acteurs du projet, dont des représentants de la communauté cible lors d'un atelier.

À l'aide des dernières données disponibles, une évaluation de la vulnérabilité a été réalisée pour la municipalité de Douala en combinant divers facteurs qui influencent collectivement la qualité de vie, comme le montre la carte. Cette évaluation impliquait l'application d'un système de critères et de notation dans les systèmes d'information géographique pour créer une compréhension globale des niveaux de vulnérabilité dans les différentes zones de la municipalité.

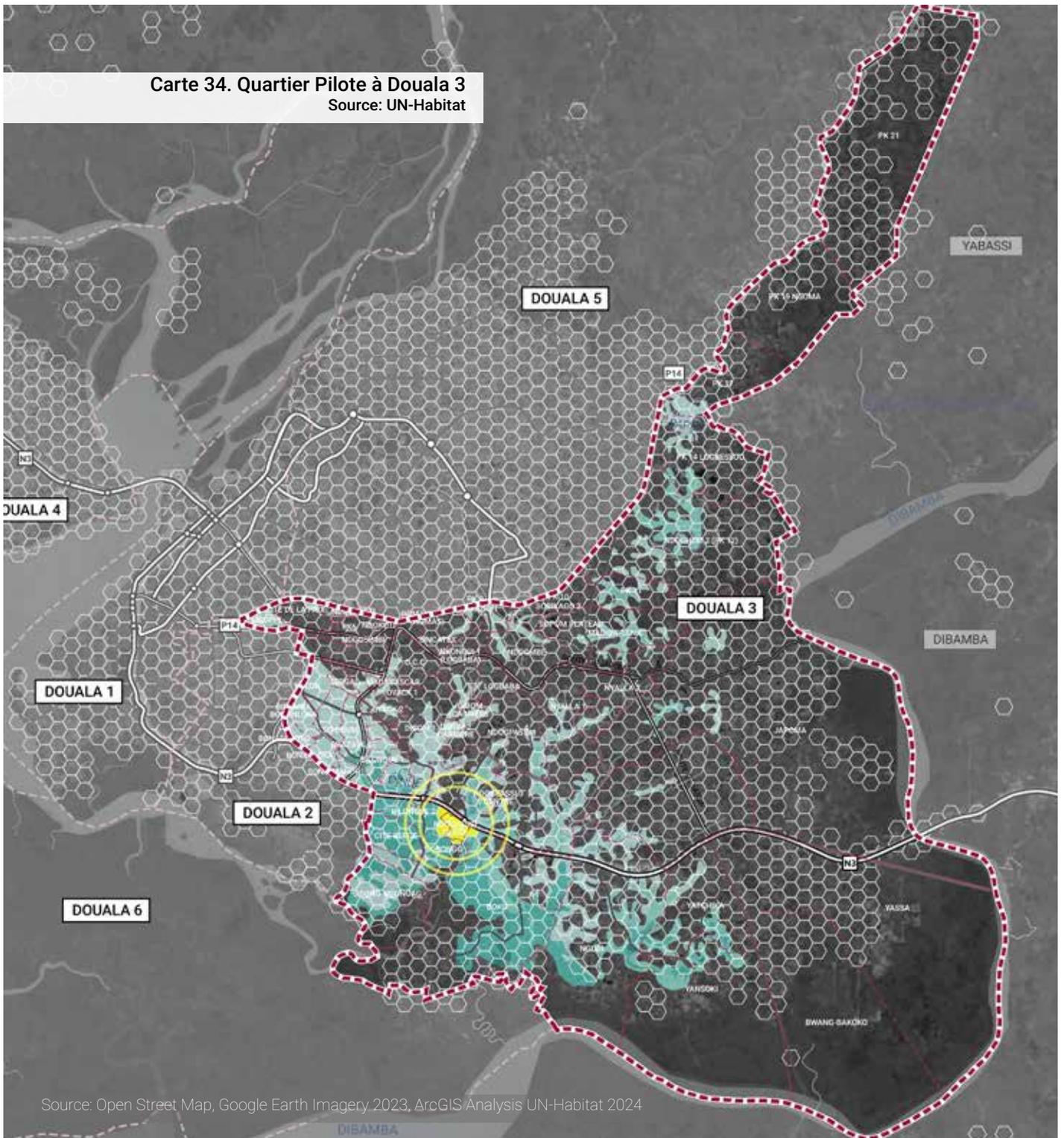
Les principaux critères pris en compte sont :

- **La densité de population et la densité du bâti**
- **La présence de PDI**
- **La population à risque**
- **La mobilité et le transports** (la densité du réseau routier, la densité des carrefours routiers, l'accès aux arrêts de bus publics)
- **L' accès aux services urbains de base** (accessibilité, à moins de 15 minutes à pied, à des services tels que les écoles, les établissements de santé, les services de sécurité etc.)

La combinaison de ces couches a permis la mise en place d'une classification en quatre groupes du niveau de vulnérabilité dans la CAD3 :

1. **Zone à haute vulnérabilité** avec un score de 16,
2. **Zone à vulnérabilité modérée** avec un score de 6 à 10,
3. **Zone faiblement vulnérable** avec un score de 1 à 5,
4. **Zone avec un score de 0 identifiée comme zone sûre** ou zone non constructible.

Carte 34. Quartier Pilote à Douala 3
Source: UN-Habitat



Source: Open Street Map, Google Earth Imagery 2023, ArcGIS Analysis UN-Habitat 2024

De ce qui précède, il ressort que les zones les plus vulnérables se trouvent être la périphérie de l'Arrondissement de Douala 3 qui surplombe l'Arrondissement de Douala 6, qui se trouve être une zone inondable, où se trouve la zone sud du CAD3 connue également pour avoir une forte présence de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI).

Cette analyse corrobore le vote participatif qui a eu lieu avec les principaux partenaires, au cours duquel le quartier Ndogpassi Plage a été sélectionné comme zone exposée aux vulnérabilités environnementales à la partie Vision.

CONTRAINTES SPATIALES DE DOUALA 3

Les défis spatiaux du développement urbain à Douala 3 reposent sur l'analyse spatiale. Du à une utilisation inappropriée des sols, les aspects environnementaux, urbains sont menacés sur le plan spatial.

ENVIRONNEMENT - ZONES INONDABLES

La plupart des dommages naturels enregistrés, du côté sud-ouest de la CAD3, sont dus aux inondations des zones fluviales et riveraines lors de la hausse des niveaux d'eau. La montée du niveau est due à la fois aux fortes pluies et aux marées. Les zones riveraines correspondent aux terres situées autour des rivières et des drains, tandis que le front côtier, faisant face à la rivière Dibamba, est sujette aux inondations provoquées par les marées. Dans ces zones, il est très difficile de garantir la sécurité des citoyens et la résistance des logements qui doivent faire face à la force des vagues et des fortes pluies. Malgré l'anthropisation, il est déconseillé de s'y installer. Vu le risque élevé encouru par les populations et infrastructures, les plaines inondables peuvent être dites comme non aedificandi.

ENVIRONNEMENT - ZONES DE PENTE 25%>

Les zones présentant une pente supérieure à 25° sont considérées comme impropres aux installations. En effet, les zones avec des pentes inférieures à 20 % sont constructibles tandis que celles comprises entre 20-40 % ne peuvent être construites que sous certaines conditions conformes à la réglementation urbaine. Les zones avec des pentes supérieures à 40 % sont en général inconstructibles. Dans ces zones, il y a un véritable défi de génie civil, qui implique la construction d'infrastructures très coûteuses. Au niveau de la CAD3, ces zones se caractérisant par des pentes abruptes de plus de 45%, au Nord-Est, sont objets à l'érosion et aux glissements de terrain, ce qui expose les habitants à de véritables accidents, parfois mortels.

ENVIRONNEMENT - MANGROVE

La mangrove présente au sud du CAD3, dans le quartier de Boko, représente un habitat vulnérable qu'il faut protéger de la surexploitation de ses ressources. Il comprend un grand nombre d'espèces d'arbres au potentiel médical, hormis sa caractéristique naturelle de protection de la côte de l'érosion et de la montée des eaux des rivières. Par conséquent, le développement urbain sauvage, la déforestation et plusieurs autres pratiques semblables devraient être découragés et des initiatives de protection devraient être mises en place.

LÉGENDE

DÉFIS

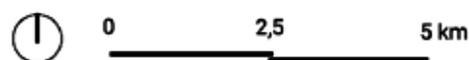
-  Routes tertiaires non pavées
-  L'étalement urbain
-  Zone industrielle
-  Empiètement des mangroves
-  Glissement de terrain : composition du sol
-  Glissement de terrain : Pente > 25°
-  Empiètement des zones humides
-  Population à risque

Inondations

-  Faible
-  Élevé
-  Très haut
-  Permanent

ADMINISTRATIVE

-  Douala 3
-  Subdivisions
-  Quartiers
-  Routes principales
-  Chemin de fer
-  Zone bâtie



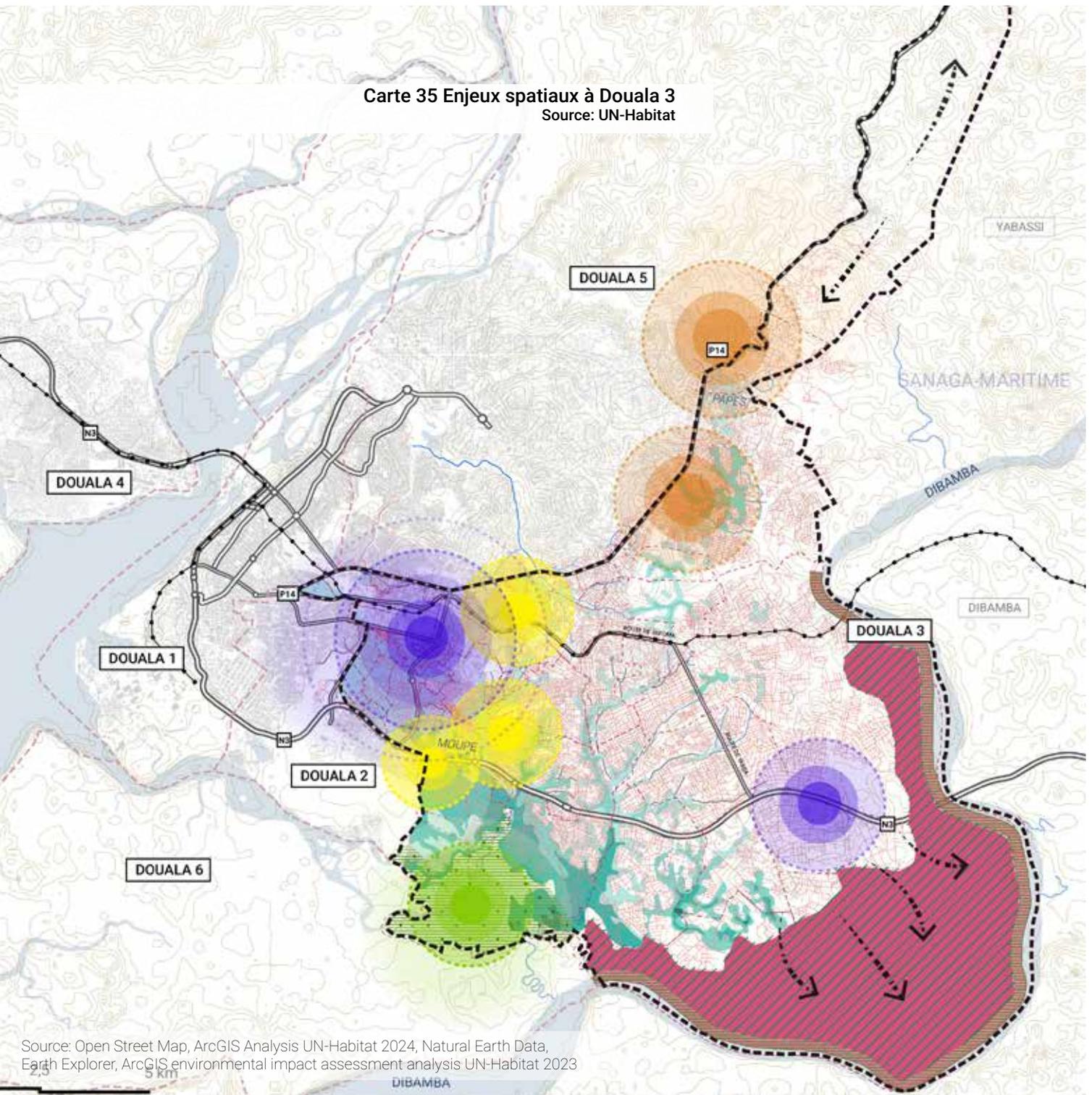
ENVIRONNEMENT - ZONES HUMIDES

Comprenant les mangroves, elles doivent être classées comme protégé et impropre au développement. Ce sont des zones écologiquement sensibles avec une biodiversité unique. Au sein des quartiers de la CAD3, ils jouent le rôle de régulateur des crues des rivières et des drains.

ASSAINISSEMENT - DÉPÔT DE DÉCHETS

Les contraintes agissant sur l'environnement ne sont pas seulement dues aux aléas naturels, mais aussi à l'action humaine. C'est le cas du dépôt des déchets solides des ménages et industries, qui sont déversés, sur les terrains

Carte 35 Enjeux spatiaux à Douala 3
Source: UN-Habitat



Source: Open Street Map, ArcGIS Analysis UN-Habitat 2024, Natural Earth Data, Earth Explorer, ArcGIS environmental impact assessment analysis UN-Habitat 2023

vagues et le long des égouts et de la Dibamba. Aussi, à l'intérieur de la CAD3, se trouve des décharges informelles contribuant à la pollution environnementale. Il est important d'étendre la gestion des déchets à l'ensemble de la CAD3, surtout dans les quartiers les plus isolés, en trouvant un lieu de collecte adapté avant un éventuel traitement.

URBAIN – RESEAU ROUTIER

En raison de l'absence d'un réseau viaire défini, le réseau desservant la 3ème Arrondissement de Douala est saturé, rendant les déplacements difficiles et générant des embouteillages aux carrefours.

Les routes primaires et secondaires sont les seules qui permettent des connexions sur de grandes distances et subissent donc l'intensité de tous les embouteillages.

L'état du réseau routier peut être évalué comme bon, moyen et mauvais, en tenant compte des matériaux de construction : asphalte, béton bitumineux et terre. En général, les axes principaux recouverts d'asphalte sont en bon état. Cet état se dégrade à mesure qu'on s'éloigne des axes principaux. **En revanche, les routes tertiaires, qui permettent la mobilité au sein des quartiers de la CAD 3 présentent une situation plus alarmante quant à leur état.**



05

ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

REUNIONS TECHNIQUES AVEC LA COMMUNE DE DOUALA 3 - VALIDATION DES DONNÉES D'ANALYSE SPATIALE SECTORIELLE

L'équipe de l'UPIMC Cameroun, en collaboration avec les experts des services techniques sectoriels de Douala3, a réalisé une série de réunions thématiques préparatoires à l'élaboration du profilage urbain.

Chacune de ces réunions avait un objectif précis à atteindre ; cependant, de manière générale, il s'agissait de la validation des premières informations tirées d'une recherche dans la documentation urbaine et les éléments cartographiques.

Toutes les réunions ont eu lieu dans les locaux à Douala3. Par ordre, ces sessions préliminaires de validation de l'analyse spatiale étaient les suivantes :

- 05.07. 2023 : validation du plan de travail
- 12.07. 2023 : Environnement, Assainissement et Services Urbains de Base
- 14.07. 2023 : Services sociaux et migration
- 17.07. 2023 : Échange avec les représentants des déplacés
- 21.07. 2023 : Infrastructures de transports
- 26.07. 2023 : Infrastructures routières
- 31.07. 2023 : Équipements de santé, d'éducation et de loisirs
- 27.11. 2023 : Économie

Objectifs :

- Validation du planning et du déroulement des réunions techniques thématiques ;
 - Revue des cartes d'analyse spatiale de base : gouvernance, frontière administrative, environnement, environnement et risques, migration, transports et infrastructures routières ;
 - Cartographie participative : validation des cartes et intégration d'informations complémentaires ;
- Comprendre la dynamique du cadre de vie des déplacés internes vivant en CAD3.

Les résultats obtenus:

- Meilleure connaissance des différentes thématiques, enjeux et potentiels du contexte urbain du CAD3
- Échange de données et d'informations et de documentation entre les experts des deux entités ;
- Validation de la cartographie ;
- Meilleure connaissance du cadre de vie des PDI : principaux enjeux et défis.



Photo 32. 05.07. 2023 : validation du plan de travail lors d'une Réunion technique, CUD
Source : UN-Habitat



Photo 33. 21.07. 2023 : Réunion technique - infrastructures de transport à la CAD 3
Source : UN-Habitat



Photo 34. 26.07. 2023 : Réunion technique - infrastructures routières à la CAD 3
Source : UN-Habitat

QUESTIONNAIRE AUX PDI - IDENTIFICATION SUR PLACE DES DÉFIS AVEC LE GROUPE CIBLE

En collaboration avec 3 représentants des groupes de PDI : femmes, hommes et jeunes, l'équipe de l'UPIMC Cameroun a réalisé une série d'entretiens avec des PDI pour recueillir et comprendre les contraintes hebdomadaires dans leur contexte. et leur qualité de vie. UPIMC a élaboré un questionnaire composé de quarante-huit questions, structurées en :

Partie I – Identification : lieu de résidence, région d'origine, motif du choix de s'installer à Douala 3 ;
Partie II – Situation matrimoniale
Partie III – Situation professionnelle : contraintes liées à la recherche d'un emploi ou à l'exercice d'un emploi ;
Partie IV – Cadre de vie : diverses formes de contraintes sur l'accessibilité aux services urbains de base.

Un échantillon de cent dix (110) personnes issues de la communauté des PDI ont accepté de participer à l'activité de collecte via un questionnaire d'enquête dans le cadre de ce projet. Cet échantillon était composé de 37% d'hommes et 67% de femmes, dont une proportion de 67% de jeunes. Ces réunions ont eu lieu le

- 24.07.2023 – Quartier Ndogpassi
- 26.07.2023 – Quartier Espoir
- 27.07.2023 – Quartier Yassa

À la fin du processus, chaque réponse a été examinée et validée pour garantir la qualité des données. Ces données ont été extraites de la plateforme KobotToolBox au format Excel. Des analyses plates ont été effectuées dans le logiciel PowerBI et l'envoyées au logiciel Excel pour la création de graphiques plus exploitables.

Objectifs :

- Établir un profil du PDI ;
- Comprendre le contexte du PDI,
- Comprendre les défis économiques;
- Comprendre les enjeux urbains quotidiens sur l'accessibilité aux services et l'intégration dans le contexte social.

Les résultats obtenus:

- Données statistiques sociales mises à jour sur le profil des personnes déplacées.
- Meilleure connaissance du contexte des PDI;
- Meilleure connaissance des contraintes financières quotidiennes
- Cartographie des zones où se trouvent les PDI.



Photo 35. 07.07. 2023 : Échange avec les représentants des déplacés
Source : UN-Habitat



Photo 36. 26.07.2023 Entretiens avec les déplacés internes, quartier Espoir
Source : UN-Habitat



Photo 37. 26.07.2023 Entretiens avec les déplacés internes, quartier Espoir
Source : UN-Habitat

VISITE DE TERRAIN - COLLECTE DE DONNEES AVEC DOUALA 3

En collaboration avec la Mairie de Douala 3 et les autorités locales, l'équipe de l'UPIMC Cameroun a effectué plusieurs visites de terrain dans les quartiers de Yassa, Bwang-Bakoko, Ndogpassi-Centre, Ndogpassi-Plage et Boko. Ces activités ont servi de boussole pour enrichir l'analyse spatiale adaptée aux réalités du territoire d'étude.

Les données collectées sur le terrain ont été réalisées à l'aide d'applications mobiles telles que Qfield (pour faciliter la navigation des enquêteurs de terrain) et OSMAnd (pour voir la zone couverte lors de l'enquête). De plus, des photos et vidéos prises sur le terrain ont permis de développer une base de données multimédia.

Les récits livrés par les dirigeants locaux ou leurs représentants, permettent de mieux comprendre le contexte de la zone d'étude, et de valider certaines informations déjà collectées. l'historique de ces visites :

- 13.09.2023 : Présentation officielle au Chef Traditionnel de Ndogpassi et visite de terrain
- 13.10.2023 : Contact avec le représentant du chef de quartier Ndogpassi Plage
- 25.10.2023 : Visite de terrain à Ndogpassi Plage avec le représentant du quartier Ndogpassi Plage
- 7.11.2023 : Présentation officielle au Chef du Village de Boko-Bonadiwoto
- 22.11.2023 : Rencontre avec le point focal du quartier Boko
- 01.12.2023 : Visite de terrain à Ndogpassi Plage avec le représentant du quartier Boko

Objectifs :

- Intégration des autorités locales ;
- Compréhension du contexte urbain local ;
- Validation des informations et cartographie ;
- Collecte de données thématiques ;
- Mise en place de la base multimédia : photos, vidéos.

Les résultats obtenus:

Contact avec les chefferies de Ndogpassi Plage et Boko-Bonadiwoto ;
Meilleure compréhension du contexte urbain local ;
Cartographie du site disponible ;
Données thématiques disponibles ;
Base multimédia actualisée de la zone d'étude



Photo 38. 13.09.2023 Visite de terrain à Ndogpassi Plage avec les autorités locales
Source : UN-Habitat



Photo 39. 25.10.2023 Visite de terrain à Ndogpassi Plage avec les autorités locales
Source : UN-Habitat



Photo 40. 13.09.2023 Visite de terrain à Ndogpassi Plage avec les autorités locales
Source : UN-Habitat

COMITE TECHNIQUE (COTECH) AVEC DOUALA 3

Le Comité Technique (CoTech) est la première instance de validation des données au sein du Conseil de Douala 3, animée avant de partager les résultats avec les parties prenantes lors d'ateliers pléniers. La séance est présidée par le Maire en présence de ses adjoints et des experts techniques sectoriels de la Commune de Douala 3.

La première CoTech s'est tenue le 20 septembre 2023. L'objectif était de présenter et de valider les résultats du profilage urbain développé par l'équipe de l'UPIMC à l'échelle de l'Arrondissement, et de recueillir les contributions de l'exécutif municipal. Une séance de pré-planification participative a été organisée pour identifier les Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (SWOT) du territoire autour de quatre thématiques principales :

1. Impact socio-spatial
2. Espaces naturels et risques environnementaux :
3. Connectivité et mobilité :
4. Pôles économiques et accès aux équipements et services urbains de base :

Objectifs :

- Partage de la méthodologie de collecte et d'analyse des données ;
- Présentation et validation des premiers résultats du profilage urbain ;
- Mener un exercice participatif pour identifier les enjeux et défis du territoire
- Partage des documents préparatoires à l'atelier (TdR, programme, liste des participants, etc.).

Les résultats obtenus:

- Validation de la méthodologie de collecte et d'analyse des données.
- Enrichissement et validation des données d'analyses thématiques.
- Enrichissement et validation des cartes d'analyse thématiques.
- Identification des principales forces, faiblesses, opportunités et menaces socio-spatiales.

Les documents préparatoires à l'atelier de profilage urbain ont été validés par le Maire et par conséquent partagés avec les parties prenantes. L'exercice participatif a stimulé un certain nombre d'échanges internes fructueux et de nouveaux éléments à prendre en compte dans le processus de planification.



Photos 41 20.09.2023 Comité Technique (CoTech), CAD 3
Source : UN-Habitat



Photos 42 20.09.2023 Comité Technique (CoTech), CAD 3
Source : UN-Habitat



Photos 43 20.09.2023 Comité Technique (CoTech), CAD 3
Source : UN-Habitat

ATELIER - PROFILAGE URBAIN ET VISION STRATEGIQUE

Le Programme UPIMC Cameroun se caractérise par un processus de planification participative dans lequel l'engagement des parties prenantes est un élément essentiel pour garantir l'appropriation du projet par les acteurs de développement liés à la zone d'étude.

L'atelier d'analyse spatiale est une séance qui vise à valider le diagnostic urbain élaboré par l'équipe technique d'ONU-Habitat en collaboration avec les services techniques de la Mairie de Douala 3.

Ainsi, le 13 octobre 2023, l'atelier de Profilage urbain et de la Vision Stratégique a été organisé. Cette réunion a regroupé les points focaux de la CAD3, ainsi que les représentants des ministères sectoriels concernés :

- MINH DU Ministère du Logement et du Développement Urbain
- MINDCAF Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
- MINEPAT Ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement Régional
- MINDDEVEL Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
- MINEE Ministère des Ressources en Eau et de l'Énergie
- MINEPDED Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
- MINESEC Ministère des Enseignements Secondaires
- MINAS Ministère de la Santé Publique
- MINTP Ministère des Travaux Publics
- MINTRANSPORT Ministère des Transports
- Inspection de l'Enseignement de Base MINEDUB de Douala 3

Plusieurs PDI accompagnés de leurs représentants et points focaux des organisations internationales, des ONG, de la société civile (ordres professionnels) et du secteur universitaire étaient également présents.

Objectifs :

L'objectif principal de cet atelier fut de sensibiliser et d'informer davantage les acteurs du territoire et les agences humanitaires et de développement sur l'avancement des travaux de UPIMC, afin de recueillir des idées clés, des domaines d'intérêt, des contributions et des conseils pour faire avancer le processus actuel.



Photo 44. 13.10.2023 Atelier Profilage urbain et Vision stratégique
Source : UN-Habitat



Photo 45. 13.10.2023 Atelier Profilage urbain et Vision stratégique
Source : UN-Habitat



Photo 46. 13.10.2023 Atelier Profilage urbain et Vision stratégique
Source : UN-Habitat

Objectifs secondaires :

- Présenter de manière synthétique les enjeux du profil urbain à l'échelle communale et du quartier retenu.
- Travailler en collaboration avec les partenaires pour partager et valider les défis et opportunités observés.
- Définir une vision stratégique préliminaire de la Commune de Douala 3 et du quartier Ndogpassi 3 Plage dans un horizon de 5 à 10 ans.

Les résultats obtenus:

1. Engagement envers le processus du projet, engagement continu et accord sur les résultats proposés par les principales parties prenantes.
2. Contributions sur l'identification des défis et opportunités du territoire.
3. Recommandations sur la vision urbaine.

Au cours de la séance, des cartes d'analyse sectorielle ont été présentées : les participants ont été invités à annoter leurs commentaires et remarques. Par la suite, des discussions ont été facilitées entre l'équipe technique et les participants pour identifier les lacunes ou les mauvaises interprétations des données. Ensuite, une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) a été réalisée. Les participants ont été répartis en 6 groupes composés de 10 personnes et répartis sur 6 tables. Au terme des 30 minutes destinées à faciliter l'exercice, chaque représentant a été invité à partager les principaux résultats de sa propre analyse avec l'auditoire.

Grâce aux interventions du public, les concepts à intégrer dans les stratégies de développement proposées ont été identifiés tels que l'importance du potentiel du milieu urbain, mais aussi celui des quartiers ruraux. D'autres étaient :

- Promouvoir le transport fluvial, pour le commerce, la mobilité maritime et pour leur valeur touristique ;
- Planifier des activités pour réutiliser les déchets nocifs pour créer des matériaux de construction.

De la même manière, un autre exercice d'identification préliminaire de vision stratégique a été réalisé. Il s'agissait d'un test pour rédiger une feuille de route pour l'atelier de la Vision. Les résultats obtenus grâce à la validation des exercices participatifs, et tout au long de la séance, ont enrichi les informations concernant la phase d'analyse contextuelle.



Photo 47. 13.10.2023 Atelier Profilage urbain et Vision stratégique
Source : UN-Habitat



Photo 48. 13.10.2023 Atelier Profilage urbain et Vision stratégique
Source : UN-Habitat



Photo 49. 13.10.2023 Atelier Profilage urbain et Vision stratégique
Source : UN-Habitat

06

CONCLUSION

ANALYSE SWOT - FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES

L'exercice d'analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) a été choisi lors de l'Atelier de Profilage Spatial et de Vision Stratégique, comme méthodologie participative pour recueillir les données auprès des principaux partenaires et parties prenantes incarnant les principaux défis et opportunités de l'Arrondissement de Douala 3 (CAD3).

Le tableau était structuré en 4 thèmes principaux :

- **Impact socio-spatial**
- **Environnement et risques naturels**
- **Connectivité et mobilité**
- **Accès aux services urbains de base et aux centres économiques**

Pour chacune de ces thématiques, les participants ont identifié et validé les atouts et enjeux socio-spatiaux du CAD 3. **En guise de résultats, les principales problématiques énumérées par les participants s'alignaient également avec les réflexions tirées de l'Analyse Spatiale réalisée au préalable.**

Concernant les atouts et opportunités, le CAD 3 est riche en ressources naturelles, tant en plans d'eau qu'en variété de plantes et d'arbres offrant un fort potentiel pour les activités urbano-agricoles. Par ailleurs, elle dispose d'un certain nombre d'infrastructures routières et de transport qui représentent un potentiel de promotion de la mobilité et de l'accessibilité au sein de l'Arrondissement et vers les autres villes et régions du Pays.

D'autre part, les Menaces et Faiblesses ont mis en avant le manque d'alignement avec les réglementations d'urbanisme ou l'étalement urbain qui se traduit par l'installation de populations et d'activités dans des zones à risque / non constructibles.

Suite à une première analyse, ce sont les contraintes ayant un impact sur l'environnement et sur la mobilité qui ont été les plus mises en avant. Cela inclut soit les conséquences du changement climatique, soit les activités humaines conduisant à l'empiètement sur l'habitat naturel et à la pollution. L'état du réseau routier, construit avec des matériaux non résistants et non doté d'infrastructures de base telles que le drainage, apparaît également comme un défi pour le développement de la CAD 3.

Echelle	THÉMATIQUES	FORCES
COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DOUALA 3 	IMPACT SOCIO-SPATIAL Gouvernance Occupation du sol Migration et PDI	<ul style="list-style-type: none"> - Existence du plan directeur d'occupation des sols de (2015). - Différentes études de plan (ex : Plan directeur d'assainissement, Plan de secteur de Ndogo, Etude MAETUR sur les logements (Restructuration des quartiers Bobongo, Bonaloka par le CAD3/MAETUR). - Services de sécurité sociale vulnérables au Conseil de Développement Initiatives d'appui aux PME, chefferies et ONG.
	RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET NATURELS Environnement Risques environnementaux Pollution	<ul style="list-style-type: none"> - Étude sur la gestion des ressources - Variété de ressources naturelles hydrologie, richesse en diversité entre autres. - Agriculture urbaine et périurbaine - Existence de codes axés sur la mangrove.
	CONNECTIVITÉS ET MOBILITÉS Infrastructure routière Infrastructure de transport	INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE <ul style="list-style-type: none"> - Position stratégique de l'Arrondissement sur les principaux axes routiers. - Hiérarchie complète du réseau routier. INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT <ul style="list-style-type: none"> - Présence et proximité d'infrastructures de transport : chemin de fer, bus, de Douala. - Présence de lignes de bus interurbaines et de gares. - Mise en place d'un parc d'infrastructures de transport CAD3 pour l'entretien de
	PÔLES ÉCONOMIQUES ET ACCÈS AUX SERVICES Equipements éducatifs Equipements de la santé Services urbains de base Pôles économiques Centres récréatifs	ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT <ul style="list-style-type: none"> - Equipements de santé de base - Infrastructures éducatives supérieures : Campus Annuaire Douala au PK17. SERVICES URBAINS DE BASE <ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un centre commercial à Bilongue. PÔLES ÉCONOMIQUES <ul style="list-style-type: none"> - Présence de deux zones économiques (Yassa). - Centrales thermiques. - Existence de stations-services. - Diversité des équipements commerciaux, centres commerciaux. - Promotion des produits locaux. - Financement des activités économiques par des projets sociaux, EDEN AFRIQUE CENTRES DE LOISIRS <ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures sportives - Présence du village des Douala (VAD).

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
<p>Plan d'urbanisme et du plan de la mairie de Douala</p> <p>Planifications finalisées (aménagement de Douala, Bassa, etc.)</p> <p>Engagements sociaux (Partenariats Cité Berge, etc.)</p> <p>Plan pour les groupes vulnérables (Douala 3, etc.)</p>	<p>OCCUPATION DU SOL</p> <ul style="list-style-type: none"> - Incohérence entre le POS, le Plan d'occupation des sols de la ville de Douala (2015) et l'utilisation effective des terres. - Méconnaissance du PDU, du Plan d'occupation des sols de la ville de Douala (2015) et des autres outils de planification. - Croissance démographique incontrôlée et étalement urbain. - Augmentation de l'habitat précaire. - Insuffisance de logements abordables. - Construction et occupation anarchique des zones marécageuses et des mangroves. - Occupation anarchique des infrastructures et du réseau de services de base (chemin de fer, ligne électrique, etc.). <p>GOUVERNANCE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Non-respect de la réglementation en matière d'aménagement du territoire. - Absence de sentiment de sécurité dans les quartiers. 	<ul style="list-style-type: none"> - Révision du Plan d'occupation des sols de la ville de Douala (2015) - en cours. - Diffusion du Plan d'occupation des sols de la ville de Douala (2015) (POS) au niveau des chefferies et mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation. - Plan de développement communal (PCD) - en cours. - Étude sur le contrôle et la gestion des inondations - en cours. - Coopération bilatérale et internationale (partenariats stratégiques). - Urbanisation progressive de la zone. 	<ul style="list-style-type: none"> - Consultation incohérente entre les parties prenantes de la planification urbaine. - Barrière linguistique entre les PDI et les communautés d'accueil. - Vente anarchique de terrains disponibles et indisponibles.
<p>Inondations - finalisées.</p> <p>Terrains : forte pente, etc.</p> <p>Urbanisme.</p> <p>Plan pour la protection de la zone.</p>	<p>RISQUES NATURELS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dégradation de l'environnement : érosion des sols, déforestation des mangroves, dégradation de la végétation. - Inondations dans les zones situées au bord des drains et sur une pente raide. - Instabilité du sol : glissement de terrain. <p>CATASTROPHES ANTHROPIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Extraction incontrôlée de sable et de charbon. - Pollution des cours d'eau et de l'atmosphère due aux zones industrielles. - Risque d'incendie dû à la présence du gazoduc et des habitations voisines. - Existence d'une décharge centrale au centre de Douala 3. - Insuffisance de drains et de caniveaux. - Système de collecte des déchets défectueux. - Inexistence de tri collectif. - Nombre insuffisant de bacs. - Absence de cartographie des zones marécageuses. - Absence de plan d'urgence pour la gestion et la prévention des catastrophes naturelles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de production de gaz par transformation des déchets. - Ressources naturelles : potentiel de pêche et production d'énergie hydroélectrique. - Aquaculture. - Étude des bassins versants - en cours. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le changement climatique : augmentation du niveau des mers, inondations fréquentes. - Artificialisation des sols qui a un impact négatif sur la santé.
<p>Plan CAD3 entre les zones.</p> <p>Réseau routier.</p> <p>INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS (aéroports et aéroport international).</p> <p>Services urbains et routiers.</p> <p>Ingénieurs de génie civil et routes.</p>	<p>INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvais état des routes (réseau routier tertiaire en terre). - Détérioration rapide des routes en raison de la faiblesse des matériaux de construction et d'un processus inapproprié. <p>INFRASTRUCTURE DE TRANSPORTS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de protection de la zone tampon ferroviaire. - Absence d'interconnexion entre les infrastructures routières. - Absence de signalisation routière. - Absence de parking. 	<p>INFRASTRUCTURE DE TRANSPORTS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet de transport fluvial - en cours. - Ligne BRT dans le CAD3 - en cours. - Construction de la route nationale Yabassi-Douala - en cours. - Infrastructures portuaires artisanales : Débarcadère de Dibamba et Japoma. - Présence de routes tertiaires pour favoriser la mobilité douce (piétons, cyclistes). 	<p>INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des fonds pour couvrir l'aménagement des routes municipales. - Absence de trottoirs et de pistes cyclables.
<p>ÉTABLISSEMENT ET DE SANTÉ (haute qualité).</p> <p>Services de l'enseignement (ex : Université de Douala).</p> <p>Service de tri et de déchets.</p> <p>Services industriels (Bassa, etc.).</p> <p>Services commerciaux : (services, etc.).</p> <p>Services pour les petits commerces.</p> <p>Services génératrices de revenus (ex : filets, etc.).</p> <p>Services (ex : Stade de Japoma).</p> <p>Services artisanaux de Douala.</p>	<p>ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DE SANTÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> - Répartition spatiale inéquitable des équipements de santé (longue distance de déplacement). - Insuffisance des équipements éducatifs publics. - Insuffisance des infrastructures éducatives et sanitaires dans les zones rurales. <p>SERVICES URBAINS DE BASE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque d'eau potable à un prix abordable. - Insuffisance des infrastructures de base et mauvaise couverture des réseaux (eau, assainissement, énergie, gestion des déchets). - Risque élevé de crises sanitaires liées au traitement de l'eau potable (par exemple, choléra, poliomyélite). <p>CENTRES DE LOISIRS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des équipements sportifs et récréatifs. 	<p>PÔLES ÉCONOMIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Potentiel économique des activités de pêche. - Situation frontalière avec le département de la Sanaga Maritime. - Présence de sites à potentiel touristique : ancienne gare de Japoma, débarcadère de Dibamba, stade de Japoma. - Création de centres publics de formation professionnelle. - Digitalisation des produits et activités locales. 	<p>ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DE SANTÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible pourcentage d'écoles publiques. <p>SERVICES URBAINS DE BASE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'éclairage public dans les zones enclavées. <p>PÔLES ÉCONOMIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien économique insuffisant de la part de la municipalité. - Faibles possibilités d'emploi pour les jeunes. - Absence de monuments et d'attractions touristiques.

Fig. 47. Tableau d'analyse SWOT issu d'un exercice participatif - Atelier du profilage urbain, 13.10.2023
Source : UN-Habitat

DEFIS, ENGES MIND RECOMMANDATIONS POUR DOUALA 3

Grâce aux résultats obtenus lors des exercices d'analyse SWOT, il a été possible de comprendre plus en profondeur le contexte urbain de l'Arrondissement de Douala 3 (CAD3).

Les principales préoccupations des parties prenantes portent principalement sur la dégradation de l'environnement et des infrastructures de mobilité, l'insuffisance et la mauvaise qualité de divers services urbains de base tels que : l'approvisionnement en eau potable, l'électricité et la gestion des déchets solides entre autres. **Celles-ci ont été traduites en un tableau récapitulatif des principales contraintes et associées à des recommandations pour y répondre.**

Pour assurer une approche de développement durable et inclusive pour l'amélioration du CAD3, **les recommandations proposées par ONU-Habitat consistent en des actions à mener au niveau de l'urbanisme et de la diffusion de campagnes de sensibilisation en alignement avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) liés au thème principal.**

ODD 1 - PAS DE PAUVRETÉ

ODD 3 – BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

ODD 4 – ÉDUCATION DE QUALITÉ

ODD 5 - ÉGALITÉ DES GENRES

ODD 6 – EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

ODD 7 – ÉNERGIE ABORDABLE ET PROPRE

ODD 8 – TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

ODD 9 – INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE

ODD 10 – INÉGALITÉS RÉDUITES

ODD 12 - CONSOMMATION ET PRODUCTION

RESPONSABLES

ODD 13 – ACTION CLIMATIQUE

ODD 14 - LA VIE SOUS L'EAU

ODD 15 - VIE SUR TERRE

ODD 16 – PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS FORTES

ODD 17 – PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

#	THEMATIQUE	CONTRAINTE
1	IMPACT SOCIO-SPATIAL	<ol style="list-style-type: none"> 1. Etalement urbain incontrôlé 2. Manque de logements abordables 3. Faible alignements aux politiques et réglementations locales
2	ENVIRONNEMENT ET ALEAS NATURELLES	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dégradation de l'environnement 2. Catastrophes naturelles et anthropiques
3	CONNECTIVITE ET MOBILITE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dégradation du réseau routier (matériaux de construction et entretien)) 2. Manque de mobilité piétonne
4	ACCESSIBILITE AUX EQUIPMENTS EDUCATIFS, DE SANTE ET DE LOISIRS	<ol style="list-style-type: none"> 1. Répartition inéquitable des établissements de santé et d'éducation. 2. Manque d'espaces de loisirs
5	SERVICE URBAIN DE BASE - ASSAINISSEMENT	<ol style="list-style-type: none"> 1. Système inefficace de gestion des déchets 2. Dépôt anarchique de déchets 3. Manque de santé urbaine
6	SERVICE URBAIN DE BASE - GESTION ET DISTRIBUTION DE L'EAU	<ol style="list-style-type: none"> 1. Distribution inefficace de l'eau potable 2. Système de traitement de l'eau inefficace
7	SERVICE URBAIN DE BASE – ELECTRICITE	<ol style="list-style-type: none"> 1. Approvisionnement en électricité insuffisant 2. Réseau électrique informel
8	POLES ECONOMIQUES	<ol style="list-style-type: none"> 1. Faible activités économiques locales 2. Manque de sites touristiques

FILAGE URBAIN PRINCIPAUX DÉFIS ET RECOMMANDATIONS	
RECOMMANDATIONS	ODD
<ul style="list-style-type: none"> - Planifier les zones d'expansion et de densification de la Commune d'Arrondissement de Douala 3 (CAD 3) sur la base des projections démographiques. - Suivre un modèle de croissance urbaine à plus forte densité, favorisant la compacité de la CAD 3 autour des nœuds de mobilité, des services et des infrastructures. - Promouvoir l'alignement et le respect des règles d'urbanisme dans les pratiques d'urbanisme et d'aménagement du territoire. 	
<ul style="list-style-type: none"> - Inclure des mesures d'adaptation et d'atténuation au changement climatique dans les documents et règlements d'urbanisme. - Promouvoir la protection des écosystèmes naturels et des zones agricoles dans les pratiques d'aménagement du territoire. - Développer un réseau de parcs naturels pour mettre en valeur les berges de la rivière 	
<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer et étendre le réseau routier dans un délai au sein de la CAD 3. - Développer le transport fluvial comme alternative à l'automobile et améliorer les berges de la Dibamba. - Positionner les mobilités douces (piéton, vélo) au cœur de l'urbanisme et de l'aménagement des quartiers de Douala 3. 	
<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer la dimension de la santé et de l'éducation dans l'aménagement du territoire. - Promouvoir la création d'établissements publics d'éducation et de santé abordables. - Augmenter le nombre d'établissements de santé publique pour répondre aux projections démographiques. - Créer des espaces récréatifs et de loisirs pour maximiser, l'interaction entre les populations déplacées et la communauté d'accueil. 	
<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer et développer le système de collecte des déchets solides dans les quartiers les plus défavorisés. - Promouvoir l'installation de poubelles, notamment dans les quartiers ruraux. - Promouvoir la sensibilisation au recyclage et au traitement des déchets par le biais d'une campagne de sensibilisation. 	
<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer et étendre le réseau d'approvisionnement en eau potable dans la CAD3 en privilégiant les zones à forte densité démographique et les zones rurales. - Améliorer le système de traitement des eaux usées. 	
<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'installation et le raccordement des ménages au réseau principal d'ENEO Electricité, notamment dans les quartiers informels. 	
<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir le développement durable du tourisme à l'échelle de la CAD 3. - Améliorer les opportunités économiques locales à l'échelle de la CAD 3, y compris les activités traditionnelles et l'artisanat. 	

Fig. 48 Défis et recommandations pour Douala 3
Source : UN-Habitat

VALIDATION DU QUARTIER PILOTE

Une réunion s'est tenue le jeudi 7 septembre 2023, à Douala 3, pour identifier et valider de manière participative le quartier pilote du Programme UPIMC Douala3.

La réunion a réuni des membres de l'équipe de UPIMC Douala 3, ainsi que des membres clés de la CAD3.

Le quartier a été identifié dans le but de cristalliser les nombreux enjeux spatiaux et socio-économiques en termes de développement urbain et de servir d'exemple de méthodologie d'intervention réussie dans les zones vulnérables de Douala 3, pour ceux touchés par des enjeux urbains similaires. Selon l'analyse géospatiale des performances de Douala 3 réalisée, les zones les plus vulnérables et dépourvues d'infrastructures de la CAD 3 ont été identifiées comme étant les cinq quartiers:

1. Cité Berge – 0.91 km²
2. PK12 Ndoghem – 8.17 km² and PK14 Logbessou – 3.65 km²
3. Ndogpassi village:
 - Ndogpassi 1 – 2.59 km²
 - Ndogpassi Centre – 5.47 km²
 - Ndogpassi Plage – 0.25 km²
4. Bwang-Bakoko – 12.08 km²
5. Yassa – 16.98 km²

Les critères de sélection qui ont servi de guide de base pour l'identification du quartier issu de l'expérience d'ONU-Habitat, le mandat du Programme UPIMC et les priorités du CAD3, ont été expliqués.

1. Thème principal du programme UPIMC : Présence des personnes déplacées

2. Analyse Mon Quartier : identification des zones les plus vulnérables

3. Superficie inférieure à 5,00 km²

4. Faisabilité des visites sur le terrain

5. Disponibilité des données socio-spatiales et économiques

6. Défis prioritaires du CAD3 :

- Risques naturels

Inondations ,

Dépôts anarchiques de déchets et

Pollution industrielle

- Absence de services urbains de base

- Faible système de transport et de mobilité

État du réseau routier

Absence de système de drainage

7. Thèmes d'intérêt pour les donateurs :

- Intégration des PDI et des populations vulnérables

- Protection environnementale

- La gestion des déchets

- Réseaux routiers

Chaque option a donc été comparée pour vérifier leur conformité aux critères de sélection.

Par ailleurs, les échanges et réflexions soulevées par le Maire de Douala 3 et les représentants de la Mairie de Douala 3 ont contribué au vote participatif.

Compte tenu des critères et de divers facteurs, Ndogpassi Plage a finalement été sélectionnée comme quartier pilote.

1. Thème principal du programme UPIMC : Présence de personnes déplacées selon l'évaluation des personnes déplacées dans la ville de Douala de l'OIM 2022, Ndogpassi Plage a la plus forte présence de personnes déplacées et une très forte densité.

2. Analyse Mon Quartier : identification des zones les plus vulnérables Cette analyse géospatiale met en première ligne les zones les plus vulnérables de l'Arrondissement de Douala 3, menée selon 4 objectifs : accessibilité, compacité, résilience et dynamisme. Cela démontre que Ndogpassi Plage est ancrée dans une zone caractérisée par des établissements non planifiés à haute densité, la prolifération de logements informels, une exposition importante à des risques tels que les inondations et l'empiétement de l'urbanisation sur les habitats naturels. La zone souffre d'une couverture insuffisante en équipements et services de base.

3. Superficie inférieure à 5,00 km²

4. Faisabilité des visites sur le terrain

5. Disponibilité des données socio-spatiales et économiques

Ndogpassi Plage a une superficie de 0,25 km², ce qui a permis de couvrir tout le périmètre du site lors des visites du site, ce qui a permis d'obtenir une quantité raisonnable de données collectées. Cela a été soutenu par les récents plans et projets développés par les partenaires, à savoir la ligne BRT 2022-2026 de la Banque mondiale et le plan sectoriel du village de Ndogpassi, qui a contribué à fournir une base de données mise à jour.



Photo 50: Identification du quartier pilote, Commune de Douala 3, 07.09.2023
Source : UN-Habitat

6. Défis prioritaires du CAD3 :

- Risques naturels
- Absence de services urbains de base

7. Thèmes d'intérêt pour les donateurs :

- Intégration des déplacés internes et des populations vulnérables
- Protection environnementale
- La gestion des déchets
- Réseaux routiers

Les contraintes spatiales ayant un impact significatif sur le site correspondent aux préoccupations précédemment identifiées par Douala 3 et mettent en évidence les défis qui doivent être résolus par le biais de projets d'investissement des donateurs. Il s'agit notamment d'une grande vulnérabilité aux inondations dues aux débordements des cours d'eau causés par des canalisations obstruées et à l'absence de gouttières appropriées. De plus, le mauvais état des routes souligne la nécessité urgente de les reconstruire ou de les asphaltier pour garantir leur durabilité et leur résilience face aux facteurs du changement climatique.

En conclusion, la sélection de Ndogpassi Plage comme quartier pilote est le résultat d'un processus global impliquant le chevauchement de plusieurs décisions, analyses et phases dans le cadre de planification de l'UPIMC Cameroun.

- **Analyse fondée sur des preuves** : garantie de la véracité scientifique des données et d'une compréhension approfondie des différentes dynamiques sectorielles dans le domaine.
- **Analyse géospatiale** : zones identifiées à forte vulnérabilité environnementale et nécessitant une couverture efficace des infrastructures et des services de base.
- **Exercice participatif SWOT** : Intégration de forces, faiblesses, opportunités et menaces supplémentaires grâce à une approche participative dans CAD 3.
- **Vote avec les autorités locales et les principales parties prenantes** : sur la base de critères objectifs, cela a permis de garantir l'inclusion des partenaires dans le processus de prise de décision.

DU PROFILAGE SPATIAL A LA VISION

Suite à l'identification du quartier pilote, le 2ème volume, Vision, élargira l'analyse intersectorielle réalisée dans l'Arrondissement de Douala 3 (CAD 3) pour inclure le quartier de Ndogpassi Plage.

Le premier objectif du rapport sera de mettre en évidence les principales contraintes du site pilote. Divers thèmes seront abordés, notamment l'environnement, l'aménagement du territoire, les infrastructures et équipements routiers.

La méthodologie adoptée consistera en : des visites de terrain, réalisées avec l'appui de la Mairie de Douala 3, des autorités locales (chefs traditionnels et de quartier, personnes ressources) et des étudiants de l'Université de Douala - Département de Géographie. Supports de cartographie, applications mobiles de collecte de données de terrain (Qfield, OSMAnd...), appareils multimédia photo/vidéo, etc. sont quelques-uns des outils qui seront utilisés.

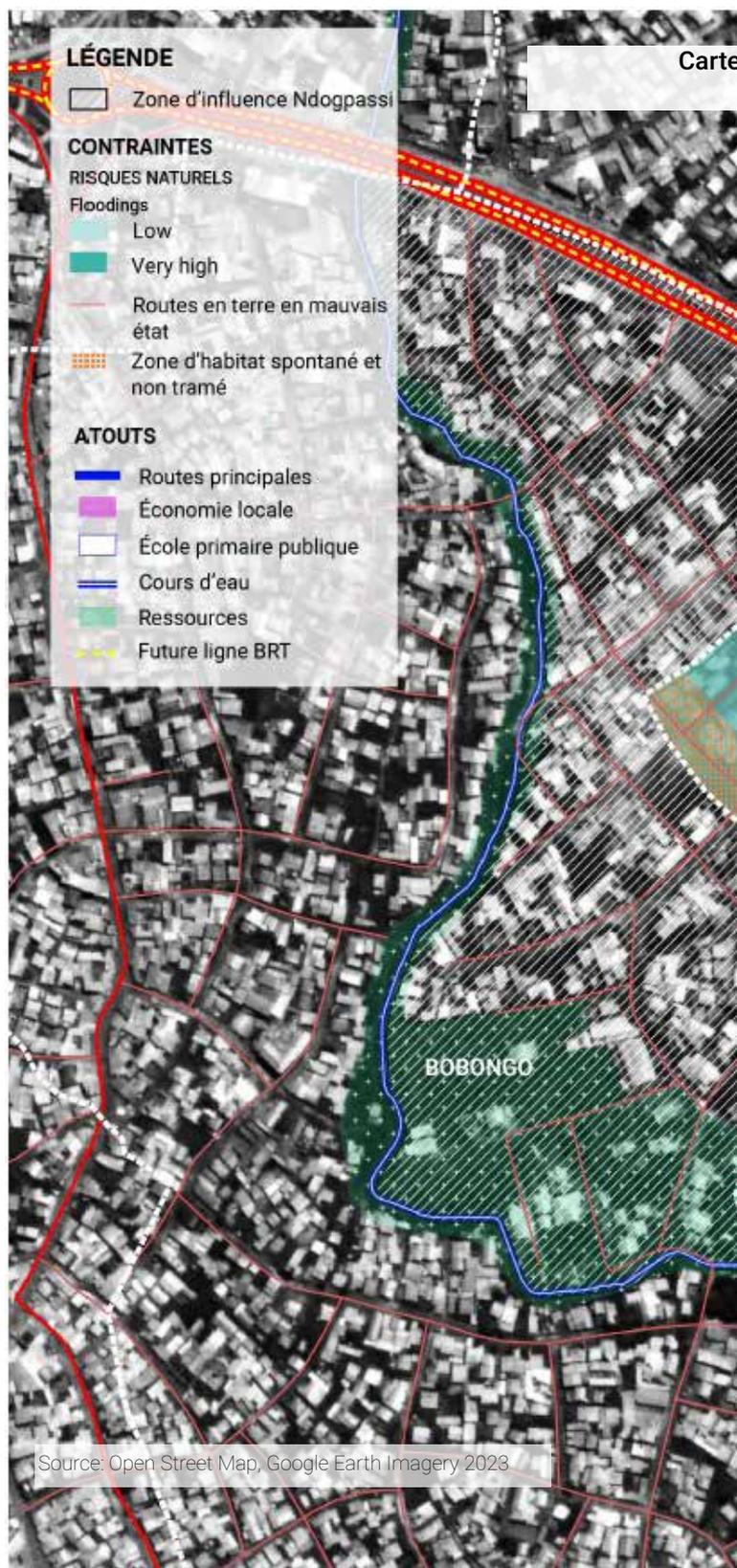
La validation des données collectées sur le terrain sera participative à travers le Comité Technique (mécanisme de validation interne à la commune) et en plénière lors d'un atelier participatif avec toutes les parties prenantes du projet à Douala.

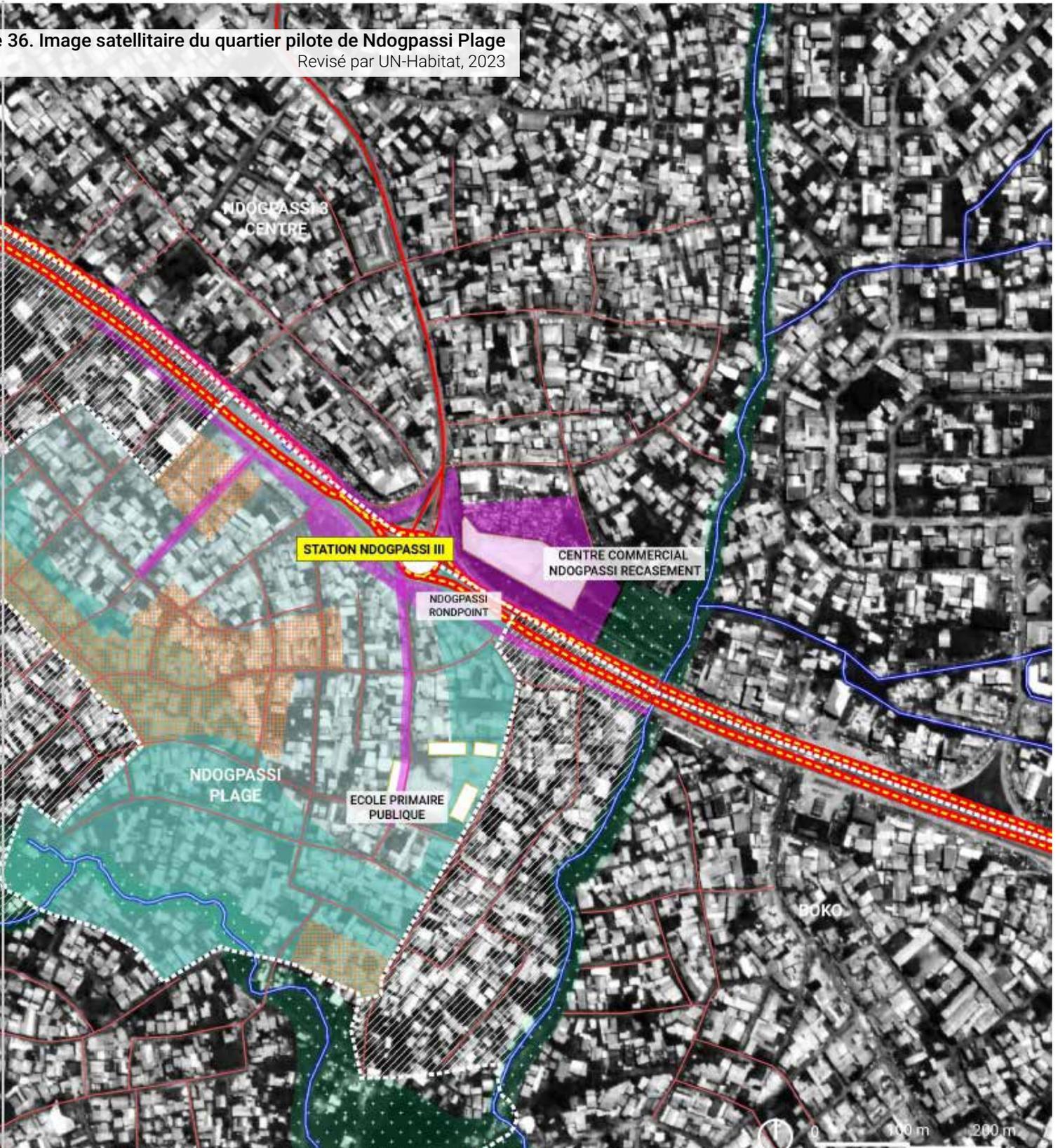
L'élaboration d'une vision stratégique et l'élaboration de scénarios optimaux à l'échelle de l'Arrondissement Douala 3 et de Ndogpassi Plage seront au cœur du Tome 2.

- **Cette vision** sera validée après plusieurs étapes dont : une validation technique avec le Conseil de Douala 3 et un atelier de planification participative impliquant les principales parties prenantes, les PDI, les représentants des ministères sectoriels, la société civile et le monde universitaire.

Les participants contribueront aux éléments de la vision tels que : des mots clés, pour qualifier leur ville, leur quartier dans l'état futur souhaité ; cela facilitera la discussion des hypothèses de développement appelées scénarios.

- **Le scénario optimal** développé sera soutenu par un plan d'action décrivant les projets à mettre en œuvre à court, moyen et long terme en termes de services et d'infrastructures de base, d'intervention sensible au climat et de soutien humanitaire. Cela permettra l'évaluation financière des projets prioritaires sélectionnés et des discussions en vue de négociations avec des donateurs potentiels.





36. Image satellitaire du quartier pilote de Ndogpassi Plage
 Révisé par UN-Habitat, 2023

Carte 36 . Le quartier pilote de Ndogpassi Plage, Douala 3
 Source : google satellite révisé par UN-Habitat





Photo 51. Route Tertiaire à Ndogpassi Plage, Source : UN-Habitat

Profil spatial pour le développement durable

Tirer parti du profil spatial pour guider le développement urbain inclusif et durable.

Au-delà d'offrir une compréhension globale de la ville, le profil spatial devient un outil dynamique pour identifier les défis et les opportunités au sein des zones urbaines et des quartiers caractérisés par un nombre élevé de résidents migrants, servant de guide stratégique pour le développement urbain. En mettant en valeur l'interaction complexe des aspects physiques, socio-économiques et politiques au sein des paysages urbains, le profil spatial devient un outil décisionnel inestimable pour la planification des infrastructures à long terme. Ce processus contribue activement à la croissance de la ville grâce à l'identification des zones nécessitant une attention et des interventions stratégiques. En intégrant les informations qualitatives d'ateliers participatifs, le profilage engage activement les communautés locales. Cette interaction assure que les quartiers d'intervention identifiés s'alignent sur les priorités des résidents et contribuent de manière significative à la vision globale de développement de la ville.

Explorez les autres profils spatiaux UPIMC :



Amman
Profil
Spatial,
Jordan



Irbid
Profil
Spatial,
Jordanie.

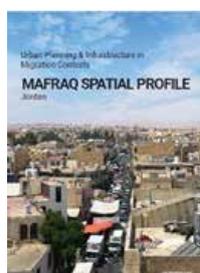


Douala 4
Profil
Spatial,
Cameroun.



Damietta
Profil
Spatial,
Egypte.

Profilsp spatiaux à venir :



Mafraq
Profil
Spatial,
Jordanie.

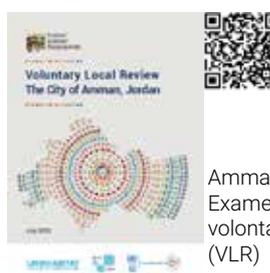


Douala
Profil
Spatial,
Cameroun.



Kafr El-Battikh
Profil Spatial,
Egypte.

Les profils spatiaux d'ONU-Habitat ont un rôle central dans les efforts plus larges visant à localiser les ODD. Le processus de profilage spatial et de planification est en synergie avec les examens locaux volontaires (VLR). Amman offre un exemple, dans la mesure où le profil spatial d'Amman (2022) a conduit au VLR d'Amman (2022) qui a suivi, en fournissant un large éventail de données et d'indicateurs spatiaux tout en contribuant aux projections thématiques sur les migrants et groupes vulnérables. La synergie entre les VLR et les profils spatiaux allie l'évaluation des performances des ODD à l'échelle de la ville à partir des VLR avec une analyse multi-échelle et multisectorielle, des informations et l'identification des zones clés. Cette collaboration favorise une nouvelle génération de VLR orientés vers l'action soutenue par ONU-Habitat, créant des lieux communs qui relient les niveaux mondial et local pour un développement urbain efficace. Les profils spatiaux et les VLR contribuent à renforcer des écosystèmes de données locaux en offrant une approche globale pour parvenir à un développement durable axé sur les besoins, les potentiels et les actions locaux.



Amman
Examen local
volontaire
(VLR)



Amman
Profil
Spatial,
Jordanie.

Etapes suivantes de UPMC

Suite au profil spatial de la ville, les deux prochaines phases de l'UPIMC se concentrent sur la plus petite échelle au sein des quartiers identifiés comme pilotes à travers le processus de profilage complet et les ateliers participatifs.

Vision et plan d'action

Le processus de vision et de planification du quartier pilote vise à redéfinir le paysage urbain en élaborant une vision stratégique ancrée dans les enseignements du profilage spatial grâce à un effort de collaboration des principales parties prenantes. La vision sert de feuille de route collective qui aligne les aspirations du gouvernement, des communautés d'accueil et de réfugiés, et d'autres parties prenantes. Cela signifie l'engagement en faveur d'un développement inclusif, où les priorités de la communauté ciblée sont intégrées et alignées dans le récit urbain plus large. Le processus de planification qui s'ensuit est un effort visant à traduire ces aspirations en actions. La création de différents scénarios et la formulation d'un plan d'action deviennent essentielles à la transformation de la ville, en fournissant des étapes concrètes et des domaines identifiés pour des interventions stratégiques.



Quartier Al Hashmi Al Janoubi, Amman, Vision, élaboration de scénarios et plan d'action



Quartier Al Afrah, Irbid : Vision, élaboration de scénarios et plan d'action.



Arrondissement de Douala4, Douala : Vision, Construction de Scénarios et Plan d'Action.



Nouvelle ville de Damiette: Vision, Construction de scénarios et plan d'action.

Priorisation des projets et liens avec le financement

La priorisation des projets dans cette phase doit répondre aux besoins immédiats et aux aspirations à long terme, en formulant les actions précises pour transformer le quartier. A mesure qu'une évaluation, impliquant la contribution de la communauté et la collaboration des parties prenantes, dont ils sont l'objet, ces projets deviennent plus que de simples initiatives d'infrastructure car ils incarnent la vision formulée. Les fiches de projet relient les aspirations à la réalité, facilitant les partenariats, notamment avec le secteur privé et les donateurs potentiels, pour garantir le financement nécessaire à la mise en œuvre. Cette phase de mutations consiste à transformer les visions urbaines en réalités tangibles, à mesure que les projets prioritaires deviennent les éléments constitutifs d'un quartier et d'une ville qui reflètent les besoins, le potentiel et les aspirations de ses habitants.



Cartes d'investissement pour le quartier d'Al Afrah à Irbid, en Jordanie.



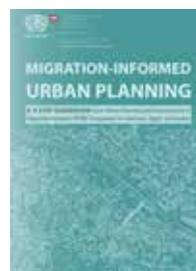
Cartes d'investissements pour Douala 4 à Douala, Cameroun.



Cartes d'investissements pour la Nouvelle Damiette et Kafr El Battikh dans le gouvernorat de Damiette, Égypte.

Échange de connaissances

L'UPIMC insiste sur l'échange de savoirs reliant les villes à des échelles pour renforcer la capacité de la ville et l'engagement dans des plates-formes et processus nationaux et internationaux. Dans cet elan, un guide normatif est en rédaction, explorant la méthodologie proposée simplifiant le processus de réplcation pour les praticiens et autres. Fournissant des conseils progressifs, il tire des informations des expériences et meilleures pratiques des villes et quartiers pilotes.



Guide normatif, Urbanisme et infrastructures dans les contextes migratoires (UPIMC)

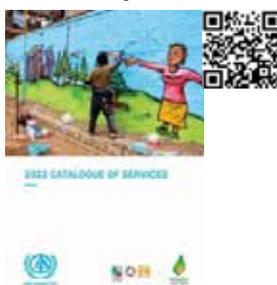
ONU-Habitat pour un avenir urbain durable, inclusif et résilient

ONU-Habitat se focalise sur le développement urbain mondial durable, en s'alignant sur l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable et les ODD, qui guident la mise en œuvre des engagements décrits dans le Nouvel Agenda Urbain (NUA). De pair, avec les gouvernements et les parties prenantes, ONU-Habitat traduit ces objectifs mondiaux en interventions réalisables au niveau local. Reconnaissant le rôle central de l'action locale dans la conduite du développement mondial, ONU-Habitat soutient le processus de localisation, qui permet aux villes et aux communautés locales d'innover et de mobiliser des ressources, en adaptant les efforts de développement aux contextes spécifiques.

À l'avant-garde de la localisation des ODD et de la mise en œuvre du NUA, ONU-Habitat a approuvé le cadre de suivi d'Urban (UMF) en tant que stratégie mondiale de non-suivi des indicateurs des ODD et du NUA. Ce cadre guide la création d'examen locaux volontaires (VLR), mécanismes essentiels pour les municipalités doivent notifier et rendre compte des réalisations des ODD. Pour mettre en œuvre spatialement ces objectifs mondiaux, ONU-Habitat utilise une suite d'outils et de pratiques. La Section Planification, Finances et Économie, au cœur de l'expertise de l'agence, offre une gamme d'activités allant de la collecte et de l'analyse de données à la planification stratégique et au développement de projets, y compris l'orientation et le déblocage d'opportunités de financement en aide aux gouvernements nationaux et locaux à favoriser un développement durable et inclusif. L'Urban Lab d'ONU-Habitat, un centre de planification urbaine intégrée, accompagne le processus de planification aux niveaux local, régional et national grâce à une approche collaborative fondée sur des données probantes.

Grâce à cette expertise, explorant la planification urbaine intégrée à plusieurs échelles et fondée sur des données probantes comme approche alternative pour faire face aux scénarios de migration et de déplacement prolongé, ONU-Habitat fournit des solutions durables pour combler le fossé entre le développement dans des contextes de crise et de déplacement prolongés et les actions humanitaires. Alors que la mobilité humaine est de plus en plus reconnue comme une dimension cruciale de la dynamique d'urbanisation et du développement durable

ONU-Habitat continuera de soutenir les villes et les gouvernements locaux en faveur de solutions urbaines intégrées qui exploitent le potentiel de la migration pour le développement durable. ONU-Habitat continuera de faire progresser les savoirs et les pratiques mondiales sur les approches urbaines durables en intégrant les expériences locales dans des discussions et efforts plus larges en vue de la mise en œuvre des pactes mondiaux sur les migrations et du pacte mondial sur les réfugiés.



Catalogue de services d'ONU-Habitat



En Savoir plus
*Planning for
Humanitarian Development
Practice*

07

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

A Nsegbe, G Tchiadeu, J Mbaha, G Dzalla, J Olinga (2014) Douala : une ville d'occupation et d'immigration Douala: Histoire Et Patrimoine

AFD (2010) : l'AFD et la méthodologie PEFA appliquée aux collectivités locales : Améliorer la gestion des finances publiques locales © AFD, Yaoundé

AMBLARD H. & AL., Les nouvelles approches sociologiques des organisations
ANY (1922), Rapport officiel portant sur le Régime foncier au Cameroun

Arcadis - Shelter & UN-Habitat (2022), " Rapport plan stratégique de gestion des ressources du fleuve Dibamba Synthèse. "

Arcadis - Shelter & UN-Habitat (2022), " Rapport Strategic River Management Plan for the Dibamba River Shelter Program Mission Douala, Cameroon "

ASCHER F (2001), Les Nouveaux Principes de L'urbanisme

ASSAKO ASSAKO (2010), Yaoundé la métropole face à son arrière-pays

ASSAKO ASSAKO (2020), Géographie transcendante outils conceptuels et méthodologiques pour géographier autrement en Afrique Atelier d'urbanisme de Douala « AUD » (2004)

BAANA ETOUNDI M. L. (2017), Dynamiques urbaines et transformations socio spatiales dans les villes du Cameroun

Bailly (A.), et al., (1983). « La marginalité : réflexions conceptuelles et perspectives en géographie, sociologie et économie »

Bailly A., (1986). « L'émergence du concept de marginalité : sa pertinence géographique ». In Marginalité sociale, marginalité spatiale. CNRS, Paris.

BAIROCH P. 1985, De Jéricho à Mexico : Villes et économie dans l'Histoire

BEATRICE G. (2006) Revue Hérodote, Ghettos Américains et Banlieues Françaises Revue Hérodote vol 122
Behar D. (1995) « Banlieues ghettos, quartiers populaires ou ville éclatée ? L'espace urbain à l'épreuve de la nouvelle question sociale », les annales de la Recherche urbaine

BUCREP (2005), " Répertoire actualisé des villages du Cameroun Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Cameroun. "

BUCREP (2011) : Rapport national sur l'état de la population : Enjeux et défis d'une population de 20 millions au Cameroun en 2011

Bruckmann, L.; Amanejieu, A.; Moffo, M.O.Z.; Ozer, P. Analyse géohistorique de l'évolution spatio-temporelle du risque d'inondation et de sa gestion dans la zone urbaine de Douala (Cameroun). *Physio-Géo Géogr. Phys. Environ.* 2019

Cabinet Green Tropic d'Ingénierie et de Conseil en Management QHSE (2023) " Rapport final

Restauration et préservation de la forêt mangrove: cas du site de Nsongongang-Mboh-Kon Douala 3 "

CAD 3 (2018) " Budget Communal – Exercice 2018. "

CAD 3 (2019) " Budget Communal – Exercice 2019. "

CAD 3 (2020) " Budget Communal – Exercice 2020. "

CAD 3 (2021) " Compte Administratif – Exercice 2021. "

- CAD 3 (2022) " Budget Communal – Exercice 2022. "
- CAD 3 (2022) " Plan Communal de Développement (PCD) de la commune d'arrondissement de Douala 3 "
- CAD 3 (2022) "Cartographie de l'esquisse du plan d'utilisation des terres de Douala 3. "
- CAD 3 (2022) Liste des services et équipements urbains de la commune d'Arrondissement de Douala 3. "
- CAD 3 (2023) " Budget Programme – Exercice 2023. "
- CAD 3 (2023) " Cartographie des zones inondables. "
- CAD 3 (2023) " Evaluation du budget à mi-parcours des activités allant du 1er janvier au 20 juillet 2023. "
- CAD 3 (2023) " Fiche synthétique partielle de présentation de la CAD 3. "
- CAD 3 (2023) " Liste des bassins versants de Douala 3. "
- CAD 3 (2024) " Budget Programme – Exercice 2024. "
- CALLOIS, J.-M., (2006), Les relations sociales, frein ou moteur de la durabilité : approche par la notion de rayon de confiance, Développement durable et territoires
- CASANOVA L. & AL. (2012), L'Espace géographique : Ce que les dynamiques foncières révèlent du devenir des territoires : éléments de prospective du sud-est français
- CLAVAL P. (2014), Manuel de Géographie Urbaine
- CLGF (2018), Commonwealth Local Government Handbook 2017/18 https://www.clgf.org.uk/default/assets/File/Country_profiles/Cameroon.pdf
- Colloque national, urbanisation et développement durable ; le centre de recherche sur le développement et la communauté urbaine de douala, avril 2018
- Conquête des zones à risque et dégradation de la qualité de la vie dans une ville d'estuaire tropical : cas des zones de mangrove autour de Douala au Cameroun. Dzalla Ngangue Guy Charly & Chrétien Ngouanet, 2006
- CONTEC (2014) " Elaboration d'une monographie de la ville de douala ville de Douala, arrondissements de Douala 3è et Douala 5è Volume 2 : profil historique et élaboration des profils historique et élaboration des fiches des quartiers fiches des quartiers. "
- COPRAY-DAPRETTO (1997), Les Lieux et Espaces Urbains : seules, ensembles
- CUD (2012) " Carte du POS – Carte. "
- CUD (2012) " Carte du POS – Règlements. "
- CUD (2012) " Carte du POS – Texte. "
- CUD (2012) " Carte PDU horizon 2025 "
- CUD (2012) "Récapitulatif des dispositions réglementaires par zone et par article CUD "
- CUD (2012) : Evaluation de la gestion des finances publiques de la Communauté Urbaine de Douala : rapport PEFA sur les performances
- CUD (2012), Plan Directeur d'Urbanisme : Programmation

CUD (2013), Bilan de mandature 2007 – 2013 : des défis aux actes pour un développement urbain décentralisé, moderne et durable

CUD (2014) : Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2014-2016

CUD (2018) " Colloque national, urbanisation et développement durable ; le centre de recherche sur le développement et la communauté urbaine de Douala. "

CUD (2021) " Rapport d'avancement 24/07/2021: Cartographie de l'impact des inondations d'Aout 2020 à Douala. "

CUD (2021) " Rapport provisoire: Etudes d'impact environnemental et social (EIES) en vue de la mise en œuvre d'un corridor pilote de bus « Bus Rapid Transit » dans la ville de Douala. "

CUD (2022) " Gestion des déchets à Douala: Enjeux et perspectives "

CUD (2023) " Actualisation du Schéma Directeur de Douala – Plan d'indemnisation et de réinstallation Réf. : CMSP00506E.

CUD (2023) " Gestion des déchets municipaux dans la ville de douala : enjeux et perspectives. "

CUD (2023) " Projet de mobilité urbaine de Douala. "

CUD (2023) " Typologie et évolution de la production des déchets par arrondissements."

CUD (2023) "Actualisation du Schéma Directeur de Douala – Tranche Conditionnelle. Rapport Mission 2 - Cadre de Gestion Environnemental et Social - Réf.: CMSP00506E - Etude d'Impact ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE. "

CUD, (2006) : Etude du Schéma Directeur d'Assainissement de la Ville de Douala et maitrise d'œuvre d'une tranche prioritaire de travaux : rapport définitif des phases 3 et 4, avril 2006, 145 p. 4. CUD, (2009) : Agenda 21 de la Ville de Douala

CUD, (2009) : Rapport final d'élaboration d'un Plan de Transport et de Déplacements Urbains de la Ville de Douala

CUD, (2009) : Stratégie de Développement de la Ville de Douala et son Aire Métropolitaine à l'horizon 2025 : Axes Stratégiques et Programme d'Actions, Rapport final

CUD, (2011) : Indicateurs socio-économiques de la Ville de Douala

DABET G et FLOCH -J-M. (2014), Institut National de la Statistique et des Études Économiques, La ségrégation spatiale dans les grandes unités urbaines de Franc métropolitaine : une approche par les revenus

Di Meo G., (1991). L'homme, la société, l'espace

Di Meo G., (1991). Les pays du tiers monde : géographie sociale et économique

Di Meo G., (1996). Les territoires au quotidien

Di Meo G., (1998). Géographie sociale et territoire

DIAMOND J., (2000), De l'inégalité parmi les sociétés : essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire

Dib K., Sriraman B. (2007) « le mythe de la ghettoisation dans le Canada urbaine et le ghetto français. », Métropolis, plan Canada

Dikoume F. & Al. (2014), Douala histoire et patrimoine

DJATCHEU K. (2022) Citadins pauvres et habitat précaire à Yaoundé de l'auto-construction à l'auto-viabilisation. In De la croissance urbaine à l'aménagement du territoire

- DJUIDJE TOGUE B., (2022) Logiques d'action et réalisations des producteurs publics de logements à Yaoundé. In De la croissance urbaine à l'aménagement du territoire
- EBELE WEI . (2023), Paradis tabou, autopsie d'une culture assassinée
- EGIS (2019) " Rapport de synthèse Élaboration du schéma directeur de développement du port de Douala. "
- Estimation Bucrep 2018
- FIJALKOW Y. (2002), Sociologie de la ville, La Découverte
- Fogwe N.Z. Et Tchotsoua M. (2007), Evaluation Géographique De Deux Décennies De Lutte Contre Les Inondations Dans La Ville De Douala (Cameroun)
- G Tchiadeu, OJM Olinga (2012), La ville de Douala: Entre baisse des précipitations et hausse des températures - Les Climats Régionaux: Observation et Modélisation
- GEORGES P. & AL. (1950), Etude sur la banlieue de Paris
- GIEC, (1997) Incidences de l'évolution du climat dans les régions : évaluation de la vulnérabilité. GIEC Cambridge (R-U).
- GIEC, (2001) a : Bilan 2001 des changements climatiques : conséquences, adaptation et vulnérabilité.
- GIEC, (2001) b: Bilan 2001 des changements climatiques: mesures d'atténuation
- GOORE L. & AL., (2022) Urbanisation et aménagement de la ville de Sinfra en Côte d'Ivoire. In De la croissance urbaine à l'aménagement du territoire
- Groupe AGORA - AUGEA AFRIQUE - NTFS (2023), " Rapport diagnostique version provisoire – avril 2023 élaboration d'un plan de secteur (PS) à douala III (Ndopassi). "
- Groupe GTAH Ingénieurs Conseil / CAEM / MBT International (2021), " Rapport: réalisation des travaux de voirie et d'équipements à Douala 3 et Douala 5 phase APD - Rapport de synthèse d'avant-projet détaillé de Douala 3 - rapport APD: rapport technique de synthèse de l' APD CAD III.
- GUY MAINET (1986) " Douala Croissance et servitude. "
- HALBBWACHS (2003) In Numéro Spécial Annal d'économie et de statistique vol 71-72,
- Hatcheu Emil T., (2003). L'approvisionnement et la Distribution alimentaires à Douala (Cameroun) : Logiques sociales et pratiques Spatiales des acteurs
- Henri NGONGA (2010) " Efficacité comparée de l'enseignement public et privé au Cameroun. " – Thèse de Doctorat Ph. D
- Henriot A. (1987) « Approches Ethnographiques en Sociologie de l'éducation : l'école et la communauté, l'établissement scolaire, la classe », Revue Française de pédagogie, n°78
- Hugues E.C., (1992)., in « De la théologie protestante à la sociologie du travail : archéologie des travaux de Hugues et de la seconde école de Chicago », Travail et Emploi, n°75
- INS (2002) : Etude sur le Cadre de Vie des Populations de Yaoundé et de Douala, Volume 1, 37 pages
- INS (2003), Enquête sur le cadre de vie des populations de Yaoundé et de Douala en 2002 (VAVIE) Volume IIB, résultat de la ville de Douala

- INS (2008) : troisième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM 3) : Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2007
- INS (2008), Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun en 2007, Rapport principal de L'ECAM3
- INS (2019), Annuaire statistique de la région du Littoral
- INS, (2013) : Annuaire Statistique du Cameroun : recueil des séries d'informations statistiques sur les activités économiques, sociales, politiques et culturelles du pays jusqu'en 2013
- International Monetary Fund, IMF Country Report No. 03/249, Cameroon; (2003). Poverty Reduction Strategy Paper, Washington DC
- JACQUES BARBIER CONSULTANT, (2004 : Stratégie de développement, de lutte contre la pauvreté et de protection de l'environnement de la ville de Douala. Communauté Urbaine de Douala (CUD), rapport fina
- JEAN PAUL FITOUSSI et al. (2003), Rapport Conseil d'analyse économique ségrégation urbaine et intégration
- JOËL M., (2006), In Economie & Humanisme, numéro 376
- KAMGA D. E. (2022) Accès au foncier et évolution du bâti dans le quartier Simbock situé à la périphérie sud-ouest de la ville de Yaoundé. In De la croissance urbaine à l'aménagement du territoire
- L' Horty Y., Tovar E., Dos santos M. (2009) « Ségrégation Urbaine et accès à l'emploi : une introduction », CEE
- LACOUR C. & AL. (2005), Des nouvelles frontières de l'économie urbaine
- Lahire B. (1947) l'esprit sociologique
- Lapeyronnie D. (2004) « Ghetto Urbain », Demain la ville, Dossier n° 4
- Laurent BRUCKMANN, Amélie AMANEJIEU, Maurice Olivier ZOGNING MOFFO & Pierre OZER (2019)" Analyse géohistorique de l'évolution spatiotemporelle du risque d'inondation et de sa gestion dans la zone urbaine de Douala (Cameroun) - Geohistorical analysis of flood risk spatio-temporal evolution and its management in the urban area of Douala (Cameroon) / Physio-Géo Géographie physique et environnement Volume 13 | 2019 Varia. "
- Laville J.L., (1997) « Le Renouveau de la sociologie économique », Cahiers Internationaux de sociologie, vol. CIII
- LE BRIS & AL. (1991) L'appropriation de la terre en Afrique noire
- Lefèbvre H., Critique de la vie quotidienne en trois volumes
- Les ateliers internationaux de maitrise d'oeuvres urbaine – Douala (2013), Douala ville assemblée
- Les cahiers d'outre-mer (1950). N°10, avril-juin
- Lévi-Strauss C.(1971) « la famille », in Annales de l'université d'Abidjan, Série F., Tome III,
- Linton R., (1959) Le fondement culturel de la personnalité
- Llored R. (2007) Sociologie, théories et analyses
- Longouo Silatcha H.P., Olinga J.M., Mbella O.A. , « Pratiques sociales rurales et signatures spatiales à Douala – quartier Bepanda : dynamiques et rétroactions. » in Pour une géographie rurale de l'action, Mélanges en hommage au Professeur Elong J.G., Chap.18, Editions Clé

- LOPEZ R. (1996), Un nouvel apartheid social, Hautes murailles pour ville de riche. In Revue le Monde Diplomatique
- MAETUR (2018) " Rapport diagnostic participatif: Contrat d'assistance technique n°02348 / MINDHU / MAETUR du 02 aout 2017 pour la réalisation de l'étude en vue de la restructuration / rénovation de certains quartiers sous-structures dans la Communauté Urbaine de Douala (CAD 3). "
- MAGNAN A. « Proposition d'une trame de recherche pour appréhender la capacité d'adaptation au changement climatique », Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement
MAGNAN, A., (2008, L'adaptation, toile de fond du développement durable, in Synthèses Iddri
- Maheux H., Pabois M. Et Yango J. (Dir.) (2011) : Douala, Capitale économique – L'Architecture, Edition Lieux dits
- Mainet G., (2005). « Douala, de la métropole à la mégapole, croissance et nouvelles dynamiques à l'œuvre ». XI^e journées de géographie tropicale : les interactions ruptures, transitions et mutations
- Malson L. (1964) les enfants sauvages, Mythes et réalités
- MANON DOMINGUES DOS SANTOS & AL. (2009) Ségrégation urbaine et accès à l'emploi : une introduction
- Mbaha J. P. & Al (2007), Cinquante ans de conquête spatiale à Douala : d'héritage colonial en construction à patrimoine socio-spatial vulnérable aux risques naturels. In Actes du colloque - Université de Douala
- Mbaha J. P. ; Nsegbe A. de P. ; Ndock G., (2011). « Mobilités, interactions urbain-rural et recompositions territoriales dans les espaces péri-métropolitains de Yaoundé » in Yaoundé, la métropole face à son arrière-pays
- Mbaha J.P, Olinga J.M. Et Tchiadeu G. (2013). « Cinquante ans de conquête spatiale à Douala : d'héritage colonial en construction à patrimoine socio-spatial vulnérable aux risques naturels », in Actes du Colloque du Cinquantenaire de la Réunification du Cameroun, Université de Douala, Faculté des Lettres et Sciences Humaines
- MBEP. R. (2010), les entiers initiatiques. Exemple des chambres mpoo-bassa du Cameroun
- MEDIEBOU C. & AL. (2022), Périurbanisation et conflits fonciers dans la Commune de Yaoundé V. In De la croissance urbaine à l'aménagement du territoire
- MERLIN P & CHOAY F, (1988), Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement
- MERLIN P. (1994), La Croissance Urbaine
- Merton R.K. (1965) Eléments de théorie et de méthodes sociologiques
- Mesures d'intervention adaptative aux changements climatiques initiées par la Communauté urbaine de Douala JM Olinga, G Tchiadeu, M Tsalefac Pour une géographie rurale de l'action. Mélanges en hommage au Pr JG Elong Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD). Plan National de Contingence du Cameroun, 2011. Available online: https://plateformecholera.info/attachments/article/450/Cameroune_%20Plan_%20contingence_2011.pdf (accessed on 12 July 2021).
- MINEPAT (2022) " Stratégie Nationale de développement 2020-2030 SND. "
- MINH DU (2010) : Guide de référence Gouvernance locale : Tome 1 : l'urbanisme opérationnel
- MINH DU (2010) : Guide de référence Gouvernance locale : Tome 2 : l'urbanisme de planification
- MINH DU (2010) : Guide de référence Gouvernance locale : Tome 3 : Textes législatifs et règlementaires
- MINH DU (2014) : Rapport Bilan-Diagnostic de l'étude de faisabilité du projet Sawa Beach Douala
- MINSANTE (2020) " Populations cibles des programmes prioritaires 2020. "
- MOLES A. & ROHMER. (1997), Psychologie de l'espace

Mongoué B. (2006) « Yaoundé : Qui coordonne l'aménagement de la ville ? », in Revue de géographie du Cameroun, volume double : XVII N°2 ,2005-XVII n°1

Mongoué B., (Paris, Saint Paul, 2001) « Yaoundé une ville gérée à l'emporte-pièce », in Belinga, Yaoundé, une grande Métropole Africaine au seuil du 3e millénaire

Mongoué B., « Croissance spatio –démographique de Yaoundé et ses conséquences au cours de la 2e siècle », in Elong M., Nga Ndongo V., Menenga Tamba L. (2 ds), Dynamiques urbaines in Afrique Noire

MOULIOM NJIKAM A. & AL. (2022) Discriminants de l'accessibilité au réseau électrique dans les quartiers péricentraux de Yaoundé (Cameroun), approche par les SIG: le cas de Mvog-Ada. In De la croissance urbaine à l'aménagement du territoire

MINHDU (2014) : Rapport Bilan-Diagnostic de l'étude de faisabilité du projet Sawa Beach Douala

Municipality of Douala III (2017). Budget de la Commune D'arrondissement de Douala 3eme Exercice 2017

Municipality of Douala III (2018), Budget de la Commune D'arrondissement de Douala 3eme Exercice 2018

Municipality of Douala III (2019), Budget de la Commune D'arrondissement de Douala 3eme Exercice 2019

Municipality of Douala III (2020), Budget de la Commune D'arrondissement de Douala 3eme Exercice 2020

Municipality of Douala III (2021), Budget de la Commune D'arrondissement de Douala 3eme Exercice 2021

Municipality of Douala III (2022), Budget de la Commune D'arrondissement de Douala 3eme Exercice 2022

Municipality of Douala III (2023), Budget de la Commune D'arrondissement de Douala 3eme Exercice 2023

Naville P., (1956) Essai sur la planification du travail

Ndongo, B.; Mbouendeu, S.L.; Tirmou, A.A.; Njila, R.N.; Dalle, J.D.M. Tendances pluviométriques et impact de la marée sur le drainage en zone d'estuaire: Cas du Wouri au Cameroun. Afr. Sci. Rev. Int. Sci. Technol. 2015,

Nematchoua, M.K.; Orosa, J.A.; Reiter, S. Climate Change: Variabilities, Vulnerabilities and Adaptation Analysis—A Case of Seven Cities Located in Seven Countries of Central Africa. Urban Clim. 2019

Newman R .G. (1976) Comparative Deviance: Perception and Law in six cultures

Ngouanet C. & Dzalla Ngangue G. C., (2006) Application de l'approche multisource de télédétection à la cartographie de l'utilisation du sol dans la région de Douala au Cameroun.

Ngouanet C., Tiafack O. & Dzalla Ngangue G. C. (2009), Cartographie et suivi de la croissance urbaine sur les zones humides en contexte tropical humide à l'aide de la technologie d'observation de la Terre : étude de cas des zones de mangrove autour de Douala au Cameroun.

NJOUONANG DJOMO H. G. & AL. (2022) Les défis des nouveaux quartiers de la Société Immobilière du Cameroun (SIC) à Yaoundé/ Cameroun : cas du quartier Olembé. In De la croissance urbaine à l'aménagement du territoire, Nsegbe A. De P. (2012). Analyse géographique des pressions environnementales résultant de l'urbanisation du littoral camerounais : cas de Douala et Kribi.

OCHA (2019) " Rapport Multi-Sector Rapid Assessment in the West and Littoral Regions Cameroon. "

OCHA (2023) " Humanitarian Situation NWSW. "

OCHA (2023) " Lit_West_Analysis_For_Sharing_MSNA_R2_140922. "

OECD/UCLG (2022) Country Profiles of the World Observatory on Subnational Government Finance and Investment.

- Olinga J. M. & Nkafu (2021), La gouvernance urbaine au Cameroun : entre laisser-faire et faire laisser, analyse sous le prisme de la vulnérabilité aux risques
- Olinga J.M & Yango J. (2007), La Stratégie de Développement de la Ville de Douala et son Aire Métropolitaine: un nouvel outil vecteur de durabilité urbaine?
- OLINGA J.M. (2012) : Vulnérabilité des espaces urbains et stratégies locales de développement durable : Etude du cas de la ville de Douala (Cameroun),
- Olinga J. M. (2012), Vulnérabilité des espaces urbains et stratégies locales de développement durable : Etude du cas de la ville de Douala (Cameroun)
- Olivier Sardou ESSOUMAN ESSOUMAN (2021) " Evaluation de la vulnérabilité sociale aux mouvements de masse: Cas des populations de la Commune de Douala 3e (Cameroun). "
- ONU Habitat, (2010) : L'état des villes africaines, Gouvernance, inégalités et marchés fonciers urbain, ONU-Habitat, Nairobi
- Parsons T.(1973) Sociétés, essais sur leur évolution comparée
- PETNGA N. & AL. (2022) Politiques publiques et extensions spatiales spontanées de la ville de Garoua. In De la croissance urbaine à l'aménagement du territoire
- Piaget J. (1954) Les relations affectives et l'intelligence dans le développement mental de l'enfant
- Port Autonome de Douala PAD (2022) " Banque des projets du Port Autonome de Douala (PAD).
- Priso D. Dickens (2016), l'Homme avance la forêt recule, Edition Clé Yaoundé
- PVDIR & Groupement AGORA - AUGEA AFRIQUE - NTFS (2023), " Rapport diagnostic version provisoire: élaboration d'un plan de secteur (PS) à Douala III (Ndogpassi). "
- Rapport UN-Habitat (2003) In Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)
- Rapport UN-HABITAT (2003) In Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)
- René GOUELLAIN (1975), Douala ville et histoire
- Republic of Cameroon (1974), Law 74/023, "Municipal organization and various subsequent modifications".
- Republic of Cameroon (1977), Decree 77/091, "Determining the powers of supervision over municipalities, municipal associations and unions, and municipal institutions, as well as subsequent modifications."
- Republic of Cameroon (1987), Law 87/015, "Creation of Urban Metropolitan Areas".
- Republic of Cameroon (1992), Law 92/002, "Conditions for the elections of municipal councillors".
- Republic of Cameroon (1996) "Law No. 1996/12 of August 5, 1996 establishing a framework law on environmental management."
- Republic of Cameroon (1996), Decree N°77/85, "Modifying certain measures of decree N°77/85 of 22 March 1977 establishing the functioning and management of FEICOM, and its subsequent modifications".
- Republic of Cameroon (1996), Law 96/06, "Revision of the constitution of 2 June 1972".
- Republic of Cameroon (2004) "Law No. 2004/003 of April 21, 2004 governing urban planning in Cameroon."

Republic of Cameroon (2004), Law 2004/017 – 018 – 019, "Orientation of decentralization. Rules applicable to municipalities. Rules applicable to regions".

Republic of Cameroon (2006), Decree 2006/18, "Reorganization of FEICOM and modifying decree 2000/365 of 11 December 2000 pertaining to the same subject".

Republic of Cameroon (2006), Law 2006/04 – 05, "Rules for election of regional councillors" - "Rules for election of senators".

Republic of Cameroon (2007), Decree 2007- 1139-PM, "The process of issuing, collecting, centralizing, distributing and transferring additional council taxes".

Republic of Cameroon (2008), Decree 2008/013, "Organization and functioning of the National Decentralization Council"

Republic of Cameroon (2008), Decree 2008/0752/PM, "Specifying certain procedures pertaining to the organization and functioning of deliberative and executive bodies of municipalities, urban metropolitan areas, and municipal associations".

Republic of Cameroon (2008), Decree 2008/376, "Administrative organization of the Republic of Cameroon".

Republic of Cameroon (2008), Decree 2008/377, "Duties of heads of administrative divisions and the organization and functioning of their services".

Republic of Cameroon (2009), Decree 2009/248, "Assessment and distribution procedures for the allocation of central funds to decentralized entities".

Republic of Cameroon (2009), Law 2009/011, "Financial regime of decentralized territorial entities".

Republic of Cameroon (2009), Law 2009/019, "On the local tax system".

Republic of Cameroon (2010), Decree 2010/0165/PM, "Concerning the general funds for decentralization in the 2010 budget".

Republic of Cameroon (2010), Decree 2010/1734/PM, "Establishing the sectoral accounting plan for decentralized entities".

Republic of Cameroon (2010), Decree 2010/1735/PM, "Fixing the budget nomenclature of decentralized entities".

Republic of Cameroon (2010), Various decrees 2010/239 to 247/PM, "Setting the terms for the exercise of certain powers transferred by the state: drinking water, rural roads, women and family, agricultural products and rural development, social aid to the poor, fish and pastoral production, culture, public health, basis education".

Republic of Cameroon (2016) "Decree No. 2016/3058 of July 28, 2016 establishing the rules for land use and construction."

Revue Afrique Contemporaine (2020) N° 271-272

Revue Afrique Contemporaine N° 271-272 (2020)

Rocheblave Spénlé A.M.(1962) La notion de rôle en psychologie sociale

Rocher G.(1970) Sociologie générale

Savaresse E. (2006) Méthodes des sciences sociales

Saha, F.; Nkemta, D.T.; Tchindjang, M.; Voundi, É.; Fendoung, P.M. Production des risques dits «naturels» dans les grands centres urbains du Cameroun.

- SEBAHARA, P. (2000) Acteurs et enjeux de la décentralisation et du développement local expériences d'une commune du Burkina Faso (document de réflexion ECDPM 21).
- Séminaire d'information des parlementaires sur la politique du gouvernement en matière de promotion des logements sociaux au Cameroun (2014), MAETUR : acteur public de production de parcelles constructibles a prix modéré.
- Senet R. (2000) Le travail sans qualité.
- SEURECA VEOLIA (2022) " Actualisation du Schéma Directeur Assainissement de Douala - Rapport Mission 6 Réf.: CMSP00506E. "
- SEURECA VEOLIA (2023) " Actualisation du Schéma Directeur Assainissement de Douala - Rapport Mission 2 – APD Eaux Usées Réf. : CMSP00506E. "
- SEURECA VEOLIA (2023) " Actualisation du Schéma Directeur Assainissement de Douala - Rapport Mission 6 – Choix du scénario préférentiel et programme pluriannuel de travaux Réf. : CMSP00506E. "
- Simmel G. (1981) Sociologie et épistémologie
- Simmel G. (1991) Secret et sociétés secrètes
- SINOUE A. & Al. (1993), Rives coloniales architectures, de Saint Louis à Douala
- SITRASS, Solidarité internationale sur les transports et la recherche en Afrique subsaharienne, Rapport final Pauvreté et mobilité urbaine à Douala
- Smith A. (1976) Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations
- SOGREAH (2006) " Etude du schéma directeur d'assainissement de la ville de douala et maitrise d'œuvre d'une tranche prioritaire de travaux rapport définitif des phases 3 et 4 N° 2 35 0038 /DLN/FRB/PNG. "
- Stébé J.M., Marchal H. (2010) La sociologie Urbaine
- Stoll T. (2009) « Mémoire et villes », in Revue Kyrnéa Internationale
- Tarde G. (1993) Les lois de l'imitation, Etudes sociologiques
- TCHIADEU G. et KETCHEMEN-TANDIA B., (2009) « La ville de douala face aux changements climatiques », Actes du Colloque de Yaoundé
- Tchiadeu Gratien M. & Al (2014), Douala : une ville d'occupation et d'immigration. In Douala histoire et patrimoine
- Tefé R. (2012), « Economie informelle et Développement : cas des marchés alternatifs des petits métiers Urbains à Douala, Cameroun. »In Mutibe, Revue pluridisciplinaire et Biannuelle de l'Université de Douala, FLSH
- Tefé T.R., Yomb J. (2016), Pratiques de l'agriculture intra- urbaine à Douala au Cameroun facteurs d'émergence acteurs et impacts socioéconomiques », in Pour une géographie rurale de l'action, Mélanges en Hommage au Professeur Elong G.J., Editions clé, Yaoundé
- TENDE Renz T. & Al., (2022) Métamorphose et incidence de l'étalement urbain sur le 7ème arrondissement de Bangui en Afrique centrale. In De la croissance urbaine à l'aménagement du territoire,
- TERRAY L., P. BRACONNOT (ss dir.), (2008) Livre blanc Escrime : étude des simulations climatiques. Paris, IPSL-Météo-France
- Touraine A. (1997) Pourrons-nous vivre ensemble, égaux et différents

- TSALEFAC M., (2007) : Changements climatiques et développement économique : vers une solidarité planétaire ? in Acte de colloque L'Afrique Centrale, le Cameroun et les changements globaux
- UN-HABITAT (2003) " Rapport In Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)."
- UN-Habitat (2021) Projet de sauvegarde et de valorisation de la rivière Dibamba à Douala : Diagnostic du bassin versant de la rivière Dibamba
- UNHCR (2023) " Map migrants Douala 2023. "
- URBAPLAN, (2007) Stratégie de Développement de la ville de Douala et son aire métropolitaine. Communauté Urbaine de Douala (CUD), Phase diagnostique, document cadre, 10p.
- Valentin FEUSSI (2011) " Migrants, langues et spatialisation urbaine à Douala – Cameroun Cahiers internationaux de socio linguistiques (N°1). "
- Veblen T., (1970) Sociologie de la communication, la théorie de la classe de loisir
- VILMIN T. (2015), L'Aménagement Urbain : Acteurs et Système
- Wacquant L. (2005) « les deux visages du ghetto, Construire un concept sociologique », Actes de recherche en sciences sociales
- World Bank (2012) "Cameroon - The Path to Fiscal Decentralization : Opportunities and Challenges," World Bank Publications - Reports 11875, The World Bank Group.
- Wyvekens A., « la ville et le lien social, lieux de résidence et appartenances sociales, villes et territoires », Cahiers français
- Yapi-Diahou A., (2003). La recherche urbaine à l'épreuve des milieux marginalisés dans la ville. Réflexion sur les défis méthodologiques en sciences humaines. Collection Recherche et Méthodologie
- Yomb J. & Teffe T. (2015), « Conduites socio- économiques des acteurs locaux et crises des microfinances au Cameroun », in Mutibe Revue pluridisciplinaire et semestrielle, Université de Douala, FLSH , vol I , n°6
- Yomb J. (2012), « conduites socioéconomiques d'une innovation d'accès aux soins de santé en milieu rurale Camerounais : Le cas de l'IDC. », in Mutibe, Revue pluridisciplinaire et semestrielle, Université de Douala.



UN-HABITAT

United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT)

United Nations Office of Nairobi

United Nation Avenue, Gigiri, Nairobi, Kenya, 00100

E-mail: infohabitat@unhabitat.org

Website: <http://www.unhabitat.org/>

UN-Habitat HQ Programme Management Officer: niina.rinne@un.org

UPIMC - Cameroon Coordinator: princesse.samba@un.org